PARTI SOCIALISTE - SFIO
39ème Congrès national des 14 au 17 août 1947
Lyon

Sommaire

Le président (Daniel Mayer) 3
Georges Bienne 3
Paulette Dupuy 3
Marcel Bloch 4
Suzanne Posty 5
Levillain 8
Paul Lévy 11
Marceau Pivert 12
Henri Vergniolles 18
Marceau Pivert 19
Pierre Olivier Lapie 20
Léon Boutbien 23
Salomon Grumbach 28
Bonin 39
Guy Mollet 42
Denoux 53
Baraton 56
Cine 58
Navier 59
Adam 63
Pierre Commin 64
Wohl 65
Boin 66
Weil 67
Pierre Rimbert 68
Notebard 70
Perdrix 71
Olive 72
Sylvandre 73
Castellio 74
Pierre Metayer 76
Gérard Jacquet 78
Diot 81
Thérèse Roméo 84
Marceau Pivert 85
Francis Leenhardt 89
Henri Malacrida 94
Max Lejeune 95
Paul Ramadier 99

Cour Fondation Jean-Jaurès

Guy Mollet 107
Colin (Oran) 115
Maurice Rabier (Oran) 119
Gauthier (Maroc) 123
André Bidet (Tunisie) 127
Paul Valère (Cochinchine) 130
Paul Rivet (Seine) 133
Lascaux (Cambodge) 135
Shengor (Sénégal) 136
Obakon (Cameroun) 139
Valentino (Guadeloupe) 141
Edouard Depreux 143
André Philip 152
François-Tanguy Prigent 158
Elie Bloncourt 168
Lamine Gueye 171
Paulette Lacase 175
Dechezelles 178
André Ferrat 182
Martin (Bouches du Rhône) 186
Socie (Jura) 188
Ozana (Yonne) 189
Rachel Lempereur (Nord) 191
Lesrat (Ille et Vilaine) 193
Merry (Haute-Garonne) 194
Darse 197
Lampin – (Pas de Calais) 199
Femme (?) de l'Hérault 200
Délégué (?) (Haute-Savoie) 201
Gauthier (Maroc) 203
Maurice Cormier (Maine-et-Loire) 205
Jean Courtois 209
Guy Jeram (Seine) 212
André Ferrat 215
Gonthier 218
Abd el Azis (Finistère) 220
Rincent (Marne) 221
Rodeau 224
Delorme (Basses Alpes) 224
Bercegeais 227
Colin (Alger) 229
Francis Leenhardt 231
Christian Pineau 232
Dechezelles 237
Daniel Mayer 239

Fondation Jean-Jaurès

Arres Lapoque 243
Guy Mollet 245
Délégué du Morbihan 247
Maurice Deixonne 249
Léon Boutbien 250
André Philip (président) 252

Séance du samedi 16 août (matin)

Sous la présidence de M. Daniel Mayer.

Le président (Daniel Mayer)

La séance est ouverte. L'ordre du jour appelle la discussion du rapport des délégués à l'Internationale ouvrière socialiste.
Il y a déjà dix orateurs inscrits, indépendamment des rapporteurs. Je pense que vous êtes d'accord pour prononcer la clôture après les dix orateurs dont je vais vous donner les noms : Georges Bienne, Suzanne Posty, Paulette Dupuy, Marcel Bloch, Capdeville, Levillain, Paul Lévy, Marceau Pivert, Pierre-Olivier Lapie, Bauthien, Grumbach.
Pas d'opposition ? La parole est à Georges Bienne. Ensuite Suzanne Posty.

Georges Bienne

Camarades, je n'abuserai pas de vos instants. Je me contenterai de lire une résolution que je propose au Congrès d'examiner et qui, je crois, se défend par elle-même :
Le Congrès national mandate le Comité directeur pour prendre toute initiative :
1) Pour hâter la reconstruction de l'Internationale ouvrière socialiste qu'exigent impérieusement les circonstances économiques, sociales et politiques, sur le plan international.
2) Pour que cette reconstruction donne à l'Internationale ouvrière socialiste le caractère d'une réalité vivante, c'est-à-dire qu'elle préfigure un véritable gouvernement de la future fédération mondiale des Républiques socialistes.
(Applaudissements)

Le président - Suzanne Posty ? Ensuite Levillain, Gilberte Bonnat, Paulette Dupuy.
Le Congrès est-il d'accord pour déclarer que les camarades qui ne répondent pas à l'appel de leur nom perdent leur tour de parole ? Oui.
(Applaudissements)
La parole est à Paulette Dupuy.

Paulette Dupuy

Camarades, les interventions que nous avons entendues hier au sujet de l'Internationale nous ont vivement émus et les camarades nous ont vivement

Fondation Jean Jaurès

impressionnés, mais une chose tout de même nous a frappés : c'est que nos coeurs saignent encore à l'heure présente lorsque nous constatons que des hommes qui devraient être libres, souffrent malheureusement dans des geôles, soit dans les geôles de l'Europe orientale, soit encore sous la domination fasciste.
Aussi, au non de la fédération du Tarn, je dépose devant le Congrès la motion suivante :
Après avoir entendu les délégués du parti frère, le Congrès exprime sa chaleureuse sympathie à tous ceux qui, à travers le monde, mènent la même lutte en faveur de la justice et de la liberté et tout spécialement à tous ces héros qui ont été assassinés ou qui sont encore emprisonnés dans les geôles d'Espagne, du Portugal soumis à un régime totalitaire, aux pays d'Europe centrale et orientale.

Le président - Marcel Bloch et ensuite Capdeville

Marcel Bloch

Camarades, c'est pour nous associer à la protestation de la fédération du Tarn que nous déposons, nous aussi, une motion sur le bureau du Congrès.
En effet, à ce Congrès et à cette tribune ont défilé un certain nombre de délégués qui ont provoqué un certain émoi parmi les congressistes et surtout parmi quelques uns de nos camarades des délégations étrangères, qui ont vu avec surprise et avec tristesse, défiler précisément des camarades qui les combattent, parce qu'ils sont sous l'obédience d'une nation qui opprime une partie de leur peuple et qui a ravi - comme d'autres - aux hommes qui veulent continuer la tradition d'Internationalisme du prolétariat, leur liberté.
C'est pourquoi nous déposons, concurremment avec la motion du Tarn, la motion suivante :
Le Congrès exprime sa volonté formelle de reconstituer l'Internationale ouvrière pour traduire le désir bien arrêté du Socialisme de réaliser l'accord des hommes libres et des peuples indépendants.
Il salue la mémoire de tous les militants socialistes ou démocrates assassinés, comme il salue tous ceux qui sont traqués, emprisonnés ou déportés dans tous les pays où s'exerce une dictature, quelle qu'elle soit.
Il proteste contre le travail forcé imposé dans d'immenses camps de déportation à des hommes qui n'ont commis d'autre crime que de n'être pas d'accord avec leur propre gouvernement ou avec les gouvernements imposés par la force extérieure.
Il demande au prochain Comité directeur de reprendre les grandes et nobles traditions de la démocratie et du Socialisme français, en organisant de puissantes manifestations populaires pour alerter l'opinion publique contre toutes les atteintes portées à la liberté des individus, comme à l'indépendance des peuples.
Il demande également au Comité directeur d'alerter l'ONU et le BIT pour que soient effectuées dans tous les pays qui ont organisé des camps de concentration des enquêtes permettant de renseigner l'opinion publique mondiale sur les conditions dans lesquelles sont traités les prisonniers politiques.
Cette motion est en outre signée de Vertolle, de Texonne, de Gilbert Paul et de

Fondation Jean-Jaurès

Le Bail.
(Applaudissements)
Camarades, je n'ajouterai que quelques mots : Nous voulons et nous le dirons à propos du débat de la politique générale, nous voulons que ce Parti soit, non seulement le Parti des travailleurs, mais encore le Parti national et international de la liberté.
Il risque chaque jour - et nous l'avons vu par l'exemple que je vous ai montré avant-hier, hier, à ce Congrès - de perdre cette figure. Nous ne pouvons pas nous lier - et je crois qu'il n'y a personne ici pour le faire - ni avec les forces de la réaction et du fascisme traditionnels, contre lesquelles nous avons combattu, ni nous allier aux forces opposées, mais qui veulent arriver à la domination avec des moyens et des buts identiques.
C'est des uns et des autres qu'il faut que tous les camarades unis dans ce parti se dégagent et les signataires de cette motion ont voulu, venant d'horizons différents, signifier cela. Et c'est cela qu'ils nous demandent, à l'unanimité, d'approuver.
Je n'ajouterai qu'un seul mot. Nous ne faisons pas partie des "Mollet" et nous sommes peut-être qualifiés pour cela, arbitrairement par quelques-uns de nos camarades de "mous", mais nous voulons y ajouter l'expérience. Et c'est pour cela que je vous ai demandé la parole, après les amis et camarades du Tarn, avec lesquels nous nous sommes rencontrés en des circonstances que je m'excuse de rappeler, il y a déjà 3 ans de cela. Eh bien, nous nous sommes rencontrés en certaines circonstances où nous avons constaté, les uns comme les autres, que pour se battre on ne peut trouver que des hommes libres.
(Applaudissements)

Le président - Suzanne Posty ? Ensuite Capdeville (Seine Inférieure)

Suzanne Posty

Camarades, s'il est une question important, c’est celle de la constitution de l'Internationale ouvrière et ici, ce n'est pas seulement une question spéciale, c'est en vérité comme toujours - car les principes forment un tout - l'application générale de nos principes,
Il n'est pas seulement question d'étudier le rapport que nous présentent nos délégués, de relever les erreurs ou les insuffisances, mais aussi de tracer les principes qui devront dicter l'action de notre Comité directeur dans l'avenir.
Si nous regardons le rapport, nous voyons d'abord que les sections invitées sont, exception faite de l'Afrique du Sud et de la Palestine, des sections de pays européens. Or, camarades, l'Internationalisme ne se limite pas à l'Europe ; le Socialisme ne se limite pas à l'Europe et il faudrait bien réviser cette position de vouloir toujours croire que l'Europe est encore à la tête du monde, ou même à la tête du mouvement ouvrier.
Et voici une des premières fautes à réviser. Il faut que dans les prochaines conférences soient invités tous les partis socialistes du monde entier. Et il y en a au Canada, en Amérique du Sud, il y a une organisation générale, en Nouvelle

Zélande, en Australie, aux Indes, au Japon. Vous voyez qu'il y en a quelques-uns à ajouter à la liste.
Mais ensuite, nous relevons aussi dans ce rapport des insuffisances choquantes.
Si le rapport en ce qui concerne la Social démocratie allemande est très complet - et nous en félicitons notre camarade Grumbach - il y a des raisons à cela, le Parti Socialiste français avait bien défini sa politique quant à la Social-démocratie allemande, mais il ne l'a pas tellement définie quant à d'autres partis. Nous relevons par exemple que dans le cas des partis italiens et dans le cas des partis espagnols, nous n'avons pas l'indication des noms des délégués qui ont formé ces commissions. Nous n'avons pas d'indication sur ce qui s'est traité dans ces commissions. Nous n'avons pas non plus les conclusions exactes de ces commissions mêmes.
Et si dans ce rapport même on nous dit par exemple dans le cas espagnol, qu'il a été décidé que notre camarade Debroucker contacterait les représentants de deux fractions du mouvement ouvrier espagnol, afin d'en faire l'unité, on ne nous dit pas que le délégué du mouvement du Parti Socialiste ouvrier espagnol, dirigé par le secrétaire général Llopis a, dès le début, à la conférence de Zurich, déclaré qu'il n'accepterait pas cette position, parce qu'il considérait que cette affaire était une affaire intérieure du Parti.
Or, que voyons-nous dans la revue socialiste n°13 ? Un article du camarade Lunéville qui nous affirme que le camarade Gaglio a donné son adhésion. Je regrette, mais j'ai des informations précises des camarades espagnols, qui me permettent d'affirmer qu'il n'en est rien.
Et j'ai eu d'autres informations précises des camarades espagnols : C'est que lorsque le camarade Debroucker est passé à Toulouse au Secrétariat du parti espagnol, les camarades ont répété la réponse négative du camarade Gaglio.
Eh bien, camarades, il y a là une insuffisance choquante dans l'information générale de ce rapport. Mais j'ajouterai plus : J'ajouterai que d'une façon générale, le bulletin des arguments et ripostes - le bulletin intérieur - n'apporte pas des informations exactes sur les cas qui intéressent l'Internationale ouvrière.
Il y a par exemple, dans les arguments et ripostes, un bulletin assez bien fait sur le cas italien de la cession, mais il y a tout de même certaines choses qui sont omises dans ces arguments et ripostes. Nous dirons par exemple, que l'on ne mentionne pas qu'au Congrès de Rome, Néni aurait dû présenter les statuts du parti italien - statuts qu'il n'avait pas rédigés - et qu'il s'en était suivi, étant donné que le parti italien n'avait pas de statuts, que la pénétration communiste, à l'intérieur du parti, était chose facile et faite. Elle permettait aux communistes de prendre des places, d'intervenir dans les Congrès du Parti Socialiste italien.
Si l'on avait donné ces petites informations supplémentaires, il est probable que les camarades auraient mieux compris ce qu'était le cas de la cession italienne. Si l'on avait ajouté aussi qu'au Congrès de Rome, le parti de Saragatte avait reproché au camarade Néni et aux autres, d'avoir admis à l'intérieur du parti italien, des fascistes notoires, on aurait encore mieux compris. Car il faudrait que les camarades sussent qu'il y a, par exemple, un homme appelé Tologne, qui a fait partie des bandes de squadristiques qui, en 1922, attaquait les Socialistes

italiens et qui, aujourd'hui, est justement Secrétaire fédéral de la fédération de Néni, du Parti Socialiste italien dirigé par Néni.
Ce Monsieur, attaqué publiquement par les Socialistes du parti de Saragatte, a cru devoir aller en justice, et pour refaire sa virginité politique, il a déclaré qu'il ne faisait pas partie des "squadristiques" c'est-à-dire des groupes de choc fascistes, mais qu'il avait tout simplement une carte d'ancienne chemise noire d'avant la "Marche sur Rome".
C'était évidemment une drôle de façon de refaire sa virginité aux yeux des vrais Socialistes.
Il y a plus encore. Il y a, dernièrement, une circulaire lancée par le parti de Néni, qui ordonne aux Secrétaires des fédérations de faire le recensement des anciens camarades qui ont favorisé la scission. C'est un moyen de police qui était encore inconnu parmi les Partis Socialistes.
Mais j'ai encore étudié le cas espagnol.
Si encore dans les arguments et ripostes, il y a eu certaines informations sur le parti italien, il n'y en a pas eu du tout sur le parti espagnol. Et tous les articles que nous trouvons sont des articles d'une politique préconçue à l'égard du groupe de Négrine.
On n'a pas mentionné, par exemple dans le rapport de l'Internationale, que le Parti Socialiste ouvrier espagnol, dirigé par Lopis, avait présenté la liste de ses membres qui, en exil, en compte tout de même plus de 25.000 et que lorsqu'on a demandé la même chose du parti de Négrine, il n'a rien présenté, pour la bonne raison, camarades et c'est très simple voyez-vous, c'est qu'il compte en tout 300 membres répartis sur la totalité du monde.
(Applaudissements)
Il leur eût été bien difficile de se qualifier de parti de masse.
La vérité, voyez-vous, c'est qu'il faudrait que nos camarades veuillent un peu étudier les questions internationales, qu'ils ne croient pas qu'il suffit d'avoir de bonnes amitiés avec les gens qui parlent très bien français et avec lesquels on s'entend très facilement, qui sont d'excellents journalistes et qui ont une très bonne réputation - qui, dans le cas Mégrine, ont beaucoup d'argent à leur disposition, offrent des repas splendides - mais qu'il faudrait aussi qu'ils écoutent et qu'ils aient un sens d'impartialité totale sur les problèmes de l'Internationale. Nous ne demandons pas autre chose. Nous demandons donc que nos camarades délégués qui représentent notre Parti pour l'Internationale, veuillent bien étudier ces cas, et le faire d'une façon impartiale, sans opinion préconçue.
Je dis tout de suite qu'il est impossible de réfuter ce que j'ai dit, car j'ai des documents à l'appui. Et je dis qu'il faut que notre Comité directeur, notre Parti en général, se préoccupe d'informer les militants d'une façon exacte.
Il est impossible que certains camarades viennent dire, par exemple, qu'il y a un groupe Llopis. Il n'y a pas de groupe Llopis. Il y a 25.000 adhérents qui ont manifesté leur volonté dans des Congrès convoqués légalement.
J'ose croire qu'on a le devoir, en Socialisme, de respecter ces volontés clairement exprimées.

Je présente la motion suivante - on m'a demandé de terminer :
Le 39ème Congrès national du Parti Socialiste SFIO ayant étudié le rapport sur la reconstitution de l'Internationale Socialiste donne mandat au Comité directeur pour suivre intégralement les principes suivants :
1) Il sera fait appel à tous les Partis Socialistes du monde entier et pas seulement aux pays européens.
2) Il sera exigé des partis de réprouver clairement, par leurs déclarations et dans les faits, toute politique nationaliste, quelque soient les autres qualificatifs.
3) l'indépendance de chaque parti participant devra être établie vis-à-vis de la politique des gouvernements auxquels ils participent et des autres partis politiques, toute ingérence directe devant entraîner l'élimination du Parti soumis à des directives non socialistes.
Camarades, je veux terminer sur ce principe.
Le dernier Congrès du Parti avait déclaré que le Parti Socialiste entendrait faire une politique entièrement socialiste, ni à la remorque de la droite, ni à la remorque de la soi-disant gauche. Nous ne demandons pas autre chose que l'application de ces principes sur le plan international. Et si nous ne voulons pas refaire les erreurs de la 2ème Internationale ouvrière, il est nécessaire d'imposer des barrières précises et de les imposer à tous.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Levillain. Ensuite à Lunéville. Je demande au Congrès de faire silence et d'écouter avec le maximum d'attention les orateurs sur un débat aussi important que celui de l'Internationale Ouvrière Socialiste.
(Applaudissements).
Je me permettrai de souligner que le caractère international de notre parti est une de ses originalités dont il a droit d'être fier.

Levillain

Camarades, dans un récent article, notre ami Jean Tixier a écrit :"Le devoir de l'homme est parfois de ramer à contre sens". Je vais ici ramer à contresens ; je veux dire que parlant en mon nom personnel, je vais aller à l'encontre de la pensée d'un certain nombre d'entre vous. Je suis dans un Congrès socialiste, je vous apporte le prix d'une conscience socialiste. Je sais aussi que je puis compter sur la présence attentive de tous ceux qui ont compris, de tous ceux que, peut-être, je vais choquer quelque peu. Je me propose de vous communiquer un grave document.
Je m'explique. Socialiste pacifiste et internationaliste de toujours est toujours resté tel, je ne puis que souhaiter me réjouir de savoir enfin la reconstruction de l'Internationale. Je suis resté fidèle à son esprit durant la guerre de 14/18 où je garde la fierté d'avoir été, dès cette époque, aux côtés de Jean Longuet, Breissman, pour notre reconstitution immédiate de l'Internationale, tuée le 4 août 1914. J'y suis resté fidèle entre les deux guerres où j'ai travaillé de mon mieux, sur un des plus difficiles terrains de l'époque, pour le rapprochement des peuples et en particulier pour une sincère et loyale entente franco-allemande. Je

ne saurais donc, je le répète, que me réjouir d'une nouvelle résurrection de l'Internationale - quelle que soit la cuisante déconvenue qu'elle nous aie apportée à deux reprises - pour barrer efficacement la route à la guerre.
Il n'est pas besoin de réussir pour persévérer. Persévérons donc dans notre effort, reprenons notre idéal socialiste. Mais cette fidélité, elle ne peut être et ne doit pas nous dispenser de tenir compte des leçons de l'Histoire, surtout quand ces leçons, ces faits, sont soulignés d'immenses fleuves de sang.
Ces leçons, ces faits, que disent-ils ? Ils disent des choses que nous n'avons pas le droit d'oublier, sous peine de nous mentir à nous-mêmes.
Ils disent que durant 6 années, un pays, l'Allemagne, s'est rendu coupable vis-à-vis d'autres peuples, des crimes les plus divers et les plus abominables.
Ils disent que de 1919 à 1939, par de vastes votes massifs répétés et devenus quasi unanimes, ce pays a voulu, a porté, puis a consolidé Hitler au pouvoir et qu'il en a donc ainsi la responsabilité.
Ils disent qu'il n'a rien fait, rien tenté jamais, ni une tentative de grève, ni un geste de révolte, pour entraver les agressions successives contre l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Norvège, le Danemark, la Hollande, la Belgique, le Luxembourg.
Ils disent les leçons de l'Histoire et les faits, que durant toute la guerre, le peuple allemand a laissé faire à Hitler et à sa bande, tous ses attentats contre l'humanité, tous ses crimes les plus atroces, alors qu'il comptait pourtant 10 millions d'électeurs socialistes et 5 millions de communistes en 1919, à la veille de l'accession d'Hitler, sans que se crée la moindre opposition digne d'être signalée, la moindre résistance digne d'être comparée à celle de nos pays à nous. Où sont, en fait, leur Suzanne Buisson, leur Jean Lebas, leur Pierre Brossolette, Amédée Dunois ? Où sont même leur Paul Colette, en dehors de ce colonel hobereau qui voulut, certes, tuer Hitler en juillet 1944, mais en réalité pour essayer de sauver le vieux militarisme prussien.
Ils disent, les faits, que durant 6 années - même à l'heure de la défaite et jusqu'au dernier jour de la guerre - les millions de soldats de la Wehrmach n'eurent jamais un soupçon de rébellion, une tentative de mettre bas les armes et que jusqu'à la dernière seconde, jusque dans les ruines de Berlin, ils se battirent pour leur Fürher
Ils disent encore les leçons de l'Histoire, que parce qu'elle a laissé passivement, sur son territoire, torturer, massacrer plus de 20 millions d'êtres humains : Hommes, femmes et enfants, l'Allemagne tout entière doit être tenue solidairement responsable de ces abominables assassinats. Et de tout cela, nous n'avons pas le droit de ne pas nous souvenir, de l'effacer si vite, à moins de 3 années de la Libération.
Ils disent toujours, les leçons de l'Histoire et les faits, que par-dessus toutes les traditions doctrinales et aussi toutes les combines diplomatiques, nous n'avons pas le droit moral - et nous Socialistes moins que tous les autres - d'oublier déjà nos camarades martyrs et les millions d'autres malheureux assassinés avec eux, en consentant, par l'admission de l'Allemagne dans l'Internationale, à un rapprochement scandaleusement prématuré avec le peuple qui a commis et

tolérés toutes ces horreurs.
Ils disent encore autre chose : Depuis la chute du régime nazi, si les partis politiques allemands, sans exception, gémissent sur les malheurs des peuples d'Outre-rhin, pas un seul n'a encore exprimé franchement sa résistance, sa douleur, son remords des destructions et exterminations subies par les autres peuples d'Europe, par sa faute à lui. De cette mentalité cynique, de cette inconscience, nous avons à tenir compte. Et pour qui en douterait, j'en appelle ici au témoignage de notre camarade, le professeur Lapie, ancien président du Labour Party qui s'en indignait dans un article récent. Que l'on ne me fasse pas dire à présent des choses que je ne dis pas.
Je sais bien que l'on ne peut reconstruire l'Europe sans l'Allemagne. Dire le contraire, serait dire une stupidité.
Mais ce que je demande, c'est que l'on ne nous impose pas, dans l'Internationale en gestation, la présence d'un parti qui s'est révélé indigne de la confiance des autres Socialistes du monde, le voisinage d'une Social-démocratie qui, je le souligne, compterait déjà plus de cotisants qu'en 1932 quand elle disparut sans combattre, c'est-à-dire que sans aucun doute, sont réfugiés dans son sein d'ex-nazis et qui sait, peut-être parmi eux, ceux-là qui transpercèrent le sein de Suzanne Buisson, et les soldats qui tuèrent les 200 enfants d'Oradour.
Disant cela, je ne fais pas de basse démagogie sur un sujet où, effectivement, elle serait indigne. Mais croyez-moi, je vais prouver que je n'exagère rien. Je sais d'avance que les camarades seront tentés de me répondre qu'il y a eu certains autres Allemands internés. Je suis de bonne foi et je serai précis sur ce point aussi, je souhaiterais vivement que ceux-là, les internés nous aident un peu à essayer d'oublier la masse de leurs compatriotes. Je sais bien qu'il y a eu des rescapés et s'en est surtout trouvé, pareils à eux, dans les camps qui ont mérité notre coup de chapeau socialiste.
Pour corroborer ce que je dis là, en même temps que pour appuyer l'ensemble de mon argumentation, je vais vous lire, camarades, un document. Ce sera ma conclusion, que je vous demande d'écouter avec attention.
Ce document concerne le malheureux garçon, étudiant en médecine de 23 ans que j'ai connu tout enfant, fils d'un homme qui a passé près de 40 ans dans notre Parti et fut aussi de longues années membre du Conseil d'administration du Populaire. Il avait en 1944 trois fils. Les deux aînés ont été fusillés. C'est du 3ème, assassiné à Dora, dont il va être question, le document est, d'autre part, signé par un rescapé des bagnes d'Allemagne, élu parlementaire actuel de notre Parti, respecté de tous et dont je vous dirai le nom dans un instant. Voici ce document.
"Je suis arrivé au camp d'Helrich, commando de Dora… (Lecture du document). Gutsorf (?) est actuellement un des chefs du Parti Socialiste à Berlin et parle à la radio au nom de ce parti....
Ce document, mes chers Camarades, est signé de notre camarade le Docteur Fischer, député du Loiret et ancien ministre du cabinet Léon Blum.
Camarades, un tel témoignage se passe de tout commentaire. C'est une intervention pénible, croyez-le, pour un vétéran socialiste resté internationaliste,

que je viens de faire. Je n'ai été inspiré que par les conseils de Jaurès :
"Le devoir est de chercher la vérité et toujours de la dire".
J'ai apporté ici avec franchise les paroles que j'estimais devoir être dites. Je conclus. Ne votez pas, abstenez-vous, sur le rapport sur l'Internationale. Il faut en effet qu'avant de prendre contact avec ceux d'Outre-rhin, nous ayons la certitude, la garantie de ne pas risquer de côtoyer, de fraterniser avec des socialistes genre Gustof, ancien tortionnaire et assassin des camps hitlériens.
(Applaudissements)

Le président - Paul Lévy ?

Paul Lévy

Camarades, je ne veux pas vous tenir très longtemps, car je suis soucieux de ménager le temps du Congrès et de vous permettre de discuter - aussi rapidement que possible - les motions de politique générale.
Je veux dire simplement à l'auditoire que moi aussi, qui dans les années 16 et 18 me suis trouvé avec Jean Longuet et qui ne regrette rien de mon attitude passée, je veux dire que j'ai le regret de me trouver en désaccord absolu avec les conclusions de notre ami Levillain. Et j'imagine que s'il avait eu à Zurich cette apparition hallucinante de Schumacher, victime de Hitler, résistant à Hitler pendant 10 ans dans des conditions singulièrement difficiles, j'imagine que son opinion eût été modifiée, mais je n'ai pas l'intention de reprendre point par point les différentes affirmations qui ont été portées à cette tribune.
Si je le faisais, je serais obligé de m'étendre longuement sur les lacunes et sur les erreurs du discours de notre camarade d'Alger qui, par exemple, m'a appris que ni la Nouvelle-Zélande, ni le Canada, ne participaient à notre organisation nouvelle, alors que le grand fait nouveau de notre organisation est qu'elle comprend aujourd'hui tous les Dominions.
Camarades, je conçois l'impatience de nos amis qui veulent que l'Internationale soit reconstruite promptement. Je me permets de leur rappeler que dans des conditions infiniment moins difficiles, au lendemain de l'autre guerre, il nous a fallu 5 années pour remettre debout l'Internationale et lorsque je constate les progrès accomplis depuis 44, depuis la conférence de Glasgow, depuis la conférence de Portsmouth, depuis celle de Zurich, je dis que nous avons, malgré tout, le droit d'être satisfaits.
Camarades, mon ami Grumbach répondra point par point tout à l'heure aux différentes critiques qui ont été adressées à notre rapport et je sais qu'il relèvera les inexactitudes concernant l'Espagne et particulièrement le parti Négrine. Pour ménager le temps du Congrès, c'est Grumbach que je charge de répondre en notre nom à tous.

Le président - la parole est à Marceau Pivert. Ensuite, Pierre Olivier Lapie.

Fondation Jean-Jaurès

Marceau Pivert

Camarades, nous avons entendu une magnifique introduction au rapport sur l'Internationale lorsque des délégués que nous connaissons depuis 30 années - j'ai nommé Marianne Pollak et Debroucker - sont venus nous apporter un exemple d'Internationalisme pratique en particulier.

Nous pourrions nous borner a nous aligner sur la magnifique intervention de Marianne Pollak pour beaucoup de raisons, dont la principale est qu'elle représente un parti qui n'a pas titubé dans le passé sur les positions fondamentales de classe et qui ne s'est jamais laissé tirer ni vers le réformisme social patriote comme on disait autrefois, ni vers le Stalinisme, car la grande figure d'Otto Powel qui a été l'un de nos maîtres, était derrière Marianne Pollak pour définir une position politique cohérente qui a fait ses preuves, non seulement dans la lutte internationale de classe, mais aussi sur une question fondamentale qui est celle du rassemblement de toutes les forces révolutionnaires autour d'un parti marxiste.

Les deux choses touchent de très près aux préoccupations fondamentales que nous avons, nous Socialistes français, quand nous voulons redonner au Socialisme sa véritable physionomie et quand nous sommes sollicités dans certaines directions, de compromis avec la bourgeoisie, parce qu'une fraction de la classe ouvrière s'est laissé entraîner derrière une déviation monstrueuse, totalitaire, du stalinisme.

Les conditions sont donc très dures pour définir une politique de classe dans le Parti français et nous avons des leçons à recevoir des camarades Autrichiens. Mais ils ne comprendraient pas - et avec eux tous ceux qui ne sont pas là - que nous ne répondions pas à leur appel et que nous ne soulignions pas notre accord fondamental, car Marianne Pollak a développé une position politique, celle d'un parti uni, d'un parti qui a défendu contre vents et marées, le patrimoine commun de l'Internationalisme prolétarien et a défini une politique qui est celle que, sur le plan de la politique intérieure, avec je l'espère, la majorité renforcée qui va se définir, nous appellerons celle d'un centre marxiste cohérent, qui sait ce qu'il veut et qui ne se laisse entraîner ni d'un côté, ni de l'autre dans la bataille qui se développe.

Centre marxiste, c'est l'expression d'Otto Powel et c'est un moyen qui nous est ainsi offert de saluer sa grande mémoire. Eh bien camarades, ce centre marxiste a une position qui revient autour de la formule, sur le plan international, troisième force, troisième camp. Cela signifie que les Socialistes qui n'ont pas encore compris qu'ils étaient manoeuvrés d'un côté ou de l'autre par l'un des deux grands blocs qui cherchent à se partager les zones d'influence, ces Socialistes sont déjà en danger de se trouver divisés et de faire que l'Internationalisme prolétarien continue à s'effriter, et à se désagréger.

C'est précisément lorsqu'on abandonne le terrain de classe, lorsque l'on abandonne - et cela est vrai pour tous - la position fondamentale qui est inscrite au début de nos statuts : "Action et entente internationales des travailleurs», qu'ici et ailleurs on devient les prisonniers des formations d'union sacrée qui servent toujours, sans exception, la politique de la classe dominante et qui

jamais n'ont apporté un progrès dans le sens du Socialisme.
(Applaudissements)
Cette position fondamentale, camarades, il est malheureusement vrai qu'elle a été abandonnée et qu'il faut la retrouver. Et c'est en vertu d'une tradition qui est tout de même assez longue aussi dans ce Parti, que je souhaite que la majorité définisse vigoureusement, non seulement sur le plan intérieur, mais en même temps sur le plan international, cette politique d'autonomie et d'indépendance de la classe ouvrière à l'égard des forces capitalistes et à l'égard du totalitarisme stalinien, c'est-à-dire, en politique internationale, une attitude indépendante à la fois de la pression de l'impérialisme capitaliste et indépendante aussi de la pression du totalitarisme stalinien.
Cela se tient, camarades, et c'est parce que nos camarades qui ont travaillé sur le plan international au nom du Parti, mais vous le sentez bien, camarades, sans mandat réel du Parti, puisque le Parti na pas encore défini sa politique à ce sujet - et c'est ce qui me donne une certaine liberté de ne pas considérer comme décisions définitives des pas tâtonnants qui sont des progrès dans certaines directions, qui sont des reculs dans d'autres - c'est ce qui nous permet aujourd'hui de tracer les grandes lignes d'une orientation politique internationale.
Camarades, il y a eu en effet dans ce rapport - et je tiens à souligner que nous approuvons entièrement les efforts faits pour reconstituer l'Internationale - d'excellentes choses. Et nous sommes persuadés que ces efforts se développeront. Si nous avons des reproches sérieux qui nous ont portés, nous aussi, à nous abstenir sur le vote de ce rapport pour des raisons d'ailleurs très différentes de celles que l'on a invoquées ici, c'est parce que nous avons vu, d'une manière un peu trop systématique, ouvrir la porte de l'Internationale à des organisations qui ne représentent pas, à ce moment, l'élément décisif pour la reconstitution d'une politique autonome de classe, mais des éléments qui ne sont que des instruments, qu'ils le veuillent ou non, de ce bloc soviétique oriental qui est actuellement l'une de nos inquiétudes, en dehors des autres.
(Applaudissements)
Nous voulons dire, camarades, qu'il y a trop de docilité à l'égard d'une certaine conception de la politique internationale - conception bureaucratique où l'on voit des responsables se passer des petits services l'un l'autre : "permettez à X… d'entrer et je permettrai à celui-ci d'entrer".
Ce n'est pas une politique de principes, cela, camarades. Il y a eu quelque chose de remarquable. On a ouvert la porte à Zurich, à des camarades qui étaient venus, nettement, systématiquement, sur mandat de leur parti derrière lequel il y a la pression de la Russie Soviétique, pour empêcher que l'Internationale se reconstitue, dans une certaine mesure.
Nos camarades, Grumbach en particulier, ont cédé à cette pression, ont mis sur le même plan des citoyens comme Négrine et des camarades comme le grand parti Cabagliero. C'est intolérable.
(Applaudissements)
Nous sommes, disposés, camarades, à proposer au Congrès la plus large tolérance à l'égard de tous les courants - et je dis plus, qu'on ne déforme pas

notre position - nous voulons qu'on ouvre la porte, qu'on accueille comme nous l'avons fait, les partis polonais, les partis tchécoslovaques, les partis hongrois, bulgares, yougoslaves - s'ils existent encore - roumains, tous les partis de l'Europe orientale, nous n'avons pas le droit de les abandonner à une pression unilatérale. Notre devoir est de les aider, notre devoir est de les arracher à cette pression.

Camarades, il faut prendre une position politique et quand je vois la complicité - je pèse mes mots - entre Grumbach et Piétro Néni pour fermer la porte au parti italien qui est le plus proche, qui est le parti de la 3ème force en Italie, quand je vois cela, je dis, attention, camarades, vous ne pouvez pas avoir en même temps une politique autonome de classe et une politique de docilité à l'égard des pressions impérialistes ou totalitaires sur notre parti.

(Applaudissements)

Camarades, dans ce geste tout à fait lamentable qui a cédé au chantage de Néni qui était en train de menacer de s'en aller si on acceptait le parti de Sarga Mattéotti, on a cédé au chantage. Nous voulons relever que le résultat était le suivant : J'ai ici la photographie des deux meilleurs militants, des amis à moi, de ce parti de Mattéotti, et je ne parle pas du Père de Matéotti lui-même, dont des militants français ont laissé à la porte le fils, vous ne sentez pas à quel point c'est quelque chose d'impossible ? Vous ne deviez pas permettre cela. Vous deviez vous battre là-dessus et c'est une question de principes. On laissait à la porte Angelici Gabalato, la première secrétaire de Simmermach, on exclut de l'Internationale les militants de l'Internationalisme. Ah ! Camarades, pour faire une Internationale, il en faut tout de même quelques-uns des internationalistes. On exclut mon vieil ami Bongoni, que j'ai vu encore il y a deux jours, qui était avec nous en 33. Grumbach, qui était avec nous - je dis nous - Bongoni pour l'Italie, d'autres qui ne sont plus là (j'ai nommé par exemple Zatsérotski) il y avait Spaak, il y avait les représentants des Socialistes américains, dans cette position de la Gauche Internationale que nous avons défendue au moment où nous avons annoncé que le retour à l'Internationalisme était une question de vie ou de mort et que la lutte révolutionnaire était une question de vie ou de mort et que si on n'allait pas vers la transformation de l'Europe, on aurait la guerre et le fascisme. Nous l'avons dit.

J'ajoute qu'il y avait aussi deux disparus que nos camarades du Bund n'ont même pas la liberté de fêter en Pologne.

J'ai nommé Albert et Heinrich …… mes amis personnels, des camarades qui ont été froidement assassinés et pendant un an, le monde entier a essayé de savoir ce qu'ils étaient devenus. Une Internationale qui se reconstitue et qui n'ose pas parler de cet assassinat, camarades, elle est morte d'avance.

(Applaudissements)

Nous ne voulons pas que ce soit précisément la réaction internationale qui se serve des crimes staliniens pour en faire une arme contre le prolétariat de l'Internationale. Nous voulons que dans cette bataille, il n'y ait pas de question de tendance, et que le Parti unanime se dresse pour relever le défi contre le cynisme et le terrorisme staliniens.

(Applaudissements)
Il n'y a pas cela dans votre rapport et c'est-là une lacune grave.
Je ne parlerai que très brièvement d'autres lacunes et j'ajoute, d'autres attitudes de mon ami Grumbach, à l'égard d'initiatives comme celle de la propagande - rien que cela - en faveur des Etats-Unis Socialistes d'Europe. Encore une fois, un thème qui réunit toutes les tendances du mouvement ouvrier et qui devient si populaire qu'en dehors même du mouvement strictement prolétarien, on s'y intéresse, car c'est l'expression vivante de la politique autonome en face de l'étau et du bloc qui permet aux gens de bonne foi d'essayer de trouver une issue à cet étau qui cherche à nous broyer. Eh bien, c'est Grumbach lui-même qui a pris l'initiative d'empêcher le parti et le Populaire d'être à la tête du combat pour cette propagande - simplement cela - en faveur de l'idée des Etats-Unis Socialistes de l'Europe.
(Applaudissements)
Voilà une autre lacune, camarades. Alors que dans le monde entier il y a des Comités qui se forment, en Europe en particulier, on attend justement que le Parti français prenne la tête. Je dis cela au moment même où nous sommes sollicités, où nos élus acceptent des patronages infiniment plus graves, que les militants syndicalistes ou socialistes qui sont actuellement à la tête du socialisme international, car les syndicats anglais ont voté l'adhésion au Comité International pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe ; mais il y a une autre Europe qu'on essaie de faire : C'est l'Europe capitaliste, c'est l'Europe fédérée, mais maintenue sous la domination des monopoles et des trusts capitalistes. Cette Europe, le capitalisme américain y investit actuellement en France, en Allemagne, partout, ses capitaux pour en faire des bases stratégiques et il y a un Comité Churchill et notre ami Le Troquer a adhéré à ce Comité et le parti n'a rien dit. Il a dit non au Comité international et de l'autre, rien à dire, aux camarades députés qui se laissent entraîner à une politique sur le plan de la classe adverse.
Ca aussi, c'est une lacune.
Il y a donc des idées fondamentales dans ce rapport que nous voudrions voir vraiment prendre en charge par le Parti, dans son ensemble. Il y a des absents, des absents d'ailleurs pour lesquels nous avons le devoir de parler, des camarades qui ne sont pas là parce qu'on ne les a pas admis, des camarades illégaux, des camarades socialistes qui ne sont pas tous des agents, comme les staliniens le disent, du capitalisme international.
Ah ! Camarades, attention. Quand vous avez affaire à un parti officiel comme le Parti Socialiste polonais que nous saluons tous ici, nous avons le devoir de lui dire, à ce parti officiel : "Ne confondez pas notre accueil, notre courtoisie avec notre approbation des arrestations massives que vous êtes en train de couvrir… (applaudissements)… à l'égard des Socialistes polonais qui se sont battus pour le Socialisme polonais depuis que la Pologne a recouvré son indépendance et avant même. Vous savez, ça fait un peu de bruit au point de vue international, que notre camarade Casimir Bouchak soit mis en prison tout simplement parce qu'il est fidèle au socialisme en Pologne. Ca fait du bruit quand le camarade Zaramba

regrette qu'on n'ait même pas permis, ici, la distribution d'un tract informant les militants au sujet de ces arrestations parce que le délégué officiel de la Pologne ne l'a pas autorisée. Malheureusement, les autorités du Congrès ne l'ont pas permis non plus.
Camarades, je ne fais pas ici une question de tendance, majorité, minorité, je dis ce que j'ai sur la conscience.
Ceux à qui on ferme la bouche ont droit que l'on parle en leur nom. Je prends cette liberté.
(Applaudissements)
Vous avez d'autres exemples qui devraient vous réunir tous. Il y a actuellement un problème fondamental. Il y a des camps de concentration en Allemagne. Il y a ici dans cette salle, dans ces tribunes, des camarades qui étaient à Buchenwald. Eh bien, voici les nouvelles qui nous parviennent de source que je cite extrêmement sérieuse :
Le maire socialiste de Hambourg, Marx Braun, dans un rapport détaillé à "l'International ….. comité", que je connais pour avoir magnifiquement sauvé la vie pendant toute cette période, à travers toutes les contre-révolutions, les guerres, à toutes les élites du Socialisme international, le camarade de l'Inter national .... Comité" publie qu'il y a actuellement à Buchenwald 11 000 internés. Nous sommes persuadés qu'il y a beaucoup de fascistes - et c'est leur place - mais malheureusement, il n'y a pas que des fascistes. Il y a en particulier 800 Socialistes (lecture de quelques noms). Je n'en cite pas plus. Ces camarades socialistes fidèles à nos conceptions fondamentales, ces camarades socialistes qui ont lutté dans les bagnes hitlériens, dont quelques-uns furent torturés et portent la trace des tortures que les SS leur ont infligées - j'en ai rencontré moi-même à Londres, mutilés affreusement, (énumération de quelques noms) - ces camarades nous disent quelque chose d'encore plus important.
Il y a 800 militants socialistes connus et il y a 2 000 militants communistes connus - Communistes, oui camarades, les staliniens en arrivent à mettre sur le même plan et dans le même sac ceux qui, dans leurs propres rangs, n'obéissent plus déjà à cet appareil monstrueux de terreur et de destruction du mouvement ouvrier - internés.
Eh bien voilà une occasion où le Parti Socialiste, s'il a une politique, peut prendre l'initiative. Il doit proposer au Parti Communiste français une commission d'enquêtes pour aller voir là-bas les Socialistes et les Communistes.
(Applaudissements)
Camarades, vous vous divisez sur les formules comme l'unité d'action parce que vous mettez des politiques différentes qui ne sont pas des politiques socialistes. Il n'y a pas d'unité d'action possible quand on couvre certains crimes et quand on couvre certaines erreurs politiques.
(Applaudissements)
Camarades, je veux terminer, mais n'attendez pas de moi que je dissimule une fraction quelconque de ma pensée. Il y a des torturés, il y a des emprisonnés et l'on attend vainement que la voix d'une véritable Internationale se lève. Il n'y en a pas qu'en Allemagne. Il n'y en a pas que dans les camps de ces personnes

déplacées qui sont une honte pour l'après-guerre. Il n'y en a pas qu'en Pologne, dans les Balkans. Il y en a ailleurs. Et je demande aux camarades qui parlent de responsabilité collective des peuples, aux camarades qui disent qu'il n'y a pas eu de protestation, de bien vouloir faire leur examen de conscience.
Quelle est notre attitude à propos des Socialistes du Vietnam ? Camarades, que faisons-nous du point de vue internationalisme, à l'égard du Vietnam ?
Ah ! Responsabilité collective des peuples. D'accord. Mais vous-mêmes, alors, vous couvrez cela ? Quand le colonel Deds qui est mort, sur sa propre initiative décide de punir le Vietnam en novembre, pas en décembre et que 20 000 cadavres d'Indochinois, d'Annamites, de camarades avec qui nous avions signé un traité d'amitié, 20 000 cadavres sont là, qu'est-ce que vous avez dit ? Où est votre protestation politique ? Et vous parlez de responsabilité collective. Vous en êtes des responsables collectifs. Vous ne pourrez pas reconstituer une véritable Internationale sans une politique de principes, dans une attitude de compromis avec quelques forces de consolidation de la bourgeoisie ou du totalitarisme, sans une voix socialiste autorisée, internationale pour condamner cela et pour faire rependre la communauté des intérêts des travailleurs, car nous fusillons nos meilleurs alliés, car ils sont eux-mêmes affaiblis dans leur lutte pour l'indépendance, car il y a des tués et il y a des ruines. Et cela ne peut servir que la pénétration capitaliste ou la pénétration totalitaire, mais pas une politique internationale.
Camarades, il y a d'autres internés, d'autres massacrés. Que pensez-vous en particulier d'un pays où l'on applique les lois de Mussolini sur la jeunesse de 12 à 20 ans, où il y a les capitaux hitlériens réfugiés, où il y a les grands trusts en train de reconstituer leur front international sur le plan économique ; et l'Eglise en train de reconstituer sur le plan politique la grande diplomatie internationale au service de l'international américain ? Camarades, je parle d'un pays où les conseillers seraient les plus importants, du chef, du dictateur de ce régime, où toute la fine fleur de l'espionnage international a été sauvée, où les liaisons avec Franco sont établies d'une manière étroite. Ce pays a envoyé son ambassadeur auprès de nous. Alors camarades autrichiens, je vous prie d'excuser, très sincèrement, le résultat de la guerre pour nous tous, c'est-à-dire le fait qu'en 1934 quand votre fasciste Schusnig essayait de venir à Paris, nous étions capables en quelques heures de mobiliser le prolétariat et d'intervenir pour interdire son arrivée à Paris. Malheureusement aujourd'hui, car les staliniens sont peut-être encore plus responsables à ce sujet, ils ont fait la cour à Perron, leur ambassadeur a embrassé Perron, leurs délégués syndicaux ont torpillé le mouvement libre des syndicats. Ils ont figuré sur les mêmes listes car il s'agissait de contrats internationaux. On se dispute entre les deux blocs, on achète les consciences de tout ce qui est à vendre. Malheureusement, quand Eva Perron vient visiter l'Europe, elle est saluée à la fasciste à Madrid, elle est nommée Docteur Honoris Causa par des représentants de ce pays qui a fermé les universités libres et qui considère la militarisation de la jeunesse comme un dogme, le chef de ce gouvernement a fait ses études à Rome et à Berlin. Lisez le Livre Bleu édité par les Américains au moment où justement ils voyaient passer

Perron dans l'orbite soviétique, ils ont tiré contre lui. Maintenant, ils ne disent plus rien et c'est un homme respectable.
Eva Perron est venue. Elle a été saluée. Mon cher ami Vergniolles, tu sais que nous nous aimons bien, que nous ne nous cachons rien, mais quand il y a une motion dans laquelle tu dénonces - très justement - les camps de concentration partout où ils se trouvent, permets-moi de te dire que je ne peux pas mettre ma signature à côté de la tienne car tu sais fort bien que tu étais disposé à recevoir Eva Perron et que c'est pour nous, Socialistes, un scandale international que nous n'acceptons pas.
(Applaudissements)
Camarades, je vais terminer là. Il faut une politique cohérente dans tous les domaines.

Le président - Avec autorisation de Marceau Pivert, la parole est à Vergniolles pour une intervention.

Henri Vergniolles

Camarades, j'ai fait signer par quelques camarades une motion qui a été défendue ce matin, en mon absence, par mon ami Marcel Bloch.
Dans cette motion, nous protestons contre le fait que dans certains pays du monde, il y a des camps de concentration qui reçoivent les ennemis du régime. Je n'ai excepté aucun pays. J'ai parlé de tous les pays totalitaires, pour condamner ces procédés.
Puisque Marceau-Pivert me met en cause à propos de Mme Perron, je vais simplement lui répondre ceci : Je ne suis sans doute pas le seul à être mis en cause et j'ajoute qu'en effet j'ai assisté avec d'autres éminentes personnalités à Paris, à des réceptions données en l'honneur de Eva Péron, car je n'oublie pas ceci, c'est qu'il y a tout de même en France une vieille tradition de courtoisie à l'égard des femmes.
(Bruit dans la salle, protestations)
Il ne s'agissait pas de recevoir M. Péron. Et quand je pense qu'on serre la main de M. Bogomolov et de Mme Bogomolov qui ont sur la conscience des millions d'emprisonnés, je dis qu'il n'y a pas de commune mesure entre l'un et l'autre. Et je n'oublie pas que Péron, quoi qu'on en pense, a été élu à un scrutin qui a été un scrutin régulier, par l'immense majorité du peuple argentin. Je n'oublie pas que le peuple argentin, lorsqu'a été connue là-bas la Libération de Paris, s'est transporté spontanément sur les rues et sur les places de toutes les grandes villes d'Argentine pour manifester une joie délirante.
Je n'oublie pas que, sans qu'on lui demande rien, il a eu à l'égard de la France des gestes d'une générosité qui n'est contrebattue que par - comment dirai-je ? - sa discrétion ; et que des centaines et des centaines de millions de vivres sont venues soulager la détresse de nos compatriotes. Je n'oublie pas que le peuple argentin nous a toujours manifesté - et en toutes occasions - une amitié sans défaillance, et que là-bas, s'il y a des fascistes, s'il y a des Allemands réfugiés, il y a aussi de nombreux français, de nombreux démocrates qui vivent librement.

Fondation Jean-Jaurès

Laissez-moi vous dire simplement ceci, c'est que si un jour j'avais à choisir, étant obligé de partir de France, entre le séjour en Russie soviétique et le séjour en Argentine, je ferais ce que vous feriez, je voguerais vers l'Argentine.

Interruption dans la salle - Il n'y a pas de choix à faire.

Le président - Avant de clore cet incident, camarades, je crois sans sortir de mon rôle impartial de président, être dans l'obligation de relever une phrase de notre camarade Henri Vergniolles.
Il est impossible à un Congrès Socialiste participant au gouvernement et représentant les forces essentielles de la nation, de mettre sur le même plan le dictateur Peron et le représentant Bogomolov d'un pays ami et allié.
(Applaudissements)
Je suis certain que cette expression - ou plus exactement cette analogie - a dépassé la pensée de notre camarade Vergniolles.
Je déclare l'incident clos et je donne la parole à Marceau Pivert pour conclure.

Vergniolles - Je parle du représentant d'un pays qui a des dizaines de millions d'internés sur la conscience.

Marceau Pivert

Je pense que l'incident prouve à quel point il est temps que le Parti Socialiste distingue entre ce qu'on pourrait appeler des obligations gouvernementales et la tradition socialiste pure et simple.
Il y a en effet des rappels à faire et Paul Lévy le signalait dans l'Histoire du pays. Les vieux militants se rappelleront qu'un dirigeant de la fraction politique du mouvement socialiste, Paul Brousse, a été exclu du parti pour avoir reçu Alphonse 13, Roi d'Espagne.
Il y a par conséquent des traditions et en réalité, on a actuellement perdu le sens même de l'Internationalisme. C'est pourquoi je dis très sincèrement ce que j'ai voulu dire ici au nom d'un grand nombre de militants qui n'ont jamais varié. Je le dis pour que les camarades du Parti s'en emparent ou continuent à ne pas avoir de politique ; cela déterminera ma propre attitude pour savoir si je dois être ou nom du Comité directeur qui n'aurait pas sur ces problèmes, comme sur les autres, une politique fondamentale étroitement différente, absolument différente de tous les errements passés, où l'on confond d'ailleurs les peuples avec les gouvernements, car on tend vers la critique d'un gouvernement.
Et je vais moi-même saluer l'espoir que des peuples comme le peuple argentin ou le peuple russe comprendront les problèmes de solidarisation internationale comme nous, Socialistes. S'ils ne le font pas, ils sont perdus et condamnés à se jeter périodiquement les uns contre les autres.
Ce que nous défendons ici, c'est la base fondamentale de notre doctrine. Si on arrive vraiment à se diviser là-dessus, le parti est malade. Si au contraire, on comprend qu'il peut y avoir des difficultés, nos camarades ministres seront les premiers à nous remercier de constituer une véritable Internationale dans

Fondation Jean-Jaurès

laquelle, par exemple, si les problèmes d'échange de services se posent, on pourra écrire à notre camarade Solari, secrétaire du parti socialiste argentin. Et il vous répondra. Impossible, vous vous assassinez vous-mêmes, car il y a des députés qui disparaissent, froidement assassinés dans les locaux de la police, car on vient, il y a quelques jours encore, de publier dans la presse illégale argentine, les récits d'un étudiant torturé par le général qui sert de chef de la Gestapo à Peron. Alors ces Socialistes vous diront : "Abstenez-vous".
"Camarades, j'en ai terminé. J'ai fait un effort, sans consulter personne et mes amis, naturellement, n'y verront pas d'inconvénient. On ne fait rien de sérieux ni de solide, s'il n'y a pas la participation pleine, entière et profonde des consciences des militants socialistes qui collaborent. Je ne m'associerai pas à une politique de l'Internationale qui continuerait les errements du passé, où l'on verrait des réunions - j'y ai participé - et des délégués à l'Internationale - j'y ai assisté à Prague - où il y avait pression d'Hitler sur la Tchécoslovaquie.
L'Internationale a été une coalition de bureaucrates plus ou moins liés aux intérêts de leur gouvernement et nous voulons, nous, une coalition d'hommes libres, de peuples libres, parlant franchement, librement, au-dessus de tous les intérêts particuliers".
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Olivier Lapie. Ensuite Léon Boutbien.

Pierre Olivier Lapie

Camarades, hier à la fin des discours des délégués des nations étrangères, notre camarade Debroucker nous parlait du rôle d'une France et d'une France socialiste, dans l'avenir international et en particulier dans l'établissement de la paix.
Eh bien, en effet, une politique internationale socialiste ne peut être faite, pour la France, qu'en vue de la paix et pour cette construction. Elle ne peut être efficace, cette politique étrangère, que si elle s'appuie, non pas sur des tactiques passagères, mais sur le fond même de notre doctrine et sur la croyance dans l'avenir de notre Internationale.
Mais quelle est la France et quelle est la doctrine qui vont ainsi être en jeu ?
A notre avis à nous Socialistes, la France qui doit lancer cette diplomatie de la paix dans le monde, ce n'est pas uniquement la France européenne. C'est la France de tout le monde. C'est l'ensemble de cette grande fédération qui doit être une fédération, plus tard, de républiques socialistes, qui s'appelle actuellement l'Union Française, dont aucun peuple ne pourrait être absent, dont aucun sentiment ne pourrait être autre que Socialiste et républicain, qui ne peut vivre vraiment dans sa force extérieure que si la France est avec elle et qui ne peut vivre aussi individuellement pour la France, que si chacun de ces peuples lointains est avec la France.
Il faut tout de même bien se rendre compte que la notion républicaine doit être à la tête de la nation française aussi forte, aussi souple que la notion tout de même un peu désuète de la couronne pour le Commonwealth britannique et que la

notion autoritaire du parti dans les Républiques Socialistes Soviétiques. C'est la France et cette Union Française socialiste que nous voulons voir et dont la doctrine, à nos yeux, doit être la base d'une diplomatie socialiste, en vue de la construction de la paix.
Quelle doctrine ? Eh bien, c'est la doctrine même des conceptions de nos auteurs qui doit être mise en application. Souvent il est difficile de la dégager au milieu des difficultés de l'heure, mais cela était le rôle de certains gouvernements socialistes. C'est le rôle des Socialistes qui travaillent dans les commissions internationales, de déceler justement à travers les faits, la ligne générale de notre doctrine. Or, si nous voulons la paix, voyons d'abord quelles étaient les causes des guerres.
Et quelles étaient, à nos yeux socialistes, les causes des guerres ? C'étaient, d'abord, les volontés de certains souverains autrefois et même encore maintenant, d'acquérir des territoires et c'est pourquoi, notre doctrine, en premier est : Pas de séparatisme et pas d'annexions.
C'était, d'autre part, un certain nombre d'idéologies comme l'idéologie fasciste. C'est pourquoi nous sommes partisans de la liquidation de régime comme celui de Franco.
C'est enfin et c'est surtout notre conception de l'Histoire, notre conception économique qui montre que par la conquête des matières premières, la lutte entre les trusts, entre les capitalistes pour ces conquêtes, a été une cause de guerre. C'est cette lutte qu'il faut éliminer en arrivant à l' internationalisation des matières premières.
Sur tous ces points, déjà, à l'occasion d'autres Congrès, nous avons émis des voeux. Sur tous ces points les Socialistes dont déjà marqué leur action. Je rappellerai, à propos de l'Espagne par exemple, que c'est à l'Assemblée consultative, la motion Depreux qui a marqué la première la volonté de rompre avec Franco et qui a entraîné la décision du gouvernement français.
Sur tous ces points, aussi, il faut que nous arrivions à marquer que cette base de doctrine est nécessaire à la diplomatie de tous les jours. Alors, nous l'avons marqué hier à certains moments et en particulier pendant le gouvernement socialiste homogène. Nous le marquons aujourd'hui dans notre attitude vis-à-vis du projet Marshall et nous voulons le marquer dans la reconstruction de l'Europe.
Nous l'avons fait hier dans le gouvernement socialiste homogène. Rappelons que c'est tout de même l'amitié avec les travaillistes, l'amitié et l'action personnelle de Léon Blum qui a permis de faire le traité avec l'Angleterre et qui ont permis, par conséquent, d'asseoir les bases de la paix d'une façon plus équilibrée, dans l'ensemble de l'Europe. Ce traité était en suspens. Il était demandé, mais tant qu'il y avait un gouvernement à direction MRP ou à ministres MRP, il ne se faisait pas. L'influence personnelle de notre camarade Blum et la volonté unanime du gouvernement homogène de l'époque ont fait cette alliance avec une Angleterre à direction et à majorité socialistes.
C'est déjà là une marque de la volonté du Socialisme à la tête des différents pays d'Europe.

Il y a eu d'autres actions qui, pour être moins importantes, n'en sont pas moins symboliques. Lorsque nous avons été nous-mêmes des premiers, non seulement à parler ou à agir contre Franco comme je l'ai dit tout à l'heure, mais encore à être des premières nations à faciliter les relations officielles avec la République espagnole par une lettre intermédiaire - que j'ai eu l'honneur de signer - qui donnait un peu plus de force et de courage aux républicains espagnols organisés en gouvernement à Paris. Eh bien, là, nous avons réellement déjà marqué un pas de plus vers la reconnaissance de nos amis républicains espagnols.
Lorsque, d'autre part, nous avons désigné un Musulman comme ambassadeur dans un pays de la Ligue Arabe, à ce moment-là nous avons aussi marqué que la France n'était pas seulement composée de la France métropolitaine, mais que tous ceux qui étaient associés à la gloire de la France devaient être amenés à la représenter partout et c'est le premier ambassadeur musulman qui existe dans un pays.
Voilà, n'est-il point vrai, quelques exemples ?
Lorsque nous avons désigné aussi un ambassadeur pour aller représenter le gouvernement des Indes qui n'était pas encore entièrement un gouvernement libre comme il l'est depuis hier, eh bien ! Le gouvernement Blum a marqué justement sa volonté de voir la Libération des peuples de tous les pays en envoyant un ambassadeur pour représenter la France.
Voilà un certain nombre d'actes qui sont dans la ligne de notre doctrine et je devais à ce Congrès montrer une partie de l'oeuvre qui a été celle du gouvernement socialiste homogène, à l'intérieur de la politique internationale.
Tout à l'heure, je dirai ce que nous avons fait en rédigeant les mémorandums préparatifs à Moscou, vis-à-vis de l'Allemagne.
Mais maintenant, je voudrais parler du sujet qui est celui d'aujourd'hui : C'est le sujet du plan Marshall et de l'aide américaine aux pays d'Europe.
Ce plan, ou plus exactement ce projet - discours prononcé par un général à l'Université - a été retenu, accepté par les différents pays, en particulier les pays européens et spécialement par la France.
Il a été accepté et retenu par un certain nombre d'articles du "Populaire" de notre camarade Léon Blum. Pourquoi ? Est-ce parce que nous voyons là-bas une manne qui va tomber sur la France, de dollars ? Pour nous, Socialistes, ce n'est pas cette conception là qui nous attire, pas cette conception provisoire et je dirai même, un peu mendiante.
Ce qui nous attire dans le plan Marshall, ce qui fait que nous voulons fonctionner en relation avec les organismes de ce plan, ce sont deux choses : La chose principale, c'est d'abord une possibilité de reconstruction d'ensemble de l'Europe, une volonté, un espoir nouveaux donnés à tous les peuples de l'Europe, et je dirai tout à l'heure quelle Europe. Et pourquoi faire justement ? Pour organiser en Europe une répartition des matières premières.
Quelle Europe ? Eh bien ! L'Europe la plus large, la plus étendue, l'Europe sans frontières.
Je dirai par conséquent que nous avons critiqué et que nous devons critiquer la procédure qui a été adoptée par le ministre des Affaires étrangères actuel, de se

limiter à une conférence de l'Ouest européen. Il fallait recourir à la commission européenne dans le cadre de l'ONU, de l'organisation internationale, afin que les peuples qui, pour l'instant, se sont tenus à l'écart du plan Marshall pour une raison ou pour une autre, sachent que la porte reste ouverte.
J'ai parlé de la Russie soviétique et des peuples satellites.
Quelle Europe et pourquoi faire ? Pour faire ceci : C'est pour être dans la ligne de notre doctrine d'arriver à la répartition internationale des matières premières. C'est ce qui explique notre position sur la Ruhr, qui se poursuit à l'intérieur de l'Allemagne et qui se trouve dans une gestion internationale divisée en plusieurs puissances, qui doit être au contraire, mise en commun. Ce sont des matières qui n'appartiennent à personne. Ce sont, comme dit Jaurès : "des richesses occultes (?) et générales qui doivent être données et distribuées". L'administration internationale des richesses minières et métallurgiques pour, non seulement l'ouest européen, mais pour la reconstruction européenne tout entière.
Voilà, camarades, les quelques mots que je voulais commenter. Je vais m'arrêter. Mais à ce Congrès, il faut trouver sa place pour parler et je l'ai trouvée ici et je l'ai mise à l'intérieur de ce qu'avaient dit hier nos camarades de l'Internationale, en disant avec Debroucker que si l'on attend quelque chose de l'Internationale, c'est le rôle de la France. Il fallait bien que devant les délégués étrangers, et devant vous tous, je dise quel était l'état d'esprit de quelques hommes.
Cette diplomatie socialiste ne peut être solide que si elle est organisée et fondée sur la tradition de la doctrine socialiste, c'est-à-dire l'union des travailleurs pour la conquête de la paix.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Léon Boutbien, dernier orateur. Ensuite Grumbach, rapporteur.

Léon Boutbien

Camarades, s'il est vrai que l'originalité de notre parti est d'être à la fois national et international, s'il est vrai que dans le coeur de chacun d'entre nous vibre un patriote et un internationaliste, il est également vrai que dans la conscience de chaque militant socialiste existe le sentiment de la nécessité de la reconstruction rapide d'une Internationale ouvrière.
Mais, voyez-vous, cette reconstruction de l'Internationale Ouvrière Socialiste, ce n'est pas la section française qui s'est opposée à sa réalisation dans les délais les plus brefs.
A la conférence internationale de Zurich, nous pouvons dire avec fierté que notre Parti a pris l'initiative pour que cette reconstruction soit faite dans les conditions les plus brèves - et après l'admirable intervention de Max Puget parlant au nom du parti belge, nos camarades Guy Mollet, Grumbach ont défendu avec une telle vigueur la cause de la reconstruction de l'Internationale, que la conférence unanime, nommant une commission chargée d'étudier cette question, en a confié la présidence à la section française elle-même.
C'est pour vous dire que cet honneur qui revient à la section française d'avoir à

présider à la reconstruction de cette Internationale souligne assez l'effort qui a été fait sur le plan international par notre parti, pour aboutir à ce résultat. Nos divergences ne pourront donc pas venir, demain, de la mauvaise volonté, d'une absence de volonté à reconstruire l'Internationale, mais vous vous rendez bien compte que nous vivons dans un monde plein de paradoxes, plein de contradictions et rempli d'impuissance.

Où est l'allégresse de la Libération ? Où sont les espoirs qui étaient nés de la Charte de l'Atlantique ? Dans ce monde où la concentration économique a justifié plus que jamais la nécessité d'une organisation économiste socialiste, on voit surgir de partout des nationalistes farouches qui font obstacle à l'organisation réelle d'un mouvement international.

Jamais le nationalisme n'a été aussi exacerbé, jamais les antagonismes nationaux n'ont été aussi aigus - et vous le regrettez - ces antagonismes ont pénétré au sein de nos partis frères eux-mêmes. Et aujourd'hui, on peut constater des divergences entre les partis frères sur des questions de minorité et sur des questions de frontières.

Avons-nous fait la guerre pour cela ? Est-ce que nous avions pu penser que demain, ce serait encore à travers des questions de rectifications de frontières, à travers l'antagonisme national qu'il faudrait lutter pour pouvoir imposer une reconstruction internationale ?

Les forces de notre mouvement, certes, ont débordé largement le cadre de la 2ème Internationale. Aujourd'hui, sur le plan géographique, nous pouvons dire qu'il existe des sections socialistes sur l'ensemble du monde et que les forces socialistes dans le monde, qui sont en liaison avec le bureau d'information de Londres, groupent environ 6 millions de membres.

Nous avons 6 millions de membres adhérant à cette Internationale et répartis suivant des dispositions géographiques différentes, mais aussi suivant des affinités politiques différentes. Car, ne l'oublions pas, en même temps que se réveille ce nationalisme, nous constatons de plus en plus que le monde tend à se diviser en deux grandes puissances, sous l'influence de deux grandes puissances qui cherchent l'une et l’autre à exprimer, à leur profit, une hégémonie.

Eh bien, voilà ce qui fait précisément l'originalité, la force, le caractère fondamental de la reconstruction de l’Internationale Ouvrière Socialiste, c'est de pouvoir créer la force, appuyée sur un Socialisme démocratique conséquent et qui puisse faire obstacle à une politique d'expansionnisme, d'où qu’elle vienne.

Mais de même que nous ne devons pas, par anti-soviétisme systématique faire le jeu de la politique du dollar, de même nous ne voulons pas non plus être aux côtés des Russes pour négliger tous les aspects particuliers qui peuvent se substituer dans la partie orientale de l'Europe.

Oui, nous avons des sections en Australie, au Canada, en Afrique du Sud, aux Etats-Unis. Nous aurons dans un mois, pour la première fois dans l'histoire, une réunion qui groupera dans le Sud-Est asiatique les représentants des partis socialistes vietnamiens, hindous, indonésiens.

Il est évident que de plus en plus le Socialisme démocratique apparaît comme une nécessité à tous les peuples. Mais il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui nous

sommes obligés de reconstruire l'Internationale. Nous devons également avoir le souci de son efficacité.
Or, voyez-vous, il existe des sections nationales tellement différentes les unes des autres, que l'on pourrait les grouper : Les unes étant de vieilles traditions socialistes réformistes, comme la Suède, la Norvège, la Grande-Bretagne, le Danemark ou d'autres pays où le socialisme est prépondérant, comme l'Autriche. Mais nous avons, à côté de cela, dans la situation actuelle, un certain nombre de pays qui se rattachent, mais qui se rattachent malgré tout à une idéologie qui les fait considérer que le salut de la paix réside actuellement dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. C'est le cas de nos camarades des sections de Bulgarie, de Finlande, et même temps de Pologne et de Tchécoslovaquie.
Là, je voudrais attirer l'attention du Congrès sur cette admirable préface que notre camarade Léon Blum écrivait dans le livre de Beurman, qui présentait le régime soviétique comme l'ère de demain et lorsqu'il montrait que ce régime, en définitive, pouvait être une fin en soi, Blum lui rappelait une loi, une loi fondamentale qui s'exprimait déjà dans ce pays et que nous constatons toujours de plus en plus. Cette fameuse loi de l'attraction démocratique, c'est-à-dire cette conviction que le Socialisme ne peut se réaliser véritablement que dans la plénitude de l'expression de la pensée, de la liberté, de la justice.
Nous avions pensé et aujourd'hui, voyez-vous si nous pensons encore que l'Internationale est possible à reconstruire, nous savons les difficultés qu'il y a à surmonter. Il faut vaincre les appréhensions, il faut prendre des contacts, il faut définir une politique et, en définitive, c'est cela la tâche de la Commission chargée de la reconstruction de l'Internationale. Mais ce n'est pas tout.
Nous avons eu à faire face, au cours de cette année, à de nombreuses difficultés et cette année a été riche en événements internationaux. Les conférences des différents partis frères, mais aussi la conférence de Prague des Partis Socialistes de l'Europe centrale et orientale, la conférence de Portsmouth, la conférence de Zurich ont été autant d'éléments de la vie internationale socialiste.
Nous pouvons constater, au fur et à mesure de ces Congrès, le progrès de l'idée socialiste dans le monde. Car si la première conférence groupait uniquement les pays alliés, la seconde réunissait déjà les pays neutres et la dernière conférence de Zurich rassemblait même des pays qui, autrefois, étaient des adversaires. Il y a là un cheminement patient, persévérant, dans l’ensemble de la reconstruction.
Si vous vouliez aller trop vite, vous risqueriez de réduire à néant l’efficacité internationale, dès maintenant. Vous n'avez pas le droit de prendre cette responsabilité.
Quant aux situations particulières qui ont été évoquées à cette tribune, je répondrai à nos camarades que la question de l'admission du parti social démocrate allemand - et Grumbach répondra avec plus de compétence - l'admission ne se place pas en fonction d'une appréciation sentimentale sur les camps de concentration. Mais tout de même, celui qui vous parle à cette tribune pourrait dire à Levillain qu'il n'a même pas besoin de lettres pour savoir ce qui s'est passé dans les camps. Mais il estime que l'on ne constituera pas l'avenir de l'Internationale sur la haine et la méfiance et, qu'en tout cas, s'il y a une chance

et un espoir, c'est bien dans nos camarades allemands qui luttent côte à côte. Aujourd'hui, vouloir en quelque sorte se priver de ce concours, c'est faire le jeu de l'hitlérisme en Allemagne, c'est faire le jeu du totalitarisme que vous dénoncez. Car la seule force qui s'oppose à la main mise soviétique en Allemagne, c'est le Socialisme allemand.

Alors, nous devons tenir compte de tout cela, car nous avons des conclusions pratiques à en tirer. Certes, la proposition actuelle de la Social-démocratie allemande a été soumise à un contrôle rigoureux, mais n'oublions pas que cette lutte de la Social-démocratie allemande est si vive, si importante qu'elle n'a même pas eu la possibilité de s'exprimer dans la zone soviétique et qu'actuellement, je crois qu'il y a des camarades sociaux-démocrates allemands qui sont enfermés dans les prisons soviétiques pour avoir refusé de donner leur adhésion au parti artificiellement fondu en Allemagne et en Russie Soviétique.

La question du Parti Socialiste polonais et - sans vouloir entrer dans le détail de toutes les questions - je voudrais faire remarquer que dans les conférences internationales, s'il y a deux positions qui peuvent être opposées facilement et qui sont d'un esprit totalement différent, ce sont bien les positions des délégations polonaises et françaises. Nous n'avons pas attendu que Marceau Pivert nous fasse la critique sur le système polonais pour avoir une opinion réelle sur ce qui s'est passé véritablement en Pologne. Nous l'avons dénoncé nous-mêmes. Mais alors, nous savons aussi que le Parti Socialiste polonais, dans sa forme actuelle, doit réviser d'une façon profonde son nationalisme. Nous ne voulons plus entendre prononcer par le camarade qui dirigeait la délégation polonaise : "Toute rectification de nos frontières occidentales aboutirait à un acte de conflit". Ce sont là des paroles que le Socialisme International ne peut pas tolérer.

En ce qui concerne le problème des personnes déplacées, l'Internationale a pris des décisions. Il est en effet regrettable que plus de deux ans après la Libération, il y ait encore 250 000 juifs qui ne peuvent pas trouver de patrie. Et il est encore regrettable que ce soit précisément un pays à direction socialiste qui leur interdise l'accès dans un pays qui est, en définitive, le leur.

C'est pour cela, voyez-vous, que nous avons refusé à la conférence de Zurich - et c'est un point que j'entends souligner devant vous - nous avons voulu marquer dès le début des travaux, après une intervention de notre camarade Philips, nous avons voulu marquer d'une façon très nette que nous n'entendions pas subordonner la politique de l'Internationale à la politique d'un gouvernement quelconque.

Nous voulons exprimer notre originalité sur le plan international, indépendamment des politiques particulières.

Nous n'avons pas assez dit la situation qui est faite à la Grèce, cette Grèce héroïque qui a donné un tel exemple, non seulement en chassant les Italiens, mais encore en maintenant et en stabilisant d'importantes forces allemandes sur son territoire. Mais aujourd'hui, dans cette lutte pour la Grèce, pour sa Libération, nous avons compris où était le sens des intérêts du peuple grec. Je vous dis que ce n'est pas avec des troupes américaines pour maintenir le

gouvernement au pouvoir que l'on agit effectivement dans le sens de la démocratie.
Cet acte international a une importance décisive.
Si aujourd'hui nous voulons aider le peuple grec à sa Libération, nous entendons aider le peuple grec seul et nous ne voulons pas faire le jeu d'un autre impérialisme, d'un autre expansionnisme qui, à travers cette lutte de classe, cherche à mettre sa main sur un pays.
Nous l'avons dit franchement et, d'ailleurs, notre camarade Tsirimokos à cette tribune nous disait son complet accord avec la motion que le Comité directeur avait votée à ce sujet.
Oui, il y a d'autres problèmes plus aigus, celui de l'Espagne. Mais camarades, nous sommes surtout retenus, notre attention est surtout attirée vers la situation du peuple espagnol lui-même et ce que nous voulons d'abord, c'est que Franco soit renversé et que la République soit proclamée en Espagne. Nous le voulons ardemment
Voyez-vous, lorsque la conférence internationale a chargé notre camarade Debroucker d'établir les contacts entre les différentes fractions en présence pour, en quelque sorte, amenuiser les détours, nous avons eu conscience, en faisant cela, non pas de servir une fraction contre une autre, mais de servir le peuple espagnol tout entier, en lutte pour sa Libération, car en définitive, lorsqu'il aura retrouvé sa liberté, ce sera au peuple espagnol lui-même de trancher les affaires espagnoles. Ce n'est pas à des sections nationales étrangères de venir s'immiscer dans les affaires particulières de chaque pays, et cela, quelles que soient les sympathies particulières que l'on puisse avoir pour un courant ou pour un autre.
On peut être davantage d'accord avec la tendance de … ou de celle de Négrine. Le problème n'est pas là.
Il est dans la liberté, dans le rétablissement de la République en Espagne républicaine.
En ce qui concerne le Parti Socialiste italien, là encore nous n’avons pas voulu juger sur le fond de la question.
Nous avons eu notre camarade qui nous a représentés au Congrès du Parti Socialiste italien au mois de janvier dernier et qui a fait une relation complète de ses travaux au Comité directeur.
Dans cette question italienne, je pense pour ma part que le fossé n'est pas infranchissable entre les deux fractions et qu'en définitive, ce n'est pas notre rôle à nous de l'aggraver. Par ailleurs, la conférence internationale de Zurich ne s'est pas prononcée sur le fond et n'a pas voulu émettre un avis qui soit favorable, ou à Néni ou à Saragatte. Elle a voulu juger sur la forme, en fonction de vieilles décisions internationales qui disaient que, lorsqu'il y avait un parti scissionniste, celui-ci se trouvait automatiquement exclu.
Il est bien évident que demain, lorsque nous aurons à régler les difficultés de la reconstruction de l'Internationale, la déclaration, la motion le disent, il faudra s’inspirer des expériences du passé et tenir compte des exigences du réel.
Mais, c'est sur ce point que je voudrais conclure, je crois en effet que la reconstruction de l'Internationale ne peut pas se calquer sur la formule de la

2ème Internationale qui a fait preuve de tant d'impuissance, de lâcheté et de compromissions.
Nous ne pouvons pas oublier l'analyse historique qui nous a appris les fautes et les responsabilités de la 2ème Internationale.
Il nous faudra élargir la nouvelle Internationale, non seulement sur la base géographie, en y englobant en-dehors des pays d'Europe, les pays qui n'appartiennent pas à l'Europe. Il faudra aussi éviter que l'Internationale n'ait une politique de bloc où s'exerce un gouvernement contre tous les autres. Il faudra que cette Internationale reconstituée sache tolérer à l'intérieur de son organisme les partis qui ne s'apparentent pas d'une façon orthodoxe les uns aux autres, mais qui ont ceci de commun : De promouvoir une politique conséquente.
Je crois que la Commission internationale dont j'ai été le Secrétaire avec Grumbach a fait l'effort que le 38ème Congrès attendait d'elle et que si nous n'avons pas toujours pu prendre les positions les plus faciles, c'est que nous avons eu des réalités à vaincre.
Je remercie les délégations étrangères pour l'audition qu'elles nous ont donnée hier. Nous savons tous que dans ces deux formes d'expansionnisme qui luttent, il y a une bataille et un front établis et que ce front passe tantôt par Berlin, Prague ou Vienne. Il se trouve aujourd'hui que ce soit Vienne qui soit le point névralgique, le point crucial de la situation internationale.
Camarades, suivez avec attention ce qui se passe à Vienne aujourd'hui. Aidez le Parti Socialiste autrichien dans sa lutte; et par là même, non seulement vous aiderez un parti frère, mais également vous aiderez les chances de la paix dans ce monde. Car en définitive, c'est cela le drame. Dans cette Europe, dans ce monde où l'on assiste à un combat entre les épileptiques et les paralytiques, dans ce monde où les Européens eux-mêmes n'ont plus confiance dans l'Europe et lorsque l'on se tourne vers Thorez, ils pensent à Staline. La force socialiste démocratique originale, c'est précisément notre Parti qui l'exprime et c'est avec notre Parti et les partis frères que nous reconstruirons une Internationale Socialiste conséquente.

Le président - La parole est à Grumbach.

Salomon Grumbach

Camarades, comme le président me l'a demandé, j'apporterai dans les conclusions de cet échange de vues sur l'Internationale, l'attention qu'elles méritent. Il ne suffit pas que nous ayons cette originalité, il faut encore le prouver éventuellement.
Lorsque je regarde le Congrès actuellement, puisque je le vois, d'ici, j'ai l'impression très nette qu'un très grand nombre de délégués ont toute autre chose à faire, lisent des journaux, bavardent. Vous ne savez pas quelle impression cela fait sur l'orateur qui regarde. Je dénonçais et je continue à dénoncer en ce moment cette absence d'attention à l'instant où l'on discute une des questions les plus importantes qui se posaient au sein d'un Congrès Socialiste.

J'ai eu l'honneur d'être nommé par le Comité directeur l'année passée comme responsable pour l'Internationale, des questions touchant l'Internationale, des actions accomplies au sein de ce que l'on appelle l'Internationale, avant qu'elle existe.

J'ai entendu vos critiques, une série d'observations intéressantes. Chacune mériterait d'être examinée de près. Il est 2 heures 1/2, je ne voudrais pas être trop long et vous comprendrez tout de même que je veuille saisir l'occasion pour faire comprendre au Congrès quelle est la situation réelle, du point de vue de la reconstruction de l' Internationale. Je n'oublierai pas que ce n'est pas la politique étrangère qui se trouve actuellement discutée. Cette question de la politique extérieure doit faire partie du grand débat de la politique générale. C'est pour cette raison que je ne toucherai à aucun des problèmes qui, par exemple, ont été traités par mon excellent ami Lapie.

Nous vous demandons d'accepter le rapport que la délégation internationale vous soumet. Lorsque j'ai appris que l'on avait voté contre, je n'ai pas compris et je ne comprends pas encore, malgré les interventions de Marceau Pivert et de quelques autres Camarades. Je crains l'ignorance - l'ignorance n'est pas un crime, elle est un état de choses - lorsque je relis les notes que j'ai prises pendant que la camarade d'Algérie Posty a parlé, je me suis demandé si elle ne sait absolument rien de l'Internationale, si elle ne connaît absolument rien des conférences qui ont eu lieu depuis la fin de la guerre, malgré l'effondrement de l'Internationale.

Le lendemain même de la guerre, dès fin 44, des conférences internationales socialistes ont été convoquées, ont siégé, ont délibéré, ont traité les grands problèmes qui se posent sur le plan international pour tous les Partis Socialistes.

N'a-t-elle jamais lu un compte rendu, ni le Populaire, par lequel elle aurait pu apprendre que dès 44 il y avait déjà des partis d'autres continents qui étaient présents. Dès 45 à Londres, dès 46 à Portsmouth, il y avait des sections d'Afrique, d'Amérique. Nous ne sommes pas une organisation européenne. Je me dresse même contre certaines tendances qui je trouve exprimées dans certains articles, prononcées par certains camarades qui ne les ont pas formulées aujourd'hui à cette tribune - et que je regrette - voulant faire croire que l'on veut créer une Internationale uniquement européenne. Il n'y a qu'une Internationale, celle qui comprendra toutes les organisations socialistes, où qu'elles existent. Un grand nombre de sections n'ont pu manifester leur présence : l'Argentine, la Nouvelle-Zélande, etc. Personne n'oublie les interventions de la délégation de l'Afrique du Sud à Zurich. Je cite tout cela uniquement pour montrer que lorsque l'on traite des sujets de cette gravité, il faudrait au moins les connaître.

Lorsque l'on nous a informés, quelques-uns, de ce qui s'est passé là-bas et lorsque l'on nous annonce que ce que l'on a raconté est faux, on se demande : Comment est-ce possible ? Il faudrait s'habituer à ne parler que des questions - je le répète - dont on a vraiment fait un effort pour les connaître.

Un camarade qui est aimable et qui a le droit d'être aimable - à sa façon - vient de me dire : Ceci est aussi vrai pour vous, pour la question espagnole.

Je m'y attaque tout de suite. Je m'y attaque immédiatement, si le camarade veut me le permettre, vu la délicatesse de ce problème : Le problème espagnol.

Ah ! Vous pensez que nous improvisions ? Jamais. A aucun moment. Vous pensez que le Comité directeur est composé de gens qui ne savent pas apprécier à leur juste valeur les problèmes de ce genre. Croyez-le bien, la question espagnole a fait l'objet d'un débat approfondi.
En mai 46, c'est le Parti français qui a fait la proposition, en notre nom à tous, de nous autoriser nous, au nom de la Conférence Internationale, de convoquer fin août 46 à Paris, une conférence internationale consacrée exclusivement au problème espagnol.
Nous avons su ce que cela voulait dire. Nous avons su ce que c'est que le Mouvement Socialiste espagnol. Et à l'unanimité - je prie le Congrès de bien retenir ce que je vais lui dire - à l'unanimité sans exception aucune... (Interruption)... des délégués les plus respectables, (et je me permets d'avoir une opinion sur un problème, quoique moi je ne sois pas aussi près de la frontière espagnole que vous), à ce moment là, le Comité a dit à l'unanimité de ne pas choisir, ce que j'ai répété hier matin à nos camarades. Je l'ai dit, comprenant quand même que ce n'est pas à nous, Parti français qui connaissons le mouvement socialiste espagnol, qui nous en occupons, qui depuis des années, pendant la guerre civile, avant, après, avons fait toujours ce que nous avons pu, ce n'est pas à nous de choisir. Nous assistons à ce drame affreux, oui, je me permets de le dire... (Interruption)...

Le président - Camarades, je voudrais faire observer au Congrès que l'on est en train de discuter le rapport de Grumbach, que l'on a pu sur ce rapport que Grumbach fait au nom du Comité directeur unanime, avoir la plus large discussion et que, par conséquent, toutes les interruptions qui ont lieu en ce moment, non seulement gênent la bonne tenue du Congrès, mais ne font pas, j'en suis bien convaincu, énormément de bien à la cause même des Socialistes espagnols. Je dis que notre camarade Grumbach, quel que soit le fond de son intervention, doit poursuivre dans le silence. Notre camarade Grumbach a suffisamment l'ait preuve de dévouement à l'intérêt de la cause socialiste et internationale pour qu'aucune espèce d'interruption ne vienne gêner son exposé.

Salomon Grumbach - ... à l'unanimité et vous pourrez retrouver l'écho de cette unanimité dans cette partie de notre rapport imprimée à la page 186, nous nous sommes refusé de choisir. Cela ne veut pas dire que nous apprécions la valeur, la force des uns ; ou des autres.
Que voulons-nous ? Nous voulons que Franco puisse être renversé. Nous constatons surtout les divisions au sein de ce parti qui a tenu le pouvoir depuis l'avènement de la République. Il faut que ces divisions cessent, parce que nous, nous savons quelles sont les conséquences effroyables de ces divisions. Nous hommes politiques, nous avons fait partie de la Commission internationale de la première Assemblée Constituante nationale.
Je sais que dans toutes les lettres qui viennent souvent diplomatiquement de Washington ou de Londres, à certains, comment la question est posée au gouvernement français ou par les hommes d'état d'Amérique, d'Angleterre.

Après la chute de Franco, nous voudrions pouvoir dire : Les Socialistes espagnols sont unis, il n'y a ni Llopis ni Négrine. Je les connais depuis des dizaines d'années, comme j'ai connu tout mouvement socialiste.
Vous allez nous demander de faire et de jouer le rôle de bourreaux qui disent : "je te refuse, je te rejette". Non. Nous les avons invités tous les deux à la Conférence Socialiste Internationale pour l'Espagne, et Rivière, assis là, se souvient des discussions pathétiques que nous avons eues avec les uns et les autres.
Quels sont les obstacles que nous avons dû vaincre ?
Lorsque je vous vois répondre aujourd'hui, je vois toutes les divergences prendre des formes explosives qui détruisent l'autorité morale du Socialisme espagnol.
(Applaudissements)
Vous avez votre opinion. Vous en avez le droit. Mais comprenez tout de même que nous autres, qui voyons pour ainsi dire l'ensemble des problèmes, nous ayons aussi la nôtre et nous connaissons un seul désir : voir Franco partir et voir arriver un gouvernement Socialiste espagnol que nous nous refusons de choisir.
C'est aux camarades de montrer à notre égard la bonne volonté dont nous faisons preuve vis-à-vis d'eux. Vous n'avez pas le droit de nous reprocher d'avoir refusé de choisir. Vous devez nous donner raison puisque nous faisons tout ce que nous pouvons pour amener l'unification des forces internationales socialistes.
A l'unanimité, en présence à Zurich, des délégués du parti Llopis, du courant Négrine et d'autres courants, nous avons nommé Debroucker en lui donnant carte blanche, pour le choix des moyens pour faire ce qu'il serait possible pour le rapprochement des uns et des autres.
Debroucker ne doit pas se mêler au débat pour rester dans le respect de la discipline, qui n'est pas obligatoire pour lui. Mais en son nom, certainement, je peux dire qu'il est encore d'accord avec nous, français, sur la portée de notre refus de choisir, de n'exclure personne et de faire le plus grand effort pour que le Socialisme espagnol puisse jouer le rôle décisif dans la chute de Franco.
Voilà. Je ne veux pas entrer dans cette polémique. Je demanderai seulement aux camarades de bien vouloir apprécier la valeur réelle des causes de notre attitude et des raisons qui nous ont fait agir.
Il y a, en ce qui concerne Espagne, des réflexions générales qui ont été faites. Je saisis rapidement l'occasion d'exprimer des inquiétudes. Cela dépasse presque le rapport de l'Internationale. Je suis inquiet lorsque je lis dans les journaux que l'on envisagerait la réouverture des frontières et si je voulais examiner les suggestions, je pourrais être amené à faire des constations extraordinaires.
Il y a des tendances en faveur de l'admission de l'Espagne à la Conférence économique européenne. J'ai des inquiétudes lorsque j'apprends - par les moyens qui sont à ma disposition - qu'on pourrait examiner l'éventualité de l'admission dé l'Espagne de Franco à l'ONU. Et je veux exprimer ici un espoir, en pesant chaque parole. Je veux espérer que le gouvernement de la République Française ne se rendra en rien complice de tendances de ce genre.
Je n'ajouterai rien et je vous permettrai d'interpréter l'expression que j'ai donnée à cet espoir, comme vous voudrez.

Collection Archives

Ah ! Si malheureusement on se dirigeait vers la réouverture des frontières, vers une réadmission de Franco à la conférence économique, alors Franco aurait définitivement remporté la victoire et, avec lui, le fascisme qui pourrait devenir, un jour, un danger pour toute la démocratie.
(Applaudissements)
Il y a un autre problème - parce que je ne veux pas entrer dans ce que l'on a dit sur l'Italie - le problème le plus délicat, celui concernant la Social-démocratie Allemande.
J'ai donné dans le rapport des extraits assez larges du discours prononcé par Schumacher à Zurich et aussi des extraits de ce que j'ai pu déclarer au nom de la délégation française. Car c'est en effet avec les délégations britanniques dirigées par Morgan Philippe et par le Secrétaire international du Labour Parti, le Parti français qui a demandé l'admission de la Social-démocratie allemande au sein de l'Organisation Internationale. C'est moi-même qui ai eu l'honneur de défendre ce point de vue.
Mon cher Levillain, si je comprends si bien toutes tes réactions, si je comprends physiquement, sentimentalement, je suis quand même étonné que ton cerveau n'ait pas poussé à des conclusions plus nettes. Mais il fallait dire :"Il faut exclure l'Allemagne tout entière de l'Europe", car on ne peut pas en même temps, avoir cette opinion fondamentale sur la Social-démocratie allemande et ses relations avec la nouvelle Internationale pour arriver à cette conclusion que, naturellement, l'Europe ne peut pas être faite sans l'Allemagne.
Savez-vous que la paix, pour être assurée, n'exige pas seulement que l'on constate l'accord entre ceux qui sont d'accord ! Pour faire la paix, il faut avant tout amener l'accord entre ceux qui sont en désaccord... (applaudissements)… et au moins pouvoir les empêcher, si l'on n'arrive pas à les amener à se déclarer d'accord, de se faire la guerre.
Comment nous, Socialistes, après des guerres, nous prêchons, sinon la réconciliation du moins la collaboration, et nous ne voulons pas examiner, 3 ans après la Libération, 2 ans après la fin de la guerre, les relations avec la Sociale démocratie allemande ?
Je voudrais poser une question à Levillain, s'il est dans la salle. Oui ? Et si le Congrès veut bien me faciliter pour poser cette question, par l'attention, qui disparaît dans tous ces bruits, dans une salle qui est faite pour exposer des marchandises et dans laquelle il est très difficile u'exposer des idées, je lui en serais reconnaissant.
Tu as cité un nom. Je le connais. Tu dis pour la Social-démocratie allemande le nom d'un homme qui a joué un rôle infâme dans un camp de concentration. Je crois connaître le personnel de la Social-démocratie allemande et je n'ai jamais, de ma vie, entendu ce nom.
Tu as pu faire croire qu'il s'agissait d'un homme qui soit au sein du Comité directeur et joue un rôle parmi les parlementaires. Tu n'as pas dit cela. Tu as dit : "Il parle à la radio". A quelle radio ?

Levillain - L'accusation vient du Docteur … député du Loiret, qui accuse cet

individu d'avoir été sous-capo, qui a assassiné cet étudiant et qui ajoute - j'ai la lettre – qu'il l'a reconnu à la radio de Berlin, qui parle comme chef de la démocratie allemande.

Salomon Grumbach - Alors c'est clair. Vous avez entendu. Je tiens à traiter cette affaire. Je répète. Je lui ai demandé : Où a t'il parlé ? À la radio ?
Il me dit : "A Berlin". Il ajoute : A l'occasion de la Social-démocratie".
Mais, Berlin est dans la zone soviétique. La direction de la radio de Berlin est entre les mains de M. David (?) et d'un chef du parti SED qui est le parti fusionné Socialiste Communiste.
Voici ce que c'est de connaître le détail et pourquoi ai-je traité des détails ? Parce que je ne voudrais pas que par un document pareil vous soyez amenés à confondre le grand problème de la Social-démocratie avec un cas de ce genre ou que vous croyiez que nous puissions oublier.
En présence des Allemands au Congrès de Nuremberg auquel j'ai assisté avec toute la commission de contact, j'ai dit aux délégués titulaires et suppléants que nous n'oublions rien, comme je l'ai dit à Schumacher, comme je l'ai dit à la conférence de Zurich. Nous n'avons rien à oublier, rien à pardonner. J'ai tout perdu par la faute des Allemands. Est-ce que cela peut influencer mon opinion sur le problème ? Nous savons que nous avons souffert ensemble. Je n'ai plus rien, nous n'oublions rien, nous ne pouvons pas oublier. Mais quelle folie, quelle injustice de vouloir confondre même cette responsabilité collective que j'ai proclamée au Congrès de 1947 du peuple allemand, avec la situation actuelle dans laquelle nous nous trouvons. Un parti Social-démocrate s'est formé. Si vous voulez l'accuser. A Hambourg, à Dresde, à Nuremberg, je leur disais aux Allemands, car je pense que c'était utile - que c'est plus utile de le dire là-bas et peut-être plus courageux que de le répéter ici. Je me permets de ne pas oublier que, non seulement il y a eu cent vingt et un des chefs socialistes qui ont été décapités, soixante-huit chefs socialistes pendus, soixante et onze fusillés et la liste n'est pas complète, mais il y a eu en 1938, déjà, deux cent mille dans les camps de concentration que je n'ai plus retrouvés. Ils ont subi le martyre, des tortures. Je dis que je n'ai pas exagéré. Mais lorsque l'on accuse schumacher, je me dresse de toutes mes forces. J'ai rencontré cet homme lors de ma dernière réunion contre Hitler faite en octobre 32. Lorsque j'ai parlé devant dix mille congressistes, j'ai eu un homme à côté de moi qui a parlé avec les Français, avec les Juifs : c'était le Docteur Schumacher. Et il ne suffit pas qu'il soit opposé à la fusion avec le Parti Communiste, je n'ai pas à juger leur politique. Ils font la politique qu'ils jugent nécessaire là-bas. Je constate ; il ne suffit pas qu'il soit opposé à cette fusion pour que je relève les infamies lancées contre ce chef nouveau, relativement jeune, et déjà si ravagé par les douleurs qu'il a connues.
On l'a accusé dans des journaux bourgeois, malheureusement même dans l'Humanité, cela je ne l'accepterai pas.
Une Commission de contact a été nommée par la Conférence de Zurich. Elle siégera demain matin ici. Cette Commission de contact doit examiner la situation et, en ce qui me concerné, je dis au Comité directeur comme je le dis

au Congrès, ayant assisté au Congrès de Nuremberg avec notre camarade Debroucker et peut-être d'autres, parmi les délégués présents dans cette salle, ayant entendu les débats de Schumacher et des autres, ayant écouté les motions qui ont été votées et les ayant dans ma tête, je déclare que sous ma profonde conviction, la Social-démocratie allemande est un des grands facteurs en vue de la dénazification définitive et de la démocratisation de l'Allemagne, hors lesquelles il n'y aura pas d'Allemagne pour inspirer confiance. Ils le savent eux-mêmes que le crime d'Hitler pèse même sur la démocratie. Ils montrent même de la compréhension pour certaines sections qui, à Zurich, n'ont pas encore voté pour l'admission de l'Allemagne, comme je le leur ai demandé, car sans compréhension réciproque il n'y aura aucune Internationale possible.
Et je laisse là ce sujet allemand pour arriver à cette compréhension qui demain sera la base d'une Internationale possible.
Qu'est-ce que cela veut dire la compréhension réciproque ? Cela veut dire que le socialisme joue actuellement un rôle infiniment plus grand que ce ne fut le cas dan la guerre de 14-18. Nous n'avons qu'à regarder la composition des délégations à la conférence de Zurich. C'est pour cela que je vous ai donné dans ce rapport - que vous avez certainement tous lu attentivement - la liste exacte de toutes les délégations qui étaient là bas, afin que vous puissiez juger vous-mêmes de la valeur de ces délégations. Partout ce sont des hommes qui se trouvent au pouvoir ou à la tête d'une majorité jouant un rôle de premier plan. Ce n'est plus une Internationale de propagande pour les idées internationales seules. Et dans quelle situation différente pour l'Internationale l'on essaie de réaliser. On s'est exprimé avec sérénité sur certaines questions. Cela est simplement dirigé surtout contre les pays de l'Europe Orientale qui sont obligés de travailler avec les Communistes. Alors, je vous supplie camarades, mettez-vous dans leur situation.
Ils sont dans des pays qui se trouvent dans l'atmosphère, l'influence de la Russie soviétique, dont nous n'avons quand même, j'espère, pas le droit d'oublier le rôle dans la guerre qui a été aussi décisif que celui des Etats-unis et de l'Angleterre. Nous n'avons tout de même pas le droit de confondre les misères que nous pouvons connaître dans notre politique avec nos camarades Communistes, avec les grands problèmes de la paix mondiale. Ou bien il n'y a pas de paix mondiale sans que la Russie soviétique soit d'accord avec les autres puissances, ou bien comprend-on qu'il faut faire la distinction entre la Russie Soviétique dont la structure politique peut nous déplaire, et notre économie permanente avec les Communistes qui sont la preuve de cette unité totale de la classe ouvrière.
Par ce manifeste, nous célébrerons l'année prochaine le centenaire de Marx. Qu'elle est loin l'être réalisée, pas pour le bonheur de la classe ouvrière, pas pour le bonheur de la démocratie, mais malheureusement, cela ne dépend pas seulement de nous, et cela ne dépend pas avant tout de nous. Mais ayant constaté cela, ayons la compréhension pour les camarades en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie. Ne jugez pas leur position, leur action, d'une façon trop simpliste. Ne dites pas qu'il y a une ligne de démarcation très nette entre les bons et ceux que nous devons rejeter.

Au sujet des petits incidents que vous avez eus ce matin avec l'ami Vergnolles, je vous demande pardon lorsqu'il a dit : "La politesse de la France est toujours là". Il faudrait avoir la même politesse pour le socialisme de pays qui ne sont pas entièrement Socialistes et où le développement peut amener les uns et les autres à avoir des alliances que nous avons connues, nous-mêmes, en France, dans d'autres conditions. Méfiez-vous de confondre l'appréciation des faits de ce genre avec les appréciations qui constituent notre vie quotidienne, dans la bataille.
Et alors, Pivert, lorsque je l'ai entendu, j'ai inscrit des notes sur mon bloc. Me voilà transformé en agent de Moscou, ensuite en ennemi des Etats Socialistes unifiés d'Europe. Donc, tu es contre l'Europe, tu es pour Moscou. Tu empêches tous ceux qui sont opprimés de se manifester. J'ai tout de même quelques années derrière moi. Je me souviens de ce que fit l'Internationale. Je n'ai pas perdu l'espoir, jusqu'au jour où vous n'entendrez pas ma voix rocailleuse dans vos Congrès, de revoir un jour, éventuellement, malgré tout, l'unité totale de la classe ouvrière.
Mais je ne vais pas me laisser entraîner dans ce débat. Je sais, à peine étais-tu revenu du Mexique après avoir passé toutes les années de guerre là bas - je ne te reproche pas d'avoir écrit immédiatement une lettre de haute leçon au Comité directeur - tu n'avais pas mis les pieds sur le sol de France que tu as envoyé une lettre pour donner une leçon de marxisme. Tu nous as offert à ce moment de nous fournir les documents contre le stalinisme. Nous n'avons pas cru que cela doive nous suffire pour mener la bataille sur ce plan.
D'accord avec toi : partout où il y a des opprimés, il faudrait bien que l'Internationale parle. D'accord, il y a des conflits que je regrette profondément. Il y a une différence connue, fondamentale de la conception de la démocratie en Russie et telle qu'elle doit rester la nôtre. Il faut en tenir Compte, camarades.
Vois-tu, l'Internationale dans ses premières phases, dans cette phase où elle s'appelle encore Conférence Socialiste Internationale, ne voulait pas être une Internationale composée uniquement de partis en exil. Elle voulait être formée de partis agissant aux risques et périls, dans leur propre pays. Cela t'explique pourquoi il y a des incidents comme, par exemple, celui avec la Pologne. Oui, je sais, Saremba avait participé aux premières conférences internationales. L'un dit : "Moi seul je suis Polonais", l'autre dit "moi j'ai le monopole". Lorsque, ici, nous avons invité le Parti Socialiste polonais existant...

(Bruit dans la salle)

Le président - Je demande aux camarades, s'ils ne sont pas satisfaits, de quitter le Congrès. La parole est à Grumbach.

Salomon Grumbach - Si j'ai bien compris, il y a quelques camarades qui ont crié : "La clôture". J'invite ces camarades, dans leur liberté préservée par la nouvelle constitution, à sortir de la salle.
Je tiens à répondre. Un parti qui n'est pas admis veut distribuer, à l'intérieur de

ce Congrès, des tracts contre l'autre. Cela, nous n'avons pas voulu l'admettre. J'ai donné au camarade de ce parti le conseil, s'il voulait les distribuer, de le faire dehors, pour la discipline. Si tu avais été d'accord avec nous sur la discipline, il ne te serait pas arrivé d'avoir été exclu de ce parti, pour cette raison.

Marceau Pivert - Vis-à-vis de ma classe, j'ai été discipliné et fidèle à l'Internationale.

(Bruit dans la salle)

Salomon Grumbach - Laissons cela

Le président - Camarades, je prie le Congrès de ne pas se passionner et je prie l'orateur de ne pas passionner le Congrès.

Salomon Grumbach - Le Congrès me pardonnera, moi aussi, de temps en temps de faire semblant d'avoir du temps à perdre.
Il m'a également accusé de complicité. Je l'ai noté. Si vous voulez entrer dans les détails, il aurait presque dit que c'est au nom du parti international. A la sous-commission chargée d'examiner le problème du parti Saragate, on a dit que si des gens venaient, ils n'admettraient pas leur présence. C'était leur droit absolu. La discipline la plus élémentaire nous aurait interdit de recevoir ceux qui n'avaient pas encore réglé leur situation de l'Internationale.
On a laissé le fils Matteoti à la porte. Le fils Matteoti était venu me voir avant, à Paris. Il m'a demandé de le faire entrer. Je lui ai alors demandé si le parti de Saragate avait le désir d'entrer en relation avec l'Internationale. Malgré le cas de scission dans lequel vous vous trouvez en Italie, vous n'avez qu'à écrire une lettre au Comité de Londres pour faire votre demande. Si alors il y a accord pour que vous puissiez entrer comme observateur, ce n'est pas le Parti français qui s'y opposera. Le Parti français sera chargé de demander l'admission comme observateur du Parti Neni. Je suis complice de Neni ?
Marceau Pivert, tu lances des choses sans les avoir contrôlées. Tu devrais être au courant du dossier. Cela dit avec toutes mes excuses d'être obligé de te donner cette leçon. De temps en temps, on est forcé de le faire.
Nous ne voulons pas non plus choisir là-bas. Seulement que l'on fasse tout, du côté français, pour réaliser l'espoir que ceux qui sont néfastes à l'Italie disparaissent et que ceux qui sont favorables puissent se réunir. C'est l'affaire du Socialisme italien de régler son propre sort à l'intérieur. Nous avons seulement le droit d'exprimer notre espoir mais pas plus. Tu ne peux pas demander au Parti, dans sa totalité, de prendre une position comme tu l'as fait.
Ensuite, on a déposé une série de motions demandant je ne sais quelle constitution d'un certain nombre de commissions. Je suis étonné de voir Marceau qui a publié cette semaine un article du 16 août, c'est-à-dire, je crois, aujourd'hui. Voici l'article de Marceau Pivert : "Il faut construire d'urgence une véritable Internationale… (Lecture de l'article).

Fondation Jean-Jaurès

C'est donc l'une des tâches les plus urgentes, les plus importantes que le Parti Socialiste SFIO entreprendra à l'occasion de ce Congrès International. Il peut, il doit prendre l'initiative sur le plan de l'Internationale Italienne.

Mais dis-moi. N'as-tu pas vu des rapports, par hasard ? N'as-tu pas lu à la page 156 - je reproduis le texte voté à Zurich commencement juin et nous sommes actuellement mi-août - "La conférence Socialiste Internationale réunie à Zurich du 5 au 9 Juin 47 estime que le moment est venu d'envisager la reconstitution de l'Internationale Socialiste... (Lecture du texte).

Nous avions attendu des suggestions de ce genre. Voilà la brochure dans laquelle, au cours de l'année, nous avons réuni toutes les décisions du Congrès du 9 novembre 1944 à Paris. Qu'est-ce que je lis dans le texte ci-dessous ? "Le Congrès proclame la nécessité d'une reprise des relations entre les sections de l'Internationale dont l'activité est indispensable en vue de l'organisation de la paix par l'union des travailleurs de tous les pays. Alors, le Parti français a saisi la première occasion, dès le lendemain de la Libération, et a continué son action jusqu'à aujourd'hui, la continuera jusqu'au moment où elle sera réalisée et la présidence a été confiée, à la Conférence Internationale de Zurich, au Comité français. Elle se réunira mardi et mercredi prochains à Paris, convoquée par les sections, non pas seulement des pays d'Europe, mais d'Amérique.

Nous ne sommes pas des gens qui ne savons pas ce que nous devons faire. Nous sommes en effet profondément persuadés que la renaissance de l'Internationale rencontre des difficultés, mais qu'il est indispensable, nécessaire qu'elle ait la compréhension de dire : "Tenez compte des différences de situation dans laquelle se trouvent les diverses sections. Ne croyez pas que nous puissions faire une Internationale d'un jour à l'autre. Nous sommes bien obligés de tenir compte, dans l'immédiat, de la différence d'influences, de force, et d'un fait capital : Camarades, dans les deux pays qui ont actuellement le sort de la paix en main, il n'y a pas de mouvement socialiste, de Parti Socialiste. On n'a pas le droit de se tromper là-dessus. Il n'y a pas de Parti Socialiste, il n'est pas toléré dans l'immense Russie Soviétique ; il n'y a pas de mouvement socialiste qui puisse exercer une influence quelconque en Amérique. Il y a des petites sectes en Amérique, quelques centaines de camarades dévoués. Nous n'avons pas le droit d'accepter, pour représenter le Socialisme américain, des sections de ce genre.

Dans des pays si puissants, dont les relations détermineront demain le sort de tous, en Russie soviétique, aux Etats-Unis il n'y a pas encore de mouvement Socialiste. Nous avons cependant une force immense. Il n'y a qu'à voir quelle est la force du Socialisme français. Au moment où les gouvernements se montrent incapables de trouver les formules pouvant assurer la paix, au moment où tout est en danger, l'ONU, l'Europe, la Conférence Internationale Economique, où les gouvernements n'arrivent pas à se mettre d'accord sur les questions fondamentales, certes, le Socialisme International a un rôle immense à jouer. Mais il ne faut pas qu'il le fasse dans les nuages. Il faut qu'il se rende compte quels sont les obstacles qu'il va rencontrer, quelles sont les forces qui peuvent l'aider. Raison de plus pour ceux qui, depuis des dizaines d'années,

n'ont jamais cessé d'espérer, même eu moment des défaites, d'être encore persuadés que c'est cela le grand chemin de la vérité, vers la paix. Ce n'est pas une raison pour ne pas avoir confiance, ne pas vouloir faire une Internationale aussi rapidement que possible.
Vive l'instrument qui soit capable, au-dessus des gouvernements, d'être assez fort si les gouvernements sont sous influence socialiste, de donner à la paix cette expression stable et définitive qu'elle est loin d'avoir trouvée. C'est dans cet esprit que nous avons travaillé, c'est dans cet esprit que nous continuerons.
(Applaudissements)

Le président - Le débat sur le rapport de nos délégués à l'Internationale Ouvrière Socialiste est clos.
Le bureau n'a été saisi d'aucune demande de vote permanent. J'ai dit que le débat est clos. Je mets donc sous réserve du renvoi à la Commission des résolutions d'un certain nombre de points particuliers, parmi lesquels, naturellement, le problème espagnol, comme d'autres problèmes particuliers, donc sous réserve de renvoi à la Commission des résolutions de ces points spécieux. Je mets aux voix le rapport de nos délégués à l'Internationale Ouvrière Socialiste. Ceux qui sont partisans de l'adopter le manifestent en levant la main. Avis contraire ?
A la presque unanimité et des abstentions, le rapport est adopté à la majorité.
L'ensemble des antres problèmes concernant l'Internationale Ouvrière Socialiste est automatiquement renvoyé à la Commission des résolutions, mais pour qu'il n'y ait aucune espèce d'équivoque, je ne m'adresse pas seulement en ce moment au Congrès, je m'adresse à un homme comme Debroucker, à une femme comme Marianne Pollak qui, hier matin, nous dressaient d'enthousiasme et je leur dis : Vous pouvez faire confiance à la Section française de l'Internationale Ouvrière qui n'oublie pas l'Internationalisme prolétarien et qui veut oeuvrer pour la reconstruction de l'Internationale.
(Applaudissements)
Camarades, il nous faut maintenant organiser le débat de politique générale. Je voudrais faire remarquer sans malice, au Congrès, qu'il a passé deux journées et demie à scruter le débat, à le liquider et à ratifier un certain nombre de propositions antérieures et d'attitudes passées et qu'il nous reste maintenant une demi-journée et une nuit poux dresser ce que devra être la politique de notre Parti et que par conséquent, étant donné - je demande aux journalistes de ne pas faire trop d'échos sur le chiffre que je vais Indiquer - étant donné qu'il y avait hier soir cent quinze orateurs inscrits, je crois qu'il est bon que, dès maintenant, nous ordonnions le débat de politique générale.
Il y a deux propositions : Une proposition que défendra tout à l'heure à cette tribune, sous forme de motion préalable et au nom de dix fédérations, notre camarade Bonin de la Haute-Loire. Je lui laisserai le soin de présenter sa motion préalable dans un instant ; et une autre proposition qui serait adoptée si la motion préalable est repoussée et qui est faite par le Secrétariat général du Parti.
Dans l'ordre, je donne donc la parole à notre camarade Bonin de la Haute-Loire

Fondation Jean Jaurès

pour défendre une motion préalable, au nom des départements de : La Haute-Loire, la Loire, la Loire Inférieure, la Meurthe-et-Moselle, la Gironde, l'Ain, du Cantal, du Cher, de la Mayenne, et de l'Indre-et-Loire. La parole est à Bonin.

Bonin

Camarades, les dix fédérations mentionnées considérant :
1) Que quelle que soit l'éloquence des cent quinze orateurs inscrits, et l'intérêt des arguments présentés ils ne modifieront pas sensiblement le vote des délégués venus avec des mandats précis ;
2) que le débat de politique générale a été, de minuit à une heure, organisé dans l'incohérence, la "pagaïe", le chahut, et aboutira à abrutir les délégués ;
3) que les positions prises se ramèneront à trois :
- continuation de la politique actuelle des ministres socialistes ;
- cessation de cette politique ;
- subordination de la continuation de cette politique à un programme limité et précis.
Le Congrès national, affirmant ou infirmant la position du dernier Conseil national du Parti en cette matière, et mandatant impérativement le Comité directeur pour mettre en application les décisions prises, demande :
1) Le vote immédiat par mandat, sur ces positions.
2) que les représentants de la majorité et de la minorité, ainsi dégagés, rédigent leurs résolutions, les orateurs inscrits intervenant alors, s'il y a lieu ;
Nous sommes venus ici, camarades, peut-être pour discuter, certainement pour voter et pour terminer nos débats dans les délais prévus, en laissant aux délégués qui veulent faire honnêtement leur travail, la possibilité de dormir une heure ou deux par nuit.

Le président - Camarades, vous venez d'entendre la proposition de notre camarade Bonin. En opposition avec cette proposition, le Secrétariat Général du Parti, d'accord avec le bureau de cette séance, vous propose l'organisation suivante des débat : 13 heures seraient consacrées aux débats, c'est-à-dire : Une séance cet après-midi et une séance de nuit qui reprendrait très rapidement après la fin de la séance de l'après-midi et qui, d'après les minutages auxquels nous nous sommes livrés, se terminerait vers 4 heures du matin, pour permettre à la Commission des résolutions de siéger aussitôt après.
Le débat serait organisé de la manière suivante : Je demande aux camarades, comme je n'ai pas l'intention de le répéter, de prêter, si vous le voulez bien, le maximum de bienveillante attention aux propositions. Le temps serait partagé entre six grands courants qui se sont dessinés dans le Congrès, plus les problèmes de l'Union Française et les questions qui pourraient être soulevées par des fédérations ou par des délégués qui désirent ne pas s'apparenter à aucun des six grands courants.
Les leaders principaux de ces courants se sont mis d'accord pour se partager équitablement ces treize heures et l'on demanderait alors aux orateurs de chacun de ces courants de se mettre d'accord entre eux pour se répartir le temps à

Fondation Jean Jaurès

passer.
Vous êtes donc en présence de deux propositions : la première est la motion préalable de notre camarade Bonin qu'il a développée tout à l'heure. La seconde; si cette motion était repoussée, seraient les propositions pratiques que je viens de formuler au nom du Secrétariat et du Bureau de cette séance et sur le détail desquelles je reviendrais, si elle était adoptée.
Je crois que le Congrès, en tout état de cause, sera d'accord pour ne pas engager sur ces diverses propositions qui sont exclusivement d'ordre pratique, un débat d'ordre supplémentaire. Dans ces conditions, je conseille à ceux qui sont partisans de la motion présentée par notre camarade Bonin, de lever la main. La motion est rejetée.
Ainsi qu'il ressort du commentaire que j'avais fait du vote, cela signifie que les propositions du Secrétariat sont adoptées. Je m'en vais, si vous le voulez bien, les préciser.
Il serait entendu qu'il serait accordé au courant dit "Guy Mollet" : 3 heures ; au courant dit "Jacquet" : 2 h 1/4 ; au courant dit "Lenard" : 1 h 1/4 ; au courant dit "du Rhône", 1 h ; au courant dit "de la bataille socialiste", 30 minutes ; au courant dit "de la reconstruction" 30 minutes, à ceux que l'on appellerait "Les sauvages" à ceux qui ne s'apparentent à aucune des tendances que je viens d'indiquer ou bien qui ne s'apparentent, au nom de leur fédération, à aucune des autres questions : 1 h 30 ; et pour le problème de l'Union Française : 1h10
Les camarades se sont, dans l'ensemble, mis d'accord sur le partage de ce temps. Il est entendu également que le Secrétaire général du Parti - et comme il reviendra sans doute cet après-midi de Paris - le président du Conseil auraient encore le droit d'intervenir à la fin du débat, pour un certain nombre d'explications à fournir aux délégués. Dans ces conditions - et je considère que ces courants grosso modo et à quelques minutes près sont donc ainsi arrêtés - dans ces conditions, je demande aux camarades qui se rattachent à ces courants de bien vouloir profiter de l'heure du repas pour se réunir aux endroits suivants :
- courant Guy Mollet : derrière la tribune, à la fin de la séance
- courant Jacquet : bâtiment 16 - salle 16
- courant Lénard : bâtiment 18 - salle 17
- courant du Rhône : bâtiment 16 - salle 20
- courant de la Bataille socialiste : bâtiment 13 - salle 21
- courant de la reconstruction : bâtiment 13 – salle 22
- sauvages : bâtiment 16 - salle 18
- Union Française : bâtiment 16 – salle 19

Il n'y a pas d'opposition ? Ces dispositions sont ainsi arrêtées.
Le Congrès a reçu du Comité central du Parti Communiste Français la lettre dont je vais vous donner lecture :
Chers camarades, votre Congrès se tient à un moment particulièrement grave de la vie de notre Pays. De grandes difficultés entravent le relèvement de la France. Les problèmes du ravitaillement vont continuer à se poser dans la prochaine période, de façon très aigue. La sécurité monétaire ne pourrait être assurée qu'au prix de grands efforts et en faisant de substantielles économies là où il est

possible d'en faire, notamment dans le domaine des dépenses militaires.
Sur le plan international, les droits de la France à la sécurité et aux réparations sont mis en cause et il apparaît que la reconstruction de l'Allemagne va se faire avant celle de la France.
Profitant de ces circonstances, la réaction relève la tête. Les tenants du pouvoir personnel s'agitent. Ils partent en guerre contre les partis et par cela même, contre la République avec l'espoir de parvenir à imposer à la France un régime de dictature et d'oppression.
Le complot de la nouvelle cagoule, dont l'un des principaux organisateurs a fait l'objet d'un éloge public lors de la récente manifestation de Rennes, est nettement dirigé contre les institutions républicaines.
Une telle situation, grosse de menaces, doit retenir l'attention de tous les travailleurs et de tous les démocrates.
Le fait que les Communistes ne sont plus au gouvernement est, pour la réaction, comme un encouragement à redoubler d'activité, tant il est vrai que les divisions ouvrières créent toujours un climat favorable à ces agissements.
Aujourd'hui comme hier, l'anti-communisme est le mot d'ordre de la réaction. Mais l'expérience a montré que l'anti-communisme sert toujours de base de départ à des attaques contre l'ensemble de la classe ouvrière et contre la démocratie. C'est pourquoi nous pensons que militants communistes et socialistes pourraient et devraient, chaque fois que les circonstances l'exigent, réaliser l'unité d'action contre l'ennemi commun. Cette préoccupation est aussi, nous le savons, celle des militants socialistes. Aussi la classe ouvrière serait-elle unanime è se réjouir si votre Congrès prenait des décisions qui en facilitant l'unité d'action, feraient obstacle aux attaques de la réaction contre les institutions démocratiques.
Recevez, chers camarades, notre fraternel salut communiste.
Pour le Comité central,
Le Secrétaire général du Parti Communiste français Maurice Thorez.
Le Congrès a également reçu une lettre ouverte à ses délégués adressée par la région lyonnaise du Parti Communiste internationaliste.
Camarades, je crois qu'il est inutile d'ouvrir un débat sur le contenu de ces lettres. La réponse au document que je viens de vous lire sera incluse dans les résolutions de politique générale que le Congrès décidera et votera librement, en conclusion de ses délibérations.
(Applaudissements)
Je pense que le Congrès, par ses applaudissements, vient de ratifier la proposition que je lui fais au non du Secrétariat du Parti et du bureau de cette assemblée. Il n'y a pas d'opposition ? Non. Le Congrès est unanime ? Il en est ainsi décidé.
Camarades, la séance de ce matin va être terminée, dans quelques instants.
Cet après-midi, le bureau sera composé de notre camarade Pierre Métayer, député de Seine et Oise comme président, assisté d'Irène Laure, de Joseph Henri, de Montferrand et de Paulette Dupuis.
Je ne ferai pas d'introduction supplémentaire. Vous me permettrez simplement,

Contribution Jean Jaurès

puisque je ne reprendrai pas la parole dans le débat de politique générale, dans cette ville de Lyon qui a été le berceau et le centre de la résistance de la zone sud et où j'ai mené personnellement, auprès de nos camarades de la fédération du Rhône, une vie de paria, de dire la joie que j'ai eue de présider librement une séance aussi importante et aussi noble que celle qui a marqué les attaches du Parti Socialiste à l'Internationale.
Vous ne permettrez, pour répondre à tous ceux qui donnent des leçons au Parti, de vous rappeler que j'avais comme successeur : Marcelle Bodel dont le mari a été fusillé et Gilberte Brossolette dont le nom est le symbole de la Résistance.
(Applaudissements)
La séance est levée.

Séance plénière du samedi 16 août 1947 (après-midi)

Le président - Camarades, je déclare la séance ouverte et je donne immédiatement la parole au Secrétaire Général du Parti, notre camarade Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, certains d'entre vous - au début de ce Congrès, ce sera une répétition pour ceux qui en effet ont assisté à nos Conseils nationaux - ont pris l'habitude de voir le Secrétaire Général du Parti essayer, au début de chaque débat de politique générale, de faire aussi objectivement que ses propres convictions le lui permettent, le point de la situation avant de donner lui-même son opinion sur le point en question.
Je crois cependant qu'il est nécessaire qu'avant même d'engager le débat, nous ayons commencé, les uns et les autres, par nous remémorer ensemble et rapidement les événements qui se sont déroulés depuis le dernier Congrès national, et les points sur lesquels il n'y a pas de différence de jugement entre nous.
Nous allons en effet être amenés à émettre une opinion sur notre propre action au cours de l'année écoulée, un jugement sur ce que nous avons fait, sur ce que certains d'entre nous ont estimé qui aurait dû être fait. Cela suppose que l'on a commencé par déblayer le terrain, en voyant où sont les responsabilités, non seulement où sont les nôtres, mais aussi où sont celles des autres.
D'autre part, puisqu'il nous faut porter des jugements sur notre action passée, il est nécessaire que la connaissance de la situation actuelle exacte nous permette de déterminer, avec une certaine exactitude, la politique générale à suivre pendant les mois, plus exactement pendant l'année qui va suivre.
Que s'est-il passé depuis notre dernier Congrès ?
D'abord les élections - élections au cours desquelles notre Parti a subi un recul - que nos adversaires ont voulu faire plus sensible qu'il n'a été, mais un recul indiscutable.
En novembre, au dernier conseil national, nous avons essayé de dégager les raisons de ce recul, non pas seulement pour faire de l'autocritique, mais surtout

Fondation Jean Jaurès

parce que cela peut être utile, pour voir l'action à envisager dans la suite.
Et nous étions tombés d'accord sur les grandes lignes suivantes.
Certes, au cours de la campagne électorale, alors même que déjà une impression, qui semblait parfois s'amplifier dans certaines régions de France, se répandait, à savoir qu'une partie de l'opinion publique manifestait un détachement de la chose publique, nous avions été amenés à constater que les réunions du Parti Socialiste étaient tout de même les plus fréquentées, que, dans le désintéressement général, l'intérêt restait attaché à notre Parti, et aux solutions qu'il proposait.
Seulement, il s'est produit un phénomène, c'est que tel qui nous avait applaudis le mercredi, le jeudi, le vendredi et le samedi, à parfois voté contre nous le dimanche, et que ceux-là même, parmi nos adversaires, qui avaient mené campagne contre nous, ont manifesté quelque surprise de voir le Parti Socialiste avoir recueilli aux élections le résultat qu'il avait escompté. Pourquoi ?
D'abord, si j'en crois les conclusions de notre Conseil national de novembre, parce qu'un problème se pose, non pas seulement en France, mais dans le monde entier - qu'il se posait dès novembre dernier, dès octobre dernier, et qu'il se pose avec plus d'acuité encore aujourd'hui - à savoir s'il y a encore place dans le monde pour une démocratie réelle, à savoir si les partis qui se revendiquent de la démocratie peuvent encore triompher par des voies démocratiques pour l'établissement de leur solution.
En effet, dans une période succédant à une guerre, et pour certains pays comme le nôtre, à une occupation terrible dans ses conséquences, à une période correspondant à une crise économique grave, dont peut-être nous sommes en train de connaître seulement les prémices, qui peut, dans les mois ou dans les années qui viennent, s'accentuer plus gravement encore, dans une période comme celle-là, il est presque normal - regrettable, mais normal - que les esprits, que les passions se polarisent vers les extrêmes. C'est vrai dans le monde entier ; cela a été vrai plus particulièrement en France.
Essayez - car il faut, avant d'ouvrir le débat, créer l'atmosphère nécessaire, pour juger du passé et décider de l'avenir - essayez pendant un instant de revivre avec moi les faits. Essayez de vous souvenir de la campagne électorale qui a précédé les élections qui ont envoyé la Chambre actuelle : Elle s'est en quelque sorte déroulée par-dessus notre tête. Ceux qui se prétendent à notre gauche, et ceux qui sont à notre droite, les uns et les autres tiennent campagne, comme si nous n'avions pas existé. Les thèmes essentiels, un peu simplistes, mais enfin ces thèmes qui réussissent étaient : Soit Thorez sans Bidault, soit Bidault sans Thorez. Ce qui a donné d'ailleurs, conformément à la logique cartésienne, comme premier gouvernement le lendemain, un gouvernement où il n'y avait ni Bidault, ni Thorez. Donc, indiscutablement, cette campagne s'est déroulée par dessus notre tête.
D'autres raisons furent évoquées au cours de ce Conseil national : Notre propagande même, le fait que nous avions le courage de prendre position pour des solutions parfois impopulaires, le fait que l'on a exploité contre nous, d'une façon absolument éhontée - les événements ont montré depuis que c'était

parfaitement injustifié - des jugements calomnieux, et le fait que l'on a exploité contre nous un certain nombre de scandales. C'est une vieille coutume, qui ne remonte pas à l'après-guerre, mais qui a déjà naguère été de mise, d'essayer de tuer les adversaires en faisant peser sur eux des accusations, même non démontrables.

Le fait aussi, qui ira s'accentuant, que dans une période où l'on est obligé, parce que la transformation sociale se fait, de demander à certaines couches sociales des sacrifices, et pas toujours aux mêmes couches sociales ; certains avaient pu croire que leurs intérêts, de temps en temps, les éloignaient de nous. Combien viennent à nous, au lendemain de la Libération, avec leurs coeurs, que leurs intérêts - mal compris d'ailleurs - pour l'instant éloignent de nous.

On avait aussi dégagé les causes lointaines : L'insuffisance de la propagande, un manque d'unité de vues ; mais il était quelque chose de plus profond, dans les raisons qui faisaient qu'une partie de l'opinion publique ne nous suivait pas, c'est qu'en fait - sur ce point le Conseil national fut presque unanime - c'est qu'en fait, on doutait de l'efficacité du Parti Socialiste.

Quand, dans les réunions publiques, on approuvait nos solutions, quand on applaudissait nos orateurs, on ne manquait jamais de dire : Incontestablement ils ont raison, incontestablement ils sont les hommes les mieux et les meilleurs, mais on doute de ce qu'ils sont capables de faire, lorsqu'ils sont aux postes de commande. On ne croyait pas, on avait perdu la foi en nos possibilités de réalisation. Depuis, l'événement s'est produit, dont je serai amené à parler dans quelques instants : Celui du gouvernement socialiste homogène, qui a prouvé à tous ce que nous étions capables de faire quand on nous en donnait les moyens.

(Applaudissements)

On a douté de notre efficacité. Il s'agira, pour ce Congrès, de démontrer que le Parti n'est pas capable seulement de proposer, qu'il est capable aussi de réaliser, et d'exiger les moyens pour réaliser.

Les élections, donc, donnèrent quelques résultats qui ne nous étaient pas favorables, et dont il est nécessaire que tous les camarades prennent conscience au début de ce débat. Cette chambre, puisqu'une partie du problème politique - je dis bien une partie seulement, car on a tort de vouloir ne voir le problème politique que sous l'aspect gouvernemental ou parlementaire, car il est d'autres solutions où le socialisme a sa place - mais enfin puisqu’une partie importante se pose sur le plan gouvernemental, il faut tout de même ne pas perdre de vue que cette Assemblée, sur 614 députés, ne compte que 107 Socialistes. Il est incontestable qu'on y trouve 184 communistes, 160 et quelques, je n'ose pas dire les chiffres, car eux-mêmes les contestent, MRP, puis des radicaux, puis tout le reste de cette Assemblée, mais qu'en fait, nous représentons le 1/6 de l'Assemblée.

Alors, dès le lendemain, prenant conscience à la fois et de ce que nous avions raison, et de ce que l'opinion publique ne nous avait pas donné suffisamment raison, nous commençâmes à réaffirmer avec plus de force que nous ne l'avions jamais fait, notre volonté de voir, sur le plan gouvernemental, affirmer avant toutes choses un programme, de mettre en application cette notion un peu facile,

ou tout au moins dont l'expression est facile, du programme d'abord.
Oh ! Je ne vais pas évoquer les longues négociations auxquelles, comme votre représentant, j'ai été amené à prendre part, ces négociations que menait alors notre ami Vincent Auriol qui n'était encore que président de l'Assemblée Nationale, ces négociations au cours desquelles, sans succès, vainement, on essayait d'une part de déterminer un programme commun, et d'autre part de déterminer une majorité possible. Tout cela demeure totalement infructueux.
Puis ce furent les différentes prises de position dont certaines paraîtraient pour le moins originales aujourd'hui, et enfin le vote pour la candidature Bidault. Puis après des semaines de discussions, l'appel au Parti Socialiste.
Je me souviendrai longtemps de ce mercredi soir où j'ai reçu cette lettre du camarade Maurice Thorez - non, c'était Jacques Duclos - nous disant : Eh bien voilà, il n'y a plus moyen, il n'y a plus d'autre solution, c'est votre tour.
Ah ! Je sais bien que si Jacques Duclos avait su le mercredi soir quel autre camarade nous irions chercher le vendredi, ou le jeudi matin, jamais il n'aurait envoyé sa lettre. Quand nous sommes allés chercher notre ami Léon Blum, je sais bien qu'eux ne s'attendaient pas à celle-là...
(Rires)
Seulement, pour les camarades du Parti, pour ceux qui ne sont pas avertis, il faut qu'ils sachent que pendant les huit jours qui suivirent, Léon Blum essaya vainement de faire un gouvernement de coalition, sur un programme minimum commun. Rappelez un peu vos souvenirs : De tous les côtés, sans exception, personne ne voulait prendre les responsabilités gouvernementales d'alors ; personne. Il s'agissait de faire avaler au pays les décisions q'une commission des finances unanime avait adoptées, il d'agissait de proposer devant le pays des décisions certainement impopulaires. C'est alors que Léon Blum nous proposa de faire son gouvernement socialiste homogène, ou de se retirer, et que nous prîmes les responsabilités, à quelques-uns, de suggérer la composition du gouvernement socialiste homogène. Il fallait, à ce moment-là, un certain courage pour le faire.
Voulez-vous vous souvenir que nous n'étions que 107 sur 614, voulez-vous vous souvenir que nous étions, dans l'opinion publique, le parti battu, voulez-vous bien vous souvenir que c'est le pire des paradoxes, le plus invraisemblable des paradoxes que l'on demande à ce parti, que partout on avait représenté comme battu, non pas seulement de prendre la direction du gouvernement, mais de prendre devant le pays la responsabilité des propositions faites. Quand Léon Blum demanda au Secrétaire Général du Parti de le faire, il lui demanda de démontrer que le Parti entier était à son côté, par la présence même du Secrétaire du Parti à son côté, et je vous avoue que j'ai eu chaud. Je vous avoue que j'ai réfléchi. Si, sur le plan personnel, cela pouvait paraître flatteur… Mais, sur le plan du parti qu'on a derrière soi : 250 000 camarades inscrits au Parti, 3 500 000 qui votent pour le Parti - et que l'on sait que peut-être c'est la dernière chance, que l'on sait que peut-être on va tomber le Parti, si jamais on va à un échec - je vous avoue que j'ai eu ce jour-là le sentiment et le plein sens de mes responsabilités.

Nous l'avons fait ; et par un paradoxe aussi étrange que le premier, ce parti, qui devait s'effondrer dans l'impopularité, ce parti qui devait proposer au pays des augmentations sur pas mal de prix, à cause déjà d'une suppression des subventions, à cause de l'augmentation d'un certain nombre d'impôts, ce parti, parce qu'il a eu le courage de courir le risque de l'impopularité, est sorti plus populaire que jamais il ne l'avait été auparavant.
(Applaudissements)
Pourquoi ? Est-ce que par hasard le gouvernement socialiste homogène, le gouvernement Léon Blum aurait fait la révolution entre le 15 décembre et le 13 janvier ? Je ne le pense pas. Est-ce qu'aucun de nous a des illusions ? Aucune. Seulement, sur le plan économique, des transformations profondes déjà ont été produites. Aujourd'hui, alors même qu'on va discuter, qu'un certain nombre de vous, un certain nombre de nous discuteront des résultats actuels, je voudrais que tout d'abord vous essayiez de vous rappeler, de vous replacer dans l'atmosphère d'alors, que vous rendiez compte que sur le plan économique, déjà nous avions presque réussi. Que disent nos pires adversaires ? Que la baisse n'avait pas été de 10%, ni de 5%. Les plus sévères d'entre eux la ramènent à trois. Ah, je vais leur faire la part belle : Je veux supposer qu'elle fut inexistante, je veux supposer que nous nous contentâmes seulement d'arrêter le hausse, est-ce que ce n'était pas déjà, sur le plan économique, un succès formidable ?
(Applaudissements)
Nous avions renversé la vapeur sur le plan psychologique. Nous avions redonné à ce pays confiance en lui-même, et à une période où - ce qui est peut-être le pire pour la démocratie française, et pas seulement pour le Parti Socialiste français, mais dans la démocratie en général - le doute s'infiltrait. Ce qui est peut-être le pire, c'est quand on n'a plus confiance en rien, et que chacun se proclame prêt à faire tous les sacrifices que l'on voudra, à la condition que ce ne soit pas lui qui les fasse, mais le voisin qui commence…
(Applaudissements)
Eh bien, ce jour-là, au contraire, grâce à Léon Blum, grâce au gouvernement socialiste homogène, sur le plan psychologique, la vapeur a été renversée. Je le rappelle, car il est nécessaire que les camarades du Parti s'en souviennent, pour juger de la situation actuelle. Il faut que les camarades se souviennent, même sur le plan psychologique, ce qu'était au 15 janvier dernier la situation. Je voudrais essayer d'évoquer ce qu'était la situation en janvier dernier; je voudrais qu'on se pose la question : qu'eussent donné des élections le 15 janvier 1947 ?
Alors, vous comprendrez pourquoi il y avait dans le Parti Socialiste un tel désir de voir continuer le gouvernement socialiste homogène, le 15 janvier 1947.
Les raisons qui nous en empêchaient vous furent dites. Il en est certaines qui peut-être sont imputables au parti ; ce sera dit à d'autres heures que celle-ci. Mais l'essentiel, ce sont celles qui tiennent à nos adversaires. Tous, sans exception, même ceux qui prétendaient défendre la politique soutenue par le gouvernement socialiste, même si dans le fond de leur coeur ils savaient que là était le salut, ils étaient contre nous, parce qu'ils sentaient qu'ils n'en avaient pas le bénéfice moral, et que le bénéfice moral nous en revenait.

(Applaudissements)
Tous, sans exception : le Communisme, bien sûr. Même, pour une fois, ils ont été réguliers...
(Rires)
Ils l'ont dit, écrit, annoncé dans tous leurs discours. Duclos, pendant trois semaines, nous a proclamé qu'il voulait un gouvernement à l'image de la volonté populaire, et pour ne pas qu'on s'y trompe, nous recevions chaque matin, à quelque poste de responsabilité que l'on soit, président du groupe parlementaire ou Secrétaire Général du Parti, des délégations syndicales - ce qui prouve l'indépendance syndicale et sa non intrusion dans la politique - qui demandaient la création d'un gouvernement à l'image de la nation. Nous n'avions donc pas d'illusions du côté communiste.
Vous me direz que les MRP étaient partisans de la reconduction ? Ce n'est pas vrai. Ils en ont été partisans à partir de la minute où ils ont su que nous n'en voulions plus. Mais jusque-là ils ont voté contre, tous sans exception. Pas besoin de parler des autres, c'est trop évident.
Il faut donc arriver à Vincent Auriol, dont je suis heureux de saluer l'accession à la présidence, et heureux que ce soit le Parti qui ait donné à la 4ème République son premier président.
(Applaudissements)
Renversement de position au point de vue psychologique ; changement au point de vue économique. Mais surtout, et c'est ce qui m'importe le plus, la preuve que des solutions – je ne dirai pas socialistes - mais la preuve que des solutions énergiques, défendues par les Socialistes, peuvent être, n'importe quand, suivies par un Parlement, pourvu qu'on les défende, pourvu qu'on les appuie, pourvu qu'on veuille les faire réussir et la preuve enfin donnée au pays, qui en avait douté, de notre efficacité possible.
C'est alors que fut constitué le gouvernement Ramadier, c'est alors que commencèrent, ou s'accentuèrent, certaines difficultés.
Nous allons être amenés, les uns ou les autres, je serai personnellement amené, au cours du débat, lorsque je prendrai position, à dénoncer ce que je crois être les fautes de notre propre action. Mais il convient peut-être d'abord, dans cet exposé préalable, d'établir les responsabilités qui nous sont étrangères, d'établir les responsabilités des autres, et de démontrer que, si nous ne sommes pas toujours contents de nous-mêmes, nous sommes, à priori, beaucoup plus mécontents des autres, qui nous mettent dans la situation où nous sommes.
Nous allons examiner, les uns après les autres, tous les problèmes, et d'abord la France d'Outremer.
Nous chercherons, bien sur, ce qui n'a pas été fait, ou ce qui a été mal fait. Et nous serons sévères. Mais n'oublions pas les premiers responsables, n'oublions pas ceux - les colons - qui dans les territoires d'Outremer ont continué pendant des générations à se préoccuper uniquement de leurs profits… (applaudissements)… et ne s'occupent des prétendus intérêts nationaux que dans la mesure où cela couvre leur propre intérêt.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

N’oublions pas, s'il vous plaît, certains administrateurs, certains officiels, que dis-je, n'oublions pas surtout, même s'il devait être reconnu que nous avons tous des responsabilités, que l'on essaie dans ce pays de faire reposer les responsabilités essentielles sur les hommes d'après la Libération, quels qu'ils soient, à quelque parti qu'ils appartiennent ; n'oublions pas que les véritables responsables de la situation de la France d'Outremer, ce sont d'abord les hommes de Vichy.
(Applaudissements)
Quand nous aurons établi les autres responsabilités, nous serons plus à l'aise pour dire avec exactitude ce que sont les nôtres.
Aujourd'hui, ne faudrait-il pas dire que certaines autres responsabilités, que certaines incompréhensions - très intéressées d’ailleurs - de certains milieux politiques, facilitent ce qui se passe dans la France d'Outremer ? Qu'il s'agisse de l'Indochine, par exemple, je voudrais bien espérer que nous puissions apprendre aujourd'hui même, je voudrais le souhaiter, la nouvelle que nous avons eu simplement raison trop tôt et qu'enfin nous allons avoir satisfaction.
(Applaudissements)
Que ce soit Madagascar, que ce soit le Maroc, que ce soit dans les problèmes que pose l'Algérie, voulez-vous bien voir un peu où sont les amis réels de l'Union Française, dans les partis politiques, en dehors de notre propre parti ? Voulez-vous bien voir où sont actuellement en Algérie les positions prises, non pas seulement par ceux qui sont toujours notre adversaire, mais par ceux qui parfois se prétendent nos amis ? Voulez-vous bien voir où sont actuellement les positions, aussi bien des radicaux - des prétendus radicaux - que des MRP ? Voulez-vous voir qui a le courage de défendre ce que nous avons ensemble fait inscrire dans la Constitution, ce pourquoi nous nous sommes battus, cette Union Française, qui est vraiment consentie ?
Oh ! Qu’on ne s’y trompe pas; je n'ai pas l'intention, en énonçant les fautes des autres, de diminuer notre responsabilité. Je veux simplement établir les responsabilités qui ne retombent pas sur nous. Nous serons mieux à même pour battre ensuite notre propre coulpe, si besoin est.
En ce qui concerne les problèmes extérieurs, je ne serai pas long. Je dirai simplement que la politique de M. Bidault n'est pas tout particulièrement conforme à notre espoir. Et je me bornerai à cette formule qui va revenir lorsque l'aborderai personnellement la question.
En ce qui concerne les problèmes économiques et financiers, la balance des changes est déficitaire. Le budget, sans cesse rééquilibré, se déséquilibre sans cesse. La production n'augmente pas, c'est le moins qu'on en puisse dire. La répartition se fait de moins en moins selon les besoins, mais de plus en plus selon les moyens.
(Applaudissements)
Nos adversaires le savent tous, comme nous. Mais tous, sans exception, préfèrent satisfaire le mécontentement général, en dénonçant les effets, mais en se refusant à toucher aux causes.
(Applaudissements)

Il n'est pas un seul économiste, à quelque parti qu'il appartienne, qui ne sache qu'actuellement, en France, la production ne correspond qu'à environ 80 pour cent de la demande.
Comment concevez-vous la répartition équitable ? Ah ! Pour les besoins de notre propagande, et au risque de me répéter, camarades, je voudrais reprendre ici une démonstration souvent faite : La répartition se révèle, en France, injuste. Pourquoi ?
On produit 80 pour cent seulement pour répondre aux besoins. Mais il y a au moins 50 pour cent de la population française qui vit à peu près aussi bien qu'avant-guerre, si ce n'est pas mieux. Vous avez tous ceux qui sont immédiatement au contact des produits du sol, qui vivent à 115, 120, 130 pour cent. Ce n'est pas une condamnation ; c'est peut-être un progrès nécessaire, mais c'est un fait qu'à l'heure actuelle, on mange de la viande là où on n'en mangeait pas autrefois. Vous avez tous ceux, commerçants et autres - et je ne les en condamne pas individuellement, je constate globalement - et vous avez tous les autres - et ceux-là, alors, je les condamne - qui, parce qu'ils ont gagné dûment, et plus souvent indûment, de quoi se payer n'importe où, n'importe quoi à n'importe quel prix, qui peuvent vivre au moins aussi bien qu'avant guerre ; et sur les 80 pour cent de la production totale, en accaparent 50 pour cent au minimum - et je suis un optimiste en disant cela – c'est-à-dire 50 pour cent des 80 pour cent. C'est-à-dire qu'il ne reste que 30 pour cent pour l'autre moitié. C'est-à-dire que cette autre moitié doit, vivre, elle, à 80 pour cent ; que dis-je, ce n'est pas vrai, parce que dans cette autre moitié, il y en a qui s'organisent et se défendent. Il y a tous ceux qui vont s'organiser en cantines, en mutuelles, qui vont arriver à vivre un peu moins mal, mais le citadin ordinaire, le fonctionnaire moyen, vivent à un taux très bas.
(Applaudissements)
Et alors, quel remède ? Il en est un, facile dans les mots : Produire davantage. Ah ! Comme on se fait applaudir facilement dans des réunions publiques avec ce leitmotiv : Produire, produire, recréer l'abondance... Et tous sans exception en sont là, tous, sachant que, dans l'état actuel de l'économie française, c'est un mensonge…
(Applaudissements)
Il y a un autre moyen. L'autre moyen est celui qui consisterait à exiger de tous les mêmes sacrifices, à répartir équitablement les efforts, à faire que ceux qui vivent à moins de 80 pour cent - si vraiment la production est de 80 pour cent - soient élevés jusqu'à ce taux, au point de vue du standing, mais que tous ceux qui sont au-dessus soient ramenés à 80 pour cent.
(Applaudissements)
Ah ! bien sûr, c'est vite dit ; ce n'est jamais vite fait.
Et chaque fois que des Socialistes au gouvernement, chaque fois que des Socialistes au Parlement, ont demandé les moyens pour faire que vraiment on ramène tout le monde su même standing moyen, chaque fois sans exception, aussi bien ceux qui se prétendent à notre gauche que ceux qui sont à notre droite, se sont opposés aux solutions.

(Applaudissements)
Sans vouloir anticiper sur ce que j'aurai à dire quand je prendrai moi-même parti dans le débat, je ne vais pas trahir un grand secret et je dis dès maintenant que j'estime insuffisants nos propres efforts en la matière. Mais je crois qu'il était tout de même et d'abord nécessaire d'affirmer la responsabilité première de la majorité réelle de l'Assemblée nationale actuelle.
A ces problèmes économiques sont venus se joindre les problèmes sociaux. Il y a deux faces à ces problèmes : d'une part, il est incontestable qu'il faut envisager l'augmentation des produits d'alimentation, qui représente 65 à 70 pour cent du budget moyen de ceux qui travaillent et ne vivent que de leur travail, et le blocage longtemps maintenu des salaires, alors que les prix ne l'étaient pas. Je suis de ceux qui sont sûrs que l'on obtiendrait du prolétariat français, ce que le Labour Party obtient du prolétariat britannique, le jour où on pourrait lui démontrer que si on lui demande des sacrifices, les autres les font aussi.
(Applaudissements)
Le fait de ne toucher qu'une catégorie de travailleurs, crée un mécontentement que je dis légitime.
Mais d'autre part, de l'autre côté, il faut dire que tous les partis ont essayé de canaliser à leur profit ce mécontentement. Je sais que c'est surtout le Parti Communiste qui a joué la carte. Un instant débordé par ses propres troupes, ou par des éléments Trotskisants ou anarchisants, il s'est vite ressaisi ; la surenchère est un terrain sur lequel on ne battra jamais les Communistes.
(Rires)
Il a appuyé, puis repris en main les grèves existantes, et ses militants se sont trouvés à l'origine de toutes les grèves incessamment renouvelées, dans tous les secteurs successivement. Mais pour pouvoir faire ces grèves avec profit, il ne fallait pas qu'ils revendiquent de responsabilité gouvernementale. Ils devaient donc quitter les responsabilités gouvernementales. Ils ont d'abord hésité à le faire sur les crédits d'Indochine. Rappelons pour Mémoire que nous avons connu dans ces heures-là quelque chose de nouveau : On a introduit dans la vie parlementaire française un élément au moins original ; s'il devait créer un précédent dans les institutions ce serait grave. On a vu un groupe politique soutenant le gouvernement voter contre les propositions que les mêmes ministres appuyaient de leur vote. C'est la participation gouvernementale, conditionnée par une non participation du parti qui le soutient. Mais ils ne se sont pas arrêtés là ; ils ont trouvé un terrain plus favorable. Ils sont partis de telle façon que certains de leurs propagandistes peuvent dire qu'ils ne sont pas partis, mais qu'on les a mis dehors.
Vous vous souvenez de ce Conseil national d'alors. Certains d'entre nous mettions notre Parti en garde, conscients que nous étions du jeu que les Communistes venaient de jouer. D'autres camarades - et ils furent la majorité et firent donc la loi du Parti - affirmèrent leur volonté de rester au gouvernement pour y continuer la politique engagée. C'est notre ami Ramadier lui-même qui, se tournant vers moi, s'écriait : "Il n'y a qu'un parti qui sache ce qu'il veut, c'est le nôtre. La politique de baisse, la défense de la baisse, c'est notre politique ;

cette politique, nous la suivrons jusqu'à notre dernier souffle, jusqu'à la mort".
Mais mon intention n'est pas de discuter maintenant si nous avons eu, nous, raison ou tort. Mon propos est de savoir où cela a mené le Communisme.
Ont-ils réussi ? A certains égards, oui, peut-être un peu. Ils ont ressoudé leur parti, dont certains échos permettaient de penser que l'unité était un peu secouée. Ne parlez pas chez eux de tendances diverses, horreur ! A moins que ce ne soit au contraire le début d'une forme de démocratie chez eux. Comme quoi les mêmes mots n'ont pas le même sens dans les différents partis.
Mais ils ont surtout échoué sur un certain nombre d'autres terrains. Sur le plan gouvernemental, ils ont rendu leur rentrée actuelle au gouvernement impossible. Au risque d'étonner, je ne crois pas que cette législature puisse se terminer sans qu'ils soient eux-mêmes astreints à apporter à leur politique et à leur tactique des changements nécessaires. Dans l'actualité, il a pris ou accentué, sur le plan international, une attitude incompatible avec les intérêts du prolétariat français et du prolétariat européen.
(Applaudissements)
Il est impossible, dans les circonstances actuelles, d'envisager leur rentrée sous la pression de grèves, au risque de mettre en danger le fonctionnement même des institutions.
Mais ce qui est plus important, c'est qu'ils ont perdu chaque jour un peu de leur audience dans les milieux ouvriers. Et je m'en féliciterais, si ceux qui quittent le Parti Communiste, détrompés, revenaient au Parti ouvrier démocratique et révolutionnaire que nous sommes, que nous devons être. Mais je ne peux au contraire qu'avoir peur, quand j'assiste à une sorte de fatigue, de désintéressement, d'une partie sans cesse croissante de la classe ouvrière.
(Applaudissements)
Les abstentions lors du vote sur la sécurité sociale, les Bourses du travail vides, les réunions syndicales peu suivies, ce ne sont pas des signes de santé pour le prolétariat.
(Applaudissements)
Et c'est sans doute l'un des reproches les plus graves que l'on puisse faire aux dirigeants communistes : leurs méthodes ont créé une lassitude dans les rangs ouvriers, et les perspectives de révolution s'éloignent, alors qu'au contraire grandissent les possibilités de contre-révolution.
(Applaudissements)
Là est notre danger, le danger qui nous menace, et dont on parle trop peu dans nos Congrès alors que cette menace est peut-être la plus imminente : Celle de la contre-révolution. Que ce soient les radicaux, exploitant auprès des classes moyennes le légitime mécontentement contre un régime paperassier et souvent sottement répressif, et dont ils essaient de nous rendre responsables, pour réclamer un retour à un soi-disant libéralisme économique, alors que chacun de nous doit savoir, qu'entre le riche et le pauvre, c'est la liberté qui opprime, c'est la loi qui protège.
Que les radicaux se fassent, en Algérie, par exemple - et j'y reviendrai - les défenseurs des formes les plus périmées du colonialisme, et peut-être les plus

Fondation Jean-Jaurès

étrangères au colonialisme… (applaudissements)… quoi d'étonnant direz-vous ? Certes, mais combien cela fait-il d'hommes, de femmes, dans ce pays, à qui l'on apprend chaque jour un feu plus à douter des institutions républicaines, à douter de l'efficacité de la République même ?
On va dire encore une fois ici ce qui nous oppose au MRP : La défense de l'école, de le laïcité. Faut-il évoquer les surenchères de la CFTC dans certains conflits ? Faut-il oublier que les farouches adversaires du Parti Communiste - ils le sont devenus - ont multiplié, la semaine dernière, par exemple, tous leurs efforts pour aboutir à un bon petit scrutin municipal qui les avantageait ?
Je ne dirai rien du PRL, ni de ses succédanés. Ceux-là sont nos adversaires irréductibles ; c'est un axiome ; cela n'a même pas besoin d'être démontré. Je serai presque aussi bref sur le RPF. Le RPF, ce n'est pas encore grand chose, ce sera exactement ce que nous le ferons.
(Applaudissements)
Faisons une politique énergique, ferme, et le RPF se ramènera à n'être qu'un groupement conservateur de plus, qui se battra avec ses voisins pour leur disputer la clientèle.
Mais que par contre nous permettions, par nos méthodes et notre insuffisance d'action, au mécontentement et au doute de s'incruster partout, à la propagande contre les partis, contre tous les partis, sans exception, de prendre corps, et vous verrez se réveiller ce vieux fond de césarisme, vous comme moi avons si souvent entendu Léon Blum dénoncer à nos tribunes.
Telle est, camarades, la situation.
Les faits ? Alors, il est à peine besoin de les rappeler. Ils seront d'ailleurs abondamment commentés dans l'après-midi et dans la nuit : Crise financière, interpellation Gazier - dont on ne sait plus si elle est Gazier ou si elle est Leenhardt - fonctionnaires, etc. et nous en arrivons à aujourd'hui, aujourd'hui où je vous propose qu'après avoir jugé le passé, analysé le présent, nous pensions surtout à décider pour l'avenir.
Un dernier mot : Faisons avec sérieux, avec sang-froid, n'oublions même jamais qu'en le faisant, ce que nous allons critiquer les uns chez les autres mutuellement, ce sont les attributs politiques et non les individus ; la sévérité n'exclut pas l'amitié, un vieux dicton français affirme même le contraire ; il dit : Qui aime bien châtie bien !
(Applaudissements)
Faisons notre critique, mais surtout veillons à ce que, lorsque nous sortirons d'ici, il ne subsiste aucune équivoque.
(Applaudissements)
Il faut que le parti ait dit avec amitié, mais avec fermeté, à tous ceux, sans exception, qu'il charge de responsabilités, où qu'elles soient, qu'ils sont à ces postes-là pour obéir et servir le parti.
(Applaudissements)
Il faut qu'il dise qu'il est toujours prêt à donner ou prêter ses hommes, parce qu'ils sont les meilleurs, pour faire sa politique, mais qu'il préfère laisser aux autres le soin d'appliquer le leur.

Contribution Jean Jaurès

Notre idéal, nos perspectives, sont clairs et connus. Nous savons que nous ne sommes pas là pour protéger, pour sauver, pour replâtrer un régime qui meurt, et dont nous sommes heureux qu'il meure mais pour préparer ce régime qu'on nous a appris à espérer et à aimer.
Nous arrivons presque toujours ensemble à une analyse identique de la situation actuelle. Nous nous rendons compte que c'est la lutte ouverte dans un monde qui se cherche, entre des formes rénovées de capitalisme d'état, et des formes encore imprécises de socialisation. Nous avons conscience des possibilités immenses qu'offre l'heure actuelle. Quand nous avons déterminé ce qui est possible, il faut nous battre pour que tout ce qui est possible soit réalisé, car qui n'avance pas, recule.
(Applaudissements)
La démocratie, nous ne la sauverons que si nous la faisons progresser. Elle ne se confond pas avec le simple maintien de ce qui est. Elle suppose la lutte incessante pour la révolution sociale.
(Applaudissements)

Denoux

Camarades, je viens ici présenter au Parti Socialiste le rapport de notre camarade Anagamel (?) qui, à cause de son état de santé, ne peut pas vous le présenter elle-même.
C'est un devoir pour moi que de signaler à l'attention de notre Congrès l'existence d'un trust qui serait facile à désarmer, pour peu que nos élus voulussent s'en donner la peine. Il s'agit du trust de la pharmacie. Qu'il existe un trust de la pharmacie, la chose n'a rien d'étonnant, mais que ce trust soit camouflé en service public d'état, et qu'il bénéficie de la complaisance de notre Parti, voilà qui n'est point concevable.
Le trust de la pharmacie est un de ceux qui nous exploitent le plus. Il n'est personne ici qui ne s'en rende compte. Le prix des produits pharmaceutiques atteint un tel niveau, que bientôt il faudra être extrêmement riche pour avoir la possibilité d'acheter des remèdes et de se soigner. Mais ce n'est pas tout.
Depuis Vichy, les pharmaciens propriétaires - je dis bien "propriétaires", par opposition aux jeunes diplômés pharmaciens dont la situation ne fait l'objet d'aucune disposition législative - les pharmaciens propriétaires, dis-je, bénéficient d'une législation d'exception par rapport aux autres catégories professionnelles. Ils sont en mesure de surveiller étroitement, voire de rendre impossibles les créations de pharmacies, en même temps qu'ils ont toute latitude de rester en fonction jusqu'à leur mort, aucune limite d'âge n'étant prévue pour l'exercice de la pharmacie. Il résulte d'un tel état de choses...

Des voix - Politique générale, politique générale...

Denoux - C'est de la politique générale que de dénoncer un trust, qu'officialise parfois le Parti socialiste.
Il résulte d'un tel état de chose un embouteillage dans la pharmacie. Les

pharmaciens garantissent ainsi leurs bénéfices au maximum et ils font monter la valeur des officines à des chiffres véritablement astronomiques, pour sauvegarder leurs petites affaires.
Las pharmaciens ont obtenu de la 4ème République, M. Robert Prigent étant ministre de la santé, l'institution d'un service central de la pharmacie, qui siège au ministère de la santé, service formé de fonctionnaires payés par l'état, et au seul service des pharmaciens, la collectivité nationale n'étant, ni de près ni de loin intéressée à l'existence et à l'activité de semblables organismes.
Pour que ce trust de la pharmacie ait bien la forme d'un service d'état, le ministre de la Santé est placé à sa tête ; et on a fait entrer dans les attributions des préfets la délivrance des licences nécessaires pour la création d'officines pour le transfert et l'achat des pharmacies, pour l'autorisation des gérances. Mais combien le rôle de ces préfets est réduit dans l'attribution des licences de pharmacie. Ainsi, quand le préfet les délivre à l'encontre de l'agrément des pharmaciens, le conseil de l'ordre peut empêcher l'ouverture de la pharmacie, en refusant... (Interruptions bruyantes couvrant la voix de l'orateur)… vous ne m'empêcherez pas de parler.
Le Conseil de l'ordre peut empêcher l'ouverture de la pharmacie, en refusant...

(Interruptions)

Guy Mollet - Camarades, je comprends un peu votre attitude. Il est normal que vous préfériez qu'on parle de politique générale… (applaudissements)… mais la réunion des camarades chargés de répartir l'emploi du temps a donné à tous un temps précis de parole, pour qu'ils puissent venir vous dire leurs griefs, et j'estime que vous ne devez pas protester.

Denoux - …en refusant l'inscription du pharmacien à qui la licence d'ouverture vient d'être attribuée. Or, cette inscription est indispensable à l'exercice de la profession.
Le conseil de l'ordre des pharmaciens peut donc suspendre l'exécution de l'arrêté préfectoral. N'est-ce pas là chose scandaleuse ? Et ceci s'est produit dans l'affaire Kamel (?) dont nous avons déjà parlé.
Il est reconnu par l'article 37 de l'ordonnance du 23 mai 1945 que le pouvoir du ministre joue, ou au moins devrait jouer dans les circonstances non prévues par la loi de septembre 1941, et en particulier quand il y a conflit entre pharmaciens en place et pharmaciens candidats. Les décisions ministérielles sont alors irrévocables et sans appel. Le Conseil d'état lui-même n'y peut faire obstacle.
Un tel droit accordé à un ministre relève de l'absolutisme le plus révoltant, et on se demande comment une telle disposition a pu trouver place dans une législation de la 4ème République. Ainsi, il peut y avoir, de la part du ministre de la santé, abus de pouvoir, injustice flagrante, sans qu'aucune juridiction puisse être citée de ce fait. Est-ce acceptable ?

Le président – Camarade, je regrette beaucoup, mais il y a un temps fixé pour

Fondation Jean Jaurès

tous les responsables, et il faut exiger qu'il soit respecté par tout le monde.

Darracq - Camarades, dans l'impossibilité de défendre à cette tribune la motion arrivée de loin en tête à la fédération de la Gironde, je déclare que par fidélité à la doctrine socialiste, nous estimons que la conquête du pouvoir est la condition sine qua non de l'expropriation économique de la bourgeoisie. Parce que les antagonismes de classes ne cessent de s'aggraver, et que la notion de lutte de classes doit reprendre tout son sens et toute sa valeur, parce que la politique pratiquée depuis la Libération a pour effet de consolider le système capitaliste, aux dépens du prolétariat. Sous couleur de travaillisme, ou de néo-travaillisme, l'évolution du Parti tend à devenir telle, qu'il est permis de se demander si nous ne finirons pas par faillir à notre mission, qui est de promouvoir l'avènement du Socialisme.
La camarade Gouin et le camarade Ramadier ont tenté de s'allier au capitalisme. Quel est le résultat ? Nous l'estimons négatif peur la classe ouvrière. L'épuration a été insuffisante, les profiteurs sont plus nombreux que jamais, ils sont plus puissants que jamais, ils sont installés dans leur puissance et bien décidés à la conserver. Ils auraient tort d'ailleurs de penser autrement, puisqu'ils jouissent de la plus parfaite impunité. Ils n'ont pas été mis à la raison.
L'armée : Le gaspillage a-t-il été supprimé ? Vous savez bien que non, et d'ailleurs, cette armée, quelle garantie nous donne-t-elle de son républicanisme ? Vous direz que Ramadier n'est pas seul au gouvernement, et que ce gouvernement est une espèce d'union nationale, ou d'union sacrée, ce qu'il veut peut-être en effet. Mais les effets de ce gouvernement d'union nationale sont exactement ceux des gouvernements d'union nationale passés, c'est-à-dire qu'ils sont toujours contre le prolétariat. Il est impossible qu'il en soit autrement, d'accord. Mais puisqu'il est avéré que le gouvernement de coalition à direction socialiste aurait fait prisonnier le Parti pour toujours, et qu'il ne peut espérer imposer son programme de résolutions socialistes, celui-ci n'a plus qu'à quitter le pouvoir.
Guy Mollet nous a tout à l'heure avoué combien la répartition est mal faite ; le luxe et la richesse s'étalent partout. Vous voyez maintenant sortir ces immenses voitures américaines qui font l'admiration peut-être des connaisseurs, mais qui serrent le coeur des prolétaires, quand on pense à la misère du peuple. Les inégalités sociales sont flagrantes et elles sont insolentes impunément. Et le peuple rend le Parti Socialiste responsable de cette impuissance. A notre avis, il a raison. Nous sommes dans un guêpier qui peut nous être fatal si nous ne prenons pas des décisions énergiques.
Vous connaissez nos difficultés actuelles de recrutement. Vous savez comme il est difficile de réunir les militants de notre section, qui ne veulent plus venir aux réunions parce qu'ils sont découragés, et parfois même dégoûtés de notre politique. Nos militants ne comprennent plus rien à une politique qui donne l'apparence de dresser le Parti contre la classe ouvrière.
Et je dis, non pas au camarade Ramadier, parce qu'il n'est pas ici, mais aux camarades ministres, je leur dis : Je crois à votre sincérité et à votre loyauté ;

vous avez essayé de gouverner en collaboration avec les partis bourgeois, vous avez échoué ; quittez ce gouvernement où vous êtes prisonniers de la bourgeoisie réactionnaire et capitaliste.
Et le Congrès ? On ne nous dit pas la vérité quand on nous affirme que Ramadier sauvera le pays ; on ne nous dit pas la vérité quand on nous dit que par lui le désordre dont souffre le pays peut être efficacement supprimé. On ne nous dit pas la vérité quand on affirme que la politique poursuivie par le gouvernement d'union française est conforme à la position socialiste et aux intérêts supérieurs des pays de l'Union Française.
Le gouvernement Blum a réussi parce qu'il a eu une durée éphémère et parce qu'il possédait l'autorité nécessaire. Le gouvernement travailliste anglais travaille dans des conditions peut-être plus dures, mais il a la majorité absolue et il a pu imposer la discipline et l'égalité des sacrifices. Le gouvernement Ramadier ne peut parvenir à une majorité ni à une autorité suffisantes. Il est impuissant. Le RPF nous guette. Or, il se trouve précisément que, par sa politique actuelle, le gouvernement Ramadier se trouve être peut-être son meilleur propagandiste.
Vous me direz que si Ramadier quitte le pouvoir, il y a un grave danger. Je vous réponds que si vous restez au pouvoir, le danger sera exactement le même, et les conséquences identiques. Si la République est en danger, que doit faire alors le Parti ? Utiliser le Parlement pour dénoncer les tares, les scandales et les abus du régime capitaliste, et non pas pour se faire le laudateur d'un gouvernement d'impuissance. C'est un rôle de combat, et non un rôle de soutien.
Et pour la propagande, nous devons lancer toutes les forces du Parti dans la bataille de la propagande. Il nous faut un slogan; il est facile à trouver. Le slogan, ce sera, si vous voulez, les trois cents députés à l'Assemblée : Exposer notre programme complet, précis, détaillé, des réalisations socialistes dans tous les domaines. Nous devons reprendre notre indépendance à l'égard du gouvernement, mener notre propre combat, sans nous préoccuper des autres partis, et puisque la sonnette me rappelle è l’ordre, je vous dis simplement que je suis fier d'être un militant socialiste, mais je vous en conjure, il faut faire, dans ce pays, cesser immédiatement le divorce réel qui existe entre le Parti et le prolétariat. Sinon, vous aurez vraiment reconstitué le parti radical, avide de gouverner. Vous continuerez à mériter les louanges et la sympathie de toute la droite capitaliste et réactionnaire, et par là même vous décevrez l’espoir immense du prolétariat, et il n'aura pas de mots alors pour vous manifester son mépris.

Baraton

Camarade, la fédération de la Charente Maritime a refusé, lors de ses précédents Conseils généraux, ses mandats au maintien des Socialistes au gouvernement, parce qu'elle pensait devoir répondre à ceux qui affirmaient : Il faut sauver la République pour assurer la pérennité du Socialisme, par cette contre formule : il faut sauver d'abord le Socialisme pour assurer la pérennité de la République.
(Applaudissements)

Collection Jean Rabaut

Car tout le monde sait bien qu'aujourd'hui le Socialisme est non seulement le meilleur, mais le seul rempart de la démocratie. Nous pensions que le gouvernement Ramadier, qui ne prenait aucune mesure à caractère socialiste, qui ne prenait vis-à-vis des travailleurs que des mesures impopulaires, qui ne pratiquait qu'une politique empirique, peu digne du Parti Socialiste, desservait, consciemment ou non, notre Parti. Et cependant, tout à l'heure, nous allons réclamer par 30 mandats contre 22, le maintien des ministres socialistes au gouvernement.

Mais nous ne voudrions pas qu'on se méprenne sur le sens de ce vote. Il ne s'agit pas d'un vote de confiance ; il ne s'agit pas d'un témoignage de satisfaction, il ne s'agit pas d'un blanc-seing. Mais nous avons pensé que le moment était mal choisi pour déclencher une crise ministérielle. Nous avons pensé qu'il serait peut-être malséant et inopportun, au moment où se développe la campagne anticonstitutionnelle de De Gaulle, qu'un Congrès socialiste détermine une crise ministérielle. Mais nous ne pensons point que le Parti doive pratiquer une politique de participation à tout prix. Nous ne pensons point surtout que nous devions être au pouvoir, pour y faire la politique du MRP en politique étrangère, et par ailleurs la politique radicale, sans que jamais ne soit réalisée une réforme socialiste.

Les autres partis républicains semblent considérer à l'heure actuelle que le Parti Socialiste est absolument indispensable à la barre, malgré sa faiblesse parlementaire numérique. Le Président du Conseil doit profiter de ces dispositions d'esprit, et exiger en contre partie de notre participation et de notre direction, que soit réalisé le programme si souvent défini dans nos Congrès, et dans nos conseils nationaux, en particulier le programme restreint élaboré par le Parti, et approuvé par le dernier Conseil national.

L'autorité de Ramadier est certaine sur le plan parlementaire. La question de confiance, qui lui a permis de vaincre les résistances du MRP à la loi électorale devrait lui permettre aussi d'obtenir de la majorité les réformes que nous attendons.

Les partis voisins ont actuellement trop peur du pouvoir pour ouvrir une crise ministérielle. Nous devons profiter de cette situation pour compenser ce que notre participation actuelle peut avoir de désagréable et d'ingrat, par des réalisations arrachées à la majorité.

Nous proposons donc le maintien de Ramadier au gouvernement, à condition qu'il applique le programme restreint qui a été défini par le dernier Conseil national, mais nous proposons que le Comité directeur soit le véritable chef du Parti Socialiste. Nous votons le maintien du gouvernement, en demandant l'application de ce programme minimum.

Nous demandons aussi à ce que le Comité directeur soit habilité pour exiger l'application de ce programme. Le Comité directeur élu par le Congrès est la seule, je dis bien la seule émanation du Parti, et c'est lui qui doit diriger notre politique.

(Applaudissements)

Et maintenant, au nom de la fédération socialiste de la Charente Maritime, et

aussi de la fédération de l'Yonne, je regrette, nous regrettons de voir refleurir les tendances, nous regrettons que tels organes particuliers reparaissent, et offrent aux lecteurs des articles soulignant la cristallisation d'une tendance.
(Applaudissements)
Nous avons trouvé dans toutes les motions des choses excellentes. Nous avons quelquefois trouvé des positions un peu simples, pour ne pas dire simplistes, comme celle qui consiste à dire : Unité immédiate avec le Parti Communiste, ou unité immédiate d'action et sans conditions ; et puis l'autre position qui consiste à dire : plus jamais de collaboration avec le Parti Communiste. Nous pensons que cela est trop simple et que nous ne savons pas si, demain, dans les conjonctures politiques qui peuvent se présenter, nous n'aurons pas besoin, avec nous, du Parti Communiste, pour sauver la République.
Quant à nous, nous refusons de nous prononcer sur telle ou telle motion, nous nous refusons à suivre tel ou tel homme. S'il y a un vote sur les motions, nous nous abstiendrons et je dépose sur le Bureau du Congrès une motion de synthèse élaborée par notre Commission des résolutions. Je demande à tous les délégués qui ont la même position que nous, et qui se refusent à se laisser enfermer dans une tendance, de voter avec nous cette motion de synthèse, afin de déclarer énergiquement qu'ils sont persuadés que tout le monde dans le Parti peut se mettre d'accord pour une action socialiste constructive, immédiatement entreprise dans l'amitié et dans la fraternité.

Cine

Camarades, la fédération des Bouches-du-Rhône a voté à une énorme majorité la motion Leenhardt.
On se plaît à situer cette motion comme étant une motion de droite ; Si c'est être droitiste que de dire au Congrès et aux militants que le moment est venu de prendre des décisions qui répondent à l'attente des militants, de ceux qui tous les jours, dans les chantiers, dans les usines, dans les syndicats, se battent pour essayer de se libérer de l'étreinte stalinienne, qui de jour en jour se resserre et les étouffe, alors, oui, nous sommes des droitistes.
Militant syndicaliste de base, je suis l'interprète de beaucoup de militants de base. Et c'est parce qu'ils en ont assez de verser des cotisations qui ne servent qu'à alimenter la propagande du Parti Communiste, c'est parce que nous en avons assez des méthodes qui étouffent les véritables militants syndicalistes, héritiers du syndicalisme traditionnel, où le respect de la personnalité humaine et des libertés fondamentales est un dogme intangible, que nous saluons l'action de ceux qui sont résolus à libérer le syndicalisme.
Si on était encore sceptique, les dernières grèves, qui ont atteint non seulement le secteur libre, mais encore le secteur nationalisé, démontrent que le moment est venu de dire "assez" à ceux qui, non contents d'avoir supprimé la liberté d'expression, s'attaquent à un autre ordre de libertés inscrit dans la constitution française : la suppression de la liberté du travail.
De nombreux exemples témoignent en faveur de ces faits. Après avoir atteint les usines métallurgiques de la région parisienne, cette méthode s'étend maintenant

Collection Jean Maitron

à la SNCF, c'est-à-dire dans le service public le plus important.
A Noisy-Le-Sec, à Paris, les militants ont été mis hors du travail par un secrétaire de section d'entreprise stalinienne. Leur révocation, ou tout au moins leur déplacement, a été exigé. Il serait abusif que les dirigeants de la SNCF approuvent les procédés qui les condamnent, en faisant la preuve de leur manque d'autorité. Mais ils laissent faire.
Allons-nous assister impuissants à la pratique de ces méthodes, ou bien sommes résolus à ne pas faire la politique de l'autruche ? Le moment est venu, pour la grande masse des hommes libres, du syndicalisme libre.
A ceux qui objecteraient que nous préconisons les disciplines syndicales, nous répondrions que dans le mouvement syndical, il peut y avoir des disciplines librement consenties, ce qui n'est pas le cas notamment de la fédération des cheminots.
Que MM. les dictateurs de la direction commencent par consulter régulièrement et normalement les syndiqués, au lieu de toujours les mettre en présence du fait accompli, et après, mais après seulement, on pourra parler de discipline.
(Applaudissements)

Navier

Camarades, j'ai écouté avec attention les camarades qui m'ont précédé à cette tribune. Cela m'a permis de constater qu'il y a unanimité pour apporter les jugements les plus sévères sur certaines activités d'un parti qu'on appelle le parti frère ; et j'écoutais tout à l'heure avec une attention très soutenue notre Secrétaire général Guy Mollet. Il disait ici des choses non seulement d'une justesse indiscutable, mais aussi d'une sévérité indiscutable également.
Seulement, voyez-vous, mes amis, dans les hommes, dans les camarades qui ont parlé à cette tribune depuis que la séance est ouverte, s'il y a unanimité, on peut dire totale, dans les critiques justifiées, sévères, j'ajoute immédiatement qu'en ce qui concerne les motions signées par ces mêmes camarades, si sévères à cette tribune, l'unanimité est beaucoup moins remarquable que dans les déclarations verbales qui sont faites à cette tribune.
Oui, verbalement, on juge, on apporte ici des faits précis, des affirmations qui ne sont pas contestables. Seulement quand on présente des textes au vote des camarades de ce parti, lorsqu'il s'agit de prendre des responsabilités écrites - parce que, ne l'oublions pas, le Congrès se termine, non pas sur des discours, sur des interventions, si bien faites qu'elles soient, ce Congrès, qui fera la loi du parti, se termine sur des textes écrits - je voudrais que ces motions écrites soient conformes aux affirmations que l'on apporte ici, ce matin, cet après-midi, hier, présentées par les mêmes orateurs.
Ceci dit, je voudrais, quant à moi, apporter une opinion qui n'est pas seulement personnelle, mais qui est, comme je viens de le signaler, l'opinion des camarades qui sont dans cette salle, mais avec cette petite différence que je viens de signaler également par anticipation.
C'est que chez nous, dans la fédération de la Seine, la motion de la fédération qui aurait pu, à quelques centaines de voix, obtenir la majorité dans cette

fédération, a pris ses responsabilités.
La motion de construction socialiste, elle vient dire ici, à ce Congrès, elle vient dire au Parti Socialiste, elle vient dire à vous, militants, que vous avez à vous mettre en face de vos responsabilités, c'est-à-dire à purifier l'atmosphère politique de ce pays et d'apporter à cette politique de la moralité qui n'existe plus.
Mes amis, le Congrès se prononce, je le disais tout à l'heure, sur des textes. Je vous en soumettrai un, ou plutôt vous en avez un dans les mains. En tous cas, sur ce point particulier, en ce qui concerne les relations de notre Parti et du parti voisin, sur ce point spécial, nous serons intransigeants, parce que nous considérons, et nous le disons, que la vie politique de se pays est pourrie, précisément par les attitudes de ce parti voisin, qui gâte tout ce qu'il touche et qui met l'équivoque en toute circonstance.
Mes amis, nous pensons à la question des rapports entre les deux partis. Ce préambule est assez précis et net pour qu'il n'y ait pas d'équivoque en ce qui nous concerne. Mais pourquoi nous heurtons-nous en permanence d'autre part à cette équivoque que l'on ne peut pas arriver à dissiper ? Que nous n'avons pas eu le tempérament, je pourrais dire le courage, de dissiper, depuis la Libération, que dis-je, depuis la scission de Tours.
Mes amis, nous aurions dû opérer ce travail. En tous cas, il n'a pas été fait, et je dis ici, dans les circonstances tragiques que nous traversons, il y a une position à prendre, qui doit être prise et aujourd'hui je pose le problème. Le Congrès en décidera : pourquoi cette équivoque ? Je parlais du Congrès de Tours ; je ne veux pas revenir à cette époque. Mais laissez-moi vous dire que des hommes sont formés en vertu de principes qui sont toujours la loi régnante, indiscutable et indiscutée du parti voisin, et qui sont la maladie invétérée du Communisme : Le mensonge, la ruse, la dissimulation de la vérité sont des moyens, selon eux, qu'un parti ne doit pas hésiter à employer en toutes circonstances.
Eh bien, c'est en vertu de ce principe, appliqué depuis une génération et demie, que nous nous trouvons en face de ce qui n'est pas pour nous une équivoque, mais de ce qui est pour la population une équivoque, et nous voulons percer et crever cet abcès-là aujourd'hui.
Cette équivoque, elle est au bénéfice de qui ? Elle est au bénéfice d'une politique qui n'a rien à voir avec le pays que nous habitons, qui n'a rien à voir avec l'intérêt de la classe ouvrière, parce que là où on trompe sciemment, là où on s'enferme dans le mensonge calculé, une partie de cette classe ouvrière, c'est-à-dire celle qui a le malheur d'être prise dans ce piège, envers celle-là, je dis que lorsqu'on agit de cette manière, on commet une mauvaise action que nous, Socialistes, nous serions responsables de laisser durer.
Je dis qu'il faut là immédiatement prendre position et nous allons regarder ensemble comment.
On rappelait tout à l'heure certaines choses aux militants. Guy Mollet rappelait certaines attitudes politiques sur le plan intérieur. Ah ! Mes amis, j'ai bien vécu la politique du Parti depuis que j'y suis ; j'ai bien vécu, depuis cette scission que j'évoquais tout à l'heure, la politique menée par notre Parti, et par le parti voisin.

Je les connais bien, ces politiques, je les connais bien, ces contacts permanents dont nous avons été toujours victimes, et dont le pays a supporté les conséquences sans arrêt.
Voyez-vous, en ce qui concerne la politique intérieure, y a-t-il quelqu'un dans cette salle, quel que soit le courant d'opinion auquel il appartienne, qui puisse venir ici à cette tribune dire qu'en toutes circonstances, il a vu ce parti voisin adopter une politique qui était conforme indiscutablement et toujours aux intérêts de la classe ouvrière ? Aux intérêts de la population française ? Et aux intérêts de la paix en particulier ? Y a-t-il quelqu'un dans cette salle, qui soit capable de nous soutenir une chose pareille ?
Eh bien, en ce qui concerne les points particuliers intéressant la politique générale - je n'ai que quinze minutes, je n'aurai pas le temps d'en parler, et les camarades certainement parleront de ces problèmes - je voudrais, moi, rapidement, dans les quelques minutes qui me restent, parler des problèmes particuliers sur le plan international.
Avons-nous de la mémoire, dans ce Parti ? Nous sommes des hommes, avec des défauts et des qualités, mais j'ai bien peur que notre mémoire soit, volontairement ou non, défaillante. Si elle l'est, il faut la raviver, mais si elle ne l'est pas, défaillante, cette mémoire, alors je fais appel à votre bon sens ; non pas seulement pour l'intérêt du Parti auquel je tiens - au Parti, je lui ai donné ma vie - mais aussi pour cette classe ouvrière à laquelle nous nous sommes dévoués, à laquelle nous nous sommes donnés, puisque, le Parti, c'est elle, et aussi pour le pays.
Vous avez vu des conférences internationales, vous avez eu une conférence à San Francisco, dès la Libération, ou à peu de choses près, où on essayait de mettre sur pied quelque organisation internationale de la paix. Qu'y a-t-on vu, qu'y a-t-on rencontré, qu'a-t-on pu constater ? Un pays qui se réclame - hélas, c'est encore une équivoque supplémentaire - qui se réclame du même idéal que nous, du Socialisme, - hélas ! Pauvre socialisme, en la circonstance – opposer à cette formation de la paix la négation la plus totale. Et nous avons vu quoi ? Applaudir à cette disposition de l'URSS, le Parti Communiste, le seul parti qui se pose véritablement en défenseur de la classe ouvrière et de la paix.
Nous avons eu ensuite une autre conférence internationale à Londres, sur les problèmes des Balkans. Qu'avons-nous constaté, mes amis ? Nous y avons constaté que l'URSS encore disait quoi ? Que la France n'a rien à voir dans l'organisation de la paix dons les Balkans ; la France, disait-on à cette conférence de Londres, n'était plus une nation européenne. Applaudissements encore du parti stalinien.
Trieste. Ah ! Trieste, je n'aurai pas la cruauté de vous rappeler cela. Nous savons très bien que Trieste, c'était la possibilité d'ouvrir un port à l'Union soviétique sur la Méditerranée, pour essayer de s'assurer l'hégémonie dans la Méditerranée, en cas de conflit éventuel. Pour un parti qui se réclame de l'idéal socialiste, la chose n'est pas mal.
Et puis, les revendications sur certaines villes italiennes, et la conférence internationale de Moscou, qui s'est soldée par uni zéro, oui je vais vous dire

quelque chose : à cette conférence internationale de Moscou, nous avions un délégué ; savez-vous ce qu'on a proposé à ce délégué, à propos du charbon allemand ? On lui a dit : Oui, les revendications de la France sur le charbon allemand sont justifiées ; nous allons les soutenir ; seulement, donnant, donnant. Nous vous demandons en échange la cession d'une île française du Pacifique. Naturellement, nous n'avons pas eu de charbon. Ce qui n'a pas empêché l'Humanité de dire, à propos de ce délégué : La France abandonne le charbon allemand.

A propos du plan Marshall, L'URSS a refusé, oui, vous le savez. Nous sommes au courant ; n'en parlons pas. Mais en conséquence ce refus, il y a eu une proposition du gouvernement à direction socialiste, pour réunir des nations européennes, avec l'URSS, si elle acceptait, et sans elle si elle refusait. Un certain nombre de nations ont accepté. Parmi celles-ci, une avait accepté également ; elle a été appelée à Moscou et elle a reçu l'ordre, étant membres du Parti Communiste, de ne pas participer à la Conférence internationale susceptible de rétablir l'équilibre européen c'est-à-dire d'assurer la paix. Et nous avons vu le diktat s'opposant à la présence de la Tchécoslovaquie à l'organisation de l'économie européenne. Il était une époque où cette même Tchécoslovaquie subissait le diktat d'Hitler. Maintenant, un autre président de gouvernement subit aussi un autre diktat totalitaire qui porte un nom différent : Il s'intitule stalinien. Mais moi je demande, si le non est différent, d'essayer de voir une différence centre les deux diktats.

Maintenant, mes amis, il faudrait parler aussi d'un problème que la délégation étrangère avait évoqué, ainsi que d'autres camarades également, je parle de l'Est Européen, ou plutôt du Centre Est européen. Il y a là un certain nombre de nations qui ont lutté pour leur liberté et qui se trouvent maintenant derrière un rideau de fer. Derrière ce rideau, sait-on ce qui se passe ? Le savons-nous ? En tous cas, ce qu'il y a de certain, c'est qu'il y a là des régions où nous avions des amis pendant l'occupation allemande, qui sont morts, et qui sont remplacés par nos camarades socialistes qui se trouvent derrière ce rideau de fer. Pourquoi ai-je dit ceci ? Eh bien, c'est parce que, en toutes circonstances, quelles que soient les positions de l'URSS, nous trouvons un parti français, qui se dit nationaliste français - beaucoup trop pour que ce soit vrai, du reste - un parti français applaudir, même avant que les décisions soient prises, quelles qu'elles soient, à ces décisions.

Nous disons aujourd'hui : Va-t-on accepter que dure cette équivoque ? Noue disons : Non, nous n'acceptons plus, nous Socialistes, nous sommes responsables devant la population, de l'équivoque que certains font et nous serions les véritables responsables, si nous permettions qu'elle dure plus longtemps.

On nous dit : Vous vous séparez de la classe ouvrière. Je dis non, c'est vous qui vous séparez de la classe ouvrière, en mettant entre nous et le Parti Communiste cette classe ouvrière, ou plus exactement en mettant entre cette classe ouvrière et nous ce Parti Communiste, qui dresse cette équivoque. Vous êtes responsables, parce que vous n'avez pas le courage de le dénoncer.

Je ne m'adresse pas aux signataires de certaines motions, qui font des déclarations avec une terminologie brutale, et ne prennent pas leur responsabilité. Nous disons : Pas d'association avec celui-ci ou celui-là. A chacun ses responsabilités. A eux les leurs, à nous, Socialistes, les nôtres.
(Applaudissements)

Adam

Mes chers camarades, il n'y a pas un militant socialiste qui aujourd'hui ne considère pas avec angoisse l'avenir du pays et de son parti. Il n'y a pas un Français qui aujourd'hui ne se demande quels mauvais lendemains l'avenir lui réserve. De tous ces problèmes qui font partie aujourd'hui de la vie courante, en voulez-vous ? En voici : Problème des prix, problème des salaires, problème de la monnaie, problème du lait, problème du pain, problème de la viande, problème du logement, problème de la production, problème de la répartition ; à chacun de ces problèmes, aucune solution, aucun remède, sauf des solutions boiteuses ou des remèdes qui sont pires que le mal.
Et pourtant, ce sont des Socialistes qui détiennent les principaux leviers de commande du gouvernement. Pourquoi paraissent-ils si insuffisants devant tous les problèmes, se demande l'homme de la rue. Pour les raisons suivantes, devons-nous répondre : Parce qu'il n'est au pouvoir de personne de posséder une baguette de magicien. On ne peut pas transformer d'un coup de baguette magique une situation difficile en situation facile.
Pour que les membres d'un gouvernement puissent résoudre une situation difficile, il faut qu'ils soient solidement soutenus, solidement épaulés par un parti politique puissant, entraînant la sympathie de la majorité du pays, ou alors qu'ils soient des dictateurs.
Or, les Socialistes qui sont au gouvernement ne sont ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux situations.
L'autorité, la responsabilité, il la partage avec d'autres partis, qui défendent leurs intérêts particuliers de partis. Ils sont obligés de s'entendre, ce qui les force à temporiser avant d'aborder des situations difficiles, qui devraient parfois être résolues par de véritables coups de force. Alors ? On dit : Glissement à droite. On ne répétera jamais assez que, lorsque le Parti Communiste a quitté le pouvoir, le Parti Socialiste aurait dû faire le même geste, qu'il aurait dû penser que cette solution de gouvernement éloignerait de lui les travailleurs, que cette solution de temporisation deviendrait de plus en plus bourgeoise. Que faut-il faire ?
Eh bien, il faut revenir carrément sur les fautes commises ; il faut déclarer : On ne peut pas gouverner si on ne sent pas derrière soi le monde du travail, surtout lorsque l'on est un parti comme le nôtre. Il vaut mieux carrément le reconnaître, si nous ne voulons pas devenir en fin de compte les fossoyeurs de notre parti et de notre pays.
(Applaudissements)

Pierre Commin

Dans ce débat de politique générale, qui va fixer pour un an la ligne politique du parti, nous craignons que nous ne délibérions sous le signe de faux dilemmes.

En effet, certains camarades disent : Il faut participer à tout prix, il faut rester au gouvernement coûte que coûte, il faut occuper le pouvoir, il n'y a pas d'autres moyens, disent-ils, de défendre les institutions démocratiques. D'autres au contraire affirment que pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, le Parti ne doit jamais collaborer avec un quelconque gouvernement bourgeois, ni même jamais collaborer avec un parti bourgeois.

De là à réintroduire dans nos discussions ces vieilles questions si souvent controversées et débattues, de la participation ou de la non participation, il n'y a qu'un pas, très vite franchi.

Or, la fédération de Seine-et-Oise, au non de laquelle je parle, à l'immense majorité, se refuse à se laisser enfermer dans un dilemme qui, s'il était accepté par le Parti, aurait pour le Socialisme des conséquences redoutables.

Au surplus, nous pensions que la question était maintenant définitivement tranchée, par le Congrès de l'année dernière qui avait défini très explicitement les conditions de l'action socialiste, et en particulier les conditions de la participation ministérielle. Le débat d'aujourd'hui ne permet-il pas de penser qu'il s'agissait simplement d'un compromis laissant subsister l'équivoque, le malentendu, engendrant les contradictions internes, et en définitive l'impuissance du parti ? Car voilà que surgit de nouveau la conception tendant à faire de notre parti un parti essentiellement parlementaire et gouvernemental, qui met en cause non seulement les principes fondamentaux du Socialisme, mais la structure et la vie même du Parti. Où nous a conduits ce ministérialisme à tout prix ?

D'autres sans doute feront le critique de l'action gouvernementale. Mais ce qu'il faut dire maintenant, c'est que cette politique de ministérialisme à tout prix nous a fait faire une politique contraire à celle qu'avait voulue et définie le Parti unanime. Elle a abouti à permettre à la réaction de renverser à son profit la tendance démocratique qui s'était dégagée au lendemain de la Libération, en nous imposant notamment un retour progressif au libéralisme économique, qui s'est traduit par l'abandon de toutes nos conceptions d'organisations économiques, par une course au profit qui s'est effectuée au détriment des travailleurs, par une inégalité de la répartition, par une politique financière antidémocratique, par l'abandon des réformes de structure que nous avions inscrites dans notre programme : La nationalisation des banques d'affaires, par exemple, et qui nous a menés progressivement à toute une série de capitulations devant les exigences des éléments les plus conservateurs du gouvernement. Ah ! Je sais, on a parlé de la nécessité de la solidarité ministérielle, et non seulement des ministres, mais des partis. On a été intransigeant à l'égard du Parti Communiste et on a eu raison ; mais à l'égard du parti radical, on a fait preuve d'une tolérance et d'une complaisance qui a indiscutablement une signification.

(Applaudissements)

C'est ainsi que les conséquences peuvent en être redoutables, non seulement sur

le plan national, mais sur le plan international en accentuant la cristallisation. C'est pourquoi nous disons que la vraie question n'est pas de savoir si nous changerons de gouvernement, mais de savoir si le gouvernement changera de politique.
(Applaudissements)
La véritable question n'est pas de savoir si nous serons au gouvernement, mais de savoir ce que nous ferons au gouvernement. La question n'est pas de savoir si l'unité d'action est possible ou impossible avec le Parti Communiste, mais la question est de savoir si nous pouvons faire l'unité d'action avec les 4 millions de Français et de Françaises qui nous ont fait confiance.
C'est pourquoi le problème de la fidélité à une politique et à un programme est fondamental. Nous sommes, dans nos fédérations - et dans la nôtre en particulier - fermement convaincus que nos résolutions ne doivent pas être chiffons de papier ou une soupape pour souffler sur le mécontentement de nos militants, mais un contrat moral et politique, faute duquel il n'y aurait plus demain de Parti Socialiste, rempart de la démocratie.
Voilà pourquoi nous disons au gouvernement, si c'est possible, dans l'opposition si c'est nécessaire, mais en tous cas en renforçant un Parti Socialiste qui plonge de plus en plus profondément ses racines dans le peuple, et qui entraîne derrière lui l'immense majorité des travailleurs, pour une politique constructive.

Wohl

Nous attendons en effet toujours qu'enfin les lois de laïcité, de séparation entre l'Etat et l'Eglise, soient étendues à notre département.
(Applaudissements)
Dans son Congrès, notre fédération a ouvert un large débat sur la situation politique actuelle. Aucun orateur n'a demandé le départ des ministres socialistes, mais tous ont apporté des critiques quelquefois sévères en ce qui concerne les conditions dans lesquelles le pouvoir est exercé.
Nous reconnaissons que dans les lignes générales, compte tenu des possibilités et de notre influence au Parlement et au gouvernement, le possible a été fait. Si, dans toutes les couches de la classe travailleuse, le mécontentement est très grand, nous l'attribuons moins au fait qu'il n'y a pas eu assez de réalisations depuis la Libération, qu'à celui que les lois votées ne sont pas ou insuffisamment appliquées.
Si les ouvriers ont tendance à se détacher du Parti Socialiste, c'est qu'ils ont la nette impression que les sacrifices que le gouvernement est obligé de demander au pays sont appliqués à sens unique. Tandis que le peuple souffre tous les jours un peu plus, il doit s'étonner des gens - et ils sont nombreux - qui étalent le luxe le plus honteux et le plus vil.
Après la Libération, le peuple, heureux d'avoir retrouvé la liberté, était tout prêt à accepter les sacrifices nécessaires à la reconstruction du pays. Tout ce qu'ils demandaient, c'est qu'ils ne seraient pas seuls à supporter ces sacrifices. Et si aujourd'hui ils se détachent de nous, s'il n'a plus confiance en aucun parti, s'il a perdu la foi en le parti en qui il voyait le défenseur de la justice sociale, c'est

qu'il constate autour de lui beaucoup de facilités d'existence, tandis qu'il est à peu près seul à payer pour les conséquences de la guerre.
Oui, nous croyons que le mécontentement fédéral est très profond. Nous voulons un gouvernement qui gouverne, et nous voulons que les lois soient appliquées. Nous n'avons pas peur du mot «Autorité», et nous ne pensons pas que l'autorité soit inconciliable avec la démocratie. C'est en défendant les lois de la démocratie avec autorité, avec un minimum de vigueur contre ceux qui n'attendent qu'une occasion pour l'abattre, que nous défendrons le mieux la démocratie. Par contre, nous l'affaiblissons, nous la mettons en danger, si nous laissons les lois votées sans application, ou si nous ne tenons pas à leur application sans détours.
A l'heure actuelle, le peuple a l'impression que les lois n'existent que pour lui, et que les possédants et les puissants trouvent toujours un moyen pour les tourner en leur faveur. C'est ici que nos ministres au gouvernement devront agir. Il faut que le peuple ait la nette conviction que parmi tous les ministres, les nôtres soient ceux qui défendent le mieux leurs intérêts, et qui le font avec le plus d'énergie et le plus d'autorité.
Si la fédération du Bas-Rhin est unanimement d'accord sur le maintien au gouvernement des ministres socialistes, c'est qu'elle pense qu'à côté de la défense des intérêts matériels de la classe ouvrière, il y a encore autre chose à défendre. La présence de camarades au gouvernement est pour nous la garantie de la défense des libertés républicaines et démocratiques. Au moment où, d'un certain côté, on complote contre la République, nous pensons que la présence d'un ministre socialiste au ministère de l'intérieur est plus que jamais indispensable.
Mon temps de parole étant écoulé, je termine en disant que dans notre fédération, la devise a toujours été : Comprendre… et aller...

Boin

Camarades, qu'est-ce qu'un parti révolutionnaire, sinon un parti qui a l'audace de réaliser des choses simples ? Nous avons manqué d'audace au moment où nous avons laissé mettre fin à l'expérience Blum qui ne fut pas un échec, mais une excellente démonstration. Elle a limité les dégâts. Les militants ne comprennent pas qu'on y ait mis fin.
Certes, Léon Blum nous a expliqué à sa manière que son expérience devait finir et ne pas recommencer, parce que Léon Blum a été victime de son honnêteté foncière qui, alors qu'il avait toute l'opinion derrière lui, lui a fait craindre de se voir en désaccord avec une portion des parlementaires.
Eh bien, nous estimons que Blum a manqué d'audace. Il devait rester et continuer son expérience jusqu'à ce qu'il ait été battu à la Chambre. Et je pense que ce Parlement, qui était allé chercher hors de lui un homme fatigué par l'âge et par les épreuves, aurait réfléchi avant de dire non à l'expérience Blum. Et si vous me demandez sur quoi je base mon opinion, je vous répondrai en vous citant une parole d'un parlementaire que je considère comme un philosophe, chez lequel le parlementarisme n'a pas encore tué l'entendement : J'accuse le groupe parlementaire d'être un centre de discussions stériles, une machine qui

tourne à vide, et qui ne produit aucun rendement appréciable.
Nous avons perdu le goût des choses simples, et je voudrais, n'en déplaise à tous les auteurs de motions, et à tous les auteurs de résolutions, je voudrais que ce parti, au lieu de conclure par une motion de quatre pages, adressée au peuple français, qui ne le lira pas, et aux militants, dont un tiers ne la lira pas jusqu'au bout, se termine par une résolution de dix lignes, qui demanderait au Parti de réaliser cette année une ou deux réformes essentielles.
Vous ne pouvez pas tout faire en un an. Attachez-vous à un point. Ce fut l'astuce des dictateurs pour emmener derrière eux les masses de leur pays. Ce fut le succès relatif de notre ministre de l'instruction publique, qui s'est attaché à défendre la laïcité, et les républicains de ce pays ne lui demandaient pas autre chose, et il a réussi dans une très grande mesure. Eh bien, le problème n°1 actuellement, camarades, c'est la réforme fiscale, et c'est ainsi depuis trois ans, depuis que vous n'avez pas eu le courage d'appliquer le blocage des billets. Il faudrait que cesse enfin dans ce pays ce scandale qui fait que dans un village, c'est souvent le seul instituteur qui paye l'impôt, alors que le marchand de veaux, le boucher marron ou le propriétaire puissant y échappent, et réalisent même quelquefois cet acte de force courtelinesque, ayant fraudé le fisc, de se trouver inscrits aux économiquement faibles ou bien aux pensions.
(Applaudissements)
Eh bien, rappelez-vous cette parole profonde de Victor Hugo : Le commencement de l'égalité, c'est l'équité.
Envoyez au gouvernement des Socialistes qui aient le courage de commander l'équité fiscale, vous aurez de l’argent pour payer vos fonctionnaires et pour reconstruire le pays, vous donnerez aux travailleurs le sentiment qu'ils ne supportent pas seuls les charges de la société, et vous combattrez pour un de nos vieux mots d'ordre que vous sembler avoir un peu trop oublié. Vous enverrez des Socialistes qui aient le courage d'aller chercher l'argent où il est.
(Applaudissements)

Weil

Camarades, notre secrétaire général nous a expliqué que ce qui avait paralysé l'action du Comité directeur, c'était la dualité existant entre lui-même et la majorité du Comité directeur, qui n'était pas la sienne.
Nous avons compris alors qu'il désirait cette année nous présenter une équipe bien soudée, puisqu'il a signé lui-même une motion qu'il nous présente, et c'est au sujet de cette motion-là que je voudrais vous entretenir.
En effet, nous lisons au bas de cette motion des noms, que nous connaissons bien. Je ne voudrais en retenir que deux ou trois. Je voudrais simplement retenir, avec celui de Guy Mollet, celui de notre camarade Marceau Pivert, et je m'étonne que notre camarade Marceau Pivert ait signé une telle motion. Je m'en étonne, et je vais vous dire pourquoi. C’est que dans cette motion - connaissant l'opposition au stalinisme de Marceau Pivert - nous ne trouvons aucune trace de cette tendance, à ce point que dans la fédération de la Seine, après un premier jet, nous avons une seconde motion Boutnhier (?) dons laquelle on a intégré les

paroles qui suivent : Le Congrès affirme la volonté des travailleurs socialistes de ne s'associer à aucun prix avec ceux du stalinisme nationaliste et totalitaire, qui rendent l'unité du prolétariat impossible.
Je demande simplement à notre camarade Marceau Pivert si véritablement Guy Mollet est d'accord pour intégrer dons sa motion finale cette partie de la motion, qui tout de même est de Marceau Pivert.
Et puis, ce matin, dans une intervention qui a - et je ne crois pas me tromper - retenu l'unanimité des applaudissements de l'assemblée, Marceau s'est élevé contre ce qu'il a appelé le séjour dans lequel on maintient, derrière le rideau de fer, nos camarades socialistes des pays étranglés par l'Union Soviétique. Or, est-ce que Marceau Pivert s'est adressé à notre ami Guy Mollet, pour lui demander qui avait invité les délégations socialistes étrangères ici, et comment il avait pu accepter que les délégations étrangères ici soient représentatives d'un néo-bolchevisme que vous comprenez, et non pas de ce que nous appellerons, nous, le Socialisme internationaliste.
C'est donc sur ces deux points et uniquement sur ces deux points que je voulais intervenir, pour essayer tout de même de demander à mes camarades si ils croient qu'à l'intérieur de cette motion, où déjà se forment ce que nous appellerons des antagonismes, que nous connaissons très bien, si ils pensent qu'il n'y a pas là, à l'issue de ce Congrès, le germe d'une deuxième équivoque comme celle d'il y a un an, une deuxième équivoque qui consisterait à bâtir notre action sur des divergences que nous connaissons déjà.
Je vous demande donc de ne pas voter pour une motion qui porte en elle les germes virulents de l'impuissance de l'année dernière.

Pierre Rimbert

Camarades, je voudrais reprendre un problème au sujet duquel les conclusions auxquelles arrive Léon Blum, à plusieurs reprises, me paraissent erronées.
Au cours du 19ème siècle, et notamment dans la deuxième partie du 19ème siècle, le mouvement ouvrier s'est trouvé en présence d'une question tactique, qui était de savoir quelle attitude il devait prendre en présence de la participation du mouvement ouvrier au Parlement.
Devant cette attitude à prendre, le mouvement ouvrier s'est divisé en deux mouvements essentiels : l'un qui a été le courant socialiste, a pris comme attitude qu'il fallait participer au Parlement, pour y défendre les intérêts de la classe ouvrière, l'autre, qui a été essentiellement le courant anarchiste, a pris vis-à-vis de cette question une attitude négative, tendant à se désintéresser de le participation au Parlement.
Par la suite, le courant socialiste s'est divisé lui-même en deux tendances ; l'une qui a considéré que la participation au Parlement devait être pour le Parti Socialiste, pour le mouvement ouvrier, une occasion d'utiliser un des rouages de la société, pour y faire triompher par tous les moyens la politique socialiste, et pour y défendre du haut de la tribune du Parlement les idées du Socialisme ; mais il y a un autre courant, qui a fini par considérer l'activité parlementaire comme la seule et unique activité du mouvement socialiste, qui a réduit toute

l'activité socialiste à cette participation au Parlement. Et c'est ce courant qui a reçu, dans l'histoire du mouvement ouvrier, cette épithète de "crétinisme parlementaire".
Aujourd'hui, nous sommes placés devant des circonstances historiques, qui font que le problème en discussion n'est plus de savoir si nous devons ou non utiliser l'action parlementaire, mais cette fois, nous nous trouvons en présence du problème de savoir si, oui ou non, nous devons utiliser l'action ministérielle, c'est-à-dire la participation dans des gouvernements.
Et ici de nouveau, nous trouvons deux tendances socialistes, l'une qui prend dans ces questions une attitude purement négative, et l'autre qui considère que l'on doit utiliser la participation au gouvernement, dans le but de défense du Socialisme et de la classe ouvrière ; mais dans cette conception, de nouveau deux tendances se font jour : L'une qui subordonne cette activité, qui fait de cette activité un instrument, un poste de combat, dans lequel les Socialistes doivent s'efforcer de transformer la société, et l'autre, qui tend à considérer la participation ministérielle comme un but en soi, qui font de cette participation toute l'activité du Socialisme. Si bien que nous pouvons dire qu'au crétinisme parlementaire a succédé le crétinisme ministériel.
Eh bien, je crois que c'est dans cette erreur que tombe notre ami Léon Blum lorsque, dans sa lettre aux parlementaires, il semble considérer qu'il n'y a pas d'action politique, en dehors de la participation au gouvernement. Et ce faisant, il prend le contre-pied de l'idéologie anarchiste, qui s'imagine ne pas faire de politique, parce quelle dédaigne l'action parlementaire et gouvernementale.
S'il était vrai que l'on ne peut pas faire d'action politique en dehors de la participation à un gouvernement, alors il faut se dire que jusqu'en 1936, le Parti Socialiste français n'a jamais fait de politique, puisque, exception faite du passage court et momentané dans le gouvernement d'Union nationale, il n'y a jamais eu de participation socialiste à un gouvernement. Mais pourtant, il y a eu une action politique du Parti Socialiste.
C'est l'erreur que commet notre ami Léon Blum, de vouloir considérer que l'action politique ne peut exister que dans la participation ministérielle. Alors on en arrive véritablement à cette conclusion, que lorsque l'on fait de la participation ministérielle un but en soi, qu'il faut atteindre à tout prix, on finit, pour atteindre ce but, par oublier et notre programme et les intérêts de la classe ouvrière. On finit, pour pouvoir arriver à atteindre ce but, par accepter tous les marchandages, tous les maquignonnages, pour avoir à tout prix une majorité qui vous accepte au gouvernement.
(Applaudissements)
Et notre camarade Léon Blum commet une autre erreur, et ce sera là dessus que je terminerai parce que mon temps s'écoule. Lorsqu'il nous parle du danger certain d'une dictature, menace pour la démocratie, lorsqu'il nous dit que pour parer à ce danger, le seul moyen, c'est de rester à tout prix au gouvernement et d'éviter les instabilités ministérielles ou les crises ministérielles qui, selon lui, préparent cette dictature, eh bien, camarades, l'histoire est là pour nous démontrer que les dictatures ne sont jamais le résultat de la ruse d'un dictateur

plus ou moins habile ou plus ou moins génial, mais les dictatures finissent par devenir une nécessité, lorsque la démocratie n'a pas été capable de résoudre les problèmes qui étaient posés devant elle.
(Applaudissements)
Pour délimiter cette question, nous avons actuellement des problèmes sociaux : Le ravitaillement, le logement, les prix et les salaires. Si la démocratie n'est pas capable de résoudre ces problèmes, si elle n'est pas capable de ravitailler la population d'une manière équitable, si elle n'est pas capable d'assurer le logement, si elle n'est pas capable de résoudre cette différence qui s'accentue sans cesse entre les prix et les salaires, alors, elle nous conduira dans une impasse, de laquelle nous ne pourrons plus sortir que par une méthode violente et de force. Et la seule question qui se posera alors, ce sera de savoir quelle sera cette force : Si ce sera celle de la classe ouvrière, qui se soulèvera contre l'injustice, ou si ce sera celle d'un dictateur qui viendra détruire la démocratie.
A ce moment-là, vous pourrez toujours parler des principes des libertés, de la personne humaine, de tout ce que vous voudrez : si la démocratie ne peut pas résoudre ces questions, elle sera inévitablement arrêtée.
Eh bien, ces questions, elle ne peut pas les résoudre par une participation ministérielle à tout prix, avec les partis, avec les hommes qui précisément ne veulent pas les résoudre. On ne peut les résoudre que par une action, soit au gouvernement, soit hors du gouvernement, mais par une action qui s'appuie sur un programme et sur une politique homogène, définie par le Congrès.
(Applaudissements)

Notebard

Camarades, quelques minutes me seront suffisantes. Je voudrais apporter une protestation contre ce que l'on appelle la reconstruction des tendances.
La fédération du Nord n'admet pas cette reconstruction des tendances, qui sera demain pour le parti un danger de scission.
Nous avions espéré, les uns et les autres, au lendemain de la Libération, de ne plus revoir ces Congrès de tendances, où l'on voyait, dans les coulisses, diffuser par endroits les journaux des uns, contre les journaux des autres. Nous avions tous eu en nos Congrès nationaux un immense espoir, et je puis dire, parce que la chose est exacte, que c’est avec une profonde déception - je pourrais presque être plus sévère - que les militants socialistes du Nord ont assisté à le réapparition et à la reconstruction des tendances.
Nous avons le droit de dire que si nos camarades passent leur temps à reconstituer et organiser ces tendances, s'ils passent leur temps à diffuser des journaux qui font du mal au Parti, ou si ils mettent leur dévouement, leur courage, et leur temps au service du Parti même, le résultat sera différent. Et si l'argent qui est gaspillé pour diviser le Parti était mis dans la caisse commune, il serait bien mieux employé.
La fédération du Nord voudrait attirer votre attention sur ce que la bataille politique, la bataille pour le Socialisme, la bataille pour la classe ouvrière, ne se fait pas dans le parti lui-même : La bataille se fait à l’extérieur. Et c'est parce

que nous sommes certains et convaincus que si nous laissons se faire l'organisation des tendances, si nous ne réagissons pas tout de suite, il y aura demain pour le parti un danger de scission réel, que nous élevons la voix, parce que cela, les Socialistes du Nord n'en veulent pas. Et c'est justement parce que nous n'en voulons pas, parce que, chez nous, nous ne passons pas notre temps à disséquer les textes, que les travailleurs ne nous quittent pas, que les travailleurs du Nord sont encore avec notre fédération socialiste.
Nous avons voulu que ce Congrès national tranche la question, et nous demandons au Congrès national d'inscrire à l'ordre du jour d'un prochain Conseil national, une fois pour toutes, et, nous l'espérons, pour la dernière fois, le problème des tendances lui-même.
Voilà la proposition de la fédération. Elle sera déposée à la Commission des résolutions. J'ai la conviction que le Parti tout entier - en dehors de quelques-uns qui ne voudront pas encore cette fois comprendre - que le Parti tout entier l'approuvera, et que vous dire ?... Mes camarades, une seule tendance dans le Parti : La tendance de l'amitié, le tendance de la confiance, la tendance de la fraternité ; une seule voix, un seul parti, non pas à droite, ou à gauche, comme d'aucuns le prétendent, mais en avant, mes camarades, pour la victoire du Parti, en avant contre nos adversaires.
(Applaudissements)

Perdrix

Camarades, l'étendue et la longueur des débats ont fait inclure dans le débat sur la politique générale la question de la tactique aux élections municipales, qui se trouvait être un chapitre spécial de l'ordre du jour. C'est là dessus que, très rapidement, je voudrais dire quelques mots.
Depuis un demi-siècle, le Parti Socialiste s'est lancé à l'assaut des hôtels de ville, et ma foi, on peut dire que le succès a couronné ses efforts, puisque nous avons, à l'heure actuelle plus de 2 500 maires et de 30 000 conseillers municipaux socialistes, c'est-à-dire le 1/10 des effectifs du Parti. Cette force représente, à l'heure actuelle, le dernier bastion solide du Socialisme.
Nous avons eu, l'année précédente, trois échecs importants successifs, sur le plan parlementaire. Certes, nous attendons, dans l'avenir, que les groupes socialistes d'entreprise nous ramènent des travailleurs. Nous attendons aussi de l'avenir que nos jeunesses ramènent à nous une grande partie des jeunes travailleurs de ce pays ; mais pour l'instant, il faut tenir compte des réalités. Or, ces réalités, ce sont nos administrateurs municipaux qui, dans des conditions souvent pénibles, défendent le mieux le Socialisme, et réalisent, chacun dans leur commune, des oeuvres qui sont de meilleure action pour le socialisme.
Eh bien, le temps étant extrêmement limité, puisque, sur cette importante question, les trois orateurs inscrits n'ont en tout que dix minutes, j'aborde immédiatement le problème.
A l'heure actuelle, ces élections municipales doivent se faire, d'une part, sur le plan de l'administration. Nos candidats, nos maires, nos conseillers municipaux, seront avant tout des administrateurs, qui auront à résoudre ces problèmes

fondamentaux que sont les problèmes du logement, que sont les problèmes de la gestion des finances municipales. Mais ces élections auront aussi un caractère politique. Je n'ai pas le temps de développer, j'indique simplement.
Le prochain Conseil de la République verra vraisemblablement dans son mode de désignation intervenir les collectivités locales. D'autre part, au mois d'octobre, la situation sera peut-être plus délicate encore qu'elle ne l'est à l'heure actuelle, en ce sens que sans doute nous verrons alors se préciser le danger du RPF.
Eh bien, nous demandons ceci, c'est que, tenant compte de la loi électorale d'une part, dans les villes où il y a la représentation proportionnelle, il y ait une liste unique du Parti Socialiste, avec éventuellement quelques sympathisants, c'est-à-dire que ce soit sur des listes de démocratie socialiste que se fassent les élections, et qu'enfin, dans les communes où il y a le scrutin majoritaire, on fasse des listes homogènes, autant que possible, sinon, que l'on fasse des listes d'alliance avec les républicains qui essentiellement acceptent notre programme municipal, et qui s'engageront également à défendre cette laïcité qui à l'heure actuelle étant moins soutenue, ne peut empêcher, dans certains départements, l'Eglise d'essayer de former un état dans l'Etat.
Camarades, la bataille électorale va commencer. Il faut immédiatement que nous prenions nos dispositions à ce Congrès. C'est pourquoi, dans le sens que je viens d'indiquer très rapidement, je dépose sur le bureau une motion de la fédération d'Eure et Loir.

Olive

Je voudrais exposer un point de vue sur la tactique à observer aux élections municipales.
La tactique est pour nous un problème essentiel, et nous regrettons bien qu'il y ait si peu de fédérations - trois exactement - qui aient émis leur opinion sur le problème.
Il s'agit de savoir, pour nous, si le problème est administratif ou politique. Nous prétendons, nous, que le problème des élections municipales, comme tout problème d'élections, est un problème politique, et qu'il ne faut pas, à aucun prix, que l'on assiste, dans les diverses communes d'une même fédération, à des prises de position qui seraient pour l'avenir du parti une catastrophe. On ne peut pas accepter que, dans la même fédération, il y ait deux communes voisines dans lesquelles, dès le premier tour, on manifeste le désir de se présenter, d'une part avec des Communistes, de l'autre avec des MRP. Il y a là une contradiction qu'il faut éviter à tout prix. La question est primordiale.
Actuellement sévit dans notre Parti, surtout depuis la Libération, une maladie contagieuse que j'appellerai la maroquinite (?). On tient à un poste de conseiller municipal, et pour s'agripper à ce poste de conseiller municipal, on prostitue le Parti. Il s'agit d'aller à la bataille avec notre drapeau, avec des listes homogènes au premier tour, complètes ou incomplètes. Je parle pour les petites communes : De listes incomplètes, le cas échéant. Oui, mathématiquement, nous n'y avons rien à perdre. Nous avons à nous distinguer des autres partis. Nous devons nous

Fondation Jean Jaurès

distinguer, d'une part, des réactionnaires, du parti radical, et aussi des Communistes qui, de plus en plus, vous vous en rendez compte, nous tournent le dos, à nous et au Socialisme.
Je m'excuse du peu de temps, et je m'en vais.

Sylvandre

Camarades, je viens, au nom de mes camarades et en mon nom personnel, apporter mon adhésion à la motion de notre camarade Leenhardt. Elle me paraît définir avec beaucoup de précision, et aussi avec mesure, la position du Parti. En outre, elle situe la position du Communisme dans les territoires d'Outremer. Or, au Soudan, nous avons eu à lutter contre les attaques communistes. Nous avons eu à faire face à une situation difficile.
Après l'amputation qu'il doit subir, le Soudan représentera 3 200 000 habitants. C'est par conséquent le territoire le plus important désormais de l'Afrique occidentale, avant le Sénégal et avant le Dahomey. C'est vous dire qu'il n'est pas indifférent au Parti Socialiste d'apporter des définitions et des principes dans sa tactique dans les territoires d'Outremer et spécialement au Soudan.
Nous nous sommes trouvés tout seuls, sans journaux, sens presse, à mener la bataille socialiste. Désormais, il faut que le Parti définisse les principes, et qu'il nous apporte l'aide désirable.
Si j'avais le temps, je vous aurais exposé les raisons pour lesquelles nous avons marqué un recul en Afrique occidentale, et comment le Parti Communiste marche en progrès. Le temps me fait défaut.
Je veux vous signaler le danger, et surtout le danger consistant, de la part des Communistes, à employer les formules encourageant la révolte, alors que le socialisme s'adresse à la loyauté. Ils ne craignent pas de pousser à la délation, à la désobéissance à l'autorité, à l'abandon des écoles, voire des hôpitaux. Ils ne craignent pas non plus de semer des brandons de discorde, et nous avons vu leurs envoyés, notamment un certain Darbousier (?) administrateur en rupture de ban, semer des paroles de révolte, qui constituent un grand danger dans ces territoires. C'est à quoi il faut faire face.
En second lieu, nous avons trouvé dans la motion Leenhardt le principe du maintien du gouvernement dans les charges du pouvoir, le maintien des députés socialistes. Il n'est pas du tout indifférent au Soudan et à l'Afrique de voir à la tête du département d'Outremer Marius Mouttet qui, depuis de longues années, symbolise aux yeux de l'Afrique l'espoir socialiste et la volonté socialiste. C'est pourquoi je demande à nos camarades de bien vouloir se rappeler ce que Marius Mouttet représente pour nous. Je sais qu'il a été attaqué, mais ce que je veux dire simplement, c'est qu'il a pris le ministère à une époque cruciale, et que tout ce qu'il nous a apporté doit emporter la reconnaissance du peuple soudanais à la quasi-unanimité.
Sans doute, tout ne va pas toujours bien, et je ne manque pas d'aller souvent dire à Mouttet ce qui pêche. Il y a beaucoup de choses qui clochent, notamment dans l'ordre économique. Nous avons signalé la situation qui résulte des privilèges des maisons de commerce ; nous lui avons signalé la nécessité, qu'il a reconnue,

de modifier la structure du gouvernement général d'Afrique Occidentale.
Pour ces questions, nous lui faisons confiance. Nous ne manquerons pas de nous élever aussi bien auprès de Ramadier qu'auprès de Mouttet de tout ce qui nous choquera et sera contraire à la volonté socialiste là bas. Mais il faut voir à nous seconder. Je vous demandé de réfléchir à cette question.
En définitive, mes chers camarades, je vous demande de poser les principes de la politique du Parti Socialiste d'Outremer, et de nous apporter, à nous militants qui luttons pour le triomphe du Socialisme, toute l'aide morale et matérielle dont nous avons besoin.
(Applaudissements)

Castellio

Camarades, je ne parlerai que du ravitaillement qui absorbe les trois quarts du salaire.
En effet les problèmes économiques et financiers dominent, et de loin, ceux de la politique pure. Philip vous disait, à Rouen, en mai dernier : l'Italie a dépassé le stade du redressement possible. Je me demande si aujourd'hui nous aussi nous ne l'avons pas dépassé.
J'irai plus si loin ; j'estime que nous sommes dès à présent dans une période extrêmement critique.
En effet, quelques chiffres, jetés au hasard, me donnent le vertige. Je ne parle qu'en ce qui concerne la Seine Inférieure. Mais la courbe ascensionnelle des prix est valable pour l'ensemble de la France. Il y a trois mois, la viande valait… ; l'orge 2 000 à 2 200 Frs; aujourd'hui : 3 000 à 3 500 ; le fourrage est passé de 25 Frs la botte, à 60, 75 Frs, contre 2 Frs 50 avant la guerre.
Des camarades nous ont signalé que le blé est à 50 Frs le kilo et plus, contre 2 Frs avant la guerre. Je vous demande de réfléchir aux conséquences pour le lait et la viande, et je vous le dis tout net : Il n'y a pas de problème de la viande, il n'y a pas de problème du lait, il n'y a pas de problème du blé. Il existe un problème économique qui forme un tout, duquel aucun élément ne saurait être dissocié.
Vous savez tous que lorsqu'un panier contient deux poires blettes, tout le contenu du panier y passe. Or, la viande est libre, le lait et le blé sont taxés. Le résultat est le même. C'est là, avec les quelques exemples que je viens de vous citer, tout le grave de notre situation. Et je suis de ceux qui pensent, qui sont fermement convaincus, que la suppression des commissions d'achat a été une des fautes économiques les plus graves qu'on ait commises depuis la Libération, avec le non blocage des billets, où nous avons été seuls à protester.
Alors, à côté de nous, on clame volontiers, on clame le slogan : "Faites payer les riches". Par l'échange des billets, on a commis cet acte immoral, qui a consisté à remettre automatiquement, entre les mains des trafiquants de l'occupation, les millions ou les milliards qu'ils avaient amassés pendant la guerre, sur la misère du peuple. Encore l'épuration manquée. Et nous avons bien le droit de nous étonner de l'attitude du Parti Communiste.
Le libéralisme : Les poules sont libres ; essayez donc de lâcher un renard dans le

Contribution Jean-Jaurès

poulailler. - Je crois que la formule est de Philip - Et les commissions d'achat, création de Vichy ? Elles datent de la loi du 3 juillet 1877, modifiée en 1890. Ce sont elles qui ont permis à toutes les réquisitions militaires d'effectuer les achats, alors que la viande est la denrée contre laquelle la spéculation la plus effrénée peut s'exercer. Alors que notre Parti a toujours progressé l'élimination progressive des intermédiaires, on a remis le marché de la viande entre les mains des marchands de bestiaux, qui sont des spéculateurs nés.
(Applaudissements)
Pourquoi continue-t-on à donner un kilo de sucre dans le Nord et le Pas-de-Calais, de quand date ce privilège ?
Il faut le dire au paysan : A quoi cela sert-il de gagner un million, si dans six mois les billets n'ont pas plus de valeur que du papier de journal, alors qu'une discipline imposée fera que dans six mois 300 000 francs égaleront encore 300 000 francs ? Allez voir en Angleterre comment on opère. Allez voir en Hollande, comment on s'y prend, pour distribuer deux oeufs par mois, dans un pays producteur.
J'entends bien que les théories que Montesquieu a exposées dans l'Esprit des Lois ont acquis force d'action. Les lois doivent tenir compte du climat, de la nature du sol et de la géographie, du tempérament des peuples, mais je sais aussi qu'avant de quitter les bancs du collège, notre professeur de philosophie nous disait : Prenez pour principe qu'il y a dans toute théorie, dans tout ouvrage littéraire, quelque chose de vrai et de bon à retenir. Et il nous incitait à nous inspirer de notre libre arbitre, guidé par la seule raison. Pour moi, le nom de baptême importe peu, ce sont les résultats seuls qui comptent, surtout lorsque l'on n'a d'autre but que la recherche du mieux-être de la collectivité.
Or, en 5 ans, de 1939 à 1944, les prix à la production des denrées de base étaient passés du coefficient 1 au coefficient 3. En 5 ans, de la Libération à nous, ils sont passés du coefficient 3 au coefficient 10, 15, 20 et plus. Qu'on le veuille ou non, c'est là la plus éclatante condamnation du libéralisme, ou plutôt de cette sorte de semi dirigisme, qui est bien le pire des systèmes, et qui a été pratiqué depuis 3 ans, en matière de ravitaillement.
Les pneus et les chambres de bicyclette sont libres, et introuvables depuis qu'ils le sont. Les dragées, qui valaient il y a deux mois 215 Frs le kilo, en valent parfois 1 500 aujourd'hui.
J'ai, pour ma part, fait deux prédictions, et j'en demande témoignage à mes camarades de la Seine Inférieure. J'ai prédit l'échec de l'expérience Blum, et que la soudure ne serait pas obtenue. Pourquoi l'échec de l'expérience Blum ? Nous étions en janvier. Mars, avril et mai sont pour la viande les mois les plus critiques de l'année, parce que nous allions entrer dans la période des primeurs, pour les légumes et les pommes de terre. Le gouvernement Blum a échoué, comment voulez-vous que le ministère Ramadier s'en tire. La situation s'aggrave chaque jour. Pourquoi l'échec de la soudure ? Parce que nous avons des méthodes incompréhensibles.
Alors, camarades, que ferez-vous dans cette galère ? Ne voyez-vous pas qu'elle vous entraîne à la descente aux enfers. Il n'existe pas d'alternative. Si nous

restons à la tête du gouvernement, nous allons porter la responsabilité de la faillite, qu'on le veuille ou non. Quelle effroyable responsabilité peut-être pour demain, Camarades. Je n'ose exprimer l'émotion qui m'étreint.
Lancez un manifeste au pays, éclairez-le, posez à votre tour un ultimatum, et vous sauverez la République, car demain il sera trop tard. Le torrent de l'inflation aura tout emporté : Le Socialisme en tant que parti politique, bien sûr, et la République. Qui peut prévoir les répercussions de cette chute ? Quelle perspective redoutable pour notre pauvre humanité si la France, dernier bastion solide de notre civilisation latine, tout imprégnée d'humanisme, se laisse emporter.
Debout ! Je vous crie, avec ma voix ardente de militant : Portons haut et ferme le drapeau arc-en-ciel symbole des espérances, afin que le souffle puissant d'un socialisme sans haine, sans sectarisme, sans violence, mais avec autorité, inspire une civilisation où il fera bon aimer et travailler dans la paix et dans la joie de vivre enfin retrouvée.
(Applaudissements)

Pierre Metayer

Camarades, je voudrais limiter mon intervention à l'étude rapide des questions militaires.
L'année 1948 verra le Parlement se prononcer sur une nouvelle organisation de notre armée. Le Congrès national du Parti a le devoir de se pencher sur le problème essentiel de la vie de la nation, problème qui lui coûte très cher, puisque plus de 30 pour cent de nos dépenses budgétaires sont actuellement consacrées à la défense nationale, et pourtant, on ne peut pas affirmer que celle-ci soit véritablement assurée.
Je ne veux pas ouvrir un débat doctrinal, sur la position de notre Parti en face du problème de la défense nationale. Cette question avait été réglée en 1920, et, je crois que, depuis la guerre et l'occupation, bien des illusions se sont évanouies devant les réalités, et que l'on ne viendra plus défendre des positions théoriques, certainement généreuses, comme le pacifisme intégral, ou quelque peu utopiques, comme le défaitisme révolutionnaire, ou la transformation de la guerre dite impérialiste en guerre de libération révolutionnaire.
Si nous acceptons de prendre en mains la défense des intérêts de la nation, et lorsque le Parti Socialiste accepte de participer au gouvernement, et même parfois de le diriger, nous avons le devoir - car la défense nationale est une question importante - d'étudier cette question, sans pour cela céder aux exigences d'un militarisme qui reste un militarisme conservateur.
Le groupe parlementaire aura donc une haute partie à jouer. Sa position géographique à l'Assemblée en fera une fois de plus la charnière décisive dans le débat. Et il serait paradoxal qu'il ne reçût aucun mandat du Congrès, car si parfois il mérite des critiques, il faudrait d'abord lui donner des directives sur des points précis et importants.
Jusqu'à présent, qu'avons nous fait ? Nous avons cherché - je crois que cela était dans la tradition de notre Parti - nous avons cherché à réduire les crédits

Collection Jean-Jaurès

militaires, qui ont une part trop importante dans le budget de la nation. Nous avons proposé des réductions. Vous vous rappelez les réductions de 1945, de 1946, et les dernières réductions. Mais actuellement, il faut bien le dire, avec l'organisation, la structure politique de la défense nationale, avec trois ministères autonomes, il ne pourra pas y avoir d'économies substantielles, car on n'obtiendra pas une véritable fusion des services.

Or, il faut non seulement travailler sur le papier, mais il faut réaliser effectivement des économies. D'autre part, il faut réduire les effectifs, ceux des cadres en particulier, des officiers qui sont trop nombreux. Mais n'oublions pas, car nous ne devons pas faire de démagogie, que le dégagement nécessaire des cadres coûtera cher, et qu'il n'y aura des économies que plus tard.

N'oubliez pas, mes camarades, que les militaires avaient été particulièrement gâtés par une série de lois sur le dégagement des cadres. N'oubliez pas que l'ordonnance du 2 novembre 1945 limogeait les officiers avec trois années de solde budgétaire, souvent à un grade supérieur à celui qu'ils occupaient. Le gouvernement Gouin a fait ramener à un an cette indemnité, et le gouvernement Ramadier vient de ramener cette durée à 4 mois. Mais il faudra donc trouver d'autres sources d'économies.

Mais il y a une autre question, c'est la question de l'organisation démocratique de l'armée. Oh, je sais bien que l'épuration n'a pas été faite totalement dans l'armée, et que parfois même des mesures qui avaient été prises ont été contrecarrées par un certain nombre de chefs de gouvernement, et je suis sûr que notre ami André Le Trocquer pourrait indiquer qu'il n'a pas toujours trouvé à Alger la compréhension du chef du gouvernement d'alors.

Il faut donc faire une armée démocratique, avec des cadres républicains, et pour cela, il faut former des officiers. Nous voudrions, par exemple, que tout l'enseignement général dans les écoles militaires soit confié aux professeurs de l'Université.

Et enfin, il y a une question qui va se trouver posée et qui doit être résolue par ce Congrès, c'est la durée du service militaire. Vous avez pu lire il y a quelques jours l'interview du ministre de la guerre qui, tout seul, sans consultation de l'Assemblée Nationale - et, je le crois bien, sans consultation des autres membres du gouvernement - a décidé que le service militaire devait dès maintenant avoir une durée de 18 mois.

Une voix - Je crois qu'il n'a pas le pouvoir de décider cela à lui tout seul.

Pierre Metayer - Il faut mandater le groupe parlementaire pour maintenir la durée du service militaire inférieure à 12 mois. Et nous ne comprendrions pas qu'au moment où il faut reconstruire le pays, notre jeunesse soit maintenue 18 mois sous les drapeaux.

Enfin, il faudra admettre la présence dans l'armée de jeunes spécialistes, qui devront être choisis parmi les engagés de deux ou trois ans, car on ne peut pas confier un engin moderne à un jeune homme, même s'il a fait une préparation militaire, qui devra être réorganisée, et mérite s'il a suivi les cours militaires

qu'ouvre depuis quelque temps l'Union Républicaine de la Jeunesse de France.
Enfin, un seul mot pour dire que l'armée moderne devra procéder à une nouvelle répartition de ses forces entre les trois armes : La terre, la mer et l'air, et que cette dernière devra avoir la prédominance. Ne soyons pas en retard d'une guerre, comme trop souvent l'Etat-major français l'a été. L'armée a des missions à remplir. Elle doit essayer de maintenir l'indépendance du territoire national, elle doit maintenir notre présence dans l'Union Française, en accord avec les peuples de celle-ci : Nous accordons volontiers plus d'influence à notre supériorité, à notre action intellectuelle, pour maintenir nos liens avec nos frères d'Outremer, mais ils savent très bien que l'armée de la République est quand même nécessaire.
L'armée doit donc se préparer a remplir les obligations internationales contractées par notre pays à l'ONU, et nous disons qu'il faudra qu'elle serve la République, car c'est en servant la République que l'on sert la France, et en servant la France et la République, on sert le paix, donc le Socialisme.

Gérard Jacquet

Camarades, je voudrais présenter quelques brèves observations sur les différentes motions qui ont été discutées dans les fédérations, et qui serviront, j'en suis persuadé, demain, de base aux discussions, à la Commission des résolutions.
Examinons tout d'abord la motion qui éveille en nous les plus vieux souvenirs, celle de la bataille socialiste.
Ce qui donne à cette motion son caractère original, ce qui la caractérise, c'est sa position concernant nos rapports avec le Parti Communiste, alors que la motion de Guy Mollet, Marceau Pivert, et la motion du Rhône, sont a peu près muettes sur ce point, la motion de la bataille socialiste prend nettement position sur ce point. Elle réclame la reprise des contacts avec le Parti Communiste. Elle réclame le retour à une politique d'unité d'action qui, dans l'esprit des auteurs mêmes de cette motion, doit se transformer en fusion organique des deux partis. Cette politique est-elle possible ? Depuis le dernier Congrès, qui a suspendu nos rapports avec le Parti Communiste, celui-ci s'est-il modifié ? Est-il devenu un parti réellement et sincèrement indépendant ? Ce sont en effet les questions qui se posent, et auxquelles nous avons le devoir d'apporter une réponse.
Au lendemain de la Libération, nous avons pu avoir quelques illusions devant l'attitude courageuse des militants communistes dans la clandestinité, mais nous n'avons pas tardé à constater qu'en fait, nous ne nous étions pas battus pour les mêmes raisons. Alors que nous nous battions avant tout pour retrouver ce droit de pensée, ce droit d'exprimer librement notre pensée, qui est indispensable à tout homme libre, les communistes se battaient avant tout pour défendre et pour soutenir l'Union Soviétique menacée.
Voilà ce qu'écrivait Léon Blum en 1941 : Pour que le Parti Communiste, en dépit de ses états de services, soit toléré comme un élément assimilable dans l'organisme national, pour qu'il puisse reprendre sa place intégrante dans la vie publique, il faudra de toute nécessité qu'un changement radical soit intervenu,

Fondation Jean Jaurès

soit dans la nature du lien qui l'unit à la Russie Soviétique, soit dans la nature des rapports qui uniront la Russie soviétique à la communauté européenne. Il faudra que le Communisme français se dégage de la Russie soviétique, ou que la Russie soviétique s'engage envers l'Europe, peut-être même l'un et l'autre.
Voilà ce qu'écrivait Léon Blum en 1941. Nous constatons aujourd'hui - peut-être un peu tard - que non seulement ces deux conditions ne sont pas réalisées, mais qu'elles ne sont réalisées ni l'une ni l'autre.
(Applaudissements)
L'opinion publique commence à prendre conscience de cette réalité. Si nous ne prenons pas nous-mêmes nettement, et même brutalement, position sur ce problème, nous risquons de connaître le discrédit naissant que connaît aujourd'hui le Parti Communiste. Notre sort risque d'être lié, et définitivement lié, au sort du bolchevisme international.
(Applaudissements)
Examinons maintenant la position des différentes motions sur le problème gouvernemental.
La motion du Rhône, la motion de la Bataille socialiste, prennent position d'une façon très nette et très précise. Elles réclament la démission du gouvernement.
La motion Guy Mollet est moins nette, moins précise : Il faut interpréter, il faut un peu lire entre les lignes. J'ai l'impression cependant que des phrases comme celle-ci : ce gouvernement présidé par un Socialiste fait endosser au Parti Socialiste les responsabilités qui ne sont pas les siennes, l'entraînant ainsi dans un discrédit grandissant, j'ai l'impression que des phrases comme celle-ci ne peuvent comporter qu'une seule conclusion : Guy Mollet et ses amis souhaitent sûrement aussi la démission du gouvernement.
Eh bien, admettons un instant cette hypothèse. Admettons un instant l'hypothèse de la démission du gouvernement actuel. Quel gouvernement doit remplacer le gouvernement Ramadier ? Il faut mettre en avant la nécessité d'un gouvernement du peuple, appuyé sur les bases des luttes ouvrières, réclame la motion du Rhône.

Une voix - La minorité du Rhône.

Gérard Jacquet - Minorité du Rhône, d'accord. Gouvernement de salut public doté de l'autorité nécessaire à la mise en application d'une politique démocratique, demande la Bataille socialiste. Ces deux formules sont un peu obscures et sibyllines. Il faut les interpréter. A mon sens, on ne peut leur donner qu'une signification : rupture avec les partis bourgeois, constitution d'un gouvernement socialiste homogène.
Les camarades cependant, qui ont rédigé cette motion, savent parfaitement bien qu'il n'y a pas une majorité parlementaire pour un tel gouvernement, et Léon Blum, dans la lettre qu'il adressait récemment au président du groupe socialiste, le disait avec des arguments absolument irréfutables.
Seulement, ces camarades nous répondront : Certainement, vous avez peut-être raison sur le plan parlementaire, mais il n'y a pas que le plan parlementaire, il y a

aussi l'opinion publique, il y a les courants qui se forgent, qui se développent, et que nous avons le devoir d'exploiter. Il faut créer un vaste courant populaire en faveur d'un gouvernement socialiste homogène. Si vous arrivez à créer ce vaste mouvement populaire, vous verrez qu'il finira par tout balayer sur son passage, vous verrez qu'il finira par apporter son point de vue au pouvoir.

En entendant ces camarades, je me rappelle toujours une séance grave et même presque dramatique, du groupe parlementaire socialiste, au milieu de janvier dernier. Léon Blum venait nous annoncer son intention de donner sa démission, et certains camarades insistaient auprès de lui et lui disaient : Non, il ne faut pas partir, il faut rester. Devant le défaut de certains partis, vous n'aurez peut-être plus demain en effet de majorité parlementaire, mais vous avez l'opinion publique avec vous ; vous verrez que cette opinion publique finira par imposer son point de vue à l'opinion parlementaire. Et Léon Blum répondait : Attention. C'est toujours ainsi qu'ont procédé les régimes totalitaires. Ils se sont toujours servis de l'opinion publique pour imposer leur point de vue à l'opinion parlementaire. Et c'est ainsi qu'ils ont peu à peu dégradé le système parlementaire lui-même, c'est-à-dire le principe de la représentation nationale. Craignez de créer ainsi un précèdent qui pourrait, un jour prochain, se retourner contre nous. Car vous savez que certains hommes, à l'heure présente, cherchent précisément à exploiter certains courants d'opinion pour imposer leur point de vue à l'Assemblée Nationale. Ce sont des réflexions, je vous assure, qui demandent tout de même qu'on les examine avec sérieux.

La motion de la bataille Socialiste sur le problème gouvernemental a une position tout à fait différente. Une majorité de gauche, écrivent nos camarades de la Bataille socialiste : Cette majorité doit prendre conscience d'elle-même, et elle doit gouverner.

Majorité de gauche, cela signifie, je suppose, majorité comprenant les Communistes, les Socialistes et les radicaux. Cela signifie le retour immédiat des Communistes dors ce gouvernement. Je crois très sincèrement que ce serait une erreur funeste. Dans un instant ce problème sera examiné à fond. Mais je voudrais vous donner une simple raison qui me semble évidente. Comment ? Nous avons un parti qui depuis plusieurs mois exerce sur nous un chantage permanent, qui nous déclare : ah ! Vous avez voulu nous chasser du gouvernement, eh bien, nous allons vous montrer que nous sommes l'élément nécessaire de tout gouvernement possible, que nous sommes l'élément nécessaire de toute majorité possible. Et aujourd'hui, nous irions répondre à ce parti : Mais oui, c'est vous qui avez raison, c'est nous qui avions tort ; en effet, vous êtes l'élément nécessaire à tout gouvernement, à toute majorité possible, les portes sont toujours pour vous largement ouvertes ? Mais si nous tenions aujourd'hui un tel langage, vous sentez bien que nous perdrions automatiquement toute espèce de crédit auprès de l'opinion publique. Vous sentez bien que si nous tenions un tel langage, dans quelques mois, le Parti Socialiste serait réduit à sa plus simple expression.

Jusqu'à présent, je n'ai pas parlé du texte de Leenhardt, car, de l'avis de son auteur lui-même, ce texte n'est pas une motion. C'est tout un ensemble de

réflexions intéressantes, judicieuses, avec lesquelles, d'ailleurs, nous sommes presque toujours d'accord.
Eh bien, devant toutes ces positions, diverses, contradictoires, quelle est notre propre position ?
Eh bien, voyez-vous, il y a une chose curieuse. Nous sentons se développer dans le Parti une vague de pessimisme, d'inquiétude, qui sont d'ailleurs parfaitement justifiés, et nous sentons en même temps cette chose curieuse, que l'opinion publique nous manifeste plus sûrement aujourd'hui sa confiance. Pourquoi cette confiance de l'opinion publique, dans des difficultés certaines, devant des échecs incontestables ? Je crois que la seule raison, la seule explication, c'est que nous avons le courage d'affronter ces difficultés, parce que - et les résultats des élections générales le prouvent - c'est parce que la politique d'isolement et d'opposition ne paye plus aujourd'hui.
Est-ce à dire que nous devons rester au gouvernement quoi qu'il arrive, coûte que coûte ? Certainement pas. Nous demandons que soit établie avec les autres partis une charte, qui sera la garantie de l'efficacité gouvernementale, et sur laquelle aucune transaction, aucune réticence ne pourraient plus être acceptées. Il faut établir ici même un programme minimum. Et c'est de l'attitude des autres partis que dépendra finalement notre propre réponse.
Oh ! Nous avons sans doute encore demain des jours difficiles, des jours pénibles, comme est difficile et pénible la situation d'un pays dévasté et ravagé par la guerre. Mais il faut garder confiance. Il faut avoir la volonté de vaincre. C'est seulement dans la mesure où nous aurons cette foi au fond de nous-mêmes que nous arriverons à remporter la victoire. Car cette victoire dépend surtout de notre propre volonté.
(Applaudissements)

Diot

Camarades, la motion dont il vient d'être question s'appelle improprement, comme on l'a fait remarquer tout à l'heure, motion de la fédération du Rhône, et je voudrais présenter quelques observations à ce sujet.
On a donné à cette motion son nom de motion de fédération du Rhône, parce que celui qui l'a signé appartient à un cadre dirigeant de ce parti, et au lieu de la propager avec son titre véritable, on a simplifié en disant : motion du Rhône.
En réalité, camarades, son titre est bien celui que nous voulons lui garder : Motion de fidélité à la doctrine socialiste.
C'est parce que nous sonnes des signataires, simples militants qui mettons tout notre coeur, tout notre courage, toute notre raison à travailler dans la base, à travailler en contact permanent avec les militants de la classe ouvrière, que nous avons constaté, comme vous pouvez tous le faire, à chaque jour, que dans cette classe ouvrière, un état grave de découragement s'étend de plus en plus que le mécontentement grandit, que le désarroi s'ajoute à ce mécontentement et à ce découragement pour bientôt faire place à une torpeur qui nous effraie.
Ce sont ces éléments d'appréciation de l'état de la classe ouvrière, qui nous ont conduits à présenter à ce congrès en ce moment si grave on nous sommes, la

motion que vous avez lue.
Je voudrais très rapidement tout de même réfuter quelques accusations malveillantes qu'on a lancées contre nous, bien que ce ne soit pas maintenant mon rôle de vouloir engager une polémique. J'ai entendu hier, ce matin peut-être, une accusation qui tendait à foire croire que nous étions à la solde des trotskistes. Hier, une autre accusation, que je n'ai pas pu réfuter, parce que le président de séance m'a refusé la parole. Une accusation, disais-je, prétendait que des jeunesses exclues ont fait signer leur motion par les adultes à la fédération du Rhône.
Eh bien, camarades, il se peut que certaines des affirmations, que certains des principes contenus dans notre motion correspondent avec certains principes du PCI. Il se peut que ces éléments soient aussi proclamés par les jeunesses qui, il n'y a pas si longtemps, faisaient encore partie de ce parti, et qui travaillaient avec l'ardeur que vous connaissez. Mais en tous cas, je vous demande de faire crédit à quelques militants de la base, tout à fait désintéressés, de leur faire crédit. Ils n'ont eu besoin de personne pour définir leur attitude et pour concrétiser leur volonté dans une motion.
Nous avons simplement épousé les critiques que chaque jour nous formulions déjà nous-mêmes, et que nous entendons, dans le sein de la classe ouvrière, où de plus en plus, nous constatons qu'il est bien difficile de défendre l'attitude de notre Parti au sein du gouvernement, ou dans les assemblées de ce pays.
C'est que, voyez-vous, il y a tout de même une certaine différence entre ceux qui montent dans les grands meetings, qui s'adressent à des foules enthousiastes, ou parfois, j'en conviens, hostiles, et nous qui, simplement, allons de village en village, de quartier en quartier, prendre contact avec les adhérents et sympathisants, et qui nous retrouvons à quatre ou cinq, à six ou sept parfois, et quand on est dix, c'est une belle réunion, pour converser fraternellement avec des camarades ouvriers. Et ce que nous leur disons, ce que nous sommes obligés maintenant de leur dire, c'est que le Socialisme, ce n'est pas la politique de Ramadier, c'est que le Socialisme, ce n'est pas le politique de Mouttet, c'est que le Socialisme, ce n'est pas la politique de ce gouvernement embourgeoisé, c'est que le Socialisme, ce n'est pas cette volonté de compromission et d'abandon, à laquelle nous assistons depuis bientôt une année. Que c'est avant tout un combat pour la libération de l'homme, de toutes les tutelles et du servage que lui imposent les conditions de sa naissance, de la richesse, ou les conditions du travail ; une volonté de lutte contre les instruments de ces oppressions qui constituent l'organisation bourgeoise de la société, qui sont le capitalisme renaissant sous ses diverses formes, qui sont les chevaliers d'industrie de tous poils, qui exploitent les classes laborieuses.
Le Socialisme, nous leur disons, à ces camarades, c'est le combat constant contre les inégalités sociales, et le combat contre toutes les formes d'oppression matérielle ou d'oppression de l'esprit, quelque forme qu'elles prennent, c'est la lutte contre toute obéissance aveugle, c'est l'aspiration, à travers les durs chemins de la réalité, vers plus de raison, et plus de liberté.
Nous avons vu chez ces camarades quelle foi ils avaient encore en cette raison,

quelle ardeur révolutionnaire était en eux, malgré la démagogie que le Parti Communiste a déversée sur eux, et qui leur enlevait peu à peu toute capacité de raisonner et de réfléchir raisonnablement sur les problèmes de la vie.
Malgré la misère qui s'est abattue sur la classe ouvrière et malgré ses mines, nous avons constaté, nous sentons chaque jour que cette ardeur révolutionnaire n'est pas près de s'éteindre, mais qu'on attend que quelqu'un lance enfin le cri de ralliement, que quelqu'un dise enfin qu'il est encore une possibilité de travailler pour la classe ouvrière, et en vue de l'émancipation des classes laborieuses. Quand ces camarades refusent de donner leur démission, et veulent encore lutter, nous avons entendu leur appel confiant, malgré leurs déceptions, et parfois hélas, un peu de scepticisme.
C'est pourquoi, voyez-vous, nous avons signé cette notion de fidélité à la doctrine socialiste, afin surtout de ne pas oublier, ainsi que le disait tout à l'heure Guy Mollet, que nous sommes toujours le Parti révolutionnaire que nous devions être.
Je ne reviendrai pas sur l'évolution politique depuis août l946, date de notre dernier Congrès J'en ai déjà parlé dans une intervention au sujet du rapport moral. Nous avons constaté - les camarades eux-mêmes qui ont signé notre motion le reconnaissent – qu'une politique anti-ouvrière a été suivie à peu près constamment, sciemment ou non, par notre Parti, que cette politique appliquée par les délégués du gouvernement a été couverte par le Comité directeur, entérinée par différents Conseils nationaux, et nous avons assisté à la démission du Parti, à sa transformation sociale, dont on vous a parlé déjà, à la désaffection progressive de la classe ouvrière.
Qu'en reste-t-il, de ce Parti ? Et qu'est-ce que ce Parti ? Pour les uns, c'est une arme au service de la classe ouvrière, une arme révolutionnaire pour abattre le capitalisme. D'autres considèrent le Parti surtout en fonction d'eux-mêmes, selon la place qu'ils veulent y occuper, ils sont heureux de s'y asseoir. D'autres n'y voient plus maintenant qu'une chapelle, gardienne d'une certaine idéologie ; ils vivent de souvenirs et ils ne projettent pas leur activité dans la lutte actuelle.
La classe ouvrière, au contraire, qui se soucie peu de toutes ces considérations plus ou moins doctrinales, et qui surtout n'a pas le souci d'une majorité parlementaire, qui a une certaine indifférence l'égard des jeux électoraux - indifférence que nous regrettons, perce qu'elle conduit à l'abandon de toute ferveur envers les institutions républicaines, et bientôt hélas à l'abandon de la République elle-même, et conduirait enfin la classe ouvrière elle-même à se jeter dans les bras du premier venu - la classe ouvrière lance encore un appel, et c'est pour répondre a cet appel que nous avons signé cette motion, parce que nous sommes avec ceux qui peinent, avec ceux qui jouissent ; nous sommes avec ceux qui travaillent contre ceux qui les exploitent, nous sommes avec le prolétariat contre tous ceux qui sont avec le capitalisme, parce que nous croyons encore aux vertus du Socialisme pour l'émancipation du peuple et la libération du travail, parce que nous n'avons pas accepté l'impuissance manifestée par le Socialisme depuis quelque temps, et démontrée par sa collusion arec le capital, parce que nous n'avons pas accepté l'amoindrissement de notre Parti, mêlé à la

réaction qui l'étouffe, et se sert de lui pour perpétrer ses mauvais coups.
Evidemment, nous avons placé notre motion sur un plan bien différent de tous les autres qui vous sont présentés. C'est peut-être pourquoi certains n'arrivent pas à comprendre véritablement quel est le mobile de notre action et nous accusent plus ou moins ouvertement.
Eh bien, sachez par notre motion ainsi que par nos paroles, que le souci gouvernemental n'est pas devenu chez nous la chose primordiale, et sans déclarer que nous refusons systématiquement de participer à tout gouvernement, nous disons que nous voulons lutter pour les revendications de la classe ouvrière.
Dans les motions qui vous sont présentées, les uns disent : "Ne pas se retirer du gouvernement, ce serait abandonner la classe ouvrière". Je demande quel est le travail réel, positif, en faveur des classes laborieuses est accompli par ce gouvernement. D'autres disent : "Il faut réunir préalablement les moyens d'action nécessaires à un programme de ne genre". Et puis les autres partis, qui avaient signé, je crois, certain traité, certaine charte, ne sont bien vite appliqués à les oublier.
Nous disons que nous devons participer, oui, aux luttes ouvrières, défendre les revendications de la classe ouvrière, rompre avec les partis bourgeois et que nous devons baser notre action sur l'état réel, sur les besoins de la classe ouvrière.
Et éventuellement, demain peut-être, on vous proposera - je n'en sais rien, je ne suis pas dans les secrets - quelque motion de synthèse. Je vous dis tout de suite, camarade, si certains orateurs - sur certains points précis nous pourrons peut-être nous entendre - mais si certains orateurs veulent sortir de l'essentiel de notre motion, nous ne chercherons pas à rallier autour de nous la plus large majorité : Nous n'avons que faire des majorités.
Nous n'avons que peu de mandats, mais tout de même, j'ai des lettres de certains camarades qui m'ont écrit pour approuver notre position. Nous voulons le retour de notre parti à sa position révolutionnaire, qu'il reprenne son rôle de défenseur du prolétariat, au lieu d'être le complice de la bourgeoisie. Et quand une agitation ce produira, à l'extérieur on saura que tout de même quelques-uns de notre Parti refusent ce glissement à droite, que quelques-uns ne veulent pas se laisser entraîner, que quelques-uns refusent d'assister à cette espèce de mort par asphyxie à laquelle nous assistons, qu'ils veulent se battre pour conserver au Parti son caractère traditionnel, on saura qu'au sein de notre Parti il y a encore la possibilité de lutte en faveur de la classe ouvrière, la possibilité encore de lutter et de se battre pour la démocratie et la liberté.
(Applaudissements)

Thérèse Roméo

Camarades, si la fédération des Alpes Maritimes, en gros, a voté pour une motion qui se rapproche sensiblement de la motion Guy Mollet, la fédération des Alpes Maritimes, par ma voix, ici, se permet quelques remarques.
Il aurait été si simple, camarades, d'ouvrir, au lieu de ces discussions vagues qui

Fondation Jean Jaurès

n'aboutiront à rien, un plan précis de travail, qui se serait appelé politique générale, qui aurait compris, si vous voulez, un premier problème important : Participation ou non participation, ou participation condition née au gouvernement - pour la politique intérieure du Parti, autorité plus ou moins grande du Comité directeur sur le groupe parlementaire - et puis ensuite une série de problèmes qui ont bien leur importance : Ravitaillement - je ne les énumérerai pas, puisque je n'ai que trois minutes - mais c'aurait été vraiment trop facile.
On a préféré s'en tenir à quelques questions qui dans le Parti ont amené sans cesse de vaines querelles, et une défense de force ridicule à l'intérieur du Parti, entre les militants.
Cette espèce de bizarrerie qui s'appelle la présentation des motions, qu'est-ce que c'est que cet amas de papier… (applaudissements)… qui tous les jours davantage orne nos tables, si ce n'est pas avant tout - et j'ai le regret de le dire - une sorte d'installation, non pas de querelles de tendances, parce que, après tout, les querelles de tendances recouvrent encore des idées… (applaudissements)… mais avant tout une façon de se préparer pour les élections au Comité directeur.
(Applaudissements)
Nous, les militants de la base, nous qui collons les affiches, nous qui, tous les jours, pendant les campagnes électorales, nous donnons, aux dépens de notre santé, du mal pour que s'instaure le Socialisme, c'est-à-dire pour que s'installe enfin dans le monde quelque chose qui soit plus beau, plus noble et plus grand que ce que nous avons vu - et je ne crains pas de le dire ici même, je ne crains pas d'exhiber ici même les quatre enfants que je puis avoir - je suis ici, camarades, pour représenter une fédération, pour représenter l'effort de tous ces militants de la base, mais je serais certainement mieux chez moi, je suis sûre que je serais certainement mieux chez moi, mais je suis ici pour dire cela.
Il faut, enfin que cesse tout ce qu'il y a de ridicule chez nous. Il faut enfin que nous sentions que si nous sommes ici, de n'est pas pour être les premiers ou les derniers, mais pour montrer que nous sommes tous les ouvriers d'un même labeur.
(Applaudissements)
Il faut absolument, camarades, et c'est là la réforme essentielle à 1 'intérieur du Parti, que nous ne cherchions pas à faire du Parti une échelle pour monter plus haut… (applaudissements)… mais avant tout que nous cherchions dans la simplicité de notre conscience la meilleure façon d'agir ensemble.
Croyez-vous sincèrement que des problèmes précis, auxquels il aurait fallu répondre par oui ou par non, n'auraient pas été plus directs, plus convenables, moins scandaleux que ce que nous voyons là ?
J'ai fini ; je n'avais que trois minutes, mais, je pense que tout de même cela vaut la peine que nous réfléchissions.
(Vifs applaudissements)

Marceau Pivert

Camarades, il est certain que les discours ne valent pas une action cohérente,

Fondation Jean Jaurès

concertée, en conformité avec des idées générales. C'est ce qu'il faut élaborer actuellement si nous voulons faire justement notre tâche de militants socialistes révolutionnaires, dans une période où le Socialisme doit faire ses preuves. C'est en quelque sorte le thème que je voudrais développer, pour répondre aux préoccupations des camarades qui ont très justement reproché à notre motion une insuffisance, que nous avons corrigée dans la Seine, ce que nous ferons également devant la Commission des résolutions, et, j'en ai la certitude, avec l'assentiment des camarades de la motion Guy Mollet.

Car cela signifie une prise de position commune sur des problèmes que Guy Mollet a parfaitement définis tout à l'heure, ce qui économise mon effort à cet égard, comme à l'égard - ce qui est plus important - du capitalisme, qui est toujours là, et de la classe ouvrière dont nous sommes, que nous le voulions ou non, des interprètes plus ou moins fidèles.

Le problème qui a été posé par Jaquet, par Navier, est le suivant : Notre motion ne parle pas de l'attitude de votre doctrine fondamentale à l'égard du stalinisme.

Mes camarades, à l'égard du stalinisme, nous avons exactement la même attitude critique qu'à l'égard du réformisme. Nous disons même que le réformisme, qui est actuellement pratique, le ministérialisme de Ramadier et de Mouttet, sont les meilleurs arguments pour le stalinisme, et que ceux qui se réclament le plus du stalinisme sont ceux qui leur fournissent les meilleures armes.

(Applaudissements)

Nous avons mis en évidence ce matin la nécessité d'une action en faveur de la solidarité internationale des travailleurs. Mais en face des possibilités, nous trouvons le Parti Communiste et les bureaucraties qui parlent de l’internationale, mais qui ne font pas pratiquement le travail de masse qui s'imposerait, pour la faire surgir de la réalité. Nous avons toujours des exemples symétriques, de nos camarades travaillistes au gouvernement anglais, de nos camarades de l'Union soviétique qui viennent dire : Ne parlons pas de l'Internationale, nous ne pourrions pas la construire, parce que, obéissant à la mécanique de la décomposition sociale, ils ont une attitude intellectuelle et pratique à l’égard des problèmes fondamentaux de la transformation révolutionnaire de la société.

La question qui se pose est celle de savoir si le Parti Socialiste et si l'Internationale socialiste vont accepter une fois de plus - comme d'ailleurs les staliniens - de se soumettre è la politique de puissance qui subordonne le prolétariat, dans chaque pays, à des considérations diplomatiques déjà dessinées, et si l'on aura alors ce spectacle lamentable de prolétariats qui continuent à obéir à des mots d'ordre venus d'en haut, à sacrifier leurs propres intérêts de classe à des conciliations qui sont celles de bureaucraties ou de classes privilégiées. Les deux se complètent.

On a besoin d’un appareil militaire et policier, quand on défend le collectivisme bureaucratique stalinien, on a besoin d'un appareil militaire et policier, quand on défend le statut impérialiste de la bourgeoisie. Les deux fronts se rejoignent si bien que l'on constate leur accord contre les courants internationalistes prolétariens. Et c'est ce qui explique que les réformistes ne disent rien quand on voit les staliniens assassiner partout les élites révolutionnaires. C'est ce qui

explique cette complicité dans les problèmes de la démocratie, traités par l'Etat, avec des fonctionnaires d'Etat, alors que notre doctrine fondamentale consiste à faire le point sur ces problèmes actuels de chaque jour, de la démocratie, problèmes économiques dans les usines, extension des secteurs nationalisés, pour que la classe ouvrière fasse son apprentissage de la liberté et de la gestion. Et là nous trouvons en travers encore les mêmes efforts staliniens qui considèrent les secteurs nationalisés comme des colonies qui leur appartiennent, pour maintenir la classe ouvrière sous leur servitude, et les réformistes étatistes qui considèrent ces secteurs nationalisés comme des secteurs de l'Etat capitaliste, qui maintient lui aussi la classe ouvrière dans la servitude.

Nous avons donc les mêmes critiques à faire aux uns et aux autres, les mêmes critiques à l'une et l'autre des deux tendances, qui sont à l'origine de l'impuissance actuelle, tragique, du prolétariat : elles ont les mêmes responsabilités.

Et nous voyons des problèmes comme celui des crédits militaires, traités par les uns et par les autres, avec les mêmes manières de voir : Le militant, pour eux, est un pion sur un échiquier. Il faut adopter les idées dominantes, c'est-à-dire les idées de la classe dominante. On voit, par exemple, développer cette thèse, qu'il est impossible, actuellement, de mettre en cause même l'appareil militaire. M. Coste-Floret a fait voter par exemple, avec l'appui des ministres socialistes, les 5 milliards pour un porte-avions. Les Communistes sont actuellement contre, mais ils ne sont contre, que parce que le dispositif diplomatique leur est actuellement défavorable. Ce n'est pas pour eux une question de principe. Il y a un an, ils étaient pour, parce qu'ils avaient leurs ministres, et parce qu'ils entendaient que cet appareil militaire servît à l'alliance militaire avec la Russie soviétique.

Dans les deux cas, ceux qui aujourd'hui sont pour ces crédits militaires sont pour un système de solution d'alliance militaire et de marche à la guerre ; dans les deux cas, on tourne le dos à la tradition, à la fonction historique du Socialisme international qui est de refuser la solution de la guerre, qui est la réalisation de la transformation de la société.

Il y a un an, le Parti Communiste envoyait les ouvriers des usines, en cotte bleue, au milieu de l'armée, qui n'était pas encore l'armée prolétarienne, et un an après, parce que les dispositifs étaient changés, les mêmes ouvriers d'usines ont été mobilisés pour aller devant le Palais-Bourbon, protester contre les députés qui ne voulaient pas diminuer les crédits militaires : C'est bien la preuve que le Parti Communiste n'a rien de commun avec l'intérêt fondamental de la classe ouvrière, et qu'il faut aborder la critique systématique du stalinisme, non pas du point de vue de la classe bourgeoise, qui a peur d'un parti ouvrier et qui effraient les classes moyennes, en le menaçant de la dictature ouvrière, mais du point de vue même des travailleurs, qui sous la réaction de ce parti, ne peuvent arriver qu'à la défaite et à la catastrophe.

Et cela exige que le Parti Socialiste soit capable de mettre, en même temps qu'il critique le stalinisme, ses actes en accord avec la base fondamentale de ces critiques, c'est-à-dire qu'il ne permette pas une politique dans laquelle des ministres socialistes sont en réalité en train de faire le travail que la bourgeoisie

attend d'eux. Quand elle n'en aura plus besoin, qu'elle aura renforcé son appareil militaire - car il y a 289 000 officiers, au lieu de 200 000 en 1939, et cela est avalisé par le Parti Socialiste - quand ce travail aura été fait, comme ce fut le cas pour le Parti Socialiste démocrate allemand l'a fait dans le montée de l'hitlérisme, alors, apparaîtra le képi du général de Gaulle : le lit sera fait, et les erreurs de la classe ouvrière se paieront par une guerre, qui ne sera pas la guerre civile, mais qui sera le commencement, précisément, de cette guerre internationale entre les deux peuples qui cherchent à se partager le monde.

Dans les deux cas, je pense que le Parti Socialiste va comprendre aujourd'hui que son rôle n'est pas de se prêter à cette complicité, ni avec les uns, ni avec les autres. Et nous rejoignons là la préoccupation de la bataille Socialiste sur les deux fronts. Cela, c'est une position autonome. Cela c'est une position socialiste, la seule qui puisse rassembler les grandes masses ouvrières, qui puisse imposer des solutions qui rallieront à nous les ouvriers communistes, qui ont été poussés dans les bras du Parti Communiste, parce qu'il n'y avait pas un Parti Socialiste véritablement axé sur les solutions communes à tous les travailleurs.

Notre Parti est guidé par le point de vue, non pas d'un parti considéré comme une fraction de la classe ouvrière, contre un autre parti considéré comme une autre fraction de la classe ouvrière, mais d'un parti qui doit revendiquer, dans une situation douloureuse, qui va devenir terrible cet hiver, la position de parler au nom de l'ensemble de la classe ouvrière, de l'ensemble des classes paupérisées.

Le Socialisme devient l’ultime espoir, camarades, dans les armées qui viennent, des travailleurs. L'énergie atomique est à notre disposition. Dans un an, les usines atomiques vont fournir de l'énergie. Il y aura, ou bien un redressement de l'humanité pour aller vers le bien-être et la liberté, ou bien la marche catastrophique à la troisième guerre ; et c'est pourquoi, camarades, et ce sera ma conclusion, c'est de ce Congrès que doit partir précisément le véritable appel à toutes les forces sociales qui sont désorientées, qui sont démoralisées, qui ne comprennent plus où on les conduit, et cet appel doit critiquer à la fois les responsables symétriques qui ont conduit la classe ouvrière à l'impuissance, alors quelle n'est pas vaincue, cette classe ouvrière, qu’elle existe partout, qu'elle a été simplement démoralisée, nos propres tâtonnements le prouvent. Camarades, cela pourra se faire, et je termine là-dessus, dans une atmosphère de liberté, qui est justement notre meilleure réplique et notre suprême espoir en face des deux menaces totalitaires des gaullistes et des staliniens qui voudraient précisément transformer cette sorte de renaissance du sentiment prolétarien socialiste démocratique, et l'écraser entre les deux étaux, entre les deux mâchoires de l'étau.

Nous refusons, et nous voulons précisément que la majorité soit forte dans ce Congrès, pour dire : voilà, nous ne craignons aucune comparaison.

Un Congrès s’est tenu à Strasbourg, nous l'avons vu ; d'autres vont se tenir, avec de Gaulle. Les ordres viennent d'en haut. Le culte du chef est le même : un képi d'un côté, Maurice Thorez de l'autre. Les travailleurs doivent se dégager de cette sorte de fanatisme. C'est seulement dans le respect de la discussion libre, de la

Fondation Jean Jaurès

volonté libre des travailleurs, qui abordent les problèmes communs à l'ensemble de la société, que se trouve la solution.
Camarades, je lance un appel pour que la première victoire que le prolétariat considérera comme la sienne, soit celle du Parti Socialiste sur lui-même. Il n'a pas du tout à se soumettre à des techniques totalitaristes, qui sont le produit de la décomposition sociale dans laquelle nous vivons. Il doit faire confiance aux libertés et à la libre discussion et doit prouver surtout que la démocratie n'a pas dit son dernier mot, puisque ici, contrairement à Strasbourg, contrairement à de Gaulle, ce seront les militants qui auront décidé qu'une politique nouvelle devait être maintenant préconisée et proclamée, et que ni le réformisme ni le stalinisme n'ont plus rien à faire dans le Parti Socialiste.
(Applaudissements}

Francis Leenhardt

Camarades, on a situé notre texte à l'extrême droite. C'est une grossière erreur. Nous n'avons pas dit autre chose que ce qu'a dit Marceau Pivert, et tout notre texte est orienté vers la préoccupation de recruter sur notre gauche, toute notre politique est tendue vers l'amélioration du sort des travailleurs. C'est peut-être la seule motion qui a affirmé que quand nous sommes au pouvoir, avec qui que nous y soyons, nous devons gouverner pour la classe des travailleurs.
Au surplus, on a dit, et nous avons dit dans notre avertissement, que ce n'est pas une motion. Pourquoi ? Parce que nous n'envisageons pas tous les problèmes de politique générale, nous nous bornons à mettre l'accent sur une ou deux préoccupations essentielles.
D'abord celle de l'affirmation de l'autonomie de notre Parti - je vais vous montrer que cette affirmation est nécessaire - et l'affirmation aussi qu'il faut une attitude non moins digne et non moins combative sur la solution des problèmes concrets qui sont en suspens.
On m'a dit : "J'ai écrit quatre pages sur les rapports avec le Parti Communiste". J'ai dit : "Camarades, est-ce que vous ne mesurez pas l'importance, dans le monde où nous vivons, a l'époque dans laquelle nous nous trouvons, l'importance de ces rapports ? Est-ce que vous ne mesurez pas que le sort de la liberté, que le sort de la paix, est lié aux rapports existant entre les Socialistes et les Communistes" ?
D'ailleurs, je pense que si on est mis en face des vérités qu'il faut dire sur l'action du Parti Communiste, je comprendrais parfaitement qu'on me dise : "Les Communistes sont des républicains, sont des patriote français", et ensuite que l'on réclame l'unité d'action, cela c'est une attitude conséquente. Mais qu'on me dise : "On est d'accord avec toi, mais il ne faut pas l'écrire", alors, c'est une attitude que nous n'acceptons pas, que nous dénonçons comme un manque de courage, et comme la cause de la décadence pour le Parti.
(Applaudissements)
Notez, Camarades, que cet effort pour détromper la partie de la classe ouvrière qui suit le Parti Communiste serait tout à fait inutile, et nous n'aurions pas besoin de dénoncer toutes les déviations et les mensonges du Parti Communiste,

Fondation Jean Jaurès

s'il se présentait avec son vrai visage, comme il le faisait il y a quinze ans. S'il nous disait : "La Russie est le seul pays qui a supprimé le capitalisme, par conséquent, nous devons combattre avec la Russie, les armes à la main, même contre notre pays". A ce moment là, nous n'aurions que des critiques à faire sur leur conception de la révolution sociale. Mais nous n'aurions pas à traiter le Parti Communiste de menteur, et sa position serait si claire, d'ailleurs, que la classe ouvrière ne serait pas égarée, et que nous serions encore dans ce pays le premier Parti de France.

Mais, je vous assure, on va s'étonner de notre timidité, pour ne pas dire autre chose, si nous nous taisons, quand ce parti se prétend le défenseur des libertés, et quand il se pose en champion de l'indépendance nationale. Si l'unité d'action pouvait servir la classe ouvrière, nous serions pour l'unité d'action. Nous pourrions envisager un gouvernement avec les Communistes.

Mais tout leur comportement, depuis deux ans, s'inscrit contre toute tendance dans ce sens. Il ne faut pas se mettre un bandeau sur les yeux. Ils ont torpillé le gouvernement Gouin au moment où les indices montaient qu'il était en train de réussir dans son effort de redressement, et parce que Blum avait trop de prestige dans ce pays, qu'il avait créé un courant favorable à notre Parti, après les accords qu'il avait signés à Washington. C'est eux qui ont exigé son départ du gouvernement. Et au dernier conseil national, Léon Blum l'a expliqué lui-même, l'échec de l'expérience est essentiellement sous la responsabilité des Communistes, qui dès le mois de janvier ont raillé le mot de "choc psychologique", et ils ont réclamé une revalorisation des salaires sur toute la hiérarchie. Et enfin, en mai, tout en constatant - et le fait a sa valeur, il ne faut pas l'oublier - tout en constatant que l'expérience avait produit une baisse, ils ont encourage la poussée de revendications.

Ce qu'ils veulent, c'est la catastrophe financière ; nous devons voir clair.

(Applaudissements)

Nous devons voir clair ; Pourquoi n'y a-t-il que des voix isolées dans notre parti, pour dire cela ? Comment est-il possible à notre camarade Gazier de mettre sa signature au bas de questions d'échelle mobile, contraires à la politique de Léon Blum, et sur laquelle nous étions unanimes.

Vous vous souvenez de ces polémiques avec Benoît Frachon. C'est Léon Blum qui a eu le dernier mot.

Nous sommes d'accord pour faire un gouvernement avec les communistes, le jour - et pour moi, cela prouvera qu'il y a quelque chose de changé - où ils auront reconnu que dans la période de pénurie dans laquelle nous sommes, car c'est là la chose essentielle, la théorie du cycle infernal est vraie ; le jour où ils auront reconnu cela, on pourra faire gouvernement commun avec eux. Pour l'instant, c'est trot tôt.

Et alors, je voudrais reprendre un argument qui a été dans la bouche de notre Secrétaire général, et qui est d'ailleurs, je crois, exprimé dans sa motion, quand il dit : "Il faut prendre la classe ouvrière où elle est". Cela veut dire : Elle suit les Communistes en grande partie, il faut l'accepter, et il faut renoncer à la conquérir. J'appelle cela de la résignation, j'appelle cela du défaitisme et, je dis

que c'est renoncer à être un parti ouvrier, que d'avoir cette attitude-là. C'est abandonner la classe ouvrière. Si on veut vraiment la reprendre, il faut l'éduquer, et nous devons nous en charger. D'autres le font, qui sont anarchistes, ou qui sont chrétiens. C'est ainsi que notre carence pousse les ouvriers, qui sont las de la tutelle communiste, à chercher jusque dans la CFDT le point d'appui que nous leur avons refusé jusqu'à présent.
(Applaudissements)
Dans quelques années, quand on considérera l'histoire de notre temps, on sera vraiment stupéfait de la facilité de la résignation du Parti Socialiste. J'ai causé avec des militants ; ils pensent exactement comme moi sur le fond de ces problèmes; nous sommes unanimes sur cette question ; nais c'est interdit d'en parler. Il y a dans notre propagande officielle comme une sorte de mutilation volontaire. C'est un sujet tabou. Lorsque l'un de nous, à l'assemblée, fait une mise au point un peu précise, un peu énergique sur nos rapports avec le Parti Communiste, ou sur ses responsabilités, vous pouvez être certains que jamais cette mise au point ne sera reprise dans le compte-rendu de l'assemblée, et cette carence contraste avec le martèlement des mensonges communistes, qui est cause que la classe ouvrière est coupée.
Il est faux de dire que cette situation ne peut être retournée. On n'a pas encore essayé. Ne croyez-vous pas que, si nous apportions la même ardeur à répandre la vérité, que les Communistes à répandre leurs mensonges, nous serions gagnants ? Il faut être davantage l'expression des travailleurs. Beaucoup d'orateurs l'ont déjà dit avant moi.
C'est la même préoccupation qui nous conduit à mettre l'accent sur les problèmes concrets, comme le ravitaillement les prix et le logement. Il est inutile aujourd'hui d'éveiller des querelles doctrinales. Il est inutile de dresser un long catalogue des réformes qui restent à poursuivre. Le ravitaillement et les prix sont les seuls problèmes qui intéressent les masses aujourd'hui.
Dès l'année dernière, lorsque je rédigeais la motion, j'écrivais ceci : "La masse n'aspire qu'à la restauration de conditions de vie acceptables". Les Communistes ont su comprendre cette situation. Faisant l'abandon des préoccupations doctrinales, ils se sont vigoureusement placés sur le terrain des réalisations concrètes.
Le Parti Socialiste a donné l'impression d'être moins sensible aux aspirations concrètes du peuple. C'était vrai l'armée dernière ; c'est encore plus vrai aujourd'hui. Notre résolution finale de l'année dernière ne comportait que quelques lignes dérisoires sur la question du ravitaillement. L'action du gouvernement dans ce domaine, nous le sentons bien, a été insuffisante. Notre motion réagit vigoureusement à cet égard.
Sans contester la nécessité de maintenir le gouvernement en place, et réserve faite des exigences qui peuvent me situer à le droite du Parti, personnellement, je me suis adressé à la critique de Gazier, alors que l'action gouvernementale négligeait le problème de la viande, et laissait par là s'ouvrir les premières brèches dans le barrage à l'inflation. Si je n'ai pas persévéré aux côtés de Gazier dans cette opposition à Ramadier, c'est que je me suis aperçu chemin faisant

que, si certains, comme moi-même, cherchions à persuader le gouvernement Ramadier d'accentuer et de renforcer sa politique dans le sens que nous souhaitions, il y en avait d'autres, les amis de Gazier, les amis de Guy Mollet, et d'autres, qui cherchaient soit l'occasion pour le parti de s'évader, de renoncer aux responsabilités gouvernementales, dans un moment où elles sont lourdes, où elles ne rapportent pas, soit l'occasion de faire rentrer les Communistes dans le gouvernement.

Je me suis dit ceci : "Le remède sera pire que le mal". Et j'ai pensé d'ailleurs - Ramadier à cet égard nous a donné des apaisements - j'ai pensé qu'il n'y avait pas lieu de pousser cette interpellation jusqu'au point où certains avaient voulu aller, sans le dire : Le renversement de Ramadier.

Je constate honnêtement que, depuis le dernier Conseil national, Ramadier a tenu à observer les promesses qu'il avait faites, et les conditions qui lui avaient été posées.

Et pourtant, camarades, cette action, elle doit être encore renforcée pour être à l'échelle des difficultés, qui sont immenses, qui sont tragiques en ce qui concerne le blé et le pain. Vous avez tous senti l'effet qu'a produit dans la population le prix du pain. Il faut espérer que l'allocation compensatrice pour les économiquement faibles sortira. Le retard avec lequel elle interviendra a donné à la propagande communiste l'occasion de marquer un point extrêmement sensible.

Le pain est extrêmement mauvais, et encore, nous risquons d'en manquer complètement dans deux ou trois mois. On devait contrôler les battages. Ramadier a été ferme. Il semble que Tanguy Prigent l'ait été moins, et que sur l'intervention de la CGA, les instructions aient été assouplies. Bref, en tous cas, ce que l'on constate - et sur ce point, il faudrait être éclairé - c'est que le contrôle n'aura pratiquement pas lieu.

Le personnel de contrôle est extrêmement insuffisant. La plupart des réductions de la commission de la hache a porté sur le personnel de l'ONI. Il faut avoir le courage de réclamer des postes de contrôleurs, quand on les a supprimés. Sinon, nous ne faisons que des discours. Il est visible que le paysan a peur de passer pour un imbécile s'il livre son blé à 20 Frs, alors qu'au marché noir on le lui paye de 50 à 90 francs, et en ce moment, notre blé disparaît, et il y a un marché noir qui n'avait jamais existé dans ces proportions, et qui est en plein épanouissement, avec ce que cela promet pour les grandes villes comme celle que j'ai l'honneur de représenter, dans quelques semaines. Véritablement, il faut que nous ayons un sursaut, et que nous prenions des mesures extrêmement sévères, pour que nous ne nous trouvions pas acculés aux situations que je redoute.

La question des céréales secondaires : Quelques jours avant la démission du général de Gaulle, on a supprimé la collecte. Le résultat : Les céréales secondaires, c'était normal, ont atteint des cours extrêmement élevés. On dépréciait le cours du blé, qui n'avait pas été fixé à un prix idiot, mais qui est devenu par la suite idiot. Ce n'est que le 22 juillet que l'on a collecté de nouveau les céréales secondaires. Actuellement, dans la réalité, nous voyons les cours des

céréales secondaires reprendre, par rapport au prix du blé, le même écart au marché noir.
Quant à la viande, le régime des tolérances s'est instauré sous l'influence des radicaux, il faut le dire, mais aussi des Communistes et de la CGT. Les hausses qui ont suivi ont constitué un merveilleux point de départ pour la poussée des revendications.
Je crois qu'il faut retenir que l'interpellation de Gazier a obtenu de l'assemblée les premières mesures du marché de la viande. Mais les cours de la viande continuent à monter en ce moment. Que sera-ce cet hiver, surtout si ce que Léon Blum appelle l'incrédulité monétaire s'accentue encore avec la hausse du prix de la viande.
Les cultivateurs ont intérêt à détourner le blé pour le donner eux porcs ou aux volailles, à détourner le lait pour engraisser les veaux, et aussi - chose qui a une importance énorme - à garder de nombreuses terres en pâturages, au lieu de les ensemencer de blé, - pâturages sur lesquels ils font engraisser leur cheptel.
Déjà nous constatons que le Parti Communiste a mis une sourdine à sa démagogie, car il sent monter le mécontentement des travailleurs dans les villes.
Mais pour faire face à tous ces problèmes, qui sont d'une angoissante gravité, le gouvernement a à sa disposition une administration vétuste et boiteuse. Il n'y a qu'une autorité gouvernementale battue en brèche par des coalitions syndicales de toutes nuances.
Ce que nous demandons, c'est que le gouvernement aide l'opinion à suivre mieux son action, que l'opinion ne puisse pas avoir l'impression que l'on vit au jour le jour. Et il faut lui montrer des objectifs, il faut lui montrer les étapes. Il faut lui expliquer le coup. Il faut lui montrer quelle action est engagée. Il ne faut pas laisser le pays s'abandonner à la neurasthénie dont il est saisi actuellement.
Camarades, je terminerai en disant que les chances du Socialisme dans notre pays sont liées, ne le perdons pas de vue, à l'énergie, à l'audace de notre Parti, à l'énergie et à l'audace qu'il apportera dans In solution des problèmes concrets, mais elles sont liées aussi - et ceci est extrêmement grave - elles sont liées à la façon dont nous saurons dissocier l'attitude du Socialisme, de ce dirigisme momentané, et de cet étatisme, auquel il contribue.
Il est d'une importance extrême que nous empêchions cette confusion. Le dirigisme et l'étatisme ne sont pas le Socialisme. Il nous faut proclamer partout que nous ne voulons pas compromettre le Socialisme pour des générations. Il ne faut pas que ce fatras de réglementations de tous genres réussisse à ternir la vision de la cité Socialiste, pour laquelle nous combattons. Aussi, je souhaiterais que nous répandions partout ce livre admirable, où circule un souffle de fraîcheur, au milieu du marécage où nous bataillons : Le Socialisme contre l'Etat.
Le Socialisme, c'est l'organisation du travail social par les travailleurs. Et Jaurès avait fait cette discrimination lors du rachat des chemins de fer par l'Etat. Il avait expliqué que cela ne changerait pas le caractère capitaliste de l'économie. Ce n'est qu'en préparant l'abolition complète du patronat, aussi bien du patronat de l'Etat que du patronat des particuliers, qu'on fera la révolution sociale.

Van der Velde ne conteste pas que le Socialisme, avant de devenir une grande coopérative dans laquelle les travailleurs sont librement associés, doive passer par une phase transitoire d'étatisme. Il a rendu un immense service, en dissociant le Socialisme et l'étatisme, et il faut citer cette phrase, qui exprime certainement la nécessité où nous sommes d'opérer cette dissociation et d'empêcher cette confusion : La société qui organisera de nouveau la production sur les bases d'une association libre et égalitaire des producteurs, transportera toute la machine de l'Etat, où elle sera dès lors à sa place, dans le musée d'antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze.
(Applaudissements)

Henri Malacrida

Camarades, je représente dans mon département la minorité qui a combattu la motion Leenhardt, et qui refuse de céder au courant dominant de la fédération.
Cette minorité a d'abord repoussé la motion Leenhardt, parce qu'au lieu de porter la lutte sur le terrain des idées, dans toute la première partie, elle a attaqué un homme, qu'elle s'est efforcée, par des moyens regrettables, des inexactitudes, des déformations systématiques de sa pensée et de ses positions, de rabaisser aux yeux des militants de la base, ce que nous ne saurions souffrir.
Parce que nous demandons que partout on respecte les hommes qui méritent le respect.
Nous nous élevons également contre la position doctrinale de notre camarade Leenhardt dans sa motion qui, si elle venait à prévaloir dans ce Congrès, serait le commencement de la fin du Parti Socialiste, car l'anti-communiste sans contrepoids sur la droite, que professe Leenhardt, entraîne la collusion fatale de la SFIO avec les partis bourgeois qui sont à sa droite et notamment avec un parti qui, malgré le programme social avancé qu'il affiche, malgré la centrale ouvrière qu'il contrôle, est, par ses attaches avec la classe la plus conservatrice, par ses attaches avec le Vatican, alliée à une politique antisocialiste et anti-laïque : J'ai nommé le MRP.
Et nous nous refusons, quant à nous, à l'équivoque où nous serons engagés sur le plan de la laïcité, car nous persistons à considérer la défense laïque - qu'on met un peu trop sous le boisseau dans certains cercles du Parti, et dans la presse officielle du parti - comme une dos positions-clefs qu'il faut défendre, à tout prix, dans la lutte de classes, qui va aller en s'exaspérant dans les prochains mois.
Où nous mène, camarades, cet anticommunisme ? Il nous mène aux positions que nous avons vu prendre dimanche dernier dans la fédération des Bouches du Rhône, avec l'interdit jeté sur toute alliance avec le Parti Communiste aux élections municipales. Il nous mène vers l'exclusion sans appel de toute unité d'action, même passagère, avec le Parti Communiste, alors que nous ne savons pas de quoi demain sera fait, ni quelle offensive la réaction viendra peut-être, plus tôt que nous ne le pensons, susciter pour ressouder tragiquement l'unité du monde ouvrier, alors que la bataille de la production, déjà si défavorablement engagée, ainsi que le rappelait tout à l'heure notre camarade Guy Mollet, repose

Fondation Jean Jaurès

sur l'effort de toute la masse ouvrière, et que même si nous déplorons de lourdes responsabilités, nous savons que nous n'obtiendrons pas cet effort unanime de toute la classe ouvrière, sans l'adhésion du Parti Communiste.
La preuve est largement faite, depuis ces derniers mois, que sans la coalition où nous sommes présentement englués, comme d'ailleurs dans toute coalition politique, c'est le plus réactionnaire qui fait la loi, et qu'on ne fait pas une politique ouvrière, que réclame Leenhardt, avec les ennemis de la classe ouvrière.
(Applaudissements)
Du pain, du vin, de la viande : D'abord ces questions-là. Si nous poursuivons la lutte pour réussir la politique ouvrière, il faut d'abord que nous sachions avec qui nous la ferons, et contre qui nous la ferons.
Je terminerai par cette autre remarque ; Leenhardt appelle : "Libération du syndicalisme", ce qui s'appelle en bon français : "la scission syndicale au sein de la CGT". Je dis que c'est une mauvaise méthode que de vouloir reconquérir le gouvernement, que de commencer par s'intégrer dans le navire. Au nom de nos camarades oui s'inquiètent et se découragent de la politique actuelle, et qui ont au sein de la CGT une position intenable, il faut que nous sortions d'ici en sachant ce que veut le Parti, et pour nous, minorité des Bouches-du-Rhône, nous nous sommes ralliés, non pas à une tendance, non pas à un homme, non pas à un groupe d'hommes, mais nous sommes de ceux qui tout simplement, avec notre petit bon sens, sentons l'urgence de marquer un coup d'arrêt brusque, et nous nous sommes ralliés à la motion Guy Mollet, parce qu'elle nous paraît marquer la ligne en deçà de laquelle le Parti ne peut plus aller sans se renier lui-même, dans la bataille qui doit être livrée, et doit être gagnée, camarades.

Max Lejeune

Camarades, à la veille du Congrès national, nous avons défendu la motion signée par Verdier, Jaquet et plusieurs de nos camarades.
Il est nécessaire, pour le Parti, de rester au gouvernement, dans un gouvernement de coalition, pour réaliser le programme défini par un Conseil ou un Congrès national, et cela sans les Communistes.
Il ne s'agit pas pour nous de rester au gouvernement par je ne sais quelle maladie de ministérialisme. Mais c'est parce que nous sommes convaincus, à l'heure présente, et étant donné l'état du Parti, qu'il est nécessaire pour nous d'être présents au gouvernement.
Et pourquoi sans les Communistes ? Une condition extérieure nous l'impose. Nous ne sommes pas libres ; nous ne serions même pas libres de faire entrer les Communistes au gouvernement. La décision, elle est ailleurs. Il s'agit de savoir si au moment où l'offre Marshall est faite à toute l'Europe, il sera permis à un parti Communiste, même français, de participer à des conversations d'organisation économique de l'Europe. Et alors, nous sentons bien que le problème nous échappe quelque peu, et nos camarades de Tchécoslovaquie viennent d'en frire l'expérience.
Mais à côté du fait extérieur, qu'est la volonté de la Russie, il y a des faits

intérieurs dont nous sommes tout de même obligés de tenir compte dans la mesure où la démocratie est menacée.
Le fait intérieur, c'est que le Parti Communiste n'est pas attaché aux libertés démocratiques. Oh ! Certes, il le proclame, mais nous nous souvenons du lendemain de la Libération, de cette époque où l'on a lancé l'idée que les élections pourraient avoir lieu à main levée, sur les places publiques.
Et nous avons compris alors toute la saveur qu'il y a dans le terme de démocratie populaire, comme nous nous souvenons de ce qui a pu nous être proposé et suggéré au lendemain de la Libération, chez nous, de cette démocratie populaire qui consiste, avant le vote, à réunir les ouvriers d'une usine, et à leur faire décider que l'on votera à bulletins ouverts, et à réunir également tous les locataires d'un îlot d'immeubles, pour qu'ils prennent également la décision que l'on votera â bulletins ouverts. Cette démocratie populaire a été définie par Dimitrov ; elle a été rappelée au Congrès de Strasbourg par Maurice Thorez. Cette démocratie populaire, nous Socialistes, nous ne l'acceptons pas, et nous préférons encore être jalousement surveillés pendant toute une journée, parce que, quels qu'en soient les résultats, nous sommes sûrs qu'ils expriment la volonté populaire. Et ce fait est tout de même capital dans un pays comme le nôtre, attaché aux libertés démocratiques. Chaque fois que nous voyons bafouer le jeu de la démocratie, jusqu'aux élections prises dans les votes à l'intérieur des usines, à l'intérieur des syndicats, nous avons le droit de dire que de telles méthodes peuvent avoir cours dans certains pays, mais que nous ne les acceptons pas pour le nôtre.
Deuxième fait : C'est que nous n'acceptons pas que la politique étrangère de notre pays soit liée a la politique d'un grand Etat étranger. Que ce soient les Etats-Unis d'Amérique, que ce soit le jeu de la politique soviétique. Or, nous sommes obligés de constater que le parti Communiste, depuis la Libération, a fait varier son attitude sur tous les problèmes en fonction de l'attitude de la Russie soviétique sur les mêmes problèmes.
Souvenez-vous de son évolution sur le problème allemand, de son attitude rigide, ferme, revancharde, à l'égard de l'Allemagne, attitude qui s'est considérablement atténuée au cours de ces mois derniers, au fur et à mesure que l'URSS pensait que l'unification de l'Allemagne avec les fonctionnaires qu'elle aurait éduqués et fabriqués, ainsi qu'elle fabrique ses militaires, lui permettrait de faire triompher demain son influence sur le Rhin.
Nous nous souvenons également de l'attitude du Parti Communiste aux conférences internationales, et plus précisément sur le problème de la Sarre, quand il a suffi que Molotov nous dise «non», pour qu'on démontre le lendemain dons l'Humanité que le charbon de la Sarre ne valait rien, et qu'il n'y avait qu'un charbon qui vaille quelque chose, c'était le charbon de la Ruhr.
Nous avons, à ce moment-là, constaté que notre position socialiste de défense du pays aux droits de réparations, qui valait autant pour la Sarre que pour la Ruhr, était abandonnée quant à la Sarre par les Communistes, parce que la Russie, elle, n'acceptait pas la revendication de la Sarre.
Nous sommes obligés également de constater l'attitude du Parti Communiste, au

moment de la conférence des Trois, à la suite de l'offre Marshall. Il y a eu un mouvement d'arrêt. On a d'abord condamné la proposition Marshall, que l'on a considérée comme un piège du capitalisme américain, et un journaliste de l'Humanité a pu se faire censurer brutalement, et perdre sa place au Comité directeur du Parti Communiste, parce qu'il avait dit ce jour-là une vérité, qui n'était pas la vérité du lendemain.
Depuis, on a pris une autre position, et si, à un moment donné, avec la venue de Molotov à Paris, on a dit qu'il était possible d'examiner des formules de coopération européenne avec l'offre américaine, quand Molotov a eu dit non, ça a été fini : A partir de ce moment-là, le Parti Communiste a dit non.
Eh bien, vous comprenez que, si le Parti Communiste expliquait cela à ses militants et aux masses électorales qui le suivent, cela n'irait plus, et je ne vois pas un parti comme le nôtre, qui délibère en fonction d'autres critères, faire une semblable gymnastique.
C'est à cause de cette liaison permanente de la politique française à la politique de la Russie soviétique dans l'esprit des Communistes, que nous ne pouvons pas nous lier aux camarades du Parti Communiste, d'autant plus qu'il faudrait tout de même être un socialiste un peu léger, et avoir oublié les thèses de la 3ème Internationale. Vous me permettrez d'en relire quelques passages. Bukharine disait : "Si un pays est en guerre avec l'URSS, dans ce cas, le devoir des prolétaires de ce pays est de s'opposer à L'action combattante de son propre pays par tous les moyens, y compris le sabotage, afin d'assurer sa défaite, et la victoire de l'URSS".
Nous avons connu cela : Après le pacte germano-soviétique, nous l'avons connu dans ce pays de France, en 1948.
Deuxième formule : Si un pays est allié à l'URSS, alors, les Communistes doivent être à la pointe du combat, et leur patriotisme soviétique fera figure de patriotisme national.
Nous avons connu cela de 1941 à 1945.
Et alors, quand nous faisons tout de même cette constatation, que le Parti Communiste reste fidèle à sa doctrine, reste fidèle aux thèses de la 3ème Internationale, quand nous avons, nous, dans un Congrès du parti, à fixer la position du Parti, il faut que ce soit au moins en toute indépendance à l'égard d'autres partis qui obéissent à des mots d'ordre que ne sont pas ceux auxquels nous prétendons accorder crédit.
Et maintenant, le troisième fait, sur la politique intérieure, qui nous amène à être très réticents devant l'attitude des Communistes, c'est que, pour eux, la défense des intérêts prolétariens et l'action syndicale ne sont que des instruments de tactique politique, et pas autre chose.
(Applaudissements)
Si vous en doutez, souvenez-vous de la grève des typos, quand Croizat était ministre du travail, et la réponse que l'on faisait aux typos à cette époque-là. Souvenez-vous de l'appel lancé lorsqu'ils étaient titulaires du poste de sous-secrétaire d'état à la production industrielle, et que ce dernier voulait obtenir des mineurs un effort supplémentaire dans les jours de congé. Tout cela a beaucoup

changé à partir du moment où les Communistes se sont retirés du gouvernement, dans leur attitude. A partir de ce moment-là, on a repris l'action syndicale, on a pratiqué le sabotage de la production, on a envoyé, jusqu'à déferler sur les grilles du Palais-Bourbon, et à l'intérieur même du Palais-Bourbon, des délégations syndicales qui venaient - voyez la préoccupation professionnelle, la préoccupation des intérêts corporatifs qui les faisait agir - qui venaient voir le groupe parlementaire socialiste pour demander pourquoi on avait chassé les Communistes du gouvernement.

Et alors, à partir du moment où nous constatons cela, que sur le plan politique extérieur, le parti Communiste se détermine en fonction de la position de la Russie soviétique et que sur le plan de la politique intérieure, il n'est pas foncièrement attaché aux libertés démocratiques, mais veut se faire passer pour un parti de la démocratie et de la République, pour tirer à lui, dans ses rangs, sous sa bannière, dans sa gymnastique, tous les électeurs républicains qui sont mécontents - à partir du moment où on le voit coloniser la CGT et en faire un instrument du Parti Communiste, mais pas un instrument de la libération des travailleurs - il est tout de même possible à certains camarades du Parti, de dire que le Parti doit ce déterminer en toute indépendance, sans se soucier de ce que pensent les Communistes, sans se soucier de savoir si les Communistes sont au gouvernement.

(Applaudissements)

Mais non, ce n'est pas glisser à droite que de caractériser l'action réelle du Parti Communiste et de stigmatiser sa propagande. L'action que le Parti Communiste mène, elle vise à créer un climat favorable, à accumuler les moyens d'action qui lui permettraient peut-être un jour de tenter, dans 1 'écoeurement populaire, dans l'apathie et la lassitude, de tenter un coup de force, de tenter à un moment donné, même avec quelquefois une apparence de démocratie, l'instauration d'une dictature bolchevique. Nous savons où cela mènerait. Cela mènerait à la contre-révolution, dans un pays divisé, dans une Europe et dans un monde qui sont au moins aussi divisés.

Et alors, parce que nous sentons le péril, nous disons : Restons au gouvernement, parce que, si nous n'y restons pas, nous avons perdu pied, dans la Confédération Générale du Travail, dans la mesure où nous n'avons pas suffisamment obtenu audience à l'intérieur de la classe ouvrière, qui s'est laissé tromper.

Rester au gouvernement pour une espèce de néo-travaillisme ? - Non. Il n'est pas question de cela. Nous sommes décidés à obtenir que le Parti reste au gouvernement, en donnant un mandat précis à ses élus et à ses ministres. Se battre au gouvernement pour faire la loi, c'est l'action d'un ministre qui sait manier l'autorité gouvernementale.

(Applaudissements)

Il y a des ministres qui ont l'autorité ; il y a des préfets qui représentent dans le département l'autorité gouvernementale. Il y a les fonctionnaires de l'autorité. Ce qu'il faut, c'est que ces fonctionnaires de l'autorité reçoivent des consignes strictes. Il faut qu'ils reçoivent des ordres. Ce qu'il faut, c'est qu'ils soient les

agents du pouvoir central. Et, pour sauver la République, il faut en même temps, parallèlement à l'action des ministres, à l'action des parlementaires, que sur le plan du travail se fasse une action qui est celle des militants de la base, qui est celle de tous ceux qui n'acceptent pas que la classe ouvrière reste dans les usines bolcheviques.
Il faut reconquérir la classe ouvrière au Socialisme, c'est cela le problème. Les conditions de fait sont telles, que les difficultés s'accumulent, parce que nous devons mener l'action de paix, à la fois au gouvernement et au parlement, et en même temps dans le pays ; mais cette action-là, est-ce qu'elle ferait peur au Parti Socialiste ? Est-ce que le Parti serait maintenant bureaucratisé, fossilisé ? Est-ce que dans les nerfs de chacun des Socialistes, la glace aurait diminué l'ardeur ? Est-ce qu'on n'a plus conscience de notre doctrine ? Est-ce qu'on n'a plus confiance dans notre idéal ? C'est cela qui se pose aujourd'hui. C'est un petit peu le question, de savoir si le Parti, a gardé son tempérament populaire, et si du haut en bas, du ministre au militant de la base, en passant par le parlementaire, on est capable encore de reconquérir la classe ouvrière sur le bolchevisme, de re-conquérir également la République aux véritables républicains.
Pour cela, il ne faut pas oublier le but qui est assigné au socialisme. Le but assigné au Socialisme, c'et le maintien de la liberté, c'est, à une époque où on se tourne, par lassitude, vers des formules autoritaires, c'est de proclamer que chaque homme, dans une société, au fur et à mesure où elle s'engage dans la voie de la de démocratie sociale, a davantage de droits à défendre. Ces droits, ce sont sa liberté, sa dignité d'homme, c'est son droit au bonheur.
Nous savons qu'il serait peut-être plus facile de défendre des thèses plus simplistes, mais qui ravaleraient peut-être, à un moment donné, la classe ouvrière à un rang d'esclave.
Trop de misères se sont abattues sur le peuple depuis dix ans. Trop de combats ont été menés au nom de la liberté et de la démocratie, pour qu'aujourd'hui le Parti ne sente pas qu'en défendant le Socialisme, il défend la liberté, il défend les droits de l'homme.
(Applaudissements)

Métayer - Vous venez de saluer par des applaudissements la montée à la tribune de notre camarade Ramadier.
Je voudrais, en tant que président de séance et en votre nom, lui exprimer la sympathie de tout le Parti.
Paul Ramadier peut être persuadé qu'en dehors des divergences qui peuvent séparer les militants du Parti Socialiste, ils sont unanimes pour reconnaître son courage, sa persévérance, sa ténacité, mis au service de la République.
(Applaudissements)

Paul Ramadier

Merci, camarades. Mais voyez-vous, c'est au combat qu'il faut que le parti aille - qu'il aille tout entier - avec toute sa foi, et toute sa clairvoyance.
Nous croyons trop aisément que les problèmes du jour, succédant aux problèmes

de la veille, peu à peu l'horion s'éclaircit, et que nous touchons un moment où il nous sera possible de revenir à je ne sais quel ronronnement facile des formules.
J'ai entendu, au cours de cet après-midi, les études doctrinales, qui ont peut-être un grand intérêt, une critique systématique, critique dialectique, nous mettre sur la voie du marxisme, contre le stalinisme. Je ne veux pas nier l'intérêt de cette étude, mais ce que je veux dire, c'est qu'elle est bien éloignée des problèmes qui se posent à nous, tels qu'ils se posent à nous.
(Applaudissements)
Car de quoi s'agit-il ? Il s'agit de savoir si, dans l'état présent des choses, la démocratie française accepte ou non de périr. Les dangers sont là. Sont-ils moins présents qu'hier ? - Chaque jour change leur forme. Il y a une semaine où on voit apparaître quelque chose de favorable, il y a des moments où ils se rapprochent et où un assaut est donné, mais les problèmes, les dangers, ils sont toujours devant nous. Et c'est bien essentiellement du Parti Socialiste que dépend la résistance de la France.
(Applaudissements)
Y a-t-il d'autre politique possible, que celle que nous faisons ? Je ne le pense pas.
Aujourd'hui, comme au Conseil national dernier, comme il y a trois mois, nous avons le gaullisme, peut-être moins menaçant à cette heure qu'il ne le paraissait il y a deux mois, mais dans le fond des choses, où sont les différences ? On s'est habitué aux discours de De Gaulle ; le poison cependant circule dans les veines de la nation, et quelles que soient les intentions et les pensées de de Gaulle, à travers la propagande gaulliste, s'infiltre dans le pays une méfiance contre les institutions républicaines, dont, un jour de crise, nous pouvons avoir à payer la note.
Et puis il y a, d'un autre coté, les Communistes. Le Parti n'a jamais fait d'anticommunisme systématique, bien au contraire. Peut-être a-t-il été, à certaines heures, trop enclins à se demander d'abord ce que ferait le communisme… (applaudissements)… avant de déterminer se propre action. Je crois vraiment que ce temps-là est passé, et qu'aujourd'hui, quelles que soient les opinions divergentes qui s'affrontent dans ce Congrès, on n'entendra pas les paroles, ou les échos des inquiétudes que l'on pouvait percevoir il y a quelques mois.
C'est que nous avons tous le sentiment que les idées, que les doctrines, de démocratie, de patriotisme, d'organisation ouvrière, de lutte prolétarienne, ne sont en définitive que des instruments tactiques, dans le déroulement d'une stratégie générale, dont les buts sont supérieurs aux frontières des nations et que l'on adopte ou que l'on écarte cette action démocratique, que l'on rapproche ou que l'on éloigne telle ou telle formule de politique intérieure ou de politique internationale, non pas pour elle-même, et à raison de son mérite propre, mais à cause de l'influence que l'adoption de telle ou telle formule pourrait avoir sur la conjoncture politique internationale, ou bien sur l'influence intérieure du Parti Communiste sur la masse des électeurs, sur la masse de l'opinion publique.
Eh bien, nous ne faisons pas une politique de pure tactique, et c'est pourquoi il

est fatal que dans le combat quotidien, si parfois le Parti Communiste se rapproche de nous, il y ait d'autres heures, et peut-être plus graves, où il s'éloigne de nous.
Nous devons savoir quel est notre but, et nous devons y aller aussi droit que possible.
Notre but, il est d'abord - je crois que, pour l'heure, il est tout entier - dans la fondation de la République, car si elle est constituée dans les lignes générales, si elle a fait, grâce en partie au Socialisme, ses premiers pas, elle n'est nullement fondée. Elle reste encore malgré tout chargée de provisoire et de précarité. Et il est nécessaire qu'elle reçoive la confirmation sans cesse renouvelée de l'épreuve des faits et de la volonté populaire.
Nous avons évidemment, pour accomplir cette tâche, besoin d'alliés. Nos forces ne seraient pas, à elles seules, suffisantes. C'est bien évident. Et ces alliés, nous savons aussi qu'ils ne sont pas d'accord avec nous sur un certain nombre de problèmes importants, que leur programme n'est pas le nôtre.
Il ne s'agit pas de fusionner les partis et les programmes. Il s'agit, dans l'heure présente, de mener ensemble l'oeuvre de défense républicaine, et il ne s'agit de rien d'autre.
Et lorsqu'on vient nous parler des tendances cléricales du Mouvement Républicain Populaire, ou bien des tendances conservatrices de certains membres du Rassemblement des Gauches, ce n'est pas là le problème. Il s'agit de savoir, non pas si nous pourrions être en désaccord sur d'autres problèmes, ou même si nous sommes en désaccord sur certains points - qui sont à l'heure actuelle, dans l'ordre présent, des préoccupations secondaires - il s'agit seulement de savoir si nous sommes d'accord pour l'essentiel, c'est-à-dire pour la lutte républicaine.
(Applaudissements)
C'est sur ce plan, et sur ce plan seulement qu'il faut que nous nous placions, mais en déclarant que tout de même, pour accomplir cette oeuvre, une majorité est nécessaire, non pas une rencontre fortuite et sans cesse renouvelée de voix venues de tous les points de l'horizon, mais des hommes ayant la même volonté, pour suivre dans le présent le même but commun. Et avec cet instrument, nous pouvons voir devant nous, et mesurer les obstacles, chercher à les vaincre.
Les problèmes économiques sont certainement parmi les plus importants de la défense républicaine. Je crois que quelques camarades le disaient tout à l'heure : C'est sur le ravitaillement et sur les prix que l'on juge le régime politique.
(Applaudissements)
En vérité, sauf pour le problème douloureux et tragique du pain, qui va revêtir pendant toute l'année un caractère d'extrême gravité, eh bien, c'est au problème des prix que se ramène l'essentiel des problèmes économiques.
Est-ce que, à l'heure actuelle, nous avons quelque chose à retirer de ce que nous disions il y a quelques semaines ?
Non seulement je ne le pense pas, mais je crois qu'au contraire ce que nous disions il y a quelques semaines doit actuellement être renforcé.
Nous avons subi l'agent des grèves, et des grèves destinées à améliorer le sort de

Fondation Jean Jaurès

la classe ouvrière… Oh ! Certes, lorsque les ouvriers de Renault ou d'ailleurs présentaient un palier de revendications, ils espéraient obtenir un avantage, mais ils avaient, au fond de leur conscience, le sentiment profond que tout cela ne servirait à rien, et qu'en gagnant 10 Frs, ou même 30 Frs de plus à l'heure, ils ne seraient guère plus avancés, que dans l'état actuel de l'économie, tout ce qui viendrait, par les augmentation des salaires partirait nécessairement par l'augmentation des prix.

L'assaut a été donné ; oui, c'est vrai, et il est indiscutable que cet assaut a été orchestré. Le mécontentement n'était pas officiel. Les souffrances existaient, mais est-ce que c'est vraiment un pur hasard que toutes les grèves aient été dirigées contre l'Etat ou contre les industries nationalisées et que les industries privées en aient été préservées par une sorte de miracle?

(Applaudissements)

Il faut le dire : Dans le fond des choses, lorsqu'on se rend compte qu'il y a eu en effet un concert, une volonté préétablie, oh, non pas dans les organisations syndicales, mais parmi ceux qui poursuivent dans tous les pays d'Europe une politique d'inflation, jouant contre toutes les monnaies, comme en 1917 on jouait sur la défaite, cherchant à trouver dans le désespoir monétaire et économique une raison d'amener ce trouble profond des consciences, au bout duquel tout se dissocie et tout se disperse, et où il ne reste plus de volonté et de décision, qu'entre les mains de la poignée d'hommes qui conservent encore leur cohésion, et finissent par revenir les maîtres des masses, au moment où les masses sont écrasées.

(Applaudissements)

Et nous voilà aujourd'hui dans une position incontestablement grave, car des salaires (?), le mouvement s'étend, il tend à s'étendre, à se généraliser partout, et sur les prix industriels. La CGT et le Comité national du patronat français se sont rapprochés. Je n'ai rien à dire contre leur contact. Leur rapprochement peut faire disperser des malentendus, créer un climat social plus favorable, mettre fin à des grèves, ou en prévenir. Mais quand l'accord se fait pour doubler l'augmentation de salaire générale, elle est suivie d'un examen général de tous les prix, qui tient compte, non pas seulement des éléments jusqu'à ce jour admis, mais des amortissements calculés comme en période normale, mais des bénéfices calculés comme en période normale, c'est-à-dire de tout ce qu'il est possible d'admettre dans une période de détente ou de baisse des prix, mais qui ne peut, à l'heure actuelle, être reconnu sans provoquer immédiatement cette marge du cycle infernal que l'on a si souvent décrite.

Et alors, nous sommes obligés de nous dresser, et de dire : Oui, bien sûr, quels que soient les inconvénients qu'il y a à augmenter certains prix, nous ne pouvons pas dire qu'aucun prix n'a besoin d'être relevé dans l'état actuel des choses, et nous sommes obligés de faire certaines concessions ; mais quant à ouvrir la révision générale, quant à lever toutes les vannes, à laisser passer le torrent, non, cela, nous ne le pouvons pas et nous ne le voulons pas.

(Applaudissements)

Et quant aux prix agricoles, il y a comme une espèce de révolte ouverte - ou

plutôt de révolte larvée - qu'entretiennent des agitations obscures dans les campagnes. Un jour, il s'agit du blé ; le lendemain ce sont les produits laitiers sur lesquels se manifestent des symptômes alarmants. Sur tous les points, on sent la même tendance, le même effort, la même volonté, de briser toutes les digues, de laisser l'inondation envahir tout le champ économique.

Oh ! Je sais bien que nos armes sont faibles. Mieux que personne, j'en ai mesuré l'infirmité. Mais avec ces armes, avec celles que l'on pourra nous donner, avec celles que nous obtiendrons du Parlement, par les appels que nous lancerons à l'opinion, que nous lançons chaque jour à l'opinion, nous avons le devoir de résister contre cette montée, contre cette marée qui vient toujours plus haut, et qui, aussi dangereusement qu'en novembre et décembre, plus dangereusement peut-être, parce que l'économie est aujourd'hui plus affaiblie, menace de tout emporter, bien que cependant, sur le plan de l'augmentation de le production, nous enregistrions des fluctuations, qui sans être de tous points excellentes, ne sont, et de loin, pas aussi désespérantes que celles que nous enregistrons sur les prix.

Nous en sommes arrivés à ce point, où le problème est devenu psychologique, où les éléments matériels ne sont point si défavorables, mais ou il s'est établi dans l'esprit français comme une sorte de désespoir monétaire, de renoncement à la lutte, et où l'on sent bien que toute hausse des prix perd son sens dans l'augmentation générale, et où on sent bien que l'augmentation des salaires est dépassée par l'augmentation des prix. Et l'on sent bien où cela nous entraîne peu à peu. Et cependant on se laisse aller, comme emporté par une obsession, une de ces obsessions qui mènent au suicide.

Je dis qu'il y a là pour la France, qu'il y a là pour le République, un danger des plus graves. Il est plus grave qu'il y a deux mois. Nos forces sont limitées. Elles doivent toutes être mises en oeuvre, pour que la barrière soit établie, pour que la situation, s'il est possible, soit renversée. Et c'est certainement l'un des premiers éléments de notre travail.

Il y en a un second, que je veux aborder ici, et qui est le problème de la construction de l'Union Française. Je ne m'étendrai pas longuement. Le problème vaut la peine d'un large débat, et précis, et clair. Je veux simplement noter ceci, c'est qu'en créant l'Union Française, notre Constitution a proclamé simultanément deux principes : Celui d'abord que les citoyens de chaque pays doivent être conduits vers le gouvernement autonome, à mesure que la révolution s'accomplit. Et le second principe, et qui commande au premier, c'est qu'il n'y a d'Union Française possible, que si elle constitue une unité internationale, ayant la forme, non pas d'un mollusque aux membres dispersés, mais d'un corps articulé, ayant un squelette solide, une unité en face du monde international.

La liberté, il faut la donner à chaque peuple, au fur et à mesure qu'il devient capable d'en tirer tout le profit et sans attendre. Mais il ne faut pas que cette liberté soit considérée seulement sous l'angle d'une force excentrique, qui rejetterait et disperserait aux quatre vents du ciel les pays qui se sont ressemblés autour de la France. L'Union Française, elle a une épine dorsale ; elle doit avoir

des institutions communes aux nôtres. L'une des premières est l'Assemblée Nationale où, plus qu'en aucun Parlement Européen, ou plus exactement qui est le seul parlement européen, où soient admis à siéger les représentants des territoires d'Outremer.
(Applaudissements)
C'est le seul Parlement du monde, dans lequel le président d'une assemblée soit un homme de couleur.
(Applaudissements)
Cela, c'est la liberté française. Mais lorsque viennent aux portes de chaque pays, les tentateurs venus de tous les points de l'horizon politique, porteurs de mirages et de promesses, de richesses ou de propagande, lorsqu'il s'en viennent, pour tirer vers eux, dans je ne sais quelle folie illusoire, les hommes qui en sont encore à l'apprentissage de la liberté, alors nous disons : Ce n'est plus la liberté française, ce n'est plus l'Union Française. Ce serait l'abdication de la liberté française, dans la faiblesse et le renoncement.
(Applaudissements)
Et il faut, évidemment, au point où nous sommes, à la fin de cette première année, que nous bâtissions les organes constitutionnels prévus pour l'Union Française, à la date indiquée. L'Assemblée de l'Union Française doit, avant la fin de l'année, se réunir et commencer à siéger. Et il faut qu'on prenne conscience que cette oeuvre n'est pas une oeuvre de dispersion, que la dispersion n'est pas la liberté. Il faut que l'on prenne conscience que l'Union Française, c'est un rassemblement de peuples autour d'une Assemblée qui représente une pensée de liberté, mais pour une défense commune qui, dans l'état actuel du monde, n'est pas simplement une parole sans portée, mais qui comporte des engagements précis, avec devoirs, et sans doute plus de devoirs que de droits.
Et maintenant, je veux dire que c'est aussi sur le plan international que nous avons à défendre la France et la République. Voyez-vous, nous nous résignons trop facilement à cette perspective d'une lutte sans merci entre les deux grandes puissances du monde. Elle apparaît comme une sorte de fatalité, comme le destin tragique du genre humain, voué à une sorte d'autodestruction. Et en effet, si nous laissons les forces déchaînées dans le monde agir, se heurter, bien sûr, il faudra bien en effet que quelque jour, cette bataille se produise. Mais est-elle donc inévitable ?
Elle n'est inévitable que parce que, dans la structure du monde, résultant de la guerre, et parce qu'Hitler i désuni l'Europe, celle-ci n'est plus en état de jouer son rôle. Nous avons le droit et le devoir fondamental de reconstituer l'Europe. Le plan Marshall nous en a offert l'occasion, et nous l'avons saisie. Et, je le répète, peut-être avec quelque imprudence, ce qu'il y a de plus important dans le plan Marshall, c'est moins l'aide que les Etats-Unis nous donneront, si considérable qu'elle puisse être, que cette espèce d'appel de l'Europe à revivre avec ses propres forces… (applaudissements)… à accomplir elle-même son destin. Et voyez-vous, l'Europe, elle est ce qu'elle est : elle n'est pas que l'Europe occidentale ; elle est aussi l'Europe Centrale. Comment voulez-vous que s'établisse une économie européenne sans le charbon de Cologne, et sans le

charbon de la Ruhr ? Comment voulez-vous que s'établisse une Union Européenne, sans ces deux voies de navigation fluviale essentielles que sont le Rhin et le Danube ?
L'Europe e trouvé, dans la première conférence des seize, un commencement d'existence. Elle fait ses premiers pas avec peut-être l'hésitation et la timidité que renforce la diplomatie. Mais l'Europe, elle est ce qu'elle est. Brusquement a paru se baisser à travers l'Europe une sorte de rideau de fer plus blindé ; mais nous n'avons pas voulu renoncer, et nous avons dit : La place de la Russie est toujours dans les seize; la place de la Pologne, la place de la Tchécoslovaquie aussi. Mais nous avons dit aussi : Même si vous ne venez pas, eh bien nous restons les alliés de l'Union Soviétique, et nous entendons remplir nos obligations, et que l'Union Soviétique remplisse les siennes.
Et nous entendons aussi achever de construire les traités qui se négocient avec les Tchèques et avec les Polonais. Cela n'a peut-être pas, juridiquement, une portée considérable, peu importe. Cette déclaration de solidarité même, en face d'un danger allemand qui peut paraître illusoire à cette heure, mais c'est tout de même une affirmation de solidarité, et qui doit être imitée par tous les autres pays d'Europe, de manière que l'Europe se reconstitue petit à petit, qu'elle reprenne par son propre effort sa puissance, et par sa puissance son influence dans le monde.
Le jour où il y aura une Europe entre l'atlantique et la frontière soviétique, ce jour-là, je crois bien que la guerre aura reculé.
(Applaudissements)
Voici notre tâche, celle des prochains jours.
Oh, les camarades ambitieux, et qui regardent, par delà la réalité, les perspectives des doctrines, peuvent trouver qu'il y a dans cette réalité quelque chose d'un peu misérable. Et en effet, nous devons considérer les objectifs à poursuivre les uns après les autres, ne faire un pas en avant que quand nos pieds sont assurés, ne progresser que quand nous savons que nous pouvons aller. C'est une démarche qui peut paraître hésitante, qui est seulement prudente. Elle est la seule démarche que le Parti Socialiste puisse adopter.
Oh, croyez-vous qu'il serait même plus facile de rester dans une opposition amollie ? Je ne le pense pas. Les responsabilités retomberaient sur le Parti, non seulement de tout ce qui se fait et que nous critiquerions, mais de ce qui ne se fait pas, et que nous aurions pu entreprendre : Les responsabilités d'abstention sont toujours plus lourdes et plus graves que les responsabilités d'action.
(Vifs applaudissements)
Voyez-vous, ce qu'il faut surtout, c'est que, avec un sentiment réel de la réalité, en voyant les choses cornue elles sont, en les dépouillent de toute poésie, de tout rêve, nous soyons cependant unis par notre foi commune, par notre foi socialiste, que nous soyons solidaires dans l'action, que nous soyons prêts non seulement à la bataille des grands mots et des critiques, mais à la bataille des actes, et aussi lorsqu'il le faut, à la bataille de la patience et même à celle de le modération.
Il ne faut pas qu'à aucun moment, quelque chose de possible soit ruiné, parce

qu'on demande quelque chose qui, à cette heure-là, n'est pas possible. Il faut que nous sachions agir, et que nous sachions attendre, mais qu'en aucun cas, nous ne sachions désespérer, et que nous marchions comme une grande force humaine, animés par un idéal, mais connaissant toutes les difficultés de la lutte, et toute l'ingratitude des efforts.
(Applaudissements)

Séance de nuit du samedi 16 août 1947

Séance ouverte à 22 heures.
Deux communications :
Vous pourrez rendre les feuilles roses....
Deuxième communication sur laquelle j'appelle votre attention : Dans la liste des candidats au Comité directeur il y a une lère erreur, mais qui pourrait avoir des conséquences en ce sens qu'elle risquerait de faire annuler certains bulletins, si vous ne teniez pas compte de l'erreur. Vous ne pouvez pas avoir plus de 10 parlementaires sur la liste ; or cela suppose que tous les camarades indiqués ont bien l'indication non parlementaire, ou parlementaire. Une omission : notre ami député et ministre Naegelen, ministre de l'Education nationale, ne voit pas figurer derrière son nom le titre de député ; je vous demande de corriger en ce sens.

Le président - Mes chers camarades, chaque fois que le trésorier au parti aborde la tribune, c'est pour vous demander des possibilités d'action pour le Parti, autrement dit des moyens financiers qui permettent au Parti de vous donner les moyens d'acquérir une audience suffisante dans le pays. Cette année, le Comité directeur a pensé qu'il serait nécessaire d'organiser une souscription nationale.
Cette année encore, à l'occasion des élections municipales, il a pensé qu'il était nécessaire de lancer une souscription de caractère national étant entendu que la plus grande partie de la souscription serait ristournée à la fois aux fédérations et aux sections. Le principe d'une souscription nationale annuelle vous semble-t-elle entrer dans les habitudes du Parti ? C'est pourquoi je vous demande de consacrer un état de fait par un vote précis. Je sais bien que les questions financières ne passionnent pas et ne passionnent jamais un Congrès du Parti ; il est cependant nécessaire et même indispensable que nous nous penchions sur cet aspect du problème. C'est pourquoi, par un vote précis, nous voulons vous engager dans la souscription nationale annuelle et c'est dans ce but que nous vous proposons le texte suivant, qui naturellement pourrait aller à la Commission des résolutions, mais il devrait à notre sens recueillir l'avis unanime de ce Congrès. Voici ce texte.
La souscription nationale du Parti destinée à fournir les ressources supplémentaires nécessaires pour augmenter les moyens d'actions et le fonctionnement du Parti est organisée chaque année du 1er au 15 mai, elle est la souscription unique du Parti et ses recettes sont réparties conformément à la décision du Comité directeur entre le centre, les fédérations, les sections afin de

Fondation Jean Jaurès

permettre aux fédérations et aux sections de concentrer tous leurs efforts en faveur de la souscription nationale ; aucune souscription particulière fédérale ou locale ne peut être organisée dans les trois mois précédant et les trois mois qui suivent, c'est-à-dire entre le 1er février et le 15 août.
Les membres du Parti sont tenus à apporter à la souscription leur concours le plus dévoué et le plus efficace. L'organisation de la souscription nationale est assurée par une Commission centrale dont les membres sont désignés par le Comité directeur.
Une fois de plus, cette proposition vient dans le bruit et vous allez probablement la voter à l'unanimité. Mais il ne faut pas qu'elle reste lettre morte. Si vous voulez donner au Parti les moyens financiers nécessaires à la propagande qu'il doit mener, non seulement vous la voterez, mais vous vous engagerez à la respecter. Ne prenez jamais à la légère des engagements comme ceux que nous vous demandons de prendre, mais quand vous les avez pris, respectez-les. (Applaudissements)
Je demande au Congrès de vouloir bien adopter la proposition présentée par le camarade Provo.
(Vote à l'unanimité moins une voix)

Guy Mollet

(Applaudissements)
Camarades, je voudrais d'abord en quelques mots, avant d'aborder le fond même de la discussion, reprendre les arguments à la fois de Leenhardt et de Max Lejeune, le faire rapidement, mais le faire. L'un comme l'autre ont essentiellement attiré l'attention du Parti sur les rapports que le Parti dit avoir…

Le président - Je m'excuse d'interrompre. Mais la camarade Jeanne Massier remercie les camarades qui ont présenté sa candidature au Comité directeur, mais fait savoir qu'elle n'est pas candidate.

Voix - Les gens ont commencé à voter...

Guy Mollet - Je continue... ont surtout l'un et l'autre attiré l'attention du Parti entre nos relations entre le Parti et les Communistes. Je ne donnerai que quelques arguments. D'une part, Leenhardt, faisant allusion à la situation dans le Pas de Calais, terminait une phrase ambiguë en disant qu'il semblait que le sujet soit tabou. En écoutant, en regardant les camarades de la délégation du Pas de Calais, ceux du Pas de Calais et je pourrais me tourner de la même façon vers les camarades de toutes les fédérations où je puis parler au nom du Parti, ils diraient si c'est dans le Pas de Calais ou ailleurs un sujet tabou. Seulement pour l'un, comme pour l'autre, c'est une observation inverse. Il est assez original de voir ceux qui nous reprochent toujours de n'avoir de préoccupations... au moment où chacun vient discuter l'orientation du Parti, de voir ces camarades consacrer chacun 18 minutes sur les 20 qui leur sont imparties dans leur intervention à ne pas nous dire ce que doit faire le Parti Socialiste… (Pendant

Fondation Jean-Jaurès

tout ce début bruits, conversations particulières, on comprend très indistinctement)… et à discuter le Parti Communiste comme si nous avions vraiment, en reprenant votre propre formule, à déterminer notre attitude d'après la leur. Ce que je vous ai dit c'est que dans le Parti, sans exception, les uns et les autres, sans différence et sans qu'il soit permis de jouer plus longtemps sur les mots, qui cherchent à présenter, les uns comme procommunistes, plus staliniens que les autres, les uns comme les autres sont décidés à défendre l'indépendance du Parti, mais ce que je voudrais demander quand nous sommes décidés à nous battre contre les fautes commises par les chefs staliniens, quels sont donc ceux dans le Parti qui sont les plus dangereux pour les dirigeants staliniens : Est-ce que ce sont ceux qui nous clament sans cesse la condamnation du Parti Communiste et qui à la même heure tolèrent pour le Parti Socialiste ces fautes que justement le Parti Communiste exploite dans sa propagande ?
(Applaudissements)
Est-ce que ce ne serait pas plutôt ceux qui tout en découvrant quotidiennement, inlassablement, les craintes de l'ouvrier trompé en s'opposant à une démagogie dangereuse, en disant les différences fondamentales, pour en même temps ouvrir aux ouvriers enfin détrompés les portes d'un Parti au préalable vraiment, honnêtement révolutionnaire et internationaliste ?
J'en viens maintenant à la question essentielle qui a été posée ce soir. D'abord un jugement sur le passé avant de parler de celui sur l'avenir. Que reprochons-nous à la position gouvernementale actuelle ? La situation dans laquelle se trouve mise de fait le Parti, entre la politique économique et financière, les camarades qui se sont penchés sur ces problèmes ; Pineau, Gazier et d'autres viendront au cours de cette nuit faire la condamnation de ce qui est fait ; pour moi, je vais voir l'aspect politique.
Nous avons trouvé moyen depuis quelques cinq mois de jouer perdant sur tous les tableaux. Je sais que nous sommes un Parti qui n'hésite pas à faire peur, je sais que nous sommes un Parti qui n'hésite pas à courir le risque de l'impopularité, j'en suis d'accord quand on fait peur pour faire quelque chose, quand on se rend impopulaire pour réaliser quelque chose. Mais je suis en désaccord quand on fait semblant de faire peur pour ne rien faire et quand l’impopularité n'est due qu'à l'attitude verbale. J'en viens aux faits. Nous nous sommes faits les champions dans le pays d'une certaine forme de dirigisme, du moins ce que l'on appelle dirigisme, cela nous a valu une impopularité certaine. Evidemment, toutes les formes bureaucratiques, paperassières, tracassières de l’administration actuelle dressent une part importante de l’opinion publique contre ce qu'on appelle communément le dirigisme. A cette heure prendre courageusement position pour une organisation de la distribution, c'est se rendre impopulaire mais c'est quand même avoir raison. D'accord. Seulement si à cette impopularité de préconiser le dirigisme nous ajoutons l'impopularité Complémentaire de ne pas le faire, et en réalité de laisser pratiquer un libéralisme total, je dis que nous jouons perdant sur les deux tableaux.
(Applaudissements)
Ah, nous sommes des gens courageux. Nous avons de la même façon expliqué

aux ouvriers et aux fonctionnaires que nous étions pour le blocage des salaires et des traitements ; chacun de nous s'en est allé avec raison expliquer à nos camarades ouvriers que si en une période de stabilité monétaire toute augmentation, de salaires ou de traitements est en fait une reprise sur la plus value, il n'en est pas de même dans une période d'inflation ou de dévaluation, dans une période où surtout on n'a aucun contrôle réel des prix et une augmentation globale de salaires se traduit réellement et toujours par une augmentation des prix qui dépasse l'augmentation des salaires. D'accord. Nous avons raison en le disant. Une partie importante de la population ouvrière, fonctionnaire et employée nous approuve. Mais où nous avons tort c'est quand nous continuons à affirmer cela tout en faisant le contraire. Car en fait, augmentation de salaires, augmentation de traitements, nous les aurons toutes faites, mais sans en avoir jamais le bénéfice moral, car chaque fois c'est sous la pression, avec cette méthode qui devient un véritable encouragement à la revendication, qui fait que ce sont ceux qui réclament, qui après cinq jours de refus, finissent le sixième par avoir quand même raison. Là encore nous avons joué perdant sur les deux tableaux.

De la même façon, quand notre gouvernement s'est mêlé de faire preuve d'énergie, ah, il a eu des échos dans l'opinion publique. L'énergie d'accord, les mesures de salut public d'accord, ce pays en demande et en attend. Mais nous sommes un certain nombre qui aimerions que l'énergie ne soit pas à sens unique, qui aimerions que le lendemain du jour où l'on pense à une réquisition possible du gaz et de l'électricité, on ose envisager de la même façon la réquisition des blés là où ils ne sont pas livrés.

(Applaudissements)

Nous nous sommes faits les champions de l'équilibre budgétaire. Pineau vous dira tout à heure comment cet équilibre, hélas, devient des chimères sans cesse rompues. Mais où ç’a été le plus grave, c'est en ce qui concerne la politique de baisse. Ah, peut-être l'ai-je dit ce matin, si je reprends ce soir uniquement les arguments qui s'opposent à nous mêmes, les reproches à nous-mêmes c'est parce que j'ai commencé par déblayer le terrain en condamnant l'attitude de tous les autres. Mais où sommes-nous arrivés ? Nous en sommes arrivés à ceci : Alors qu'en janvier dernier, la baisse, comme je le signalais ce matin, avait surtout été possible à cause du choc psychologique, c'est cette fois de la même façon à cause du choc psychologique que la hausse a pu être faite, à cause de l’attitude des autres, parce que personne n'a accepté réellement la baisse en dehors de nous-mêmes ; on a été peu à peu contraint à la loi contre nature. Mais passe, encore.

Ce qui a été plus grave c'est que le jour où nous avons été amenés à voter le projet financier pour combler le trou de cent milliards, certaines des mesures ainsi adoptées, celles qui se sont traduites par l’augmentation des prix, qu'il s'agisse du tabac, des timbres, ou du vin, mesures qui peuvent s'expliquer prises individuellement, ont une répercussion terrible, c'est qu'elles se traduisent par ceci : C'est le mouvement lui même qui sur le plan psychologique renversait la valeur et donnait l'exemple de la hausse

(Applaudissements)
Ah, déjà nous savons combien elles sont impopulaires et si nous n'avions que des soucis électoraux nous devrions les condamner ; ce que je leur reproche c'est pire, c'est d'une part d'être inefficaces car le trou s'est le lendemain rouvert, et d'autre part créer l'atmosphère qui peut ouvrir le gouffre quant à la situation financière.
Tels sont certains des griefs que nous faisons. En ce qui concerne la politique de la France d'outremer, Shenghor et d'autres viendront redire ici ce qu'ils dirent à notre dernier Conseil national, combien ils n'ont pas eu lieu d'être contents. Je veux vous donner en une simple formule : Nous avons à la présidence de la République l'un des nôtres, à la présidence du Conseil l'un des nôtres, au ministère de la France d'outremer l'un des nôtres. Faites bien attention camarades, vous auriez beau dire que ce n'est pas à vous que c'est dû, que ce n'est pas la faute des Socialistes, que c'est vraiment, pour tous ceux qui sont renseignés, la faute de tous les autres, de la coalition, n'empêche que dans les populations d'Outremer c'est nous et nous seuls qui portons la carence de la présidence du Conseil et de la République.
(Vifs applaudissements)
Sur le plan international, même observation. J'entendrai toujours tous ceux qui se préoccupent de politique internationale venir à notre réunion du groupe parlementaire, à nos réunions du Comité directeur, tous sans exception, nous dire que la politique internationale en France est faite par M. Bidault et que personne n'a son mot à dire en dehors de lui. N'empêche que c'est nous, devant le pays, qui en portons la responsabilité de cette politique. Et quand on voit à Moscou, malgré l'invite faite par un Comité directeur unanime, par un groupe parlementaire unanime une délégation de 12 personnes sur lesquelles il y en a sept parmi lesquelles il n'y a ni Communiste ni Socialiste, ni radical, simplement un républicain ; mais des gens que, le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'ils sont des moins qualifiés pour savoir ce qu'est la pensée ouvrière ; je dis qu'à ce moment là ce n'est pas représentatif d'un gouvernement à représentation socialiste.
(Applaudissements)
En politique générale tout court, ce gouvernement, ce n'est pas par la faute de ceux qui le constituent, j'en parlerai tout à l'heure, mais c'est par cet ensemble de responsabilités qui ne sont pas siennes, qui ne sont pas nôtres, mais qui nous entraînent dans le crédit général. Il y a un phénomène invraisemblable, une histoire que j'ai moi-même vécue, puisqu'on porte des responsabilités où vous n'avez envoyé, j'ai tout de même su assez souvent confier mon opinion, lorsqu'il y a eu des crises. Dans toutes les crises on se demande si on arrivera à décider les Communistes, parfois pour les problèmes qui ne se posent pas plus maintenant, on se demande si le MRP prendra telle position, si les radicaux accepteront et si dans l'hypothèse où un indépendant est prévu, les uns ou les autres le voudront. Il y a un problème qui ne se pose jamais : On ne se demande jamais si les Socialistes en sont !
(Applaudissements)

Collection Jean Daniel

Il parait qu'en ce qui nous concerne, nous sommes condamnés au travail gouvernemental à perpétuité ; alors que justement, parce que tous ceux qui nous disent ont raison, il n'est pas de moyen, en ce pays, de bâtir un gouvernement vraiment axé vers la démocratie et la République sans nous, alors que justement parce qu'il en est ainsi, ce n'est pas aux autres à nous poser ces conditions, c'est à nous de poser les nôtres

(Applaudissements)

Et où en sommes-nous ? Que pourrions-nous faire ? A mon point de vue, il me semble que nous avions une Commission de chez nous, camarades, et dans laquelle je vous prie de croire qu'il n'était question ni de courants de pensée, ni de tendances. Nous avions établi un projet - Daniel Mayer en est le rédacteur devant le dernier Conseil national - prendre la politique qu'avait voulu le gouvernement socialiste, pas la reprendre tout de suite, personne n'est assez fou pour penser aujourd'hui à une tentative de décrocher une baisse, accepter un nouveau palier, fixer un stade nouveau auquel pourraient atteindre certains salaires et avec un réajustement de certains prix, ce qui ne veut pas dire l'augmentation de tout, mais peut-être pour certains le réajustement au dessus de quoi on ne doit pas aller. Quand on parle de réajustement, cela ne veut pas toujours dire qu'on doit réajuster sur le plus élevé. Nous avions préconisé cela. Pourquoi faut-il qu'à cela notre Président du Conseil lui-même ait opposé un refus ? Ce que nous voulons, c'est qu'enfin on se décide à proposer les mesures de démocratisation, les moyens de gestion des entreprises nationalisées, qu'on habitue les ouvriers à prendre part au contrôle, puis à la gestion des entreprises, qu'on leur fasse confiance, qu'ils ont actuellement dans les mains l'outil avec lequel ils peuvent transformer la société même. Puis surtout, sur le plan économique, dire au Parlement ce qu'est notre pensée, dire quels sont les moyens qu'on lui donnera, exiger de lui qu'il nous donne ces moyens. J'envisagerai dans un moment l'hypothèse où il ne les donnerait cas. Au point de vue international, ce que nous demandons ; oh, bien sûr, nous aussi, comme beaucoup d'autres, nous nous félicitons de l'offre Marshall ; j'aime mieux ne pas parler du plan Marshall, personne ne sait encore ce que cela veut dire, mais de l'offre Marshall nous nous félicitons, mais elle doit être vue par des Socialistes, en socialistes. C'est-à-dire qu'il nous faut avoir conscience que si c'est un moyen pour rebâtir une Europe dans un monde transformé, d'accord, mais un moyen que nous ne devons accepter, que nous ne pouvons accepter sans accepter en même temps, si nous prenons conscience de cette évidence que ceux qui nous l'offrent aient autant d'intérêts à le faire que nous aurions nous à l'accepter.

(Applaudissements)

Au point de vue gouvernemental que veut dire ce texte ? Signifie-t-il le départ demain du gouvernement actuel ? C'est là, je le sais, un dilemme dans lequel un certain nombre de nos camarades, et parfois aidés de notre presse, ont voulu enfermer notre fédération. La réponse ne sera pas une réponse de normand. Le gouvernement, cela ne dépend pas de nous, cela dépend d'abord de nos hommes de gouvernement. S'ils sentent ici un programme précis, des positions précises, qu'ils l'exaltent, qu'ils le fassent triompher et c'est peut-être possible. D'accord,

cela ne dépend pas que deux, cela dépend aussi des autres, de l'assemblée, des autres partis. Vous me direz les autres partis, s'ils n'acceptent pas l'essentiel de ce que vous demandez ? S'ils veulent continuer à faire cette politique, plus exactement à continuer cette absence le politique économique ? Alors ? Alors, alors, je réponds : S'il s'agit de faire leur oeuvre, leur politique, il vaut peut-être mieux la laisser faire à eux-mêmes, ils la feront tout au moins aussi bien que nous. Et si les responsabilités sont lourdes, il vaut mieux que les responsabilités de leur politique, ils les supportent eux-mêmes que de nous la faire supporter à nous

(Applaudissements)

Certains alors nous disent leurs craintes, en cas de crise gouvernementale, que se passera-t-il ? Des craintes ? Mais qui n'en aurait ? Qui parmi nous envisagerait une crise sans crainte ? Personne, il n'est personne qui vienne ici vous préciser le choix entre une solution facile, une solution bonne et une solution mauvaise ; nous sommes dans une situation telle que toutes les solutions sont difficiles et mauvaises, certaines plus que d'autres. Une crise actuellement, dans l'hypothèse où les autres l'accepteront, je n'en suis pas sûr. Car eux aussi ont à se poser le problème de ce qui adviendrait, alors nous ne sommes pas les seuls pour qui le problème est posé. Mais une crise actuellement, si dangereuse qu'elle soit, je dis qu'il reste encore des solutions sur le plan parlementaire, je dis qu'actuellement, plus difficilement qu'il y a deux mois, plus difficilement qu'il y a un mois, plus facilement que dans un mois, il y a encore des solutions parlementaires. Quelles sont-elles ? Une Coalition dans laquelle tous les libéraux de cette assemblée se grouperaient, extrême droite et radicaux, une fraction du MRP ? Nos amis nous disent ce n'est pas sûr. Un gouvernement de coalition radicale-MRP ? Un gouvernement radical homogène ? Certains répondent : Allons donc ! Tout de même ils ne sont pas fous ? Eh bien, et nous alors ?

(Applaudissements)

Eux ils ne sont pas fous et n'accepteraient pas de prendre les responsabilités de faire cette politique et c'est parce que eux n'oseraient pas le faire, que vous nous demandez à nous de les prendre ces responsabilités, de le faire. Je dis qu'il y a là un danger dont le Parti devrait avoir conscience. Car s'il y a actuellement encore, dans l'hypothèse où les autres prendraient la responsabilité d'une crise, nous refuseraient les moyens d'agir, je dis qu'il y a encore une possibilité actuellement de solution dans le cadre des institutions. J'ai peur et je voudrais que les événements me démentent, je suis de ceux qui ne demandent qu'à se tromper, j'ai peur que dans trois ou quatre mois, si la crise se révèle alors impossible à éviter, elle ne soit plus une crise résolvable sur le plan parlementaire, mais une véritable crise de régime. Car si c'était un gouvernement à direction socialiste, avec nos ministres socialistes, qui se voie astreint à y rentrer contre sa volonté, du fait des autres, à enregistrer quand même la hausse des prix et la course entre les prix et les salaires, qu'il ne suffit pas de dénoncer, mais qu'il faut arrêter ! C'est un gouvernement qui va se battre avec les dirigeants de chez nous, et ce jour-là notre Parti compromis dans cette faillite risque de disparaître. Non seulement il aura le discrédit dès le départ de ceux qui doutent de nous, sur le

plan ouvrier aux cotés de ceux qui seront mécontents, mais le doute du reste de la nation, et quand la crise s'ouvrira, le seul parti qui puisse encore sauver la République, c'est le Parti Socialiste, il sera diminué, disparu.
Là, la République sera en danger, camarades.
(Applaudissements)
Ah, certes, je suis d'accord avec celui qui est venu nous dire tout à l'heure : Il s'agit de savoir si la démocratie française accepte ou non de mourir. Et c'est du Parti que dépend la résistance de la France.
Cette phrase là, je demande que le Congrès la fasse sienne à l'unanimité. C'est du Parti Socialiste que dépendent le maintien de la démocratie en France et l'avenir du Socialisme en France. D'accord. Cela veut dire qu'il faut d'abord sauver le Parti Socialiste, faute de quoi il n'y a plus de démocratie véritable.
(Applaudissements)
Et le Parti peut-il se sauver ? Et le Parti peut-il se transformer ? Oui, il y a plusieurs façons de se transformer, plus exactement il y a deux façons de se transformer : Il peut laisser transformer sa composition sociale, il peut, parce que nombreux sont ceux qui ne savent pas encore très bien ce qu'est le Socialisme, et qui commencent à douter lorsque leurs intérêts personnels sont mis en cause… (applaudissements)… nombreux, dis-je, ceux là qui peuvent devenir la majorité nouvelle du Parti et en changer la structure car - ils sont moins nombreux que certains orateurs ont pu le dire - l'assemblée du Parti reste bonne quoi qu'on ait pu penser ou quoi qu'on ait pu en dire ; mais il est un fait, c'est que ceux qui nous quittent ce ne sont pas des jeunes, ce sont des vieux, des gars avec 15, 20, 25 ans de Parti et alors il y a ce danger de voir se transformer la structure, la composition sociale du Parti.
Je ne dis pas, comme certains l'ont dit, pour en faire un Parti réformiste, ce serait déjà tellement beau si notre Parti était réformiste… (applaudissements)… car la réforme, c'est un des moyens de faire la révolution. Est-ce qu'il y en a qui l'auraient oublié ? Et il y a l'autre moyen de transformer : C'est de redevenir le Parti traditionnel, c'est de redevenir fidèle à soi-même, c'est qu'on ne se considère pas comme gouvernemental. Moi qui suis ici, en quelque sorte ai l'air de porter la première estocade, qui ai l'air de m'attaquer aux camarades qui sont aux postes de responsables, il y a un témoignage que je veux moi apporter, et du premier d'entre eux, Ramadier, à tous les autres ; je les ai vus à l'oeuvre pour avoir partagé avec eux pendant un mois leurs efforts, pour les avoir fréquentés par la suite, il n'en est pas un seul d'entre eux à qui on ne puisse tirer son chapeau pour le travail personnel qu'ils font.
(Applaudissements)
Il en est un que j'attaque dans sa politique, qui s'appelle Ramadier ; à l'homme je rends hommage pour sa puissance de travail, pour son énergie, sa volonté. Seulement ce que je dis c'est qu'il ne s'agit pas, quand on est à un poste de responsabilité d'être les meilleurs gérants, de faire mieux que ne fait le ministre bourgeois le travail de la bourgeoisie.
(Applaudissements)
Il s'agit de transformer chacun des bienfaits, chacune des prises de positions en

un moyen nouveau pour la marche en avant. Chacun a présentes à l'esprit les fautes, je ne veux pas m'éterniser, mais que l'on ne commette plus ces impairs comme celui de l'interpellation Gazier. S'il est vrai que le groupe parlementaire ne voulait pas déposer l'ordre du jour Gazier, il eut mieux fallu ne jamais jouer cette comédie, faire semblant de vouloir le déposer pour le retirer à la dernière minute.

Vous ridiculisez vos militants, ceux que vous chargez d'aller partout porter votre parole, avec des méthodes comme celle-là ; qu'on ne recommence plus : La fantaisie a nui dans le Pas de Calais, dans d'autres régions, dans le Pas de Calais à nos camarades mineurs, lorsqu'on a voulu en 24 heures désavouer les accords conclus. Qu'on ne recommence plus les fautes faites à l'occasion de l'histoire des fonctionnaires ; qu'on ait encore une ligne de politique suivie, cohérente, intelligente, défendable… (applaudissements)… et qu'enfin chacun dans le Parti soit obligé d'obéir aux décisions du Parti, qu'on ne voit plus la volonté du parti méconnue ; qu'on ne voit plus des reprises différentes des décidions prises par un Comité directeur unanime, toutes nuances de pensées réunies, du militant d'une province au ministre en exercice; à 8, 9, 10 reprises différentes des décisions ainsi prises parfois entérinées par un vote unanime du groupe parlementaire lui-même rester sans effet ; qu'on ne voit plus cela, que chacun soit astreint à s'incliner devant les décisions du Parti.

(Applaudissements)

Et j'en arrive à la dernière partie. Que sont donc et que disent donc les motions en présence ?

La motion de la Bataille socialiste, je n'en veux dire que quelques mots ; elle ne représente pas ici les plus grandes pensées importantes. La motion de la fédération de la Seine en particulier peut s'apparenter à d'autres.

(Lecture - Pas entendu)

La motion de la minorité du Rhône - qui dans sa première partie s'apparente à la motion Leenhardt en ce que l'une et l'autre font exactement les mêmes reproches à l'appareil du Parti - ne s'en distingue et ne se distingue ensuite des autres que par le jugement prononcé sur le plan Marshall.

J'ai dit tout à l'heure quelle était notre position à cet égard.

La motion Leenhardt, je n'ai pas à l'interpréter, Leenhardt l'a fait mieux que je ne saurais le faire et vous a dit en terminant ce qu'il y avait dedans.

Il n'en reste que deux : Celle qu'on signée Jacquet, Verdier et Lejeune qui contient autre chose que ce qu'a dit Lejeune et celle que j'ai signée avec pas mal d'autres camarades. Il pourrait apparaître à beaucoup qu'il y a peu de différences, mais il y a une différence sensible, il y a une différence d'esprit, de volonté, passez le moi, encore que pour certains, il y a vraiment, c'est le cas de le dire, une différence de tendances.

Je m'explique. Si l'on discute d'un programme commun, nous allons, j'en suis sur, nous mettre d'accord.

Si l'on veut faire un texte unanime, je suis certain qu'on y parviendrait très vite. Le problème, voyez-vous, nous avons appris par l'expérience que le problème c'est de vouloir l'appliquer.

(Applaudissements)
Faire un programme ; l'accord sur les formules est facile, réalisable ; seulement où il y a une différence c'est que nous voulons, nous, que les formules ne restent plus des mots alignés, c'est que nous voulons qu'il y ait pour les appliquer des hommes décidés le faire.
(Applaudissements)
Nous ne voulons plus de décision de Conseil national que chacun approuve dans l'unanimité des fins de Conseils nationaux, mais dont chacun s'en va en se disant : quelle belle motion nègre blanc!... La vie continue, et la vie passe, et rien n'a été fait.
(Applaudissements)
Il ne saurait normalement y avoir ici de différence, pour reprendre la phrase de Ramadier, entre des camarades qui regarderaient les doctrines par delà les réalités, et d'autres qui seraient eux plus réalistes. Je demande où sont les réalités ? Il ne doit y avoir que des camarades décidés justement par réalisme à analyser ce qui est possible, bien sûr, j'ai eu l'occasion déjà de le dire ce matin, mais encore à déterminer ce qui est possible et faire tout ce qui est possible. Les responsabilités de l'abstention sont toujours plus lourdes et plus graves que les responsabilités de l'action. Ah, d'accord. Encore faut-il agir ! Notre motion elle-même nous dit la solution aux difficultés actuelles, elle n'est pas dans la désertion au combat, elle n'est pas dans l'isolement, elle est bien au contraire dans l'affirmation de la volonté d'agir et dans l'autorité, dans l'action. Or, de l'autorité, cela ne manque pas ; il y a des jours où même cela ne manque pas à certains de nos hommes du gouvernement, sur certains problèmes, l'autorité cela se gagne, l'énergie ce n'est pas dans les mots qu'il faut la manifester, c'est dans les actes. On n'est pas un gouvernement du salut public parce qu'on proclame être un gouvernement de salut public, on l'est quand on le prouve, on l'est quand on agit ; on n'est pas non plus un Parti socialiste simplement parce que le mot socialiste figure dans le titre ; il y a pas mal de gens qui encore maintenant ajoutent l'étiquette Socialiste à leur titre, c'est même bien porté, cela a même des qualités électorales, dit-on ; on est Socialiste quand on prend part à l'action quotidienne avec le concours des masses laborieuses, on se bat non pas pour consacrer seulement ce qui est, non pas pour conserver la démocratie telle qu'elle est, mais pour créer la démocratie et ouvrir les voies d'une révolution dont ceux qui ont conscience de l'heure sentent qu'elle monte et qu'elle nous attend.
(Vifs applaudissements)

Le président- Je vais maintenant ouvrir le débat sur l'union française. La parole est au camarade Colin de la Fédération d'Oran. (Quatorze minutes)

Colin (Oran)

Camarades, une fois de plus, après deux congrès et deux Conseils nationaux, la question algérienne revient devant nos assises générales.
Une fois de plus, avec la même persévérance, la même fermeté et la même

unanimité, les trois fédérations de l'Algérie vous demandent de rester fidèles aux décisions déjà prises.
Mais aujourd'hui il faut en terminer et le Parti, dans la semaine qui vient, doit, pour cette ultime étape, manifester la même fermeté et la même unanimité que lors du Conseil national du 19 mars dernier. A cette date le Conseil national avait adopté le projet de statut de l'Algérie que les trois fédérations avaient présenté. Le groupe parlementaire, par l'intermédiaire de Rabier, et de Borra, l'avait à son tour déposé à l'Assemblée Nationale. Mais le gouvernement a jugé bon de concevoir à son tour un autre projet.
Et maintenant, après maintes discussions, nous voici en présence de deux textes dont l'un est rapporté par notre camarade Rabier et qui a été adopté par la majorité de la Commission de l'Intérieur et l'autre est ce qu'on appelle le projet gouvernemental.
Si le projet Rabier, celui donc de la Commission, ne nous donne évidemment pas entière satisfaction parce qu'il n'est pas et ne peut pas être vraiment le projet socialiste, il est cependant, pour nous, le minimum auquel nous pouvons nous rallier dans les circonstances actuelles mais sans aller au deçà sous aucun prétexté. Il l'est d'autant plus que le projet gouvernemental qui lui est opposé contient des mesures telles qu'aucun Socialiste ne peut décemment les accepter.
Notre but a toujours été et reste de doter l'Algérie d'un statut vraiment démocratique. Nous avons voulu, et nous voulons donner aux Musulmans de ce pays les droits auxquels peuvent prétendre 8 millions d'êtres humains qui ont accordé leur confiance, et qui l'ont prouvé, à la France républicaine. En même temps, avec l'exemple de l'Algérie, nous voulions et nous voulons jeter les bases solides de cette Union Française dont on parle tant et qui n'est restée jusqu'ici qu'une conception nébuleuse et une somme d'espérances. Les espoirs que nous avions fait lever dans les populations autochtones ont déjà suffisamment été déçus, et nous n'avons pas le droit d'hésiter un moment si nous ne voulons pas irrémédiablement
Faire courir d'autres douloureuses aventures aux territoires d'Outremer. Nous n'avons plus le droit d'hésiter devant l'opposition acharnée de toute la meute réactionnaire et colonialiste dont vous connaissez en France même les farouches assauts.
Sous prétextes de sauvegarder la souveraineté française, les potentats de l'Algérie et leurs valets....

Le président - Ecoutez, camarades il n'est pas possible de continuer un débat aussi important au milieu de l'inattention presque générale.
(Applaudissements)
Il suffit de connaître un peu les problèmes d'Afrique du Nord pour comprendre que c'est toute la vie de l'Union Française qui est en jeu actuellement.
(Applaudissements)
Je demande donc à tous les délégués d'écouter avec la plus grande attention. Les délégués des fédérations qui doivent se déranger pour porter leur vote peuvent le faire mais en silence. Je redonne la parole au camarade Colin.

Colin - ...Sous prétexte de sauvegarder la souveraineté française, les potentats de l'Algérie et leurs valets veulent conserver leurs privilèges à la fois sociaux, économiques et racistes. Pour cela, ils ont exercé un véritable chantage auprès du Président du Conseil, brandissant la menace de la rupture gouvernementale ; ils ont fait démissionner des élus qui ne représentent qu'une minorité du corps électoral européen ; ils ont constitué un véritable trésor de guerre de près de 170 millions qui doit servir au sabotage d'un statut démocratique et de l'application de la sécurité sociale à l'Algérie, que les travailleurs français et musulmans attendent depuis si longtemps.

Et ce qui montre bien la Collusion de la haute administration et de la réaction algérienne, c'est qu'un soi-disant service de presse installé place de l'opéra est dirigé par un ancien préfet d'Algérie.

Vous comprendrez maintenant pourquoi une certaine presse répand mensonges sur mensonges, comme par exemple ce journal lyonnais qui, il y a trois jours, se permettait de lancer des nouvelles aussi invraisemblables que celle relatant une violente altercation entre le gouverneur général et le leader des Amis du manifeste, de façon à troubler et alarmer l'opinion publique.

Pire que cela encore : Au nom de leur patriotisme intransigeant, certains d'entre eux ont déjà déclaré qu'ils feraient appel à l'ONU pour régler le sort de l'Algérie si un statut démocratique était voté.

Et de l'autre côté, si la France manquait aux promesses solennelles inscrites dans la Constitution, si donc une fois de plus, et ce pourrait être la dernière, croyez-nous, ces promesses n'étaient pas tenues, les Musulmans alors risqueraient de se tourner vers le PPA de Messali et de regarder vers l'orient ; et vous devinez les conséquences qui en découleraient.

Aussi, conscients des intérêts de la France, de la démocratie et du Socialisme, nous vous disons qu'il ne faut pas commettre une faute de plus.

Si le projet Rabier n'est pas ce que nous aurions voulu qu'il fût, il conditionne néanmoins, nous en sommes sûrs, un bon départ pour une ère nouvelle de progrès, d'émancipation et de justice.

Il est pourtant déjà le fruit de différentes concessions faites au projet gouvernemental : Ces concessions sont déjà pour les Socialistes de lourds sacrifices, mais les fédérations algériennes, le Parti et le Congrès en seront juge, ne peuvent plus en admettre d'autres.

C'est ainsi que le Conseil du gouvernement doit être l'émanation véritable de l'Assemblée algérienne, et non un aréopage de hauts fonctionnaires. C'est ainsi que nous n'admettons pas, sous aucun prétexte, de restriction dans les électeurs du premier collège ; et cela demande une explication.

L'ordonnance du 7 mars 1944 pourtant signée par le Général de Gaulle, et la loi du 5 octobre 1946 étendent la citoyenneté française à diverses catégories de musulmans : Anciens combattants, certifiés primaires, anciens élèves des classes élémentaires des lycées et collèges. Ces droits sont acquis ; ces Musulmans se considèrent comme définitivement français, ils ont déjà voté avec les européens. Mais leur crime, aux yeux des réactionnaires algériens, fut d'avoir toujours voté

pour des démocrates.
Or, tenez-vous, bien, le projet gouvernemental veut retirer aux certifiés primaires, aux anciens élèves des classes élémentaires des lycées et collèges et aux anciens combattants, ces droits déjà acquis pour les replacer dans le deuxième collège, à l'occasion des élections à l'Assemblée algérienne qui les intéresse particulièrement, mais ces mêmes Musulmans resteraient dans le premier collège pour élections à l'Assemblée Nationale, aux Conseils généraux et aux conseils municipaux ; ils deviendraient des électeurs va et vient. Imaginez l'injustice et l'humiliation que ressentiraient les populations musulmanes devant une telle mesure.
Et c'est sur une pareille aberration que Ramadier, cédant au Rassemblement des Gauches et au MRP, s'est engagé auprès d'eux à poser la question de confiance. (Applaudissements)
Aucun Socialiste, aucun républicain ne peut accepter cela. Pour apaiser toutes les inquiétudes, qu'on ne vienne pas nous dire que c'est pour éviter que les Européens ne soient en minorité par rapport aux Musulmans dans le premier collège.
Contrairement aux chiffres cités dans la presse, ces électeurs musulmans atteignent à peine 1/11 des inscrits dans les trois départements et non le quart comme se plait à l'écrire Monsieur Robinet dans le Figaro.
Mais il y a mieux encore. Dans le projet gouvernemental, les décisions financières de l'Assemblée algérienne ne peuvent être prises qu'à la majorité 2/3. Voilà encore une mesure anti-démocratique qui rappelle trop les anciennes délégations financières, bastion des féodaux terriens de l'Algérie.
Cette majorité des deux tiers, si elle était retenue, frapperait de paralysie, dès le départ, toute initiative démocratique de l'Assemblée. Et c'est encore sur une pareille mesure que Ramadier, cédant au Rassemblement des Gauches et au MRP, leur a promis poser la question de confiance. C'est pourquoi nous nous élevons contre le projet gouvernemental qui, s'il était voté, resterait un projet Ramadier et, qu'on le veuille ou non, serait considéré comme socialiste. C'est pourquoi nous demandons au Congrès de prendre en considération seul le projet de notre camarade Rabier déjà adopté par la Commission de l'Intérieur. Nous disons hautement que nous ne voulons pas d'un statut quelconque, issu de marchandage ou de combinaisons subalternes, qui nous déshonorerait. Nous voulons un statut qui, vis-à-vis de la grande majorité musulmane, vis-à-vis des travailleurs européens, vis-à-vis de l'Union Française elle-même, rehausse le prestige de la France et grandisse notre Parti.
Aussi, nous demandons au Congrès de faire siennes nos conclusions et ainsi il restera fidèle à sa mission comme à toutes ses décisions antérieures.
Pour terminer, nous demandons au président Ramadier de ne poser la question de confiance en aucune circonstance et de laisser l'Assemblée Nationale maîtresse de ses votes et le Parti prendre, dans de débat qui engage l'avenir d'un pays, en toute indépendance, leur entière et totale responsabilité avec toutes ses conséquences.
Et nous déposons à cet effet la motion suivante :

Le Congrès national, considérant qu'après les débats à la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale, le projet de statut rapporté par notre camarade Rabier au nom de la majorité de cette Commission s'il n'est pas entièrement conforme au projet de statut de l'Algérie déposé par les fédérations socialistes algériennes et accepté à l'unanimité par le Conseil national du 19 mars 1947, n'en est pas moins un statut démocratique minimum ne correspondant qu'en partie aux aspirations des travailleurs européens et des masses musulmanes de l'Algérie, mandate expressément le groupe parlementaire et les ministres socialistes pour faire aboutir ce projet devant le parlement. En outre, le Congrès national demande au président Ramadier de ne poser en aucune circonstance la question de confiance sur les dispositions du projet de la Commission, lors de la discussion du projet devant l'Assemblée Nationale, et en particulier contre les deux points suivants :
1) Maintien intégral de l'ordonnance du 7 mars 1944 et de la loi du 5 octobre 1946.
2) Maintien de la majorité simple à l'Assemblée algérienne sur toutes les questions de son ressort, laissant ainsi l'Assemblée Nationale souveraine prendre responsabilités en toute indépendance.
(Applaudissements)

Maurice Rabier (Oran)

Je prends la parole et veux préciser que je n'en ai jamais usé, je me suis contenté jusqu'ici d'écouter et de m'instruire. Cependant, aujourd'hui c'est un devoir impérieux qui m'appelle à cette tribune. Je veux à mon tour, je m'excuse de le dire à la tribune de notre Congrès, sur cette question si importante du statut de l'Algérie, mon camarade Colin vous a dit que j'avais endossé cette grosse responsabilité de rapporter devant l'Assemblée Nationale le projet du gouvernement ; je dis le projet du gouvernement en voulant indiquer immédiatement le sacrifice que nous avons fait, nous les Socialistes d'Algérie, et également que notre Parti a fait, je dirai, au gouvernement de notre camarade Ramadier. Car l'histoire indique que six projets de statut ont été déposés sur le bureau de l'Assemblée Nationale, et parmi ces six projets, il y en avait un de notre Parti qui avait été étudié - je vous demande de m'écouter... - non seulement par notre Parti, par les fédérations algériennes, mais je dois le souligner par notre camarade Ramadier lui-même ; car je dois vous rappeler que l'année passée c'est avec lui que nous avons rédigé ce statut dans les bureaux du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale constituante.
Cette responsabilité que j'ai prise, ce détachement de notre Parti devant les responsabilités que nous ne voulons pas nier, méritait d'être souligné. Mais en acceptant de rapporter ce projet nous indiquions surtout le désir sincère et fort que nous avions de voir l'Algérie dotée d'un statut ; nous avons pu nous apercevoir depuis dix huit mois que nos camarades métropolitains s'intéressaient de plus en plus non seulement aux problèmes de l'Union Française, mais aussi en particulier aux problèmes de l'Algérie. Avec nous, aujourd'hui ils comprennent très bien qu'il y a urgence à ce que l'on accorde ce

statut à l'Algérie. Il me reste aujourd'hui à demander aide au Congrès pour que le gouvernement lui aussi nous aide à donner à l'Algérie le statut démocratique que nous voulons forger pour elle. A la Commission de l'Intérieur non seulement j'ai combattu les projets, les cinq projets qui étaient déposés par d'autres partis, mais j'ai eu aussi cette douloureuse corvée de combattre même le projet de notre Parti que j'avais moi-même signé et si j'ai fait cela, c'est parce que je voulais, avec les camarades d'Algérie, que l'Assemblée algérienne nationale soit saisie d'un projet qui puisse réaliser une très large majorité. Je pourrais tout de suite dire que je me suis mépris, au départ en tout cas, c'est sur la base du projet du gouvernement que nous avons discuté ; mais j'ai considéré comme un droit et aussi comme un devoir d'amender ce projet. On dit dans la presse qu'il contient des dispositions monstrueuses qui mettent en danger la souveraineté française ; je pense que notre 39ème Congrès ne fera pas l'affront aux militants socialistes d'Algérie en pendant un seul instant que ce serait nous qui serions en Algérie les fossoyeurs de la souveraineté française.

Mais voyez-vous, il y a des mots qui ont perdu de leur force ; la souveraineté française, quand cela est dit par un ouvrier même musulman, quand cela est dit par un républicain, cela conserve sa véritable définition, mais quand on le trouve dans la bouche d'un colonialiste, nous pensons - et je le démontrerai - que cela a perdu de sa force, de sa puissance.

En vérité, mes camarades, j'ai eu de grosses difficultés, ce sont ces difficultés que je veux rapidement vous indiquer.

Le gouvernement nous a fait savoir que notre projet était allé plus loin que ce qu'il était permis d'espérer, que la majorité serait insuffisante devant l'assemblée, que pour que le statut ait crédit et force, il serait nécessaire qu'il soit voté à une large majorité ; et notre camarade Depreux, à qui je veux en passant rendre hommage, car il nous a aidés… (applaudissements)… notre camarade Depreux a été entendu par la Commission de l'Intérieur et nous avons commencé à faire des concessions. Il ne s'agissait pas, soyez en certains, de marchandages, mais les abandons que nous avons faits, nous les avons faits, soyez-en certains, pour aider notre camarade Ramadier, car nous pensons nous aussi que sa tâche est difficile. Nous avons exemple décidé que le vote des femmes ne serait pas admis ; nous avons décidé que la motion de désaveu sera maintenue ; nous avons décidé que les prérogatives du gouverneur général seraient maintenues. Mais je dois vous signaler que lorsque je me suis présenté devant l'Assemblée Nationale au nom du Parti tout entier, au nom de la commission de l'Intérieur c'est vrai, mais du parti qui m'avait engagé je ne suis trouvé en opposition et, j'ai quelque douleur à le dire, avec le Président du Conseil lui-même qui a fait des remarques, qui a cédé aux sollicitations du MRP et qui a promis de poser la question de confiance si le statut n'était pas revu. J'ai encore cédé aux sollicitations, je l'ai fait et j'ai quelquefois le sentiment, camarades, que je l'ai poussé jusqu'à l'imprudence ; mais malgré tout, j'ai voulu aller jusqu' au bout ; nous avons écouté notre camarade Ramadier et là encore nous avons fait des concessions, nous en avons fait tant que nous avons pu. Je vais vous indiquer qu'en l'état actuel des choses, il y en a que nous ne pouvons pas faire, notre

camarade Colin l’indiquait tout à l'heure.
Voulez-vous que je vous en cite une avec quelques explications. Nous avons créé en Algérie deux collèges dans lequel se trouvent avec nous - et cela est symbolique - des musulmans ; ces musulmans s'y trouvent en vertu de l'ordonnance de mars 1944, ils s'y trouvaient aussi en vertu de la loi du 5 octobre 1946. Qu'est-ce qu'on nous propose aujourd'hui ? On nous propose de radier purement et simplement de ce premier collège les musulmans inscrits en vertu de la loi d'octobre 1946 ; et nous disons que cela pose un principe ; les Algériens savent bien, parce qu'ils l'ont dit, que depuis 1919 on a usé en Algérie d'une politique a'assimilation, qu'on a fait les choses à moitié et qu'elle a échoué. Mais aujourd'hui, car nous avons été toujours francs vis-à-vis de l'opinion publique, nous avons dit que le dispositif que nous mettions en place devait nous acheminer vers le collège unique. Contre cette proposition il y en a une autre, vous jugerez vous-mêmes s'il y a possibilité de transactions entre l'un et l'autre des principes; il y a ceux qui veulent que ne subsistent en Algérie que collèges purs l'un pour les musulmans, l'autre comprenant les Européens ; et les dispositions que l'on voudrait nous imposer ne tendraient qu'à chasser les musulmans du premier collège de façon à revenir vers cette formule, c'est-à-dire vers cette doctrine. Il n'est pas nécessaire d'être en Algérie pour comprendre les dangers d'une telle manoeuvre, dans une assemblée qui crée une représentation de chacun des deux collèges, l'un étant purement musulman, l'autre purement européen, cela nous amènera à créer une politique de blocs antagonistes sur le plan racial et cela le Parti ne peut pas le faire.
(Applaudissements)
Nous avons eu hier, mes camarades d'Algérie et moi-même, avec notre ami le Président Ramadier, une longue discussion ; nous lui avons indiqué que nous ne pouvions pas aller plus loin et que nous lui demandions de laisser l'Assemblée Nationale maîtresse de ses décisions. Voyez-vous, les Socialistes d’Algérie ont le sentiment que la question du statut doit être délibérée librement à l'Assemblée Nationale, car nous estimons que l'avenir de la France et de l'Union Française est engagé tout entier. Mais notre camarade Ramadier - je dois cette information au Congrès, Colin y faisait allusion à l'heure - nous a dit autre chose, qui nous a fait bien plus de peine. Je voudrais que la presse le répète. Son argument essentiel, voyez-vous, c'est qu’il est entré en transaction avec d'autres partis du gouvernement et qu'il y a eu échange de bons procédés; si vous voulez mieux, et pour tout résumer brutalement, on a troqué l'avenir de l'Algérie contre une loi municipale. Cela, nous ne pouvions pas l’admettre.
(Applaudissements)
C'est un pur scandale. Nous disons au Parti de bien faire attention. Voyez-vous, l'histoire n’est qu'un éternel recommencement ; chaque fois que des républicains en Algérie ont osé demander quelque chose pour les populations musulmanes il y a eu une levée de boucliers et je dirai de boucliers dorés. En 1919, quand les tirailleurs sont revenus de la guerre, quand dans les familles musulmanes on pouvait nommer ceux qui étaient restés à Verdun ou en Orient, on parlait d’accorder des droits aux Musulmans ; il y a eu à cette époque entre le

gouvernement et cette coalition colonialiste d'Algérie les mêmes difficultés que nous rencontrons aujourd'hui, le même chantage, les mêmes menaces, les mêmes pressions. Rappelez-vous en 1936 un Socialiste dont le nom est si cher à nous tous aujourd'hui comme il l'était déjà à cette époque, notre camarade Léon Blum proposait de revoir la question d'Algérie, de libérer tous ceux qui méritaient là-bas de l'être sur le plan électoral seulement et de faire une Libération économique. Il y a eu des délégations de colons algériens, qui sont venus ici, non pas avec des arguments, camarades, avec de l'argent dans la poche. Aujourd'hui on recommence la même valse ; le Parti se laisserait-il prendre dans cette affaire ? Je dis que le gouvernement, lui, s'est laissé prendre dans cette affaire parce que non seulement on a cédé à cette pression, à ces chantages, à ces menaces, mais on a cédé aussi à l'intérieur du gouvernement, par l'intermédiaire de tel ministre, aux mêmes pressions, aux mêmes menaces, aux mêmes chantages et on est arrivé à des transactions que les Algériens ne peuvent admettre. Voulez-vous que je vous dise ce que fait la presse en ce moment ? Voulez-vous que je vous dise que je suis autorisé à prévenir les Socialistes que tout ce qu'on insère dans la presse d'une certaine opinion ne constitue que des articles que l'on paye fort cher, dont l'argumentation est erronée, dont les chiffres sont faux et dont la seule habileté consiste tromper l'opinion française, à l'apeurer ; on parle de souveraineté menacée et on parle d'autre chose. J'ai sous les yeux un journal imprimé en France, l'âme française en Algérie, qui s'intitule démocratie ; voulez-vous que je vous dise en quels ternes dans ce journal on parle de notre ami, écoutez-moi : Idéologue sectaire, et borné s'obstinant rageusement dans les petites sottises, depuis deux ans il fait peser sur l'Algérie la plus intolérable dictature.

En voulez-vous un autre exemple : au dessous de la photographie de Mr. Chatagnier, Gouverneur général de l'Algérie : L'homme qui rit dans les cimetières… Je dois vous dire que Chatagnier a perdu lui aussi un fils dans cette guerre ; il a du sang sur les mains, intelligence dépravée, capable de tout pour sauvegarder ses grasses prébendes, c'est un jouisseur et profiteur du régime.

Voulez-vous que je vous donne la conclusion de cet article : aucune force humaine, aucune puissance terrestre si ce n'est la robe blanche des trépassés ne pourra soustraire l'âme de ce traître à là justice secrète, implacable et lumineuse de notre Algérie. L'Algérie martyre, c'est l'Algérie des colonialistes qui dure, méprisant ainsi tous les articles solennels de notre constitution. Aujourd'hui nous appelons à l'aide, nous appelons à l'aide notre Congrès, notre Parti dans ses assises nationales. Faites attention, ne soyez plus indifférents car ce serait pour vous coupable, c'est vrai, mes camarades, ainsi de l'avenir de l'Algérie et aussi de l'union française. Mais attention, si vous suivez précisément les mauvais bergers, si vous vous laissez duper et tromper par la presse payée, et si par hasard vous donnez raison aux sentiments par trop timorés du gouvernement, songez que votre responsabilité est engagée et aussi que l'avenir de l'Union Française et de l'Algérie serait engagé.

Voyez-vous, en Algérie, nous voulons collaborer avec les musulmans ; il y a là-bas une élite, c'est nous qui l'avons créée ; il y a en ce moment des petits écoliers

musulmans qui avec nos propres fils vont à l'école française et qu'aujourd'hui le gouvernement de le République française voudrait répudier : Les certifiés d'études musulmans. Comment pourrait-on le tolérer ? Est-ce que vous ne serez cas unanimes pour exiger de votre gouvernement qu'il ait plus de sollicitude et plus de respect pour les certifiés d'études qui sont formés dans nos écoles françaises et aussi pour les anciens combattants, pour ces anciens combattants qui sont allés avec les soldats de la métropole et de l'empire, avec les soldats de la France noire se faire tuer pour que la France et l'Union Française vivent. Si vous ne nous écoutiez pas…

Le président - Je demande de conclure, il n'est pas possible de continuer ce débat si chaque orateur dépasse le temps de parole accordé.
(Applaudissements)

Maurice Rabier - Je m'excuse, je n'avais pas l'heure, du rappel notre camarade ; je vais conclure très rapidement. Voyez-vous, sur le terrain pratique je voulais dire que nous ne pourrons pas céder davantage ; notre camarade Ramadier, s'il pose la question de confiance, j'ai reçu mandat du Parti et de la Commission le l'Intérieur pour rapporter le projet ; si demain j'étais en opposition avec le gouvernement, vous savez quelle serait mon attitude. Jamais je ne capitulerai.
Je crois avoir fait, mes camarades, et quelquefois contre mon propre désir, toutes les concessions que je pouvais faire ; Ramadier a été injuste quand il a dit que je compliquais sa tâche ou alors il ne comprend pas le problème algérien.

Le président - Je regrette, mais je demande à Rabier de quitter la tribune.

Maurice Rabier - Nous voulons un statut et non une caricature de statut ; nous voulons que le gouvernement... (Discussion entre président et orateur...) Que chacun prenne ses responsabilités, les nôtres sont prises, la parole est au Congrès. Il y a eu jusqu'ici assez d'injustices commises en Algérie, pour qu'une seule s'ajoute à celles commises déjà.
(Vifs applaudissements)

Le président - Je comprends toute l'importance pour nos camarades des fédérations d'Outremer des problèmes traités, mais je fais appel à leur bonne volonté afin que nous puissions aller jusqu'au bout de nos débats. La parole est à Gauthier, du Maroc.

Gauthier (Maroc)

Au Conseil national de mars dernier, j'ai porté à la tribune les inquiétudes de ma fédération au sujet de la situation au Maroc. Après avoir souligné les raisons de cette inquiétude, j'ai soumis au Conseil national l'ensemble des décisions que nous avions prises à l'issue de deux Congrès successifs consacrés entièrement à l'étude des questions marocaines. Ces résolutions à l'élaboration desquelles Faure et Verdier ont participé, ont reçu l'approbation du Conseil national qui les

Fondation Jean Jaurès

a adoptées intégralement. Six mois se sont écoulés depuis, aucune suite n'a été donnée à nos suggestions et comme on pouvait s'y attendre, n'a pas manqué de se produire ce que nous prévoyions.
Nous n'avons pas l'habitude, dans la fédération, de nous attarder sur le passé, qui nous intéressé par les leçons qu'il comporte ; et si je crois utile d'en reparler ici, c'est parce que ce passé est toujours, et plus encore peut-être qu'hier, d'une inquiétante actualité. Depuis la libération, le Maroc, comme tous les autres pays à d'Outremer, et plus encore que les autres en raison de sa proximité de l'Europe et de sa participation aux événements, en raison aussi de notre influence et de notre enseignement, a évolué avec une rapidité qui ne peut étonner que ceux qui s'en sont désintéressés. Ce peuple qui comprend aujourd'hui une élite importance, formée dans nos lycées et nos facultés, entend maintenant prendre une part active à la direction des affaires du pays. Il serait bien difficile de lui en faire grief de bonne foi de cette légitime aspiration. Mais là-bas, comme en Algérie, il faut bien convenir avec les éléments réactionnaires et les grandes sociétés capitalistes et aussi, comme l'a dit Guy Mollet, les hommes de Vichy pour qui le Maroc est une villégiature de tout repos comme l'Argentine dont on faisait l'apologie cet après-midi et l'Espagne de Franco. La nomination de Mr Labonne à la résidence au début de l'automne dernier avait éveillé de grands espoirs parmi ceux qui ce pays mettent les intérêts de la France au-dessus de leurs intérêts particuliers ; Mr Labonne, qui a déjà occupé avant la guerre la haute fonction de secrétaire général, connaissait bien cette situation et son grand programme du 22 juillet l 946 confirmait cette espérance, que nous avions mise en lui. Touchant tout de suite au vif du sujet, le résident général annonça de nombreux et consolants efforts de politique sociale qu'il allait rapidement appliquer, mais les représentants du haut commerce et de l'industrie et de la grosse colonisation réunis dans les 1er et 2ème collèges s'opposèrent vivement à ce programme et quittaient la séance, à l'exception de quelques-uns de leurs membres. La fédération socialiste fut à peu près la seule avec le troisième collège à assurer Mr Labonne de son soutien et de confiance entière tandis que les tenants des 2ème et 1er collège tentaient de demander le rappel de Mr Labonne, tout au moins le désaveu de ses projets.
Mais qu'advint-il dès lors des efforts de politique sociale ? Eh bien, ma foi il n'en fut plus question. A toutes nos demandes pressantes, Mr Labonne fit la sourde oreille et nos démarches demeurèrent sans résultat et les choses allèrent ainsi. Le mécontentement s'aggrava chaque jour, fait de la déception de promesses formelles encore une fois non tenues, et nous conduisit tout naturellement au discours de Tanger. Il parait que ce discours provoqua en France une grande surprise et beaucoup d'émotion ; au Maroc il y eut un peu d'émotion mais aucune surprise ; il fut interprété comme la conséquence inévitable d'une politique d'hésitation...
(On n'entend pas - tout le monde parle)

Le président - Veuillez écouter, camarades.

Gauthier - ...aux influences les plus néfastes au jour le jour et de contradictions continuelles entre les paroles et les actes, et si cette raison n'a pas été la seule, du moins a-t-elle fourni un excellant prétexte ; le gouvernement alarmé soudain, dans une sorte de réflexe, rappela immédiatement Labonne, et lui imputant la situation ainsi créée, lui substituait une personnalité qu'il jugeait plus indiquée pour prendre le contre-pied de cette politique et son choix se porta sur le général Juin.

Mais il n'y a pas que le discours de Tanger ; il y a aussi un autre incident, dont je crois on pourra mieux juger l'importance d'ici quelque temps, mais dont les conséquences apparaissent déjà comme non négligeables, je veux parler de l'évasion, si l'on peut dire, de la sortie d'Abd-el-Krim. Il y a eu faute, et faute grave, les responsabilités il a bien fallu renoncer à les établir, le ministère des affaires étrangères rejetant sur le ministère des colonies, les colonies renvoyant aux Affaires étrangères... Et cette lamentable histoire illustrerait encore une fois s'il en était besoin la façon dont on traite à Paris les affaires du Maroc.

(Applaudissements)

La fédération du Maroc, dès qu'elle fut informée de la décision du gouvernement de substituer le général Juin à Mr Labonne informa le Comité directeur et lui fit connaître qu'elle considérait que cette décision n'apportait aucune solution aux problèmes qui se posent dans le pays et surtout qu'elle n'était pas de nature à les faciliter. Il est évidemment regrettable que le précédent résident général Mr Labonne, qui par ailleurs dans le domaine de l'équipement et de la mise en valeur du pays amorçait dans un temps très court une tâche qu'il serait injuste de sous-estimer, n'eut pas la même application à réaliser les réformes politiques et sociales dont il aurait pris lui-même l'initiative et assuré la réalisation prochaine. Mais pour autant que nous le regrettions, nous ne pourrions lui en faire porter à lui seul l'entière responsabilité. La question marocaine n'est pas une question de résident et elle ne peut être qu'une question de gouvernement. Il faut en finir avec cette structure commode, avec cette expérience qui consiste à laisser à un seul homme, quelle que soit sa grande valeur et sa sincère bonne volonté, tout le poids et toutes les responsabilités qui s'attachent à cette haute fonction. Il faut que le gouvernement d'abord prenne lui-même ses responsabilités. Il faut qu'il fasse enfin ce qu'il n'a encore jamais fait, qu'il définisse une fois pour toutes la politique qu'il entend suivre au Maroc et qu'il la fasse connaître publiquement, que l'ayant ainsi définie, il donne au résident général des instructions précises et surtout des moyens de l'appliquer, notamment par son soutien constant tant moral que matériel. Que cela se fasse par le moyen d'un organisme rattaché directement à la présidence du conseil, que lui soient transmises les instructions et les décisions ; alors, et alors seulement, le pays se sentira vraiment gouverné et le malaise actuel s'en trouvera déjà énormément soulagé. C'est là la condition première et indispensable à tout redressement et à toute réalisation ; il faut en même temps que soient réalisées toute une série de réformes profondes, absolument indispensables et urgentes. Il faut en dernier lieu que soit immédiatement supprimée cette censure absurde et maladroite qui prétend s'opposer à la liberté marocaine. De deux choses l'une : Ou bien la presse arabe

nous adresse des critiques fondées et justifiées, nous fait des observations judicieuses, et dans ce cas il faut les connaître pour en tenir compte ; ou bien elle se livre, comme c'est généralement le cas, à une campagne de dénigrement systématique contre tout ce qui est l'oeuvre de la France. Dans ce dernier cas, c'est aux services résidentiels au bureau de la presse qu'il appartient d'y répondre avec vigueur et par tous les moyens nombreux dont ils disposent. Mais on peut faire aussi ce qu'on fait en Algérie, c'est moins fatigant et c'est moins efficace, faisant ainsi à la presse de dénigrement la meilleure publicité qu'elle n'ait jamais osé espérer.
Il faut que les travailleurs marocains bénéficient des lois sociales de la métropole, qu'ils ne soient plus un sujet d'exploitation ; il faut qu'ils obtiennent sans plus tarder le minimum vital demandé par la CGT. A ce sujet, je vous signale pour votre documentation, parce que je ne voudrais pas vous désobliger, mais vous ne savez pas grand-chose de ce qui se passe là-bas. A ce sujet je vous signale pour vote documentation que la Commission des salaires qui s'est réunie dernièrement a généreusement octroyé 3500 francs de minimum vital, au lieu de 5 500 demandés par la CGT. Une menace de grève générale pèse à l'heure actuelle sur le pays. Il ne faudra donc pas vous étonner si au Maroc aussi la fixation d'un minimum vital à un chiffre si bas et d'une façon aussi arbitraire entraîne dans les jours prochains quelques incidents.
Il faut que soit appliquée très rapidement la réforme de la justice éternellement à l'étude et qui se pose de plus en plus pour remplacer le système féodal actuel, il faut que dans tous les Conseils du gouvernement, municipaux, régionaux, les marocains aient une représentation effective, qu'ils y soient élus et non désignés, qu'ils participent pleinement à la gestion des affaires du pays. Il faut que soit réformé le système du Conseil du gouvernement, véritable caricature d'Assemblée où l'on ne vote pas même et où dix commerçants ou colons ont autant de représentants que cent autres Français… (Le président rappelle le temps de parole)… Camarades, j'en ai pour quelques minutes

Le président - Je demande au camarade de conclure.

Gautier - Alors je conclus. Ces premières réformes, qui doivent être réalisées, ne sont qu'un point de départ dans la voie du progrès que la France a le devoir d'instaurer dans ce pays pour le construire, faire une postérité de justice sociale croissante et réaliser dans l'esprit de la condition des chartes internationales une entente confiante qui permette une collaboration efficace et qui doit tendre, suivant la constitution, à permettre progressivement au peuple marocain de se gouverner lui-même d'une manière démocratique et dans le cadre de l'Union Française.
J'ai deux résolutions importantes que je vous lirai si le président m'y autorise.

Le président - Déposez-les.

Gauthier - Mais je supplie la Commission des résolutions de les prendre en

considération car elles ont une importance extrêmement grande.
(Applaudissements)

Guy Mollet - Je ne veux pas vous imposer un nouvel exposé, je veux simplement vous faire part de ce que je viens de recevoir les regrets de Léon Blum que la fatigue, je dirais même un peu la maladie, viennent d'obliger de rester à Juan les Pins. Je suis sûr d'être l'interprète de tous en demandant au président du Congrès de bien vouloir transmettre nos voeux de rétablissement et toute notre sympathie.
(Applaudissements)
Je vous demande de la même façon que nous disions notre sympathie et envoyions nos voeux de rétablissement à Augustin Laurent encore malade et à Georges Brutelle.
(Applaudissements)
Et nous ajouterons notre camarade Bracke, c'est la première fois qu'il n'est pas au Congrès...

André Bidet (Tunisie)

Camarades, je regrette d'avoir encore un exposé à faire sur la Tunisie. Je le regrette car c'est la preuve que les précédents ont été inutiles. Je le déplore parce que la Tunisie attend désormais des actes ; la Tunisie n'entend plus se payer de mots. Ils en sont là et les plus beaux discours ne provoquent chez eux que des sourires sceptiques, des propos désabusés et de la défiance.
Je veux parler un peu de la formule de l'Union Française ; j'en veux surtout parler après ce qu'en a dit Ramadier car je ne suis pas tout à fait d'accord avec lui.
(Applaudissements)
La France a lancé la formule Union Française et depuis qu'elle est lancée, la formule reste à l'état de formule.
(Applaudissement)
Rien n'est venu la préciser en dehors du vague néfaste de la constitution ; mais, dans les faits, c'est l'attente qui se prolonge et avec l'attente naît l'exaspération. Et puis, il faut s'entendre même sur les mots. Qu'est-ce que c'est que cette Union Française ? Je ne regrette pas tellement que l'on n'ait pas donné une définition parce que je pense que l'Union Française est une création permanente qui se poursuit. Mais tout de même je ne puis accepter l'indéfini des formules employées tout à l'heure par Paul Ramadier ; j'y ai senti une sorte de pratique du compte-gouttes de la balance pharmaceutique pour doses infinitésimales, quand il s'agit des libertés des peuples d'Outremer.
(Applaudissements)
Et il faut là-dessus s'entendre ; il ne s'agit pas de se borner à prononcer les mots magnifiques à vertu magique comme ceux de liberté, égalité, fraternité. Il faut encore assurer dans ces pays une part de liberté, d'égalité, de fraternité égale à celle que revendiquent les Français.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Et puis lorsqu'il s'agit d'un pays comme la Tunisie, qui dans l'Union Française est un état associé, il y a une notion qui est indispensable, qu'il faut mettre en relief et je dis qu'il faut alors l'Union Française qui est la condition qui assure la vie même d'une nation, c'est-à-dire la volonté de vivre ensemble, ce qui suppose par conséquent une association librement consentie. Et le Socialisme dont je suis, je vous en prie, camarades, c'est très important, prenez y garde, les Socialistes que nous sommes en Tunisie, qui vivons dans les réalités vivantes n'accepteraient pas de se voir déshonorés par une association imposée au peuple tunisien sans qu'il ait pu se prononcer en toute liberté.
(Applaudissements)
Le navrant c'est de constater que l'on ne cesse à propos de l'Union Française de perdre du temps, on vient de perdre toute une année et cela amène une sorte de contraction sur eux-mêmes des Tunisiens. Ce retard s'explique d'ailleurs par des erreurs gouvernementales extraordinaires, si grosses que l'on n'arrive pas à concevoir là-bas qu'elles aient pu être commises. Et je veux rapidement rappeler les plus importantes.
La première suppression du sous-secrétariat aux affaires musulmanes ; c'était le ministère homogène socialiste qui l'avait créé, c'est un ministère à direction socialiste qui l'a supprimé. Ce qui est une drôle de manière de prouver leur esprit de suite.
(Applaudissements)
Il y a l'affaire de la nomination du résident, la nomination de Pierre Berthaud désigné par un Conseil des ministres, rapporté par un autre. Cet incident donnant une apparence de désaccord entre Bloch et Blum ; nous avons été ridiculisés : Installation par les Tunisiens d'un bureau de Pari mutuel sonnant tous les jours la cote des candidats, et cela pendant deux mois...

Pierre Bloch (?) - Il n'y a jamais eu désaccord

André Bidet - Mais la presse l'imprimait. Et il y a eu aussi cette nomination extraordinaire du général Juin au Maroc ; vraiment s'il y avait quelqu'un ne pas nommer, c'était bien lui.
(Applaudissements)
Quand on connaissait tout le dossier. Je rappelle l'affaire d'Abd-el-Krim ; on pensait que c'était quelque chose de fait exprès. Il y a la question du statut de l'Algérie qui retentit en Tunisie, et je joins mon appel à ceux le mes camarades d'Algérie pour demander que ce statut soit voté, si vous voulez conserver l'amitié des Tunisiens ; quelqu'un a dit : "vous voyez la générosité française, cette générosité ce n'est que du marchandage".
On nous a donné un nouveau résident général : Mr Mons ; il est plein de bonne volonté et de bonnes intentions, mais je dois dire que ses élus ne sont pas heureux. Pourquoi ? Parce que le quai d'Orsay commande et lui se borne à mettre en application les mesures décidées, et aussi longtemps que le quai d'Orsay sera le maître souverain dans ce domaine, n'attendez pas que l'Union Française devienne quelque chose d'acceptable pour les Tunisiens. Le quai

d'Orsay, en l'occurrence, voilà l'ennemi.
On a formé un ministère tunisien, tout ce que je puis vous en dire c'est qu'il est absolument déconsidéré devant l'opinion publique tunisienne, totalement et fatalement ; et toujours avec cette façon d'agir on perpétue le vieux système qui consiste à donner satisfaction à quelques grandes familles, sans se soucier des véritables intérêts du peuple tunisien, du peuple qui doit être lui au premier plan dans nos préoccupations. Nous ne sommes pas là pour faire vivre quelques féodaux tunisiens, nous y sommes pour l'émancipation du peuple tunisien et au moment même où on créait ainsi un ministère, il était une mesure indispensable pour donner la preuve que quelque chose était changé, c'était de lever l'état de siège, de donner les libertés nécessaires, liberté d'association, liberté de réunions, ne plus permettre que les partis nationalistes tunisiens travaillent dans la clandestinité et travaillent d'autant plus fort qu'ils peuvent accomplir leur besogne de manière souterraine. Et puis, et certainement bientôt, il faudra causer avec eux.
Ce nous demandons dans le plan politique qui pour les Tunisiens reste l'essentiel, c'est une assemblée législative franco-tunisienne, des municipalités élues ; c'est par la mairie que vous commencez à former les citoyens. Camarades, je veux encore vous dire de prendre en considération ce programme. Je vous avoue que c'est probablement la dernière fois que je me dérange de Tunisie pour venir vous le dire. Désormais nous ferons notre besogne nous-mêmes parce que l'accueil que nous trouvons auprès des délégués n'est pas précisément encourageant.
(Applaudissements)
(Vifs applaudissements)
Peut-être prendrez-vous en considération cette revendication qui rejoint nos préoccupations. Nous voudrions avoir en Tunisie pour faire une politique démocratique des fonctionnaires qui soient des démocrates et des républicains ; nous avons une indigestion des personnages du quai d'Orsay ; Mons ne fera rien parce qu'il est entouré, surveillé par les hommes du quai d'Orsay, il y a toujours un oeil, une oreille à la porte du bureau de Mons. Qu'est-ce que vous voulez qu'il fasse dans de pareilles conditions ? Il faut, oui, se mettre à pratiquer là-bas une politique de large démocratie, il faut réaliser ce programme, non par crainte de voir perdre le pays, la France ne doit pas agir par frousse, il faut pratiquer cette politique, non parce que les Tunisiens regardent de plus en plus du coté du Caire et de la ligne aride, du coté de la Turquie, du coté des Etats-Unis ; il faut faire cette politique parce qu'elle correspond à toute la tradition française, qui est essentiellement une tradition d'humanité. Il faut la pratiquer parce qu'elle est la seule politique vraie, juste, raisonnable. Camarades, je vous adresse cet appel avec une force de conviction retrempée, une chaleur d'âme revigorée, parce que je sens que le temps presse. Rappelez-vous les incidents de Sfax de la semaine dernière. Il n'est peut-être pas trop tard, mais il est déjà bien tard. Je vous en conjure, Parti Socialiste, faites confiance à votre fédération de Tunisie, vous le pouvez, vous le devez parce que toute notre histoire fédérale, porte témoignage. C'est dès 1909 que la fédération de Tunisie affirmait que la politique

traditionnelle, la mission traditionnelle de la France en Tunisie était de préparer l'avènement d'un peuple majeur, maître de ses droits et de ses destinées ; la formule a été reprise dans la constitution de la 4ème République, mais nous avons été les précurseurs.
Camarades, un dernier mot. Croyez bien que la fédération de Tunisie n'a qu'une ambition, une ambition Socialiste et française puisqu'elle est humaine : servir là-bas de façon positive, concrète, la démocratie politique, économique et sociale pour y servir la cause de l'homme qui reste la commune mesure des peuples, des nations et du monde.
(Applaudissements)

Paul Valère (Cochinchine)

Je dois tout d'abord remercier les délégués de la France d'Outremer de m'avoir énergiquement souligné l'importance de l'Union Française et notre secrétaire général pour avoir spontanément admis que le temps primitif de une heure 10 minutes qui nous était accordé pour débattre la question de l'Union Française ait été une mesure absolument le faveur que l'intérêt de cette question capitale présente pour le Parti et pour la communauté française.
Camarades, les Socialistes de Cochinchine qui militent dans un milieu hostile sont chargés d'attirer votre attention sur les risques - que dis-je - les symptômes de cette dispersion dont on parlait tout à l'heure de l'Union Française.
En ce qui concerne l'Indochine, vous trouvez cette dispersion, je ne me servirai pas d'arguments personnels, je me bornerai à vous citer quelques documents dont par exemple le dernier discours, la dernière interpellation du conseiller de France au dernier Conseil de Cochinchine qui s'est tenu le ler août à Sain. Voilà le texte de cette interpellation. (Lecture)
Monsieur le Président - il s'agit du président Levano, chef du gouvernement fantoche que nous avons installé illégalement chez nous - lors de notre dernière séance plénière, je vous ai dressé le tableau des résultats obtenus par le bureau gouvernemental provisoire de la Cochinchine; vous avez convenu avec moi que ces résultats n'étaient guère brillants. Depuis, la situation a empiré, nous assistons à l'heure actuelle à une lutte fratricide d'une telle ampleur que notre histoire n'a jamais connue. Si je prends aujourd'hui la parole, ce n'est pas pour revenir sur l'énumération de ces tristes exploits du gouvernement mais c'est parce que je sens peser lourdement sur mes épaules le jugement sévère de l'histoire, que je vous convie de faire avec moi le point de la situation. Lorsque le 29 juillet 1946 nous fûmes appelés à venir siéger à ce Conseil de Cochinchine, vous vous rappelez, camarades, notre principal souci était de rétablir l'ordre et la paix. Nous tous, Français et Cochinchinois, nous nous sommes mis courageusement à la tâche, beaucoup d'efforts ont été faits, mais en présence de la situation actuelle il faut bien nous rendre compte que les événements nous dépassent. Le coût de la vie augmente, les destructions s'amoncellent, les désordres se multiplient, les partis politiques sont armés et encouragés à se dresser les uns contre les autres, la plupart de nos compatriotes ne sont pas libres. Tels sont les faits auxquels aucun de nous ne peut sans

amertume songer, chaque jour qui passe apporte une nouvelle preuve que le gouvernement provisoire de Cochinchine est incapable de rétablir la paix, sans être aidé par beaucoup de Français et par nous autres Cochinchinois. Mr le Commissaire est revenu en Indochine avec la ferme intention d'apporter une paix à cet état de choses. Il ne précisera que dans quelques jours les bases sur lesquelles la France entendait édifier d'autres attitudes, mais d'ores et déjà il est permis d'espérer, à travers la déclaration qu'il a faite le 13 juillet à la presse, que l'édifice qu'il veut construire sera profitable à tous. Il a fait allusion aux prochaines négociations, mais n'a pas dit avec quel gouvernement, par contre il précisera que c'est avec tous les partis groupés dans un vaste élan de patriotisme qu'il élaborera.

Ainsi donc l'espoir de voir le gouvernement provisoire de la Cochinchine tel qu'il est composé participer aux négociations est définitivement exclu. Pour la raison bien simple que ce gouvernement n'a ni sur le plan intérieur, ni sur le plan international, l'oreille de notre parti, cela encore bien moins. Certaines opinions s'accordent même à dire que l'existence du gouvernement actuel et du Conseil de Cochinchine constitue un obstacle sérieux à toute négociation.

Monsieur le Président du Gouvernement, après un effort laborieux, nous sommes unanimes à constater que nous n'avons pu mieux faire et que nous ne pouvons rien faire dans l'avenir. L'heure est grave. A chacun de nous de prendre sa responsabilité à la veille des événements dont dépend uniquement l'avenir du pays, nous sommes décidés de laisser place vide à toute nouvelle initiative, nous allons déposer dans un instant sur le bureau une motion. Avant de ce faire, si vous vouliez bien y consentir, nous aimerions savoir, Monsieur le Président, quelle est la position que vous prenez.

Je vais vous donner un simple passage de la réponse du président Roy qui est loin d'être notre ami, mais je crois que le facteur prédominant est le facteur moral de cet état d'esprit. Devant les hésitations d'une certaine propagande bien montée en jouant sur une certaine partie de la population a pu développer l'esprit de lutte dans certaines sphères de la population. N'avons-nous pas assez souvent dénoncé aux autorités responsables les dangers de telles hésitations grâce auxquelles le trouble règne dans les esprits et qui, j'en suis persuadé, n'est pas étranger à certaines interventions au sein même de cette assemblée.

Voilà, camarades, ce que pensent les propres secrétaires du gouvernement de l'autorité française et du gouvernement de la république à direction Socialiste.

Il y a une chose remarquable sur deux points et là, nous-mêmes ses adversaires, nous sommes entièrement d'accord ; c'est qu'après deux ans de sacrifices demandés au peuple français, après deux ans qu'on a envoyé là-bas nos enfants et votre argent, nous en sommes à ce point que les Indochinois eux-mêmes préfèrent disparaître que de servir d'inutiles instruments à une politique stérile. Cela est si vrai que les membres au gouvernement de Cochinchine préfèrent s'enfuir. Chaque avion amène à Saison un de ces ministres cochinchinois ; c'est ainsi que Mr… dont vous avez dû entendre parler, a préféré venir exercer son ministère à Paris où il donne de fort brillantes réceptions auxquelles s'empressent les personnalités du ministère de la France d'Outremer.

(Applaudissements)
Or, si vous voulez savoir qui est Mr Trentin, il vous est loisible de voir le numéro du Populaire du 28 janvier ; il est traité de concussionnaire et de débauché. Cependant, au mois de juillet nous lisons dans notre même Populaire : Mr… est devenu un honorable vice président du conseil et du gouvernement de Cochinchine. Cela camarades, retenons bien cette perspective que le Populaire lui aussi peut évoluer
(Applaudissements - Rires)

Le président - Il faut conclure, camarade.

Valère - Je vais conclure. Si nous en sommes arrivés là, c'est parce que le cri d'alarme jeté par les militants socialistes n'a pas été entendu, c'est parce que nous avons continué la politique qui, on l'a déclaré à la tribune, même de l'Assemblée Nationale, n'a été qu'une anticipation de la politique gouvernementale.
C'est parce que nous avons persévéré dans cette politique de paternalisme et de non stabilité qu'on n'aboutit qu'à éloigner de nous les masses autochtones des pays d'Outremer.
Bien plus, camarades, dans nos Conseils nationaux mêmes, ce n'est pas sans un sentiment de révolte et aussi de découragement que nous avons appris que lors du Conseil national sur la motion quand il ne s'agissait que d'étendre une résolution… (On n'entend pas)... car un de nos plus grands camarades se trouve être lié avec le colonel qui est responsable des désordres de l'Indochine.
Camarades, depuis, j'ai entendu parler beaucoup de la démocratie de notre Parti Socialiste. Eh bien, camarades, il faut enfin réfléchir à votre tour. Vous voyez bien que ce ne sont pas là les mots d'ordre de votre parti, et alors demandez-vous à quoi sert une démocratie, et à quoi ressemble notre démocratie. Je crains bien qu'elle ne ressemble trop à celle des sociétés anonymes où les trop petits porteurs d'actions ne sont que le jouet de quelques magnats de l'assemblée.
(Dans la salle : Bravo, bravo !)
C'est pourquoi, camarades, nous trouvons encore d'étranges coïncidences entre la conclusion, que je vais vous lire de cet article du journal des marchés coloniaux, et la politique à base stratégique qui est la condamnation la plus flagrante, à mon avis, de la politique suivie en Indochine. Voilà la conclusion de cet article :
(Lecture.... Il appartient de reprendre à la base un effort nécessaire que l'échec du Japon… camarades, à ceux qui doutent le l'avenir... à nouveau nous installer militairement, solidement, à Haiphong, la côte douanière, Tourane, les plantations de caoutchouc, les bouches du Mékong…
Certes, je suis persuadé qu'il nous est possible de nous attacher comme des sangsues au parti de l'Indochine, sans que les Vietnamiens puissent parvenir par la force à nous en expulser ; mais, camarades, je, suis persuadé qu'il faudra encore attendre longtemps ! Je conclus, camarades, je regrette que le temps soit si court pour des questions si graves, en vous exposant tout simplement la résolution prise par notre Congrès fédéral et que je lis avec émotion, espérant

qu'elle parviendra à toucher, à pénétrer dans les hautes préoccupations de nos dirigeants, mais qui touchera sûrement les militants de la base qui, dans leur fédération ou leur section apprécieront et agiront mieux sur les questions.
Voilà la motion de la fédération de Cochinchine.

Le président - Au lieu de la lire, déposez-la à la Commission des résolutions, cela vaudra mieux...

Valère - Camarades, ce n'est pas possible.

Le président - Faites comme les autres camarades, remettez-le.

(Lecture motion : La fédération, de Cochinchine demande la dissolution du gouvernement illégalement installé... etc.)

Paul Rivet (Seine)

Camarades, je me bornerai à traiter la question de l'Annam. Je connais l'Indochine, je sais l'oeuvre admirable qui a été accomplie là-bas par nos savants, par nos ingénieurs, et je n'hésite pas à le dire, par nos colons. Mais je connais et j'aime le peuple vietnamien, je connais leur existence de travail et de misère et je n'ai pas pu séparer l'oeuvre de la France de cette sollicitude que j'ai pour le peuple indigène de cette péninsule indochinoise. La politique que l'on a suivie depuis la Libération vis-à-vis de l' Indochine a été parsemée d'erreurs et nous manquons à nos engagements. Et il me suffira de vous rappeler très brièvement la chronologie des faits pour que vous compreniez immédiatement que la France a conclu avec le Vietnam l'accord du 10 mars 1946 qui comprenait : l- La reconnaissance du gouvernement du Vietnam ; 2- le règlement de l'affaire de Cochinchine par voie de référendum ; 3- l'ouverture des négociations en France avec le représentant français et vietnamien.
Le haut commissaire de la République en Cochinchine n'attend même pas l'arrivée de la délégation vietnamienne pour porter de sa propre autorité un premier coup à cet accord en favorisant la constitution d'un gouvernement fantoche en Indochine, gouvernement que Moutet lui-même a qualifié de gouvernement...
Néanmoins les négociations ont commencé en France ; elles devaient avoir lieu à Fontainebleau. J'ai été désigné par le gouvernement français pour participer à ces négociations ; il m'a suffit d'une réunion préliminaire la veille de l'ouverture des négociations pour comprendre qu'elles n'a aboutiraient pas, parce qu'on ne voulait pas qu'elles aboutissent et j'ai écrit le soir même une lettre où je disais que je donnais ma démission parce que j'entendais n'être ni dupe, ni complice.
(Applaudissements)
Des forces occultes capitalistes et cléricales travaillent ensemble pour conduire cette négociation d'une importance capitale vers une impasse.
Tel était le plan. Mais il s'est déroulé presque entièrement. Il s'agissait de renvoyer ce collègue en Indochine après avoir essuyé un échec de façon à le

Fondation Jean-Jaurès

déconsidérer et par conséquent à pouvoir établir dans le reste de la péninsule annamite, c'est-à-dire au Tonkin et surtout à Hué un gouvernement semblable à celui que l'on avait installé en Cochinchine. La réunion aboutit à l'échec que vous savez ; malgré un effort suprême de Moutet pour essayer au moins d'arriver à un arrangement permanent, le but n'a pas été atteint entièrement, le prestige est resté intouché malgré l'échec de Fontainebleau ; et c'est alors qu' attaquant de nouveau le haut commissaire l'amiral Thierry d'Argenlieu, qui sans en référer à Paris avait envoyé le 22 novembre, alors qu'il y avait un incident à Haiphong, incident qui était déjà liquidé, l'ordre de donner une leçon aux vietnamiens et le 23 novembre, c'est cet affreux bombardement à Hanoi qui fait plusieurs milliers de victimes parmi les Tonkinois et à cette abominable journée du 19 décembre à Hanoi où le Vietnam à son tour commet toute une série d'exploits. Un fossé était creusé entre Vietnamiens et Français ; et alors on déclare à Paris que l'accord du 6 mars est tombé et que le référendum ne peut plus avoir lieu ; et en même temps on déchaîne contre la Ho chi min une campagne violente - dans tous les journaux - qu'on avait présenté en décembre 1946 comme un bon Socialiste. On m'avait dit qu'il avait fait partie de la 18ème section si je ne m'abuse, il apparaît alors comme un suppôt de Moscou ; on déclare qu'il est mort, qu'on ne sait pas s'il n'est pas malade, prisonnier de ses collaborateurs... Et enfin on déclare qu'un document qu'il a envoyé pour demander la paix est un document apocryphe alors qu'il est prouvé à l'heure actuelle qu'il émanait bien de lui.

Voilà la situation, et pendant ce temps là on cherche à négocier avec l'ancien empereur d'Annam pour essayer de constituer avec lui un gouvernement analogue à celui de Cochinchine. Un immense espoir naît lorsque nous apprenons que Mr Bollaert a été désigné, il part en Cochinchine, il part, il va à Hanoi, il annonce un grand discours qu'il doit prononcer le 25 août ou plutôt il part d'abord, et il revient en France pour rendre compte, il repart et il annonce à son arrivée un grand discours sensationnel et aujourd'hui ou hier nous apprenons que Mr Bollaert est rentré à Paris pour s'entendre avec le gouvernement. Est-ce que la politique suivie jusque là en Cochinchine avec ce gouvernement fantoche, dont je vous ai parlé tout à l'heure, a donné des résultats ? Mais non. L'insécurité en Indochine, les Français dans les villages où il y a des garnisons sont obligés de sortir dans les rues accompagnés par un soldat et la nuit ils sont obligés de se réunir dans une maison commune pour assurer leur sécurité. Voyez-vous, cette politique a fait faillite et c'est maintenant que l'on pense à établir la même politique par tout le reste de l'Annam.

Ah ! Camarades, je voudrais vous lire, si le président m'en laisse le temps, le témoignage d'un homme que vous respectez tous, notre ami Léon Blum qui, alors qu'il était Président du Conseil, sur un rapport que je lui avais envoyé me répondait : Tout ce que vous dites, Rivet, corrobore ce que je sais. Eh bien, Blum n'a pas changé car dans le Populaire du 6 août il y a un article magnifique que vous avez tous lu, j'espère : "Oui il faut en finir, oui, l'on peut en finir maintenant que l'ordre pacifique est suffisamment rétabli en Indochine, ce qui était l'unique condition préalable ; oui l'on doit traiter de peuple à peuple et non de vainqueur à Vaincu ; oui, l'on doit traiter en tenant les yeux fixés non sur le

passé mais sur l'avenir qui doit comprendre les deux peuples dans la même Union Française ; oui l'on doit traiter avec les représentants qualifiés du peuple vietnamien quels qu'ils soient, sans aucune exclusive politique ou personnelle. On a dit qu'il était mort. Il n'est pas mort, quoi qu'on en dise, il est bien vivant et un message de Mr Paul Musset, message personnel reçu il y a quelques jours, parlait de le voir ; il demeure le représentant authentique et qualifié du peuple vietnamien et il vient de nous fournir en ce moment même la preuve évidente de sa sagesse, de son patriotisme et de son abnégation ; il y a une lueur sur le Tonkin, il faut que cette lueur devienne l'aube, puis le jour. Aujourd'hui, des rumeurs, confirmées d'ailleurs, en partie par la radio, nous sont venues de Paris ; les négociations seraient engagées et j'ai le droit de demander à Ramadier et à Moutet : Quelle paix êtes-vous en train de négocier ? Si c'est une paix analogue à celle que vous avez cru établir en Cochinchine, c'est-à-dire une paix établie en établissant les combats avec …. (?) et sa kyrielle de mandarins désireux de récupérer tous leurs privilèges abolis par la Révolution, ce n'est pas la paix, c'est une fausse paix, et si c'est la vraie paix, celle que désire Blum, celle que j'appelle de tout mon cœur de Socialiste et d'homme, pourquoi avez-vous attendu un an pour la réaliser ?
(Applaudissements)
Il eut été aussi facile de la réaliser il y a un an que maintenant, et dans trois mois elle sera Plus difficile à réaliser ; il a donc fallu cette hypothèse, et je le désire de tout mon coeur, si cette hypothèse de paix que vus envisagez, la vraie paix, il aura donc fallu qu'il y ait des milliers de Français et de Vietnamiens qui tombent dans une lutte fratricide et qu'il y ait eu des milliards et des milliards d'argent français gaspillés pour que vous ayez compris où était la vérité et la justice.
(Vifs applaudissements)

Lascaux (Cambodge)

Camarades, au nom de nos amis Socialistes métropolitains et cambodgiens habitant donc le pays du Cambodge je me dois, alors que des négociations doivent être engagées avec moi de porter devant le Congrès du Parti Socialiste le point de vue cambodgien. C'est un devoir pour nous qui avons été l'objet de manifestations toutes chaudes de la part de nos camarades et même du gouvernement cambodgien que de dire ici au Congrès ce qu'est le Cambodge, ses espoirs et surtout ce qu'il craint.
Je rappelle qu'en septembre 1945, lorsque les premiers parachutistes français sont arrivés au Cambodge, que le chef de ces parachutistes a écrit au roi pour lui faire connaître sa présence, la réponse ne lui a pas été faite à lui, mais à un camarade socialiste, et dans cette réponse verbale il était dit que le Cambodge revenait vers la France, que les lettres pouvaient être signées, si le représentant de la France voulait bien les accepter. Il s'est trouvé que la mariée étant trop belle, le représentant français a dit qu'il ne pouvait accepter ces lettres qu'officieusement mais non officiellement. Ce fut donc un premier échec. Lorsque plus tard les relations s'établirent entre le gouvernement et les Français, le gouvernement cambodgien, lorsque les premiers traités n'étaient pas encore

faits, c'est aux Socialistes du Cambodge que le gouvernement cambodgien s'adressait pour en faire la critique. Plus tard, lorsque Moutet eut établi au Cambodge toutes les libertés démocratiques, c'est-à-dire dire droit d'association, liberté de presse intégrale, droit de réunions et élection, c'est aux camarades Socialistes que les jeunes partis cambodgiens s'adressaient pour avoir des conseils. Nous avons donc quelques devoirs vis-à-vis de ce peuple, trois millions d'habitants, mais qui doit avoir sa place au soleil. Vous m'excuserez d'entrer dans un petit détail historique. En 1859, lorsque le roi du Cambodge Honoré… (?) menacé par les Chinois d'un coté et par les Annamites de l'autre, sollicita la protection de la France. En 1863 un traité fut signé et des frontières furent tracées par ce que l'on appelle le plan. Ses frontières se déterminaient comme actuellement car les frontières de la Cochinchine. Aujourd'hui, dans cette Cochinchine existe un noyau de Cambodgiens évalués à environ 450 000, minorité extrêmement importante qui revendique sa place au soleil, surtout qui actuellement combat. Devant l'éventualité de la réunion des trois kys, Le gouvernement cambodgien est très inquiet. Je n'étonnerai personne en disant que ces deux peuples ne vivent pas en très bonne intelligence ; le Cambodgien n'est pas très travailleur, il a d'autres qualités, il a un esprit supérieur, un peu contemplatif alors que l'Annamite est un homme studieux, travailleur, surtout de forte natalité ; cette forte natalité amène chez lui un impérialisme et cet impérialisme est très fort de le part du gouvernement cambodgien. Ces inquiétudes du gouvernement cambodgien sont mises à profit actuellement par une puissance anglo-saxonne qui rêve d'établir une confédération de Birmanie, Siam et Cambodge, si d'aventure la France ne réussissait pas à rétablir la paix en Cochinchine.

Il faut dire aussi que le gouvernement cambodgien qui ferait cette réunion voudrait avoir des garanties et demande absolument au gouvernement français de garantir le salut de la minorité cambodgienne en Cochinchine, il lui demande la liberté de navigation sur le Mékong, il lui demande un port franc à Saigon et lui réclame enfin la possibilité de dédouaner ses produits alors que tout passe par Saigon, alors que les produits cambodgiens passent sous les fourches caudines du trust français, ils ne voudraient pas passer sous les fourches caudines de l'administration annamite, avec laquelle ils vivent en bonne intelligence, mais qu'ils craignent. Ce point de vue n'a pas échappé à nos camarades qui sont au gouvernement, je voudrais qu'ils soient compris du Congrès socialiste pour savoir toutes les difficultés auxquelles on se heurte en Indochine, pour obtenir une paix et une paix qui soit faite par la protection des trois états annamites et de toutes les minorités qui peuplent l'Indochine française. Si j'ai pu intéresser le Congrès, je serai…

(Applaudissements)

Shengor (Sénégal)

Camarades, j'ai constaté avec plaisir que presque toutes les motions mettaient l'accent sur le problème de l'Union Française. Je dis "presque", je ne dis pas toutes les motions. Tout de même il est heureux de constater ce progrès et de

fait, pour un Socialiste, le problème de l'Union Française, le problème du prolétariat d'Outremer est au coeur même du problème socialiste parce que c'est l'illustration la plus éclatante, la plus manifeste de la théorie de l'aliénation. En effet, je ne me contiendrai pas dans les abstractions ; en effet, l'homme d'Outremer, le travailleur d'Outremer a été rendu étranger aux produits de son travail, à son travail et à sa personnalité. Vous devinez que je traiterai du problème social économique, mon camarade devant traiter du problème politique.

Aliénation du produit de son travail, c'est le problème des bas salaires ; le professeur Chevalier nous dit dans une de ses brochures qu'il a mis le pied pour la première fois au Sénégal il y a 50 ans ; il y est retourné l'année dernière, il constate que le paysan sénégalais est aussi malheureux qu'il y a cinquante ans bien que les capitalistes gagnent sur son dos des centaines de millions de francs or tous les ans.

(Applaudissements)

Car les trusts internationaux s'entendent pour maintenir les produits d'Outremer à des prix dérisoires. Et d'autre part les employeurs s'emploient également à maintenir les salaires à des taux dérisoires. Un exemple : Le minimum vital pour les Européens est de 10 000 francs, pour les Africains de 2 500 francs. On me dira, il est vrai, que les Africains n'ont pas les mêmes besoins. Je ne le crois pas parce que les biologistes dénoncent une sous alimentation permanente, il s'agit de savoir si la France est dans les pays d'Outremer pour entretenir cette sous alimentation

Aliénation d'avec son travail, je ne reviendrai pas sur le problème du travail forcé, une expression que Marx employait il y a déjà cent ans ; il faut remercier le gouvernement socialiste d'avoir fait disparaître le travail forcé. Il y a une autre aliénation sur laquelle n'insistait pas Marx, mais qui est tout aussi importante : Le colonisateur enseigne à l'homme d'Outremer à avoir le mépris de sa langue, le mépris de son art, le mépris de sa culture c'est-à-dire le mépris de sa propre personne. Voilà l'aspect du problème. Nous Socialistes, notre tache essentielle, le but même de notre politique doit être de détruire cette triple aliénation, de réconcilier l'homme avec le produit de son travail en le lui donnant avec son travail et avec sa personne. Voyez-vous, en réconciliant l'homme avec l'homme on le réconcilie avec les autres hommes ; en donnant aux peuples d'Outremer, le respect, l'amour de leur civilisation, on leur donnera le respect et l'amour de la civilisation française.

(Applaudissements)

Pour moi, plus j'avance dans l'étude et dans la connaissance de la vie, plus je comprends la civilisation française, plus j'aime la France. Car c'est une erreur de croire qu'en développant le complexe d'infériorité on développera le respect de la nation française ou le respect de la souveraineté française.

(Vifs applaudissements)

Tout racisme est à base de complexité et les nations chez lesquelles se développent le nationalisme et le racisme sont des nations qui ont été vaincues, l'exemple de l'Allemagne est pertinent. Donc, nous devons avoir une politique

constructive. Comment réconcilierons-nous les travailleurs d'Outremer avec le produit de leur travail ? Il s'agit pour les paysans d'édifier, de bâtir des coopératives de production et de vente et c'est ainsi que le paysan reprendra le sens du travail collectif, de la création dans la joie ; c'est ainsi qu'en détruisant les intermédiaires, il pourra vendre ses produits à meilleur prix et améliorer son standing de vie. Mais le gouvernement a une tâche encore beaucoup plus aisée dans le secteur public. Aujourd'hui, dans la fonction publique, il n'y a pas d'égalité sociale. Qu'est-ce que l'égalité sociale, en effet ? Oui, l'égalité sociale peut s'expliquer dans la formule : "à travail égal, salaire égal". Je préfère reprendre la formule de Léon Blum : "à chacun suivant ses mérites et son travail".

(Applaudissements)

En partant de cette formule, vous voyez l'injustice, la criminelle injustice qu'il y a dans la création de cadres latéraux indigènes où l'on trouve que pour les mêmes diplômes, pour le même travail, pour la même responsabilité, vous avez un taux de traitement quatre fois plus fort que pour l'indigène. Le Parti Socialiste a déposé une proposition de résolution qui a été adoptée par la chambre, mais si les résolutions sont belles, les réalisations sont encore plus belles et comment ne pas parler du scandale de l'inégalité des soldes dans l'armée française, et de l'inégalité des pensions pour les anciens combattants.

(Applaudissements)

Je prie nos camarades socialistes au gouvernement de ne pas se laisser prendre aux arguments des inspecteurs des finances, arguments qui ne résistent pas à l'analyse la plus superficielle. Qu'est-ce qu'ils nous disent, en effet, ces savants techniciens ? Ils nous disent que le niveau de vie de l'homme d'Outremer étant inférieur, sa solde, sa pension doivent être inférieures. Comment se fait-il que l'intelligence des inspecteurs des finances ne se hausse pas jusqu'à faire ce raisonnement par analogie pure entre le niveau de vie des ouvriers inférieur au niveau de vie des capitalistes ? Dans l'armée, la solde de l'ouvrier sera inférieure à la solde du bourgeois, et la pension de l'ouvrier à la pension au bourgeois ! Mais l'égalité sociale ferait une formule vide de sens, s'il n'y avait pas au départ l'égalité des chances et cela pose le problème de l'enseignement. Il s'agit de développer l'enseignement Outremer. Je sais, on a beaucoup fait pour l'enseignement Outremer ; je sais que nous sommes des produits de cet enseignement, nous en sommes fiers, et nous ne serons jamais assez reconnaissants à nos maîtres de l'école primaire ou de l'école secondaire. Mais voyez-vous, rien ne vaut les chiffres : Dans la colonie anglaise, pour trois millions d'habitants, vous avez plus de 100 000 élèves dans les classes primaires ; pour l'AOF qui a 15 millions d'habitants, vous avez le même chiffre de 100 000 élèves dans les classes primaires. Quelle est la solution que nous proposons ? Nous avons proposé que l'enseignement d'Outremer se fasse sous la direction et le contrôle professionnel et technique de l'éducation nationale.

(Applaudissements)

Ce sont là, camarades, des propositions de loi déposées par le Parti Socialiste ; qu'on ne nous parle d'évolution, qu'on ne nous parle pas de sagesse. André (?),

Fondation Jean Jaurès

un MRP, reprochait au gouvernement socialiste de manquer d'audace et d'imagination. Voyez-vous, nous n'avons pas besoin ce la formule.... Seuls ont de la force motrice les torrents qui tombent de haut, disait Jean Jaurès ; mais il ne faut pas se contenter de belles formules, fussent-elles socialistes ; nous sommes fatigués des discours, les grands enfants que l'on prétendait que nous étions ont grandi et j'ai trop enseigné la rhétorique pour ne pas me méfier de la rhétorique.
(Applaudissements)
Et c'est par là que je veux finir. Chaque fois que la France a été audacieuse, elle a gagné la partie. Vos ancêtres de 89 ont libéré les esclaves, et ont fait du jour au lendemain des citoyens égaux, et il n'y avait pas de double collège, de majorité des deux tiers.
(Applaudissements)
Aujourd'hui, les vieux départements demandent à être départements français. Mais quand la France a été timide, quand la France a voulu parler de s'octroyer toutes les fonctions, quand elle a voulu rétablir l'esclavage, même aidée par la force, la France a perdu la Syrie, le Liban, tant il est vrai que la méfiance appelle la méfiance, la violence la violence et la confiance la confiance.
(Applaudissements).
Dans les territoires d'Outremer il faut faire confiance aux peuples, il faut que cette foi ne reste pas une vaine foi sans charité, il faut que la théorie passe dans les actes, car comme disait Marx, il ne s'agit plus d'interpréter le monde, il ne s'agit plus de faire de beaux discours, il s'agit de transformer le monde.
(Vifs applaudissements)

Obakon (Cameroun)

Camarades, dans un problème aussi sérieux que celui de l'Union Française, je constate avec amertume que tous les Congrès socialistes laissent passer ce problème dans les séances de nuit. Et je constate encore une chose qui me décourage et qui nous fait nous demander si nous avons intérêt à assister à des Congrès socialistes, parce qu'il faut que l'opinion française, il faut que l'opinion du militant socialiste moyen puisse comprendre les problèmes qui se posent Outremer, parce que c'est au peuple de France, c'est au militant socialiste français moyen à savoir ce que nous voulons. Nous voulons que justice nous soit rendue, c'est à lui que nous demandons une fière et loyale confiance devant le gouvernement, parce souvent nous ne sommes pas heureux d'être avec ce gouvernement qui a cherché si souvent à faire opposition aux peuples d'Outremer.
Je viens de voir avec amertume quelques Camarades d'Indochine qui ont travaillé pendant trois jours et dont le voyage a dû coûter beaucoup d'argent, qui n'ont eu pour temps de parole que 14 minutes. Camarades, vous conviendrez avec moi que cela n'est pas attacher de l'importance au problème de l'Union Française, surtout quand nous avons à la tête du gouvernement des militants socialistes qui sont connus à travers le monde.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

C'est ainsi que j'ai demandé à vous, militants socialistes, d'émettre un voeu pour qu'aux prochains Congrès, si vous voulez que les territoires d'Outremer puissent venir devant notre Congrès national exposer les problèmes les plus urgents, qu'un débat plus large leur soit réservé que celui d'aujourd'hui, et surtout un débat de jour où les socialistes moyens pourraient nous écouter ; sachons nous organiser, de façon à ce que nous puissions en toute égalité, suivant la formule socialiste, exposer ce que nous avons à dire.

Camarades, en cette séance de nuit tout le monde est fatigué. La plupart est partie et nous n'avons pas le temps de vous dire ce que nous aurions dû vous dire parce qu'il faut respecter les sept minutes. Je ne veux pas vous parler du territoire du Cameroun que je ne connaissais pas, cependant j'ai beaucoup à vous dire. Le Cameroun a subi plusieurs influences : l'influence anglaise d'abord, allemande ensuite, et française actuellement. Vous savez aussi qu'un statut spécial a été appliqué à ce territoire. Jusqu'au début de 1946 le nègre du Cameroun était quelqu'un qui vivait pire qu'un chien. Nous avons connu des administrateurs chez nous, nous avons connu des Français qui venaient là-bas et vous ne me croiriez pas si je vous disais comment ils se comportaient chez nous. Ils nous traitaient pire que des chiens, certains préféraient que les restes de leur table soient plutôt donnés à leurs chiens que de voir leurs domestiques assouvir leur faim avec ces mêmes restes. Cela est quelque chose qui n'est pas digne de la France et nulle part ceci ne peut se dire si ce n'est à la tribune du Congrès Socialiste. Ce Congrès chez nous a été attendu avec beaucoup d'intérêt ; les résultats de ce Congrès dépendent beaucoup des solutions des problèmes d'Outremer - je ne peux pas continuer car la sonnette est agitée - je demande au président de m'excuser, de me donner le temps de dire ce que je veux... Je dois vous dire qu'en 1946 nous avons reçu un Socialiste, le premier français socialiste - j'insiste sur ce mot - est arrivé au Cameroun et c'est le premier qui a pu rendre la confiance aux populations du Cameroun. Jusqu'en 1946 nous étions hostiles à le France, nous voulions le départ de la France, nous ne voulions plus les Français chez nous, et vous pouvez convenir avec moi que maintenant - j'ai été de l'opposition - grâce à ce socialiste que vous connaissez tous, grâce à celui-là qui se nomme Gilbert Zaksas.

(Applaudissements)

Grâce aussi à son fils j'ai pu être converti, et maintenant au Cameroun je suis un des plus ardents défenseurs de la doctrine et de l'existence de la France.

(Applaudissements)

C'est vous dire qu'un Socialiste peut faire du bon travail ; et je répète que jusqu'ici la politique du ministère de la France d'Outremer consiste à nous envoyer toujours des colonialistes chez nous au lieu de nous envoyer des militants socialistes. Qu'on en envoie sur place pour essayer de redresser non pas seulement le prestige de la France, mais de gagner ces hommes qui sont en train de se perdre à cause de la démagogie communiste et je vous dirai que vous avez beaucoup à faire pour gagner les âmes de l'Afrique, parce que l'Afrique compte aussi, et l'Afrique a sa page dans l'histoire et quant au Socialisme il pourra aussi dire son mot à son heure. C'est pourquoi je fais appel à vous autres, Socialistes,

ne pouvant pas continuer ce que j'ai à dire ; vous m'excuserez, ce n'est pas une façon logique d'agir, je suis venu faire ici un appel, je m'exprime très mal en français ; j'aurais pu m'exprimer mieux si j'avais pu faire de grandes écoles sur place, j'ai fait toute mon instruction au Cameroun, si mon instruction avait été à un niveau supérieur, je me serais exprimé dans le même sens que Shengor tout à l'heure. Mais je constate que le Congrès doit faire un effort pour que le ministre de la France d'Outremer puisse aider notre camarade Gilbert Zaksas à continuer l'oeuvre de ses coopératives et de ses écoles populaires, parce que là-bas un instituteur qu'on envoie en Afrique fait beaucoup plus de travail qu'un bataillon de tirailleurs.
(Applaudissements)
Je dis bien qu'un instituteur là-bas fait beaucoup plus de travail qu'un bataillon entier. Vous conviendrez avec moi que si on nous avait envoyé des instituteurs socialistes qui feraient des Socialistes chez nous, nous comprendrions mieux le Français, au lieu d'avoir envoyé votre argent et vos enfants se faire tuer en une lutte fratricide, nous communierions dans un même idéal la doctrine socialiste, nous ne serions que des frères.
(Vifs applaudissements)

Le président - Camarades, le camarade Obako a parlé pendant 12 minutes, il n'y aura que 22 minutes pour Lamine Gueye.

Voix - Camarades, je proteste...

Le président - En tant que président, je fais respecter le temps de parole.

Valentino (Guadeloupe)

Je suis ici le porte-parole d'une fédération coloniale la plus ancienne du Parti. Il y a déjà cinquante ans que la colonie était représentée au parlement par un député socialiste. Aujourd'hui, la Guadeloupe peut se vanter d'avoir une opinion acquise à la doctrine marxiste. Et c'est précisément parce que la propagande socialise s'est poursuivie depuis plus de soixante ans, que la population guadeloupéenne a bénéficié des leçons des premiers maîtres du Socialisme que quelquefois nous enregistrons avec tristesse certaines déviations qui sont aujourd'hui évidentes pour tous les militants du Parti. C'est souvent que l'on s'étonne, car dans le passé, tous les peuples coloniaux plaçaient leurs espoirs dans l'accession au pouvoir au Parti Socialiste. L'on voit aujourd'hui les hommes du Parti Socialiste au pouvoir obligés de s'épuiser dans la répression d'un mouvement de sécession qui ne se justifierait pas si la pensée socialiste inspirait par les bases la politique du gouvernement présidé par un Socialiste, et dont un Socialiste assume les responsabilités auprès des peuples coloniaux. Pourquoi en est-il ainsi ? A tout instant on met en cause le gouvernement et les ministres socialistes, mais je pense que la principale responsabilité c'est nous, secrétaires de fédérations, qui devons la supporter et c'est nous aussi dénudés qui sommes comptables de la situation présente ; le fait est que le Parti Socialiste

Fondation Jean Jaurès

veut vivre, et doit vouloir vivre sur le modèle de la France, et pensez-vous qu'un gouvernement présidé par un Socialiste pourrait présider à la dislocation de la nation française sans que le Parti Socialiste fut évincé de la vie politique de la nation. Cette exigence là, nous devons en tenir compte ; si nos ministres sont obligés de faire une politique telle que celle qui est mise en oeuvre à l'heure actuelle, c'est parce que leurs fédérations n'ont pas fait auprès du peuple de France le travail d'éducation nécessaire, c'est aussi parce que notre groupe parlementaire ne pèse pas assez de son poids sur les autres groupes pour amener la majorité parlementaire et favoriser la mise en oeuvre d'une politique qui maintiendrait la France présente dans les pays d'Outremer sans que ce soit avec l'aide de baïonnettes, mais grâce à une politique généreuse. Et c'est en toute occasion que nous mesurons les conséquences dangereuses de l'abandon des principes au sein du parlement, comme souvent aussi dans la propagande de nos fédérations. Croyez-vous que pendant la Constituante tous les Socialistes qui ont essayé de préconiser une organisation fédéraliste de l'Union Française se sont trouvés en échec au sein du groupe socialiste, ont été dominés par l'espoir de l'assimilation pour tous les pays, et c'est ainsi que dans la Constitution nous avons laissé inscrire des principes qui aujourd'hui ont été incapables d'être mis en œuvre.

On a voulu organiser, centraliser, et on ne devait aboutir qu'à la dislocation de l'Union Française ; et la première chose que nous sommes obligés de donner c'est un statut à l'Algérie qui s'impose, tel que nous le voulions, aujourd'hui, si l'on veut que la France demeure présente en Algérie… (applaudissements)… comme dans tous les pays coloniaux, Indochine, Madagascar. Il faut que ce soient des principes fédéralistes qui interviennent si nous voulons que l'Union Française demeure. Eh bien, vous êtes-vous demandé quelquefois pourquoi il en est ainsi ? De plus en plus les problèmes économiques gagnent de l'importance et à mesure que les peuples coloniaux, grâce à votre éducation, grâce aux leçons que vous leur donnez, mûrissent et parviennent à la maturité intellectuelle, les hommes de ces pays sont avides de responsabilité, ils veulent participer eux-mêmes à l'élaboration de leur programme, et ils ne veulent plus tout simplement s'en remettre aux autres de décider pour eux. Ce qu'il faut, notre camarade vous l'a dit, c'est une idéologie commune, et cette idéologie commune ne peut être que la doctrine socialiste. C'est dans la mesure où vous, aujourd'hui vous resterez fidèles aux leçons que vous avez propagées dans les territoires d'Outremer que vous maintiendrez la France dans les territoires d'Outremer. Je veux dire sans aucune hésitation, parce que je suis d'un pays où le problème de la présence française n'en est pas un ; c'est un fait qui ne diminuera pas, nous ne sommes pas un peuple conquis mais français, profondément français.

(Applaudissements)

Mais nous sentons bien que dans l'ordre économique, parce que la France est une unité économique, parce que le pays, loin de constituer une unité économique distincte de la France, si vous voulez tout simplement vous en tenir à une organisation centralisée, vous ferez naître des conflits d'ordre économique entre des pays profondément français et la métropole. Il faut accepter qu'une

décentralisation très large remette le soin aux peuples coloniaux de traiter les problèmes économiques, une centralisation administrative serait catastrophique pour l'avenir français, et c'est la raison pour laquelle les Socialistes disent, au contraire de tout ce que l'on croit, la thèse assimilationniste est dangereuse pour l'avenir dans les pays d'Outremer ; elle est dangereuse parce que l'histoire montre que toujours les assemblées délibérantes sont aminées par les préoccupations des peuples qui les élisent et vous allez poser dans les territoires de l'Union Française, non de minorité ethnique parce que ce serait presque le contraire, mais de minorité authentique parce que vous aurez donné le soin à un Parlement inspiré par des peuples métropolitains de trancher des problèmes économiques en fonction des intérêts métropolitains ; alors que les solutions, vous essayerez de les appliquer à des peuples dont les intérêts économiques sont quelquefois en opposition avec les intérêts de notre métropole. Et alors, ce qui justifie la lutte des classes, n'est-ce pas l'opposition et les intérêts économiques entre diverses classes et ne sentez-vous pas que si vous avez une organisation économique entre les fractions de l'Union Française, vous créerez l'état de lutte entre les peuples coloniaux et la métropole et vous ne ferez que continuer le colonialisme alors qu'il n'est pas dans votre intention de poursuivre la politique colonialiste. Il faut accorder nos sentiments avec notre politique. Personne ne fait de réserves sur les sentiments qui unissent le peuple français et surtout la fraction socialiste du peuple français, seulement, tant que nous n'aurons pas pensé le problème de l'Union Française en fonction même de notre doctrine, jamais nous ne sortirons des solutions qui rendront la France forte en diminuant toutes les causes de conflit. Nous voulons que soient éliminés du sein de la famille française, dans la métropole et dans la France d'Outremer, toutes les causes de division. Mon propos n'est pas autre chose que de vous proposer ce thème de réflexion. Certains problèmes doivent être posés sous l'angle doctrinal ; il faut que de plus en plus nous en venions à procéder selon cette méthode de tout rapporter à la doctrine, car Jaurès, dans l'opposition, servait la cause de la France, parce qu'il était un bon propagandiste de la doctrine socialiste, doctrine éminemment humaine et qui admet et veut l'égalité entre tous les hommes. Eh bien aujourd'hui, alors que nos Camarades sont au pouvoir, qu'ils sont obligés d'être les agents de fusion d'un gouvernement de coalition, alors qu'ils sont obligés de tenir compte des formes politiques en présence, ce n'est que dans la mesure où nous resterons fidèles à notre Socialisme que nous continuerons de servir la cause française, car dans les pays d'Outremer, il suffira que demain le Parti Socialiste soit la majorité pour que l'Union Française des peuples coloniaux soit réalisée.
(Applaudissements)

Le président - Suite des débats sur la politique générale.

Edouard Depreux

(20 minutes)
Camarades, je voudrais donner quelques précisions et informations sur deux

débats dont l'un est terminé devant l'Assemblée Nationale et dont l'autre commencé reprendra dans quelques jours.
D'abord la loi électorale. Dans la presse, dans toute la presse, on a dit un certain nombre de choses pour le moins inexactes. Le journal l'Humanité, avec une objectivité à laquelle je tiens à rendre hommage et avec un sens des nuances tout à fait touchant, a qualifié spirituellement le projet de loi de loi Depreux-Barrachin ; en tout désintéressement, bien entendu, et Jacques Duclos l'a qualifié de machine de guerre contre le Parti Communiste, reprend une expression qui était celle d'ailleurs que Mr Barrachin a employée au sujet de ce projet de loi, l'expression "machine de guerre du Parti Communiste", et bien entendu les orateurs communistes ont abandonné celle-ci.
C'est là une des manifestations les plus rituelles de ce qu'on pourrait appeler non pas le complexe d'infériorité, mais la manie de la persécution qui sévit dans le Parti Communiste. Lisez bien le texte de loi, lisez bien tous les débats parlementaires et vous verrez que vous faites au Parti Communiste, comme aux autres partis, sa part légitime, toute sa part, mais rien que sa part. Alors que nous étions menacés par la coalition et voix communistes et voix du MRP d'une loi électorale qui n'aurait été ni scrutin minoritaire, ni juste, et aurait été un inconvénient entre les deux et aurait accordé aux grands partis, ou à ceux qui se considèrent plutôt comme des grands partis, plus que leur part légitime. Quelle a été notre position ? Le parti dans un Congrès s'était prononcé et j'ai d'abord défendu au gouvernement un projet qui aurait répondu à une exacte correspondance, au projet socialiste. Au sein du gouvernement, on peut, le dire, le Rassemblement des gauches était partisan, lui, du maintien pur et simple de la loi de 1880 tandis que le MRP était proportionaliste et, dans la mesure où il ne prenait pas la proportionnelle, consentait à la rigueur au scrutin majoritaire mais à un seul coup. Nous avons abouti à un compromis et le projet déposé par le gouvernement prévoyait le scrutin majoritaire jusqu'à 50 000 habitants et dans les communes de la Seine la représentation juste et loyale sans aucune prime à la majorité absolue, sans aucune prime à la majorité relative, et bien entendu panachage tel que l'avait voulu notre Congrès car quoi qu'on passe sur le fond, il est une élection sur laquelle la quasi unanimité des électeurs fait son choix en toute liberté, ce sont bien les élections municipales. Notre projet a été discuté en Commission et là on a vu les coalitions les plus bizarres et déconcertantes. Un jour Mr Cathiaud, membre MRP, a abandonné son rapport pour un motif vraiment secondaire, c'était la question de savoir si Paris, avec la proportionnelle, était divisé en 6 ou 9 secteurs ; notre ami récidiviste en la matière a été un rapporteur éphémère puisqu'il a eu immédiatement contre lui la coalition MRP et Parti Communiste qui aurait abouti en fait à un scrutin proportionnaliste donnant au parti qui avait la majorité et à lui beaucoup plus que sa part et réfutant aux autres partis leur part légitime. C'est à ce moment que le gouvernement n'a pas hésité à poser la question de confiance et après un compromis, nous avons obtenu jusqu'à 9 000 habitants scrutin à deux tours et non à un seul tour comme voulait le MRP ; car nous savons très bien que la France n'est pas l'Angleterre, qu'il n'y a pas simplement deux partis, quelquefois

un troisième parti, mais une foule de partis. Et pendant toute notre tradition républicaine le second tour a permis souvent de bloquer les suffrages de toutes les forces décidées à sauver la République dans des heures historiques, nous ne pouvions pas courir le risque d'un scrutin de surprise qui aurait permis à peut-être tout un parti d'emporter au premier tour toute une série de victoires qui n'auraient pas correspondu à la volonté réelle du suffrage universel.
Camarades, il est incontestable que la loi telle qu'elle a été votée est une loi juste, équitable, qui ne peut choquer personne, que le système d'autre part est clair, qu'il aboutit à éliminer toutes les complications que de part et d'autre on voulait imposer. Je pense que le Conseil de la République n'apportera de correction, du moins en ce qui concerne l'essentiel, et que nous pouvons considérer que la bataille électorale permette avec cette loi de mesurer très exactement, nos forces et je l'espère, grâce à l'ardeur et à l'enthousiasme de nos camarades, diriger un nombre accru vers notre humanisme et faire entendre partout la parole Socialiste.
(Applaudissements)
Je vais maintenant vous dire quelques mots d'un sujet infiniment plus grave, d'un sujet infiniment plus important, qui a été évoqué ici à cette tribune par plusieurs orateurs, le statut de l'Algérie. Oui, il est vrai que là, le sort de l'Union Française, et par conséquent le sort de la France elle-même - et je le dis sans exagérer, sans rechercher les effets oratoires faciles - c'en est fini, n'est-ce pas, du colonialisme ; nous l'avons dit solennellement ; le préambule même de la constitution de la quatrième République contient les promesses solennelles ; l'Union Française ne doit pas seulement être une magnifique espérance, elle doit être inscrite dans la réalité des faits ; je ne le dis pas seulement parce que je suis Socialiste, parce que je suis républicain, mais parce que je suis animé par l'idéal des droits de l'homme, je le dis parce que je suis français et que je sens que la condition essentielle du maintien légitime et efficace de la présence française, c'est l'abord et surtout la réalisation de nos promesses démocratiques. Qu'on le veuille ou non, le monde est dans l'effervescence, il est traversé depuis 1939 - 1940 par toute une série de courants nouveaux auxquels les pires utopistes, les utopistes conservateurs seraient même impuissants à s'opposer victorieusement ; il y a eu la charte de l'Atlantique, il y a eu la conférence de Brazzaville grosse de conséquences, et hier 15 août vous avez vu en quelques lignes dans les journaux cette toute petite nouvelle : le roi d'Angleterre n'est plus empereur des Indes... Et il y a là bas deux gros états l'Hindoustan et le…. (?) Et remarquez que même les mannes de l'Israélite… (?) et de la Reine Victoria ne doivent pas frémir dans leurs tombes tant il est vrai que la puissance d'adaptation des conservateurs anglais est très supérieure à celle de nos conservateurs et de nos colonialistes. Ils savent, eux faire la part du feu, et le statut de l'Inde nouveau n'a pas seulement été voté par les camarades travaillistes, mais approuvé par les chefs du parti conservateur. Quand on sait ce que cela représente, pour la politique traditionnelle de l'Angleterre, l'immense empire des Indes, la Route des Indes, toutes les préoccupations stratégiques et économiques qui en sont la conséquence, on mesure tout de même le chemin parcouru, et on se dit qu'il y a

au monde quelque chose de profondément changé. Et vous connaissez tous les événements de Madagascar et ceux d'Indochine, vous connaissez ceux de la Malaisie, vous savez quelle était la politique américaine aux Philippines. Oui, je vous le demande, croyez-vous qu'une considération d'idées de justice suffirait pour voir maintenir en Algérie les liens juridiques et économiques qui étaient ceux de 1919 et même de 1939 après une si formidable transformation révolutionnaire qui doit s'imposer à tous les esprits objectifs.
(Applaudissements)
Et camarades, l'expérience, elle a déjà été faite en d'autres lieux ; je voudrais que nos modernes conservateurs se souviennent un peu qu'ils ont saboté en 1936-1937 les projets si clairvoyants, si courageux de notre grand camarade Pierre Viennot qui, en donnant à la Syrie et au Liban la liberté légitime aurait peut-être permis du côté français de sauver ce qui pouvait être sauvé. Le gouvernement de la France Libre a renouvelé les mêmes promesses, en Syrie et au Liban, mais on a donné l'impression qu'on voulait tout à la fois donner et retenir, essayer de reprendre d'une main ce qu'on donnait de l'autre ; en voulant tout conserver contre la justice et contre la réalité, on a tout perdu. Eh bien, nous ne voulons pas du tout qu'il en soit de même en Algérie, car je suis persuadé que le maintien de la présence française en Algérie est une chose utile, et pour les dix millions de Musulmans, et pour ceux qui nous intéressent dans le million de Français d'origine européenne, qui sont là-bas, que nous ne voulons pas confondre avec une poignée de requins et de pirates qui n'ont jamais été en Algérie que pour trouver une main d'oeuvre à bon marché et pour exploiter l'homme par l'homme.
(Applaudissements)
Mais je parle de cette foule de braves gens, de travailleurs, de ces instituteurs dont un camarade tout à l'heure pouvait dire si justement que pour la propagande française, il valait mieux qu'un bataillon, pour ces médecins qui lorsqu'on va les voir sur le territoire du sud vous montrent comme autant de victoires légitimes les bulletins démontrant qu'ils ont la fièvre, triomphé des épidémies, qu'ils ont fait reculer la tuberculose dans toute la mesure où cela dépendait d'eux, car la tuberculose, ce ne sont pas les médecins seuls qui peuvent la soigner, c'est une maladie sociale, la maladie de la misère, des pauvres gens et que nous ferons reculer par une lutte méthodique contre le taudis, contre la sous alimentation. Eh bien il faut avoir le courage de dire que si la France, à bien des égards, a réalisé une oeuvre excellente, il y a encore là-bas trop de malheureux, trop de gens sous alimentés et je dis que l'oeuvre française n'aura pris fin que lorsqu'on aura construit pour tous des logements sains, lorsque tous les gens seront vêtus décemment, mangeront à leur faim et profiteront de tous les bienfaits de l'instruction à tous les degrés, c'est-à-dire de l'instruction qui leur permettra de se cultiver en Français, et de se cultiver aussi, comme ils le demandent très légitimement, en arabe.
Camarades, c'est ce statut que nous avons solennellement promis. Je sais très bien que Colin et Rabier comme moi se rendent parfaitement compte que nous sommes en train de livrer contre les adversaires formidablement organisés et qui ne reculent devant aucune manoeuvre, une formidable bataille dans laquelle

nous avons le devoir d'être moins maladroits, nous devons nous rendre compte de toutes les réalités, et notamment des réalités parlementaires. Il y a un nombre de députés socialistes, on s'en aperçoit là comme dans d'autres problèmes, qui hélas n'est pas celui que nous voudrions ; et un projet spécifiquement socialiste, et un projet révolutionnaire peut avoir pour lui les voix socialistes, les voix communistes, les voix musulmanes, ce qui représente au Parlement une minorité dont nous devons tenir compte ; et c'est la raison pour laquelle le gouvernement a dû, après discussion qui, croyez-le, n'a pas duré quelques minutes, aboutir à quelque chose de différent. Bien entendu, ce projet initial, Rabier sait combien j'ai multiplié les efforts pour aboutir à des tractations dans l'intérêt général, car je veux aboutir à deux choses : D'une part à un vote rapide des statuts, d'autre part à un statut qui sera aussi démocratique que l'ensemble des circonstances réelles, subjective et objectives le permettent.

Rabier comme Colin d'ailleurs a soulevé le problème essentiel ; il y a, je vous l'ai dit, en gros huit millions de Musulmans, en gros aussi un million de Français d'origine européenne. C'est parce que nous avons voulu que les uns et les autres puissent faire entendre légitimement leurs voix que ni les uns, ni les autres ne puissent se considérer comme noyés, selon l'expression qu'a employée Mr Vial qui combat notre projet de statut, que nous avons admis dans les circonstances présentes deux collèges. Seulement, il ne faut pas oublier l'ordonnance du 7 mars 1940 qui a une profonde résonance, surtout lorsqu'elle est accompagnée par le discours solennel et retentissant engageant la France entière, prononcé à Constantine par celui qui est… (applaudissements)… président au Comité national de Libération. C'était la mesure la plus révolutionnaire qui n'ait jamais été pratiquée en Algérie, mais comme disait l'autre jour Pleven, c'est exact pour la première fois, on admettait que les musulmans puissent jouir de l'intégralité de leurs droits de citoyens français en conservant leur statut personnel. Bien sûr, il n'y avait pas deux collèges à ce moment là ; il est tout à fait exact qu'il n'y en avait qu'un, mais ils ont voté, comme les Français d'autre origine. Si aujourd'hui parce qu'il y a deux collèges on veut leur dire : Parce que vous êtes musulmans, parce que vous avez tel ou tel pigment dans la peau, parce que le hasard vous a fait naître dans telle race, ou parce que vos ancêtres ont pratiqué telle religion, vous voterez toujours dans tel collège tandis que les autres voteront dans tel autre, eh bien, en réalité, on commet une grosse erreur politique, en même temps qu'une incontestable injustice. Car ne dites pas : Cela n'a aucune importance. Il y a d'abord une faute morale parce qu'ils sont fiers de voter dans le premier collège, ils considèrent que c'est pour eux un progrès, ensuite matériellement si on les avait placés dans le premier collège et qu'on les passe dans le second collège ils perdent, matériellement, très mathématiquement les 7/8 de leur influence puisque dans les circonstances provisoires actuelles, un électeur du premier collège où il y a un million d'habitants a huit fois plus de voix que dans le deuxième collège. Aussi nous n'avons pas voulu, nous avons lutté au gouvernement contre une deuxième tendance qui elle n'admettait pas la parité, qui aurait voulu que la représentation des Français d'origine européenne soit plus importante que celle des Français d'origine musulmane. Ensuite on nous a fait

une autre proposition en disant : On va peut-être s'arranger, mais pour que les lois soient exécutives on votera séparément dans chaque collège, il faudra qu'il y ait majorité dans l'un et l'autre pour qu'on arrive à un résultat utile. J'ai rappelé à ce moment là sans trop d'ironie naturelle les Etats généraux de 1789 et la discussion fameuse sur le vote par tête ou par ordre, et rappelé les conséquences auxquelles cela avait abouti, conséquences que nous ne souhaitons certes pas pour l'Algérie française actuellement. On m'a répondu : Pardon, il y avait trois ordres tandis qu'actuellement il n'y en a que deux. Eh bien je crois que l'argument ne vaut pas. Et nous avons tenu bon sur le principe de l' ordonnance du 7 mars, mais nous avions abouti au sein du gouvernement à un compromis qui concilie la loi d'octobre 1946 qui avait étendu le champ d'application. C'est un des points sur lesquels il reste un désaccord entre le gouvernement et la Commission. Je veux espérer que nous finirons par trouver une solution de justice, acceptable pour tous devant l'assemblée, et que les uns et les autres, bien entendu, en démocrates conséquents, selon l'expression popularisée par quelqu'un qui n'est pas membre du Parti Socialiste, nous nous inclinerons devant les décisions de l'assemblée suprême.

(Rappel du président - Depreux : Verdier est d'accord pour me donner un quart d'heure...)

Nous avons toute cette semaine travaillé sur cette question du statut de l'Algérie. Il ne saurait y avoir, entre le rapporteur de la commission à l'Assemblée Nationale et le gouvernement, de conflit grave. Nous avons, bien entendu, le devoir de soutenir les positions gouvernementales ; nous avons d'ailleurs fait un très large effort les uns et les autres et je veux rendre hommage à l'esprit compréhensif de notre camarade Rabier, qui sur un certain nombre de points n'a pas hésité à abandonner sa position initiale pour faire un pas vers le gouvernement. Je dois dire d'ailleurs qu'il ne s'agit pas seulement du statut proprement dit, mais à l'occasion du statut, je voudrais que les voix françaises fassent connaître aux Musulmans les paroles d'espérance profonde qui dépassent le domaine spécifiquement politique ; peut-être qu'un certain nombre d'entre vous ont lu dans le journal Combat deux articles extrêmement bien écrits par un professeur au collège de France, Massignon, grand spécialiste des questions arabes, puisque lui-même chrétien, mais grand ami de l'Islam ; j'ai convoqué Massignon, j'ai eu plusieurs entretiens avec lui et grâce à des travaux qui avaient été faits sous la direction du gouvernement général Chategno, je crois que nous pourrons mettre sur pied aujourd'hui des cultuelles qui permettront de réaliser la grande espérance de la séparation des Eglises en proclamant là-bas, au nom de la France, l'égalité entre toutes les religions quelles qu'elles soient… (applaudissements)… et permettant aux musulmans de jouir, pour les convictions religieuses, exactement des mêmes possibilités que les catholiques, les protestants ou les juifs, car la République laïque se refuse à faire aucune différence entre les croyances des diverses confessions.
Et puis il y a la question des dialectes ; je pense que nous allons pouvoir la

résoudre et donner de très larges satisfactions à la diffusion de la langue arabe.
Voilà où nous en sommes, mon cher Rabier, et les uns et les autres en gardent le contact, nous arriverons à faire en sorte qu'un statut de l'Algérie, largement démocratique et progressif, ne soit pas seulement votée par un toute petite majorité de l'assemblée ; ce serait une chose maladroite à l'intérieur et à l'extérieur, car il faut qu'on sache dans la conscience internationale elle-même, que la France n'a rien à redouter à faire de tous les hommes des hommes libres, qu'elle a mis fin au chapitre abominable de la colonisation et de l'exploitation de l'homme par l'homme, et qu'elle se maintient là bas en assurant la pleine présence française, car en Algérie la présence française, ce n'est pas seulement des soldats et des policiers, mais c'est aussi et surtout l'esprit des droits de l'homme et du citoyen qui fait que la France, à travers la suite des siècles, reste fidèle à la grande révolution et à sa mission.
(Applaudissements)
Camarades, écoutez, sur la question de confiance, j'espère qu'il n'y aura aucun drame, aucune difficulté majeure et que nous trouverons sans aucun accroc ou accident les solutions qui nous permettront, je vous le répète, de faire voter un statut de l'Algérie aussi largement progressif que possible. Je voudrais traiter un point. Un certain nombre d'entre vous ont trouvé comme moi que l'instant le plus émouvant de ce Congrès a été le moment où notre camarade Marianne Polak est venue nous apporter ici à cette tribune le salut fraternel de l'Autriche marxiste, évoquant pour nous cette admirable vieille gare où nous avons eu la bonne fortune d'admirer et de connaître, dans sa splendeur, la cité modèle, qui était comme une anticipation radieuse, en plein monde capitaliste, de ce que sera la cité socialiste de demain. L'Autriche, voyez-vous, pour nous elle est évocatrice de … (?) lequel Autrichien, celui qui par son âpre dialectique a su rassembler autour du drapeau du Socialisme scientifiques et révolutionnaires, le prolétariat… Car nous n'avons pas oublié qu'au Congrès d'Amsterdam en 19044, le socialisme français de Jules Guesde et Jaurès …
Et puis pour nous, c'est aussi notre grand camarade... qui lors de l'émigration est mort dans notre terre française. Voyez-vous, le 12 février 1934 nous rentrions chez nous, radieux, persuadés que nous avions fait reculer le fascisme, lorsqu'à l'appel du Parti Socialiste et de la CGT et de tous les partis prolétariens et républicains dignes de ce nom, s'étaient liés contre l'émeute du 6 février ; et nous avons eu la soirée singulièrement attristée lorsque nous avons appris que les canons de Dilfuss avaient vaincu les ouvriers de Vienne la rouge, et que Vienne libre était provisoirement rayée de la carte du monde, mais qu'elle était toujours vivante dans nos esprit et dans nos coeurs socialistes. C'étaient les débuts du drame du fascisme car à partir du moment où la classe ouvrière n'était plus libre, il n'y avait plus d'Autriche libre et il était facile à Hitler de la massacrer. De même que la révolution française n'a pas vu le 18 brumaire et le 9 thermidor, elle perdait toute sa possibilité de se développer et les journées de juin 1848 ont marqué la fin des grandes espérances de février, et le 2 décembre 1850, Victor Hugo a pu constater le silence des faubourgs ne répondant plus à l'appel de Paulin parce que la révolution populaire avait perdu ses meilleurs défenseurs.

Camarades, l'Autriche pour nous c'est cela, l'appel, et je pense que Comme moi vous avez médité sur ces paroles de Marianne Polak disant : Il faut que nous créions une troisième force qui sera plus forte tout à la fois que le capitalisme et que le bolchevisme. Eh bien, voulez-vous que nous méditions un peu ensemble ce que sera cette troisième force ? Je vous le dis tout de suite, ce ne sera pas une force centrique tenant la balance égale entre le bolchevisme et la réaction capitaliste et qui sur le plan parlementaire pourra se traduire d'une manière définitive par ce qu'on a appelé un moment volontiers l'omelette qu'on coupe, un morceau à droite, un morceau à gauche. Cette troisième force elle ne se laissera pas définir par la formule traditionnelle : Ni réaction, ni évolution, dans laquelle s'est toujours résumée l'impuissance et à laquelle un jour un vieux radical qui n'était pas un radical comme les autres, Ferdinand Buisson, disait cette formule : La réaction jamais, la révolution toujours.
(Applaudissements)
Camarades, je vous invite à méditer avec moi sur cette loi en vertu de laquelle les grands partis naissent à l'extrême gauche, se développent à gauche, et viennent un beau jour mourir vers le centre.
Rappelez-vous ; Gambetta en 1869 à Belleville sonne le rassemblement des forces républicaines. Oui, mais quelques années plus tard la troisième République pèse sur l'empire, s'enlise dans les marais de l'opportunisme et alors les conséquences électorales fâcheuses à Charonne, Ménilmontant et au Père La chaise. Ce sont les radicaux qui viennent reprendre contra l'opportunisme le programme de Gambetta de Belleville abandonné par celui-ci, l'opportunisme abandonne l' extrême gauche et vient faire la gauche et le centre. Le parti radical occupe alors l'extrême gauche et de là la belle formule, quelquefois oubliée : Pas d'ennemis à gauche... et puis apparaît de nouveau devant lui un nouveau, le Socialiste Jules Guesde qui revient d'émigration ; il parcourt la France avec d'autres, c'est un magnifique apostolat et déjà des conquêtes précieuses... puis la conquête de quelques sièges parlementaires ; c'est enfin avec Jaurès de nouvelles couches qui viennent vers nous.
Eh bien, toutes ces transformations du Parti Socialiste, le parti d'extrême gauche, le parti radical est à son tour reporté vers la gauche et le centre, vers l'opportunisme, et cela correspond d'ailleurs à une profonde transformation. Gambetta dans son discours de Grenoble avait annoncé au grand scandale de la réaction l'avènement de nouvelles couches sociales. Puis Clemenceau, au lendemain des événements de fourmies (?), annoncera l'événement inéluctable. Allons-nous à notre tour, nous qui sommes cette troisième force, le grand espoir de la démocratie, nous laisser exproprier de l'extrême gauche et refouler vers le gauche et le centre parce qu'un nouveau parti politique est venu ? Camarades, il n'y a qu'une solution, l'extrême gauche. Il ne s'agit pas de rompre les traditions démocratiques et parlementaires, de se couper de la nation, de la République, de bafouer totalement l'enseignement de Jaurès et la Social-démocratie, un parti qui dans le deuxième tour de scrutin nous unit dans la grande tradition républicaine. Voulez-vous absolument maintenir sous le même vocable confortable : les Socialistes, les républicains de gauche et la réaction ? Je sais bien qu'aujourd'hui

Collection Jean Jaurès

le Parti Communiste essaye de renouer la grande tradition républicaine,

Le président - je veux demander au camarade Verdier s'il renonce vraiment à son tour de parole...

Edouard Depreux - J'ai presque fini. Camarades, ce que je voulais vous dire par conséquent, c'est que nous ne nous résignons pas à une déportation vers le centre ; pourtant le Parti Communiste a conquis l'extrême gauche et l'audience de la majorité de la classe ouvrière. Nous disons, entre le Socialisme démocratique et le bolchevisme, la question se pose et se posera toujours, jusqu'au moment où définitivement il s'agira de savoir qui a mérité l'honneur de la classe ouvrière et qui la servira avec le plus d'efficacité. Problème difficile, bien sûr. Et vous, pensez bien que nous n'allons pas nous laisser englober par je ne sais quelle monstrueuse coalition conservatrice, anticommuniste ; il n'en est pas question, la réaction elle combattra le Communisme, d'autres combattront le communiste. Nous avons nous, d'autres moyens spécifiques, auxquels nous n'avons jamais le droit de renoncer, nous voulons faire reculer définitivement le bolchevisme par la révolution socialiste
(Applaudissements)
Je voudrais en terminant faire une confidence que j'ai faite aux camarades de la fédération de la Seine. Un matin de septembre 1940, j'avais accompagné Garnier, Donneaud, Mme Mandessi, j'étais d'accord pour reprendre le combat dans la fédération clandestine, et quelques jours après c'est Verdier qui m'accompagna pour me renouveler la même offre. J'ai répondu oui, à une seule condition : C'est que nous oubliions toutes les positions antérieures à 1939-1940 et qu'on fasse appel à tous les camarades qui ne veulent s'incliner ni devant Vichy, ni devant Hitler. Et j'ai fait un certain nombre de prospections. L'un des camarades que j'ai vus, et non des moindres, me dit : le Socialisme démocratique que nous avons conçu a fait faillite pour une très longue période.
... s'est rarement trompé : On ne passera pas du capitalisme au Socialisme démocratique, il faudra une très longue période totalitaire, comme celle du nazisme, avant qu'on puisse envisager même la possibilité du Socialisme démocratique. Et puis il y a quelques mois, un camarade du groupe parlementaire profondément impressionné par un certain nombre de succès communistes dans quelques régions de l'Europe orientale et les progrès communistes aux élections françaises, me disait : Nous nous faisons une illusion ; nous n'irons pas du tout du capitalisme au social tel que nous le concevons, il faudra d'abord un régime tel que la lutte de classes entre prolétaires et capitalistes, qui sera remplacée par la lutte entre prolétaires et bureaucrates, ce sera un régime qui ressemblera au régime russe adapté aux conditions françaises ; ce n'est seulement qu'après que nous pourrons avoir la véritable libération socialiste. Camarades, sur le plan doctrinal, il y a peut-être dans cette conception quelque chose de séduisant, mais je vous demande sur le plan pratique de bien voir à quoi cela correspond, car je ne sais pas si vous connaissez un pays du monde dans lequel le Socialisme a repoussé et battu un bolchevisme triomphant.

Vous savez en fait la dictature prolétarienne - quand Marx parlait de la dictature du prolétariat, il parlait d'une dictature provisoire, singulièrement limitée dans le temps - et lorsque Vaillant... (?) dans les traditions blanquistes prit contact à Lyon, a précisé que lui aussi parlait de dictature personnelle prolétarienne qui d'après lui devait durer quelques semaines, à la rigueur une année ou deux, et non pas un quart de siècle, une dictature qui se perpétue, qui fait que toute la volonté de révolution se trouve avilie, vaincue par la bureaucratie.
Camarades, je vous demande, moi, de ne pas désespérer ; je vous demande de dire, selon le titre de l'ouvrage fameux "J'ai choisi la liberté", nous choisi la liberté, mais nous disons qu'actuellement, dans notre pays, dans notre France des droits de l'homme, la paix du monde est dans la victoire du Socialisme, la victoire définitive ; alors que sommes acculés par les circonstances à un certain nombre de tâtonnements, de compromis, lorsque les luttes quotidiennes sont des luttes extrêmement difficiles, regardons du moins vers notre idéal qui ne doit pas être un idéal inaccessible, auquel nous n'avons pas renoncé, et parcourant les villes, les villages, les groupes d'entreprises avec une foi accrue, à la mesure de nos responsabilités historiques, crions partout que nous voulons faire une République Socialiste, que les forces de haine reculent partout dans le monde, camarades, avec le formidable parti que nous avons, nous n'avons pas le droit de ne pas être enthousiastes ; en avant pour le triomphe de la liberté socialiste. (Applaudissements)

André Philip

(20 minutes)
Camarades, je voudrais parler de la façon la plus nette et la plus franche. J'ai l'impression que depuis deux jours notre Congrès traîne dans une atmosphère d'inquiétude et de déception, que nous avons conscience les uns et les autres d'avoir à faire face à de terribles responsabilités tant sur le plan national que sur le plan international, et nous nous interrogeons avec angoisse, nous demandant quelle est la voie droite, celle qui peut conduire à la réalisation du Socialisme et de la paix, celle qui au milieu de circonstances graves et peut-être tragiques qui nous attendent, peuvent permettre de sauver la République et d'aboutir à la défense et à la réalisation de notre idéal socialiste.
En effet, la réalité, elle n'est pas gaie et il faut que tous les camarades le sachent afin de prendre véritablement la mesure des responsabilités.
Elle n'est pas gaie, ni sur le plan national, ni sur le plan international.
Nationalement, la grande espérance qui avait été soulevée le 31 décembre par Léon Blum, l'espérance déclanchée par les campagnes pour la baisse des prix aboutit maintenant à une nouvelle situation où nous voyons réapparaître les éléments de hausse, de déséquilibre, de troubles sociaux. Le danger pour la monnaie, la menace d'une catastrophe financière avec les conséquences inévitables sur le plan politique pour l'existence même de la démocratie. Sur le plan international, nous voyons les deux blocs se séparer de plus en plus l'un de l'autre. Nous voyons certains milieux qui recommencent à parler de conflit possible et le grand sursaut que l'on pouvait espérer dans des peuples qui

désirent et qui veulent la paix, ce grand sursaut ne se produit pas dans l'ensemble de l'opinion publique. Parce que non seulement chez nous, mais dans tous les pays de notre malheureuse Europe, chaque peuple est tellement aux prises avec ses problèmes particuliers, avec ses souffrances personnelles, qu'il n'a pas le temps ni la possibilité psychologique de réaliser que les mêmes problèmes se posent à coté de lui, dans les autres nations, que les problèmes en réalité sont des problèmes internationaux, que nous aurons à les résoudre tous ensemble, que nous partirons tous ensemble pour tomber dans le même chaos.

Et alors nous sommes saisis d'angoisse, nous qui maintenons la responsabilité gouvernementale et certains se demandent : Est-ce qu'il faut la garder ? Est-ce qu'il faut s'en aller ? D'autres se disent : Il faut absolument rester et il faut alors prendre la mesure de ses responsabilités, employer les moyens nécessaires pour aboutir enfin à quelque chose d'effectif. Et je voudrais dans les vingt minutes qui me sont imparties appeler votre attention sur le problème tel qu'il se pose actuellement pour nous et sur le plan international, et sur le plan national.

Sur le plan international, et du point de vue de la France elle-même, il y a un problème qui domine tout. Nous sommes loin du tout, où Mr Charles, Maurras pouvait dire : La France, la France seule. Nous sommes à un moment où un pays ruiné par les guerres commence à penser à sa reconstruction, ne peut vivre qu'avec des matières premières importées de l'étranger, en réexportant les produits qu'il a fabriqués par son travail. Et le problème auquel nous avons tout de suite à faire face est le problème que connaissent également, sous la même forme tragique, nos amis de Grande-Bretagne ; c'est maintenant le déséquilibre de la balance des comptes. J'ai fait il y a quelques semaines le plan d'importation et le plan d'importation sur le deuxième semestre de notre année en réduisant au minimum le plan d'importation, en ne permettant que les importations de céréales et des matières premières indispensables au fonctionnement de notre industrie, en faisant de notre part un effort désespéré et d'où le développement de nos exportations, restreignant par là même le nombre de marchandises sur le marché national, un déficit de 600 millions de dollars. Mon collègue des finances a raclé tous les fonds de tiroirs en liquidant tout ce qui reste de l'actif français à l'étranger, en mettant à la disposition du gouvernement tout ce qui est encore disponible de l'or de la Banque de France, aboutit à fournir 450 millions de dollars ; d'ici la fin de l' année, un déficit de 150 millions de dollars ; nous ne savons pas où nous pourrions le trouver et nous n'y parviendrons pas si quelque chose ne survient pas d'ici la fin de l'année, ou bien encore un effort désespéré pour accroître davantage les exportations de jour en jour plus difficiles, ou bien une nouvelle réduction des importations, c'est-à-dire moins de blé, dont nous manquons en France, moins de charbon, moins de coton», moins de laine, et nouvelle régression de notre production industrielle. C'est pour cela que nous avons accueilli non pas le plan Marshall, il n'y a pas de plan, mais les propositions Marshall avec un soupir de soulagement, car pour la France et l'Angleterre, c'est le salut dans une situation qui est en train de devenir tragique.

Et cependant, comme le disait Guy Mollet tout à l'heure, nous ne sommes pas

vis-à-vis des Américain dans une situation vassale, car eux aussi ont besoin de nous. Pour la première fois dans notre histoire, ils sont en train de prévoir avant la future crise économique et essayer de prendre des moyens nécessaires pour l'éviter en développant les changes internationaux, en négociant avec nous. Malgré notre détresse, nous sommes quand même sur pied d'égalité car ils ont autant besoin de vendre que nous avons besoin d'acheter ; et s'il y a dans les propositions de Marshall une nouvelle espérance qui est apparue, c'est que l'Amérique a demandé à ce que désormais ce ne soit plus chaque pays individuellement, les uns après les autres qui viennent présenter leurs demandes, que l'Europe fasse un effort et fasse connaître tout son plan. La chance nous est maintenant offerte par la conférence qui actuellement avec les experts se poursuit. La préoccupation que la délégation française a mis à la première réunion au premier plan, c'est la demande que toute l'Europe fasse effort d'association, de collaboration économique. Je souhaite, car je crois nécessaire et indispensable que des études techniques actuellement poursuivies à Paris soient non seulement une collaboration technique, non seulement une association des plans mais une véritable proposition d'union douanière des pays européens à réaliser dans un certain délai moyennant certaines étapes et pour parvenir vraiment à se créer une unité économique entre l'ensemble de nos pays afin que tout cet ensemble puisse travailler à la même œuvre de reconstruction. Pour cela il y avait déjà des obstacles, et déjà nous nous trouvions devant le problème de la Ruhr. Je n'ai pas le temps d'insister beaucoup. La France dans le passé a dans cette politique de la Ruhr commis de lourdes erreurs malgré toutes les réclamations, toutes les protestations du Parti Socialiste, le seul à avoir vu clair dès le début, et si les propositions que nous avions faites avaient été présentées par le gouvernement il y a un an, peut-être aujourd'hui notre situation serait-elle infiniment plus facile. On s'est longtemps maintenu sur des positions à la Richelieu en réclamant des positions politiques avancées, des propositions politiques qui ne correspondaient pas à la réalité. Aujourd'hui, nous sommes devant la volonté de nos alliés avec un redressement de l'Allemagne et je crois qu'il faut dire, et nous devons dire que l'Allemagne ne peut pas rester comme elle est, car elle aussi doit faire sa reconstruction, son développement industriel, mais nous réclamons que ce développement industriel soit lié au développement industriel de la France ; que pour les pays victimes il y ait d'abord la priorité car ce projet n'est normal que si l'on prévoit tout de même un développement de la matière première pour les pays victimes, que ce soit véritablement un relèvement général de tous les pays, que ce ne soit pas l'Allemagne qui connaisse un relèvement général, pendant que la France continuera à moisir dans la situation actuelle, faute de charbon et d'acier. A cela, nous sommes en train de travailler, nous sommes en train de travailler dans le sens de ce qu'a toujours été la politique du Parti Socialiste ; c'est ce que nous faisons dans cette conférence actuelle, mais c'est la tâche véritablement de tout le Parti pour éveiller dans le pays cette opinion et faire comprendre que c'est la grande chance de la paix qui se joue aujourd'hui. Et à l'heure présente, pour réaliser cela, pour parvenir il est indispensable que subsiste chez nous certaine forme de

gouvernement ; il est indispensable que subsiste chez nous un gouvernement d'où soient exclus les éléments de droite, que soit éliminé complètement le danger de l'aventure gaulliste, qui ferait perdre son aventure à la France en la mettant à la solde du capitalisme américain ; que soit également, dans les circonstances présentes, maintenue l'élimination du gouvernement le Parti Communiste parce que la preuve a été faite que le Parti Communiste suit les directives d'un pays étranger, qu'il a pris position contre notre effort de construction économique et lorsque nous avons demandé que tous les pays d'Europe échangent leur enseignement en vue de travailler ensemble, en vue de faire ensemble le bilan de leurs besoins et de leurs ressources pour travailler ensemble en une collaboration économique, que la Russie a refusé, le Parti Communiste a immédiatement pris position pour les thèses russes contre la thèse de construction européenne, seul espoir pacifique à l'heure présente ; c'est donc un gouvernement dont les Communistes ne soient pas qui seul peut à l'heure actuelle poursuivre l'effort de reconstruction et d'édification européenne sur le plan international.

Et alors, sur le plan national, il faut ici vous garder de toute illusion car ici nous faisons un nouvel effort de collaboration entre les autres pays d'Europe ; si nous obtenons cette collaboration, je ne crois pas que ce soit avant le printemps prochain la mise en application pratique, que les crédits américains nous permettront d'avoir une nouvelle bouffée d'oxygène, disons nous bien que ce n'est pas un miracle ; il y a aujourd'hui beaucoup trop de gens dans l'opinion française qui misent sur le plan Marshall comme solution de facilité, comme quelque chose qui nous éviterait le problème, alors que cela ne peut être que dans un effort général de reconstruction économique absolument indispensable à réaliser dans notre pays.

Et alors la situation, camarades, vous la connaissez, après l'effort, après le redressement industriel que nous avons fait au cours de l'année dernière nous étions arrivés à un plafond, notre production un peu inférieure à celle d'avant-guerre est à peu près stabilisée et elle ne peut guère augmenter pendant les mois qui vont venir, parce que nous n'avons pas assez de charbon et que nous n'avons pas une prévision d'augmentation de fourniture de charbon dans les trois mois qui vont venir ; nous sommes limités par le charbon, donc limités par ailleurs et par là même toute la production industrielle est atteinte, pour l'instant ; nous espérons qu'elle repartira au printemps prochain, mais nous avons à passer un hiver dur, difficile et pénible. Et au point de vue ravitaillement, vous savez combien la situation est en train de devenir d'une extrême gravité. En somme, nous venons de connaître ce printemps ci ce qui s'est passé à peu près à chaque printemps depuis la Libération, car c'est toujours la même histoire, chaque fois on est pris au dépourvu, chaque fois sous prétexte d'empirisme et de réalisme on essaye de résoudre chaque problème un à un sans se rendre compte qu'en essayant à tout prix de faire revenir de la viande à Paris, on a démoli toute la politique de la baisse des prix.

(Applaudissements)

Et en résolvant un problème on pose immédiatement un autre problème et par

conséquent les vrais réalisateurs ce ne sont pas ceux qui essayent de résoudre les problèmes au jour le jour et à chaque instant, mais on doit tenir compte du passé, de l'expérience des autres pays pour passer à une politique économique à plus longue échéance capable d'éclairer et d'inspirer les mesures que l'on prend au jour le jour. Et depuis la libération, chaque année cela a été la même chose, chaque année on a vu les prix de la viande qui grimpaient, les travailleurs n'ont plus pu manger, on a eu régulièrement aux environs de juin les grèves en vue de faire une augmentation de salaires, l'augmentation de salaire a entraîné l'augmentation des prix industriels, nouvelle augmentation des prix agricoles, c'est le même cycle qui se continue indéfiniment, et continuera indéfiniment tant que nous ne nous serons pas rendu compte que pour certains produits agricoles essentiels il est fou de parler de liberté économique parce que cette liberté n'existe pas.

(Applaudissements)

Pour la viande on a le choix entre la direction du marché par le gouvernement et la direction du marché par les marchands de bestiaux.

(Applaudissements)

Nous avons mené la bataille et au fond nous avons été vaincus par les marchands de bestiaux. On a pensé que maintenant, dans une période d'abondance, le prix de la viande baisserait ; eh bien, vous savez où il en est : 120 francs maintenant à la suite de la hausse du prix de la viande, les protecteurs de lait demandent maintenant que le prix soit fixé à 17 francs à la suite de la hausse du prix de la viande, l'orge, l'avoine, les céréales secondaires pour lesquelles la demande également s'accroît, ce n'est maintenant qu'à des environs de 2 500 francs dans un certain nombre de départements, que nous allons nous trouver dans une absolue impossibilité de la faire la collecte réelle du blé, et dans une situation qui risque de devenir tragique si très vite ne sont pas prises les mesures héroïques nécessaires, et je voudrais ici, que du Congrès même, sorte une approbation. Vous savez que l'assemblée va se réunir lundi et ensuite elle ne se réunit pas avant novembre dans deux mois ; pendant ce temps où l'assemblée ne sera pas réunie, nous nous trouverons devant des problèmes tellement graves que nous n'avons pas les moyens de les surmonter, qu'il est indispensable que dès lundi, nos représentants devant l'assemblée, pendant qu'on fera une discussion sur le statut de l'Algérie, le gouvernement présente en même temps le projet bref, puisqu'on n'a pas le temps, pour une période de trois mois que l'on donne au président du conseil les pleins pouvoirs pour tout ce qui concerne le ravitaillement.

(Applaudissements)

Je voudrais faire connaître la proposition faite à Ramadier il y a quelques semaines, qui pour l'instant n'a pas encore pu être poussée jusqu'à la réalisation. Dans les critiques qui nous sont adressées, dans ces critiques le fonctionnement actuel de notre appareil administratif que l'on appelle dirigiste, à tort, et qui est la politique à laquelle nous sommes acculés par les événements, si nous voulons sauver le pays et l'empêcher d'aller à la dérive, dams ces critiques il y a beaucoup de vrai, parce que notre administration est lourde, parce qu'elle est

Collection Jean-Jaurès

inefficace, parce que nous avons trop de ministères, et qu'un problème, lorsqu'il est posé en particulier, un problème économique doit passer à l'économie nationale, à la production industrielle, à l'agriculture, au ravitaillement, quelquefois aux transports, que nous sommes obligés d'avoir des réunions réunissant, 5, 6, 7 ministres, et qu'un problème qui devrait être résolu rapidement traîne des semaines parce que trop de ministères, trop de services qu'il est nécessaire de mettre d'accord. Le groupe parlementaire a déposé il y a quelques jours à la tribune de la chambre un projet de loi proposant une réorganisation du gouvernement avec un nombre restreint de ministres, sept, huit. Ceci doit être réalisé très rite, en particulier la concentration ministérielle économique indispensable. Il faut que Ramadier la fasse maintenant dans les délais les plus brefs possibles, sinon, en présence des problèmes tragiques que nous aurons en face de nous d'ici deux ou trois mois, nous n'aurons pas en main un appareil suffisamment souple et capable d'agir suffisamment vite pour être à la hauteur de la situation et être capable de résoudre ces problèmes. Alors qu'on parle de cela, Il y a beaucoup de camarades qui disent : Ce n'est pas possible, cela. On l'a entendu ce mot là trop souvent ici, encore même dans les couloirs du Congrès ; toute une série de camarades disent : Ce n'est pas possible, na ne peut arriver à rien, allons-nous-en. Et d'autres disent : Ce n'est pas possible, on ne peut arriver à rien, nous allons à la catastrophe, mais il vaut mieux rester, même en ne faisant rien, notre seule présence est une garantie de l'existence de la démocratie. Je crois, camarades, que l'une et l'autre de ces positions sont également dangereuses et pour le Socialisme, et pour la démocratie. Je crois que nous n'avons pas le droit de jeter le manche après la cognée, je dis que si nous nous retirons du gouvernement, nous laissons les autres se débrouiller quitte à laisser faire ma gouvernement de droite qui appellerait tout de suite de Gaulle et rendrait impossible la démocratie. Je crois qu'il serait grave de se laisser plus longtemps acculer, au gouvernement, à faire une administration qui n'est pas une réalisation digne de notre Parti Socialiste.

A dire : doit-on faire la reforme gouvernementale MRP ? Non, parce que les radicaux ne l'accepteraient pas - Nous ne pouvons pas faire passer un tel projet parce que tel autre ne l'approuverait pas… Il y a trop longtemps que nous acceptons un certain chantage, et il est peut-être temps que ce soit nous qui fassions notre autorité, puisque c'est nous qui l'avons.

(Vifs applaudissements)

Voyez-vous, je crois que la position du Président du Conseil socialiste à l'heure actuelle dans le pays et l'assemblée, elle est plus forte qu'il n'en a conscience lui-même, qu'il peut faire tout ce qu'il veut, que nous pouvons agir et imposer notre volonté si véritablement nous le voulons, et que la véritable crise, la plus grave crise à l'heure actuelle dans le pays, c'est la crise de conscience du Parti Socialiste lui-même, doutant de lui-même, hésitant à prendre les responsabilités.

(Applaudissements)

Eh bien camarades, et ce sera là ma conclusion, je voudrais que de ce Congrès sorte non pas seulement un Conseil général comme à un autre Congrès national, mais quelques décisions précises à réaliser tout de suite, que sorte le mandat au

Comité directeur d'exercer enfin l'autorité qui lui incombe.
(Vifs applaudissements)
Et pour présider aux destinées du Parti et prendre des décisions dans l'intervalle des congrès où nous puissions alors - car je crois que c'est encore temps, je crois que tout peut encore être sauvé - présenter notre programme devant l'assemblée, on posera la question de confiance et en disant : Si vous ne l'acceptez pas c'est vous qui prendrez la responsabilité de cette crise, qui vous terrifie d'ailleurs.
(Applaudissements)
Et alors il faut, certes, du réalisme, il faut certes prendre les problèmes et les prendre bravement comme nous leur sommes accrochés maintenant, mais je crois qu'au moment où nous sommes devant l'hiver terrible qui nous attend, la qualité essentielle que nous devons posséder ce n'est pas la prudence, c'est le courage ; de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace et le Parti Socialiste pourra sauver la France.
(Vifs applaudissements)

François-Tanguy Prigent

(23 minutes)
Chers camarades, je vais essayer d'être discipliné, et de faire mon intervention dans la cadre des 23 minutes qui me sont accordées. Et j'indique tout de suite à nos camarades que si je prends la parole dans le groupe d'orateurs qu'on appelle gentiment les sauvages, ce n'est pas parce que j'ai un tempérament particulièrement sauvage mais parce que je n'ai pas voulu apporter mon accord aux différentes motions qui sont soumises à l'approbation du Congrès et cela pour deux raisons. La première c'est que je suis ministre, et un ministre assez en flèche qui est interpellé par les camarades de toutes tendances et de tous les courants de pensées. Secondo, parce que je suis convaincu avec non ami Philip qui a pris la même position que moi en ce moment, à l'heure où se tient ce Congrès, il est indiscutable que les problèmes économiques et particulièrement les problèmes alimentaires se trouvent au premier plan des préoccupations des Français et particulièrement des Français responsables. Et ce sont là aussi des problèmes qui sont communs à tous les camarades du Parti quels que soient les courants de pensée auxquels ils appartiennent.
Je vais parler après mon ami Philip de ces problèmes économiques très rapidement, mais avant cela, je veux tout de même, par souci de loyauté, par souci de clarté, vous indiquer quelle est ma position sur ce qu'on pourrait appeler le problème plus spécialement politique.
Dans la fédération du Finistère, j'ai défendu la position que je vais vous indiquer en quelques minutes. Vous vous rappelez qu'il y a quelques mois, au mois de décembre dernier, au lendemain des élections, j'étais avec ma fédération et quelques autres fédérations comme celle de Nord, du Vaucluse, antiparticipationniste ; nous pensions à ce moment là qu'une majorité de droite pouvait se déterminer à la Chambre parce que l'erreur du suffrage universel, aggravée peut-être par un certain scrutin en dehors des Socialistes et Communistes, nous pensions de plus qu'en raison du nouveau tournant

Fondation Jean-Jaurès

communiste qui se ralliait déjà au libéralisme économique, nous étions vraiment les seuls à rester attachés aux formules d'organisation dont nous pensons qu'elles sont les seules capables de sauver la paix en période de pénurie. Ce n'est pas cela qu'on a décidé, n'en parlons plus. Nous sommes allés au gouvernement, nous y sommes depuis huit mois, d'abord par le gouvernement socialiste homogène, et depuis par un gouvernement à direction socialiste, et au sein duquel les principaux postes économiques sont tenus par des ministres socialistes. Cela est un fait, et il est également exact, hélas, que malgré nos efforts, à cause des événements, à cause des nécessités et des faiblesses du gouvernement de coalition, et aussi à cause de la composition du Parlement, et aussi à cause de l'indiscipline générale du pays, qu'il s'agisse des producteurs, des consommateurs et plus encore des intermédiaires, et puis enfin à cause des malheurs supplémentaires qui se sont abattus sur nous, je pense particulièrement aux gelées de cet hiver, nous sommes en ce moment au bord du gouffre. Je dis bien au bord du gouffre, j'ai tenu à prendre la parole pour dire cela, nous sommes à quelques millimètres du gouffre, car il n'est pas possible de sauver le pays, la République et la paix sociale si nous n'arrivons pas à régler dans les conditions à peu près convenables, à peu près acceptables, les questions d'ordre alimentaire qui se posent à nous

Alors, puisque nous sommes au pouvoir depuis de longs mois, il n'est pas possible à mon avis que vienne à la pensée d'un Socialiste, la pensée de partir comme cela purement et simplement pour des raisons ou des prétextes d'opportunité politique, ou de difficulté dans la propagande, de difficulté dans la bataille électorale municipale qui va s'ouvrir, ni même pour des raisons de doctrine ; cela n'est pas possible, nous avons accepté les responsabilités, nous sommes aujourd'hui devant des périls grave, l'alimentation des Français devient chaque jour plus difficile, particulièrement en ce qui concerne le pain. La monnaie elle-même est en délire, la paix sociale également et par répercussion la République et la démocratie et aussi l'indépendance de notre pays. Dans ces conditions je déclare très fermement que s'il y a quelque chance pour le Parti Socialiste - et il y en a - de sauver tout cela, l'alimentation des Français, la monnaie, la paix sociale, la République, la démocratie et notre indépendance, nous n'avons pas le droit de partir, même si notre maintien devait nous valoir des échecs graves et momentanés sur le plan des élections municipales, même si cela entraînait des difficultés dans la propagande, nous n'aurions pas le droit car nous devons avant tout accomplir tout notre devoir et ne pas faire preuve de lâcheté. Mais par contre, je dis avec la même force que nous ne pourrons rester ; nous ne pouvons continuer à assumer ces responsabilités lourdes, qu'à la condition absolue, et je dis bien absolue, que nous ayons les moyens de sauver tout ce que je viens d'indiquer ; que nous ayons les moyens de mener la politique qui nous semble absolument indispensable pour arriver à ces résultats sinon nous aboutirions non seulement à tuer le Parti mais à ne rien sauver par ailleurs et nous aboutirions à tuer le Parti sans espoir de renaissance, c'est-à-dire à supprimer tout espoir pour l'avenir, aussi bien pour la France que pour la République, que peur le Socialisme. A mon avis, c'est cela le problème, et au

fond, en dehors des problèmes de motions, de courants de pensées, c'est ce courant de pensées qui groupe certainement la quasi unanimité des camarades socialistes de notre pays et par conséquent des camarades qui sont venus représenter les fédérations à ce Congrès. Nous devons dire, nous avons accepté des responsabilités, nous n'allons pas quitter purement et simplement parce que c'est difficile, et parce qu'il y a des coups à recevoir, et parce qu'on traîne nos ministres dans la boue parce qu'on les insulte, nous sommes prêts à continuer à nous battre, mais à la condition que ce soit pour une bataille efficace. Nous voulons dire que nous voulons bien nous battre jusqu'au bout à condition que nous ayons les moyens ; si nous ne les avons pas, eh bien alors, nous n'avons pas le droit de rester.

Quels sont ces moyens ? Et pour quoi faire ? Eh bien, je vais rapidement vous indiquer quels sont les problèmes les plus urgents à résoudre et quels sont les moyens dont nous avons besoin. D'ailleurs, mon ami Philip en a tout à l'heure énoncé quelques-uns et je suis totalement d'accord avec lui. Le problème du pain est en ce moment le problème essentiel, il est urgent, il est immédiat, et il est tragique. Déjà les années passées nous avons eu des difficultés. La production céréalière a baissé pour les raisons que vous connaissez : absence d'engrais, diminution de production et à cela hélas! Comme si on voulait nous faire payer trop cher les joies de la libération se sont ajoutées les calamités atmosphériques en France métropolitaine, en France d'Afrique du nord la sécheresse pendant deux ans, les gelées, à quoi s'ajoute cette année l'échaudage et la foudre ; nous sommes en présence d'une récolte extrêmement mauvaise : l'année dernière, par contre, nous avions une bonne récolte de blé, de céréales et certains camarades - je ne leur fais pas de reproches, je leur demande tout de même de faire attention - certains camarades se laissent prendre quelquefois à la propagande faite par nos adversaires, et nous disent : Comment se fait-il que l'année dernière, malgré une bonne récolte, nous n'ayons pas réussi à assurer an approvisionnement normal, en pain et en pain de bonne qualité, de l'ensemble des Français ? Il y a cela des explications que ceux qui lisent le Journal Officiel et Arguments et Ripostes connaissent déjà. Il est exact que nous avions l'année dernière, il y a un an, l'été dernier, de bons rendements ; mais nous avions un million d'hectares en moins ensemencés et le bon rendement ne compensait pas ce déficit dans les ensemencements. D'autre part, et ceci est très important aussi, il n'y avait pas de stock de report. Si pendant l'occupation, malgré les prélèvements allemands, on a réussi à maintenir une certaine ration, c'est parce que nous avons eu avant la guerre des récoltes extrêmement importantes. On a commencé la guerre avec un stock de report extrêmement élevé, il s'est amenuisé chaque année, mais il a tout de même existé jusqu'en 1944 tandis que l'année dernière, nous avons commencé la campagne avec non seulement zéro en stock, mais un déficit au départ de un million de quintaux que nous avons remboursés à nos amis belges. Il s'est trouvé d'ailleurs de mauvais Français pour nous reprocher d'exporter des blés alors que nous ne faisions que de tenir notre engagement d'honneur vis-à-vis de nos anis belges, auxquels nous remboursions, suivant nos engagements, le million de quintaux de blé qu'ils nous avaient avancé quelques semaines avant

notre soudure. En plus de cela, alors que l'Afrique du nord était à peu près régulièrement excédentaire avant la guerre, et venait, lorsque le besoin s'en présentait, au secours de la métropole, l'Afrique du nord est régulièrement déficitaire depuis la Libération en raison de la sécheresse qui sévit là-bas, alors que par ailleurs la population le nos pays d'Afrique du nord augmente de 25% depuis 1938. A cela ajoutez les gelées, qui ont nécessité au printemps dernier des réensemencements, c'est-à-dire le prélèvement de trois millions de quintaux de plus sur stock de consommation dont nous disposions. Mais cette année la récolte est ultra mauvaise ; il y a eu des gelées, par conséquent de grandes superficies n'ont pas pu être réensemencées en blé ; d'autre part les rendements en blé de printemps ou d'hiver qu'on n'a pas retournés, ont maintenu l'espérance qu'ils vous donneront des récoltes à peu près normales.

Tous ces blés donnent de mauvais rendements. Ensuite il y a eu la sécheresse et l'échaudage et là nous avons eu une récolte ultra mauvaise ; mais hélas, à cette récolte mauvaise s'ajoute un phénomène aggravateur par le fait qu'elle est mauvaise, le phénomène suivant : je le dis très librement, je suis un paysan, eh bien les cultivateurs, à part des exceptions, ne font pas en ce moment généralement preuve d'empressement dans les battages et surtout les livraisons ; on bat lentement et lorsqu'on a battu un peu de blé ce blé part soit dans les cachettes individuelles du producteur, soit par parts fractionnées au bénéfice d'un parent, d'un ami ou encore des démarcheurs qui viennent, comme disait Philip, acheter du blé à des prix qui atteignent 50,80 francs le kilo. Quand vous ajoutez à cela une certaine autarcie communale aggravée par le fait que les maires répondent moins à nos appels en raison de cette autre calamité qui s'appelle les élections municipales qui auront lieu au mois d'octobre, tout cela explique que le blé s'en va par petits morceaux, le blé que l'on bat, ce blé si rare par suite de la mauvaise récolte, prend toutes les directions sauf celle de l'organisme stockeur officiel. Nous ne pouvons nourrir les villes en dehors des conditions d'importation qu'avec les blés et céréales qui prennent la direction de l'organisme officiel. Et ici, nous allons probablement, pour la première fois depuis très longtemps dans l'histoire agricole de la France, connaître le premier septembre des disponibilités en céréales inférieures aux disponibilités du premier août. Et si nous ne réagissons pas avec une vigueur exceptionnelle, le 1er octobre nous aurons des disponibilités inférieures à celle du 1er septembre.

Voilà la situation, elle est extrêmement grave, elle est sur le point de devenir tout simplement tragique. Je veux vous le dire, parce qu'il faut que ce Congrès qui se place au début de l'année économique - l'année économique ne commence pas le 1er janvier, mais le 1er août - il faut que ce Congrès d'un Parti Socialiste, qui ne fait pas de démagogie, qui regarde les réalités en face, il faut qu'il connaisse cette situation, il faut réagir, réagir vite et avec force. J'ai bien entendu, nous avons déjà réagi. Et nous avions prévu des mesures qui devaient s'imposer même dans la limite de nos moyens, en plus des moyens que nous donnent les lois existantes, il nous faut des moyens nouveaux et il nous les faut de toute urgence ; il faut que nous puissions collecter la totalité des blés et des céréales, orge, avoine, seigle, qui sont récoltés dans les terres de France. Il faut

que nous puissions les collecter par l'organisme officiel qui est l'ONIC, il ne faut pas que chaque individu, ou chaque maire, ou chaque préfet, se mêle de faire des greniers locaux ou individuels communaux, départementaux, parce que sans cela on réussira à nourrir les régions où il y a des terres à blé ou à céréales, mais Lyon, nais la Seine, mais Lille, mais Bordeaux, Marseille, ce sont de grandes villes où il y a beaucoup d'habitants, des maisons, des tas de pierres et des usines mais pas de terres à blé ; ce seront les travailleurs de ces villes là qui seront alors rapidement privés à peu près totalement de pain. Il faut donc réagir rapidement, d'autant plus d'ailleurs que les importations sur lesquelles nous comptons, qui ne seront pas suffisantes, non seulement parce que nous n'avons pas de devises, mais parce qu'il y a un déficit mondial qui était l'année dernière de 100 millions de quintaux et qui est cette année, puisque toute l'Europe a souffert des gelées, de l 80 millions de quintaux ; mais ces importations ne se feront pas à la cadence voulue, si la France ne fait pas elle même l'effort nécessaire pour assurer la péréquation de ses propres ressources ; mon directeur de cabinet à Washington depuis deux jours me télégraphie en disant : les Américains avaient pensé qu'ils pouvaient souffler pendant deux ou trois mois et se porter au secours des pays qui battent plus tard que nous, ils se disaient : pendant quelques mois, puisque la France fait sa récolte, nous pouvons diminuer la cadence de nos envois et par conséquent canaliser nos envois vers d'autres pays, quitte à reprendre la cadence normale dans quelques mois.

Si nous voulons que nos amis dès maintenant nous aident puissamment, il faut tout de même, vous le sentez bien, que nous montrions que nous sommes capables tout d'abord de faire un effort de discipline nationale, un effort de collecte totale, un effort de péréquation de notre propre ressource ; et alors devant cet effort, devant les mesures que nous prendrons, eh bien, ils viendront plus volontiers à notre aide. Il faut donc que tout soit livré aux organismes stockeurs, non seulement le blé, mais toutes les céréales. Ensuite, en ce qui concerne les céréales secondaire, nous ne mettrons pas tout en panification, nous les redistribuerons tout en gardant des quantités proportionnelles et de besoin, un certain nombre pour alimentation du bétail dans les régions de production de viande, ou de production laitière ; mais il est indispensable qu'il y ait d'abord un rassemblement à l'organisme stockeur pour qu'il n'y ait pas des privilégiés et des victimes dans notre pays. Pour cela les droits dont nous disposons sont insuffisants, je fais chaque jour la même expérience, il faut que nous ayons d'autres moyens, des moyens de réquisition, et il faut aussi que les sanctions soient aggravées.

(Applaudissements)

Il faut que nous ayons les moyens de sanctionner toutes les rétentions, tout transport, tout écrasement, toute consommation illégaux de céréales ou de pain. Cela est strictement indispensable, nous n'avons pas en ce moment tous les moyens nécessaires pour aboutir à ce résultat, il faut aussi que nous obtenions un pain non pas totalement homogène, c'est hélas impossible, mais à peu près homogène, et y compris pour les cultivateurs échangistes. Il ne faut pas qu'on mange du pain blanc cent pour cent froment extrait à un taux assez élevé, dans

certaines régions, alors que dans d'autres on mange un pain qui contient jusqu'à 60 ou 70% de succédanés de céréales secondaires et de son. Eh bien, pour tout cela, il est indispensable qu'on nous donne les moyens dont je vous parlais tout à l'heure. Je dirai la même chose pour la viande. Mon ami Philip et moi savons quelles ont été les péripéties de la bataille de la viande que nous avons d'ailleurs perdue, que les marchands de bestiaux ont gagnée. La viande est importante, non seulement parce que c'est un aliment précieux et utile, mais aussi il est faux de dire que c'est la hausse des céréales secondaires qui a entraîné la hausse de la viande. C'est su contraire la hausse de la viande qui a entraîné la hausse des céréales secondaires.

(Applaudissements)

Je ne suis tout de même pas fou, et lorsqu'on m'a reproché, et même dans le Parti, surtout les parlementaires, d'avoir l'année dernière fixé le prix des céréales secondaires au dessus du prix du blé, on a dit une sottise. J'avais taxé les céréales secondaires au dessous du prix du blé, mais comme on n'a pas tenu le marché de la viande, les céréales sont montées ; les céréales secondaires, déjà l'année dernière, comme le blé cette année, ne sont pas venus vers l'organisme stockeur. On a traité à des prix qui en effet étaient souvent le double ou le triple du blé ; puis la viande rapportait beaucoup plus que les céréales vendues directement à la taxe, là aussi il faut maintenant que nous ne perdions pas à nouveau la bataille au seuil d'une année terrible économique, tragique. Il faut que tout de suite, en quelques jours, j'allais dire en quelques heures, nous gagnions la bataille. La viande en effet, quand elle est trop chère, est trop chère pour les masses ouvrières pauvres, mais ce qui est plus grave encore, c'est que la viande tue le blé, c'est-à-dire le pain ; et alors sont ainsi raréfiés les deux aliments essentiels pour le pays. Eh bien, il faut réagir, et il n'y a qu'un moyen, celui que Philip et moi avons déjà proposé, il faut absolument que nous supprimions la surenchère auprès du cultivateur, il faut qu'il y ait un acheteur unique, ce sera une mutuelle obligatoire, une commission même, un acheteur unique par centres géographiques. Souvent des paysans honnêtes sont presque gênés d'accepter les prix qu'on leur offre, mais le voisin les accepte et alors celui qui serait tenté de refuser l'argent qu'on vient lui offrir et non seulement les marchands de bestiaux mais même certaines coopératives et quantité d'usines viennent lui offrir.

(Applaudissements)

Et cela aussi doit être réglé courageusement par le Parti Socialiste ; il faut qu'à la base il y ait un prix en viande, un prix qui permette de favoriser la qualité, que ce prix soit respecté, que toute surenchère soit empêchée et qu'il y ait là aussi, comme pour le blé, une lutte sans merci, une lutte féroce contre l'abattage clandestin ou la vente en dehors du secteur d'achat unique par circonscriptions territoriales. Il faut, je crois, pour coordonner cela, une organisation coopérative, un organisme national de la viande, qui ne laisserait subsister, en dehors des coopératives dont je souhaite qu'elles soient nombreuses, et je regrette que souvent les militants socialistes, c'est la faiblesse de notre Parti, c'est ce qui a entraîné notre faiblesse dans les défaites devant la CGT, notre défaite peut-être

demain hélas! Vous vous passionnez souvent pour les Congrès, pour les batailles politiques, vous ne sentez pas que l'action socialiste c'est l'action municipale… (applaudissements)… c'est l'action coopérative dans les coopératives agricoles, dans les coopératives de transformation, dans les coopératives ouvrières de production, dans les coopératives de consommation, pour faire la chaîne entre le producteur et le consommateur.

Mais comme cela ne peut pas se faire instantanément comme en 1936, quand nous avons fait l'Office du blé qui reposait à la base sur les coopératives, nous avons vu, là c'est nos camarades de la CNP, se multiplier les coopératives. Néanmoins, cela ne se fait pas spontanément en quelques jours, il subsistera des intermédiaires, quelques-uns, mais il ne faut que se substituent des intermédiaires agréés par ce service national de la viande. De même qu'aujourd'hui, en matière de céréales, ne subsistent que les négociants agréés par l'office des céréales, négociants qui doivent travailler à marge fixe, où la spéculation est totalement interdite. Voilà ce qu'il faut faire. On parle souvent de la police des prix agricoles, des prix agricoles et des prix industriels, du rapport entre tous les salaires, les traitements, c'est facile à faire sur le papier ; mais pour les faire respecter il faut qu'il y ait collecte au prix déterminé, il faut qu'il y ait un circuit de distribution tel que la spéculation ne puisse intervenir à aucun moment entre producteurs et consommateurs. Je tiens à dire ici qu'il y a un organisme qui a travaillé peut-être plus que les autres, excusez-moi de le dire, depuis mercredi après-midi, c'est la réunion des responsables agricoles du Parti Socialiste ; nous avons travaillé jour et nuit et je remercie les camarades ruraux, les camarades cultivateurs du Parti d'avoir accepté ce programme sévère, ce programme énergique, ce programme sans pitié que je viens d'exposer ce soir, je les remercie, ils ont senti d'ailleurs que tous les bons paysans et tous les bons français seraient soulagés demain s 'il y avait plus d'autorité, plus d'ordre, plus de discipline, même ceux qui s'abandonnent au marché noir parce que le voisin fait du marché noir ; ils seraient ravis, soulagés, s'ils sentaient qu'on met un peu d'ordre dans l'ensemble de notre économie, dans l'ensemble du circuit économique, alimentaire. Je remercie les camarades de m'avoir permis ce soir de parler en leur nom à tous et de dire tout cela avec l'appui de tous les militants socialistes de nos campagnes. Bien entendu, je vais essayer d'aller assez vite, cette discipline ne doit pas être à sens unique ; je ne voudrais pas quand même que le Parti, comme cela se sent trop souvent dans nos fédérations et même dans nos groupes parlementaires, s'abandonne à je ne sais quelle démagogie anti paysanne facile. Ni démagogie paysanne, ni démagogie antipaysanne. Il faut frapper ceux qui ne se soumettent pas aux lois de la discipline pour faire régner la justice. On s'aperçoit que la représentation actuelle du revenu national distribué aux fonctionnaires, aux ouvriers, a diminué de pourcentage de façon tragique. Et nous comprenons combien est dure et presque désespérée la situation des petits ouvriers, des petits fonctionnaires, des retraités et des petits rentiers, A côté de cela l'industrie repart, l'agriculture également, mais là où le pourcentage dans la répartition du revenu national depuis la Libération a augmenté presque du simple au double, c'est dans le négoce, c'est-à-dire dans le

secteur de la commercialisation et manutention. Il y a là pour nous Socialistes un problème que Marx nous avait enseigné, qui maintenant est devenu actuel ; si nous laissons faire le commerce légal et le commerce illégal, celui qui ne paye même pas d'impôts, pour prix du profit, qui va absorber plus du tiers du revenu de la nation ; c'est-à-dire que ceux qui ne travaillent pas, qui ne font que manipuler ce qui est produit par l'ouvrier ou le paysan, vont gagner davantage que ceux qui se sont épuisés à la production. C'est sur ce problème que doivent se pencher les Socialistes car il fait corps avec notre doctrine, et aussi parce que si nous ne réglons pas la question, c'est notre pays qui risque d'aller aux pires aventures.

Voilà, camarades, ce que je voulais vous dire. En face de cela, nous devons par contre, je le dis à mon ami Philip, à mon ami Lacoste, à mon ami Jules Moch, je leur dis ce que je leur ai dit déjà souvent en réunions du conseil des ministres ou de comités interministériels, il faut en retour que nous saturions, j'emploie le mot volontairement, que nous saturions l'agriculture de moyens de production, que nous renversions notre politique de monnaie matière. La SNCF est remise sur pied, grâce au ministre incomparable qu'est notre ami Jules Moch, eh! Bien, il faut maintenant - je n'ai pas été trop fort tant qu'il fallait remettre ces choses essentielles debout mais aujourd'hui je demande à nos camarades, je demanderai au Comité directeur, je l'ai peut-être déjà demandé, mais je demanderai avec plus de force, si nous restons au pouvoir - un renversement de la politique de la monnaie matière pour faire un équipement agricole. Pourquoi ? Pour trois raisons : La première parce qu'ainsi les campagnes de France produiront avec des moyens plus grands ; 2) avec des prix moins élevés; 3) dans la mesure où le paysan pourra acheter des choses utiles à la production des denrées alimentaires, il sera entraîné à vendre, ainsi il se livrera moins à la rétention dans la mesure où il aura besoin d'argent pour acheter des choses utiles. Je dis à mes camarades ouvriers : même si on donne plus de chaussures de travail, de vêtements de travail, de monnaie matière pour l'agriculture, ce sont indirectement mais sûrement nos camarades de la ville qui en profiteront étant donné que nous augmenterons en même temps la production des denrées alimentaires et la Collecte.

J'en arrive à ma conclusion. Il y a d'autre mesures, dans le dirigisme très poussé, mais salutaire et non doctrinal d'ailleurs, mais commandé par les événements, je voudrais que le gouvernement à direction socialiste exige une loi permettant d'empêcher le cumul des exploitations ; le statut du fermage ne répond pas à tout, car il n'est qu'un contrat réglant les relations de patrons et ouvriers, de propriétaires à fermiers ou métayers, mais il ne règle pas le problème juridique de la possession et de l'exploitation. Tout à l'heure on parlait de marchands de bestiaux. Je sais que certains secrétaires fédéraux nous diront et nous ont dit qu'il y a des marchands de bestiaux qui ont soustrait 10 fermes à la production du blé pour les transformer en herbages, ils ont placé là l'argent de leurs rapines. Mais non seulement ils placent l'argent de leurs rapines, mais ils empêchent les fermiers, les jeunes ménages de s'installer pour produire du blé.

Le président - Je suis obligé d'interrompre.

Voix – Laissez-le parler...

Le président - Je demande au Congrès de vouloir bien respecter ses décisions.

François-Tanguy Prigent - Je dis donc qu'il faut que nous ayons des lois, intervenant dans l'origine juridique de la possession de l'exploitation et que ce soit une loi, car très souvent les camarades du Parti même viennent me dire : des cultivateurs font soit de l'herbage, soit des pommes de terre quand il peut faire du blé... Vous avez oublié votre histoire civique ! Séparation des pouvoirs, un gouvernement applique les lois chez nous, nous n'avons pas le droit d'obliger un cultivateur à mettre du blé là où il veut mettre des herbages ou des pommes de terre. Or, il nous faut avoir ces lois.
(Applaudissements)
Un dernier point, j'en termine, la fiscalité agricole. On nous dit toujours, c'est vrai, le paysan ne paye pas d'impôts. Avant la guerre les pouvoirs publics ne s'en souciant pas, le paysan état pauvre, en général, et puis quand il avait quelques économies il les prêtait à l'état à base d'intérêts ce qui fait qu'au fond l'état s'en trouvait bien, il avait sa trésorerie remplie par les prêts à base d'intérêts. Aujourd'hui, parce que le paysan a moins besoin d'argent, et aussi à cause de l'insécurité monétaire, cet argent ne vient pas dans les caisses de l'Etat. C'est exact, nous devons le dire avec franchise. Il est exact que nous demandons un budget pour payer les allocations familiales agricoles, que nous demandons des subventions supérieures au produit total de l'impôt sur les bénéfices agricoles eh bien, les camarades de la Commission agricole du Parti Socialiste sont d'accord avec moi pour que nous-mêmes spontanément nous proposions de réformer la fiscalité agricole, que nous établissions une taxe culturale basée non seulement sur la valeur des terres mais sur la nature des cultures auxquelles on se livre, en ce moment par exemple on ferait payer plus cher un hectare d'herbage qu'un hectare de blé.
(Applaudissements)
Voilà ce que nous vous proposons et voilà, si je vous ai dit cela ce soir, c'est parce que tout cela est urgent, nous vous demandons sans aucune démagogie et sans faiblesse de nous aider, d'exiger cela, et cela appartient au Parti. C'est urgent, Philip a fait tout à l'heure une proposition, je sais tout à fait d'accord avec lui, nous n'avons pas, je le répète, nous gouvernement qui sommes exécutifs, nous n'avons pas jusqu'ici de pouvoir législatif, l'ensemble des deux parlements les moyens nécessaires. Eh bien comme Philip, je déclare que le gouvernement qui est prêt, qui doit être prêt, le Congrès je pense le dira, à assumer encore des responsabilités, dans l'intérêt du pays et de la démocratie ; il doit demander au Parlement de donner ces moyens ; le mot pleins pouvoirs est affreux, mais la situation aussi est affreuse, il faut demander en matière de réglementation économique, en matière de collecte, en matière de réforme de la distribution, en matière de sanctions, il faut que nous demandions pour un délai qui peut être

fixé et qui doit être fixé à plusieurs mois les moyens indispensables de saturer l'alimentation du pays et de sauver la démocratie.
J'ajoute en terminant, arec une certaine émotion, que nous sommes tous ici des Socialistes, je le suis depuis toujours, il ne s'agit pas de doctrine, il s'agit de réalités, mais précisément si le Parti Socialiste veut garder sa force physique et surtout sa force morale qu'il gardera même si on perd 30% de nos municipalités, s'il veut garder sa force morale en France, en Europe et dans le monde, il faut que maintenant, puisque par cette effroyable aventure de l'exercice du pouvoir en régime capitaliste, nous sommes collés à ces difficultés immédiates, il faut non seulement pour le présent, pour les Français d'aujourd'hui, et pour la République, mais pour garder au Socialisme sa force physique et morale, pour demain, il faut que nous prouvions que nous sommes capables arec courage, sans démagogie et sans faiblesse faire face à ces difficultés ; nous le ferons ensemble, mais donnez-nous an mandat précis, donnez au Comité directeur un mandat précis, nous gagnerons la victoire présente malgré les difficultés terribles, et demain, forts de cette épreuve nous irons à l'avant pour les conquêtes définitives du Socialisme.
(Vifs applaudissements)

Le président - Permettez-moi d'abord de regretter que le Congrès, après avoir adopté des décisions, ne les appliquent pas...
Nous avons maintenant encore 32 orateurs inscrits. J'entends demander la clôture. Que les camarades qui acceptent de faire maintenant la clôture du débat de politique générale veuillent le manifester en levant la main.
Clôture adoptée.
(Vives protestations dans la salle de Elie Bloncourt. Brouhaha, Discussions, etc.)

Guy Mollet - Camarades, il semble difficile de laisser se terminer ce débat dans une semblable atmosphère. (Elie Bloncourt crie...)
Si tu écoutais, tu aurais peut-être satisfaction dans trente secondes. Je ne suis pas encore intervenu en ce qui concerne la conduite du débat. Je regrette, mais je demande à ce que volontairement le plus grand nombre possible de camarades renoncent à la parole, mais je demande que le Congrès entende ceux qui prétendent conserver leur temps de parole
(Applaudissements)
Il ne peut pas être dit que dans un Congrès Socialiste, quelqu'un n'a pas pu parler. Seulement je demande que spontanément l'immense majorité des camarades qui auraient voulu parler renoncent à la parole.

Le président - Je vais appeler les noms des camarades qui restent inscrits. Elie Bloncourt, Paulette Lacase, Lamine-Gueye et Dechezelles.
Je demande au Congrès si les camarades veulent bien accepter d'accorder aux orateurs un quart d'heure chacun.
La parole est à Bloncourt pour 25 minutes, temps pour lequel il était inscrit primitivement.

Fondation Jean Jaurès

Elie Bloncourt

Camarades, je me sais fait inscrire dans ce débat de politique générale pour apporter au Congrès, au nom des camarades signataires de la motion de la Bataille Socialiste, quelques précisions sur notre position pratique et doctrinale à l'égard des grands problèmes qui retiennent aujourd'hui l'attention. Je ne renonce pas à la parole et je parle avec d'autant plus de fermeté que j'ai entendu ce soir nos camarades membres du gouvernement et ils m'ont confirmé dans le sentiment que j'avais déjà et qui s'est renforcé davantage, à la suite de leurs interpellations, que le Parti Socialiste ne peut plus rester au gouvernement dans les circonstances actuelles. A la Bataille Socialiste, nous n'avons pas l'habitude de déguiser nos paroles et nous parlerons net, au risque de dresser le Congrès contre nous, mais nous dirons avec une certaine brutalité que nous en avons assez de cette tartuferie, de ces hypocrisies, de ce langage qui consiste à venir devant le Congrès national du Parti procéder à ce que j'appelle un véritable chantage. On nous dit que si le gouvernement demain est démissionnaire, c'est la République elle-même qui serait en danger. Nous disons nous que dans ce pays, le peuple a prouvé déjà en maintes circonstances qu'il savait se dresser unanime contre tous ceux qui veulent attenter aux libertés républicaines et une fois de plus si demain la conjoncture, je le sais déjà et j'en ai la conviction profonde, j'en suis certain, le peuple ouvrier de France se dresserait pour opposer la barrière infranchissable à tous ceux qui voudraient étrangler les libertés démocratiques.

Par conséquent, n'acceptons pas cette façon de discuter et de présenter les problèmes. Nous sommes des Socialistes, nous entendons rester fidèles à la charte même du Parti Socialiste. Le Parti, il est fondé sur deux principes essentiels : l'organisation et l'entente nationales et internationales des travailleurs sur l'organisation politique économique du prolétariat, en parti de lutte de classes pour la conquête du pouvoir, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en société collectiviste ou communiste. Voila la charte, voilà l'article 1 des statuts du Parti. Et nous conviendrons bientôt à cette tribune que c'est nous qui restons fidèles à la doctrine et à la marche même du Parti, et il ne s'agit pas, avec une certaine ironie facile, de venir déclarer que beaucoup se lèvent le matin en se demandant si la révolution s'accomplira dans la journée et qui le soir se couchent en disant : cela n'est pas pour aujourd'hui, ce sera pour demain… Nous restons animés, nous, de cet esprit révolutionnaire ; vous ne croyez plus à la révolution sociale, vous avec perdu la foi en cette révolution, vous voulez être et c'est vous-mêmes qui l'avez déclaré, vous voulez être des gérants loyaux du régime capitaliste. Eh, bien, nous ne le voulons pas, nous n'acceptons pas cela et quand tout à l'heure j'entendais Philip, quand j'entendais Tanguy Prigent se plaindre en termes amers comme il l'a fait, des difficultés de la situation dans laquelle en se trouve aujourd'hui, j'éprouvais pour ma part un sentiment, je le dis, à la fois de honte et de colère. Car c'est une preuve de plus que vous-mêmes vous nous avez apporté ce soir la preuve de votre participation à un gouvernement appuyé sur une majorité bourgeoise, à un gouvernement d'où sont exclus les représentants authentiques de la classe ouvrière ; c'est vous qui ce soir

même avez apporté une preuve supplémentaire à votre affirmation que le Parti Socialiste a dévié de la ligne droite dans laquelle il aurait dû toujours s'engager. Eh, bien nous, nous n'acceptons pas, pour notre part, qu'on vienne déformer notre pensée. C'est trop facile, quand nous, nous réclamons l'unité d'action de la classe ouvrière, c'est trop facile quand nous affirmons de toutes nos forces avec toute notre conviction que dans ce pays, que vous le vouliez ou non, c'est un fait, et vous n'avez pas raison contre les faits, quand vous voulez nier cette réalité qui est là et qui s'impose à nous, qu'il y a des millions et des millions de travailleurs qui ne répondent pas à notre appel, qui répondent à l'appel du Parti Communiste, eh! bien, nous disons que ces travailleurs là, que ces ouvriers là, qui n'ont pas de fortes attaches au Parti Communiste, ils seraient restés avec nous si vous aviez fait précisément la seule politique que vous deviez faire, c'est-à-dire la politique spécifiquement Socialiste, la politique d'inspiration de Jules Guesde, et c'est cela que vous avez abandonné.

Alors, qu'on ne vienne pas, quand nous parlons ainsi, nous traiter de staliniens. Staliniens ! Allons donc ! Nous sommes des Socialistes authentiques à 100% et moi qui parle ce soir à cette tribune, j'ai le droit de rappeler que pendant les années terribles de l'occupation ennemie, j'ai servi de toutes mes forces et de tout mon coeur le Parti à un poste où, je le crois, j'avais moi des difficultés particulières.

(Applaudissements)

Alors, je n'accepte pas cette déviation, cette misérable querelle qui consiste tout simplement à influencer un Congrès, en vue, je le dis tel que je le pense, d'obtenir des mandats et des sièges au Comité directeur du Parti. Nous n'irons pas, nous, bataille Socialiste, à la Commission des résolutions parce que nous n'avons pas obtenu suffisamment de mandats pour cela, mais nous n'avons rien fait pour obtenir ces mandats et je proteste en passant avec véhémence contre ce fait que dans le bulletin intérieur du Parti, notre motion n'a même pas été insérée. Et quand des camarades sont venus à la tribune cet après-midi pour protester contre ce qu'ils appellent la reconstitution des tendances, là encore nous disons que c'est une misérable hypocrisie. Tendances oui, courants d'opinion, confrontations, thèses différentes, comme si vraiment nous ne savions pas tous que nous ne sommes pas d'accord sur la politique à faire dans le Parti. Tendances, oui, c'est notre droit et notre devoir de dire à la masse du Parti, vous voyez qu'il a dévié de la ligne droite. L'unité de la classe ouvrière nous apparaît comme la seule façon de réaliser dans ce pays la révolution sociale à laquelle pour notre part nous restons profondément attachés. L'unité ouvrière cela signifie l'union de tous les travailleur ; il y a en France, que vous le vouliez ou non, un parti qui s'appelle le Parti Communiste. Il ne dépend ni de vous ni de nous que ce parti disparaisse, mais ce qui dépend de nous et ce que nous, la Bataille socialiste, nous voulons, ce à quoi nous consacrons tous nos efforts, toutes nos forces, c'est autour du drapeau socialiste que viennent se rassembler et se grouper ces millions de travailleurs qui ont tous les mêmes intérêts de classes, et qui demain, tout à coup, certainement, marcheront pour renverser les privilèges capitalistes et écraser le capitalisme, oui, dans tous les domaines,

notre politique a échoué. Sur le plan économique, c'est un fait, une réalité indéniable, que vous avez bloqué les salaires des travailleurs alors que vous n'avez pas pu ou pas voulu arrêter la hausse des prix ; vous n'avez pas le droit de mettre dans une situation difficile ceux qui, pour ressource, n'ont que le fruit de leur travail, et pour fortune n'ont que leurs bras, leur cerveau. Vous n'avez pas le droit d'affamer le peuple laborieux, alors que des trafiquants de toutes sortes continuent au grand jour à faire leurs affaires. Vous avez échoué sur ce point, vous avez échoué sur le plan de l'Union Française, l'Union Française qui n'est pas encore réalisée, l'Union Française qui pour nous ne peut être qu'une libre association de peuples libres. C'est ainsi, et c'est un scandale, une honte, que ce soit sous un gouvernement à direction socialiste que depuis déjà si longtemps là-bas au Vietnam on étrangle les espoirs de la volonté unanime d'un peuple qui n'a peut-être pas les mêmes traditions que nous, mais la civilisation ne s'écrit pas avec un C majuscule, il y a bien des civilisations et même si vous employez ce grand mot de Civilisation, je dis, et nous disons à la Bataille socialiste, que vous ne devez pas négliger les libres inspirations de cette masse. Vous faites à l'heure actuelle une politique qui n'est pas différente de celle que feraient les tenants à la fois du nationalisme égoïste et du capitalisme exploiteur. Eh, bien, nous, nous n'acceptons pas cela de votre part et là encore votre échec est retentissant dans tous les domaines de la vie intérieure et de la vie extérieure. Si j'avais le temps, je dresserais le bilan et il se réduirait par un passif considérable. Mais ce que je veux, c'est demander aux camarades du Parti de cesser ces mesquines discussions, que dis-je ? J'aime pour ma part la discussion loyale, la discussion courtoise, la confrontation des idées. Mais autant j'aime cela, autant j'ai horreur de l'attitude de la vaine querelle qui n'aboutit à rien, sinon à brouiller les esprits ; eh ! bien je vous demande, soyez désormais vraiment des camarades, des hommes, des hommes groupés au sein de ce mouvement de la Bataille socialiste pour réaliser dans un avenir que nous espérons prochain, nous avons la conviction, la certitude, c’est nous qui avons raison, c'est nous qui triompherons tôt ou tard, et je le répète, il faut cesser de galvauder comme on le fait trop souvent parmi nous ces belles formules dont nous nous réclamons mais dont certains se réclament à tort. Ici même dans cette salle, parmi les inscriptions qui ornent la tribune du Congrès, il y en a une que vous avez tenu à mettre également en bonne place à la gloire de Lyon pour saluer les congressistes du Parti : L'union des travailleurs fera la paix du monde. Il ne faut pas que ce soit une simple formule parce qu'il faut la traduire dans la réalité concrète, dans la réalité vivante et tous vous vous dresserez pour inviter les prolétaires, les forçats de la faim à se réunir, à se grouper en déclarant que demain l'internationale sera le genre humain. Eh ! bien, c’est encore une hypocrisie de le dire lorsque tout ce que l'on fait dans la réalité quotidienne est contraire à ces aspirations profondes. Nous, de la Bataille socialiste, envers et contre tout nous persévérerons dans la voie que nous nous sommes assignée ; c'est nous qui restons fidèles à la charte du Parti et c'est mon regretté, mon cher ami Amédée Dubois, avec lequel j'étais en contact quotidien, c'est lui qui disait avec raison, et tous avez tenu à le mettre aussi en bonne place en cette salle du Congrès : un gouvernement socialiste qui

dès le premier jour ne mettrait pas la hache dans les forêts du maquis capitaliste commettrait une véritable trahison. Eh, bien c'est vrai, Dubois avait raison et c'est parce que nous restons fidèles à la mémoire de nos grands morts, c'est parce que nous entendons persévérer dans la voie qu'ils nous ont tracée, c'est parce que nous entendons continuer l'oeuvre qu'ils nous ont léguée, à la Bataille socialiste, que nous continuerons à demander l'union des travailleurs, l'unité du monde du travail, non seulement pour faire la paix du monde, mais pour faire aussi chez nous en France la révolution socialiste, que nous servirons pour notre part jusqu'à notre dernier souffle.
Voilà, camarades, ce que nous voulions vous dire ; nous l'avons dit, nous sommes certains que cela aura un écho et qu'en rentrant demain dans vos fédérations malgré vous vous réfléchirez sur ces problèmes et les jours ne sont peut-être pas éloignés où malgré vous, l'unité du monde du travail se fera, et elle se fera comme elle s'est faite déjà spontanément dans plusieurs circonstances, elle se fera parce qu'à l'horizon nous voyons se dresser des nuages sombres ; l'orage est prêt, il éclatera nous en sommes persuadés ! Il éclatera du moins si nous n'y prenons garde, mais nous en tout cas, nous veillerons au grain, nous ferons tout ce qu'il est possible pour faire reculer le monstre hideux et de la guerre civile et de la guerre étrangère, et nous reprenons, et cette fois nous avons le droit de le dire, la formule de Potier : Groupons-nous, camarades, travailleurs, ouvriers de toutes catégories, groupons-nous et si nous le voulons, cela dépend de nous, c'est peut-être en effet la lutte finale qui s'engage et demain, oui, l'internationale sera le genre humain.
(Applaudissements)

Le président - Je voudrais dire à notre camarade Bloncourt que la demande ayant été faite par le Congrès, un camarade ayant demandé la clôture, j'avais mis cette clôture aux voix. Mais jamais personne n'a eu l'intention d'empêcher un courant de pensée quelconque de s'exprimer librement dans notre parti.

Bloncourt - Je veux simplement faire remarquer que si un engagement avait été pris, il ne devait pas être procédé à la clôture puisqu'il était entendu que le débat continuait.

Lamine Gueye

Camarades, si en montant à cette tribune j'avais l'intention de rechercher avec vous les formules les meilleures en vue d'assurer au Parti, dans les batailles électorales qui vont s'engager, les meilleures chances de conserver quelques sièges et d'en gagner quelques autres, je vous prie de croire que je ne serais pas venu ici vous parler. C'est que malheureusement il n'est que trop évident que les problèmes que pose l'existence même de l'Union Française apparaissent aux yeux de la plupart d'entre nous comme des problèmes mineurs, subalternes ; peut-être ne tenez-vous pas compte assez de ce que la France ne serait rien d'autre qu'une puissance secondaire, que la France sans ses colonies serait limitée par la Méditerranée et l'Océan, les Pyrénées et les Alpes ; en fait de

grandes puissances qui en fait dominent le monde aujourd'hui, si la France n'était que cela, sans la France d'Outremer, il faudrait plutôt ne parler de son prestige qu'en employant la forme passée. Libre à vous d'oublier ce que représente pour votre sécurité, comme débouché de toutes sortes, comme protection de toutes sortes, les territoires dix fois grand comme la superficie de la France elle-même, peuplés par plus de 70 millions d'hommes dans un moment où il n'y en a plus. Malheureusement, je suis obligé d'accomplir ici un devoir pénible, dans un climat bien différent, ce qui m'exaspère, parce que quoi qu'il arrive et faute que nous continuions demain l'effort, se constituera l'Union Française, mais qui pourra avoir pour conséquence le sacrifice de vies qui nous sont chères, les vôtres, et celles des populations sénégalaises que j'ai l'honneur de représenter ; car partout des fautes ont été commises, lorsqu'il s'agit de payer la note ce sont toujours les tirailleurs sénégalais qui sont au premier plan !
(Applaudissements)
Or, de quoi s'agit-il ? Il s'agit de dire si en votant la constitution, si en donnant au monde la grande espérance qui s'appelle l'Union Française nous avons entendu faire quelque chose de sérieux, de constructif à l'échelle de la France ? Ou si au Contraire, il ne s'agit que d'un coup de chasseur tiré une fois pour toutes à l'égard d'hommes auxquels on a demandé beaucoup, qui ont tout donné et qui aujourd'hui ne demandent rien autre que le respect de l'engagement pris, mais qui doit être loyalement exécuté.
Camarades, on entendu souvent dire dans les formules très faciles, par cela même dangereuses, j'entends dire que la France dans les territoires d'Outremer doit assurer sa présence. Je veux bien mais il s'agit de s'entendre. Qu'est ce que représente la France ? Quand la France apporte la liberté à des peuples qui ont compris, la France apporte l'instruction dans les pays où l'obscurantisme est la règle oui, elle est présente. Quand la France apporte le message de paix à des populations qui ont besoin et qui ont tout fait pour assurer la sécurité de la France, oui elle est présente. Mais quand il s'agit de garantir des privilèges indus, quand il s'agit d'assurer à ces sociétés qui ne sont même pas toujours françaises, à des trusts internationaux, la pérennité de privilèges et de bénéfices injustes, alors quel est celui qui de bonne foi peut dire que la France doit à ce moment là assumer sa présence de cette manière ? Je voudrais simplement vous rappeler un fait récent qui a été à peine évoqué par le discours de Ramadier, il y a un instant, disant derrière nous c'est notre camarade Léon Blum qui était présent au gouvernement de la République, qui avec le concours d'un des meilleurs, Pierre Perron, préparait un projet de traité qui aurait permis d'assurer la permanence et la pérennité de la France dans les états du Levant. Le traité a été voté par le Parlement, c'est-à-dire par la chambre des députés ; le Sénégal sous la pression des capitalistes l'a repoussé. Dix ans sont passés, le bilan aujourd'hui : la France chassée du Liban, de la Syrie, tant il est vrai qu'à force de dire non à tout ce qui est juste, de dire non systématiquement, on reproduit la situation faite à la royauté française à la veille de la Révolution ; à force de vouloir tout garder on finit par tout perdre. Aujourd'hui, le grand débat sur l'Afrique du nord, Ramadier dit : la France est d'accord pour mener les peuples

vers leur destin et la liberté.
Cette formule que nos maîtres ont écrite dans la constitution, c'est très bien, mais quand nous regardons le texte proposé, qu'est-ce que nous y voyons ? En quoi cela ressemble-t-il à cette volonté de mener les peuples vers leur destin ? Lorsque les Arabes viennent nous dire aujourd'hui : nous ne sommes pas assez instruits pour figurer à vos cotés, nous n'avons pas d'éléments techniques, mais quand demain nos enfants seront devenus des ingénieurs comme les vôtres, des professeurs comme les vôtres, des techniciens comme les vôtres, à ce moment là alors nous serons dans les mêmes collèges que vous. Le projet socialiste, il ne faut pas dire alors qu'à ce moment là il défend un code républicain, cela n'est pas représenter la France.
Mais ce ne sont pas seulement ces fautes que l'on commet, lorsqu'on sait que des populations aspirent à une indépendance, qu'ils ont les regards tournés vers la métropole, au sortir d'une guerre comme celle que le monde entier vient de subir, au moment où les hommes que vous avez pris là-bas, auxquels vous avez dit : le combat à mener c'est le combat de la liberté, le combat de l'émancipation, le combat qui postule l'indépendance, et ces gars là qui ont traversé les déserts africains, la Méditerranée, qui ont fait l'Italie, la vallée du Rhône et ont terminé cette promenade sur le Danube en maniant des armes dont ils ne soupçonnaient même pas l'importance, vous croyez qu'en rentrant chez eux ce sont des hommes qui ont les mêmes principes ? On n'a pas compris cela, et alors c'est que véritablement on est au dessous des réalités ; la politique qui se fait, on peut lui donner n'importe quelle appellation, ce n'est pas la politique socialiste, ce n'est pas de la démocratie.
(Applaudissements)
Je dirai de même en ce qui concerne la politique dans le Vietnam. Pourquoi ? Oh, le Vietnam et l'Afrique noire, cela fait deux entités particulièrement distinctes, je n'ai pas mission de défendre des intérêts qui ne m'ont pas été directement confiés dans l'exercice d'un mandat législatif que m'a conféré l'élection à la chambre des députés, mais je ne veux pas oublier ce mot de Léon Blum : Il n'y a pas de justice dans le monde tant qu'un peuple quel qu'il soit, si petit qu'il soit, continue d'être opprimé.
(Applaudissements)
Il n'y a pas de liberté dans le monde tant qu'une parcelle où qu'elle se trouve reste encore soumise à la tribulation et aux forces contraires à la liberté. Eh, bien nous voulons garder la liberté aux Vietnamiens. Mais qui ne voit combien la France perd un prestige, une efficacité, par la constance de cette guerre qui n'ose pas dire son nom, alors qu'il y a moins d'un an on disait aux opérations de police : mise en place de dispositifs de sécurité, après quoi ce sera la paix, que la France ne laissera en aucune occasion troubler. Aujourd'hui, au moment où nous apprenons que Bollaert a été rappelé d'Indochine, qu'il en est revenu spontanément, croyez-vous que le monde entier étant attentif aux conversations qui se sont passées, il ne convient pas que les militants socialistes, avant de rentrer chez eux, soient au moins éclairés sur ce qui se passe, savoir où on les mène, où on mène la France et l'Union Française.

Ces procédés là nous ne les acceptons pas, nous pensons que la France ne perdra jamais à être sur la route du droit, ne perdra pas à respecter des traités conclus le 6 mars 1946, traités conclus avec Ho-Chi-Minh, et traité conclu, on ne nous l'a pas dit, je vous l'apprends, c'est la vérité, ce traité a été conclu sur l'initiative - tenez-vous bien - de l'amiral d'Argenlieu d'accord avec le général Leclerc. Et lorsque des militaires de ces catégories, dont on ne peut pas dire qu'ils soient vraiment républicains, estiment que le salut pour la France était dans la signature de ce traité, on pense vraiment qu'il n'y avait pas d'autre conclusion.
Et Ho-Chi-Minh, il est venu à Paris, il s'est promené, on l'a reçu, la garde républicaine lui a rendu les honneurs, le fanion était arboré, fanion vietnamien, il a été reçu dans toutes les cérémonies comme un chef d'état. Je ne veux citer que deux réceptions : une offerte par le gouvernement à l'hôtel Crillon, et une que lui-même avait offerte au gouvernement à l'hôtel du Parc Royal Monceau et alors il n'est que de savoir si en signant ce traité ceux qui étaient là-bas avaient la volonté de tourner les termes de ce traité ou de l'appliquer loyalement.
Aujourd'hui, on dit : il y a malentendu, ce n'est pas dans l'Union Française, mais avec des variantes, des réserves. Moi, je crois que la meilleure façon d'interpréter un traité c'est encore son application. Nous avons appliqué à l'accord du 6 mars 1940 toutes les dispositions, de telle nature qu'il apparaît que vraiment, on devrait donner à ce peuple l'indépendance dans l'Union Française ; aujourd'hui on dit non, ce n'est pas avec Ho-Chi-Minh que l'on peut traiter, il a les mains tachées de sang. Et alors, je pose la question : lorsqu'on ne fait pas la paix avec son ennemi, avec qui la fera-t-on ? Est-ce qu'on fait la paix avec ses amis ou avec ses ennemis ?
(Applaudissements)
Voilà des questions graves, qu'on pouvait considérer comme secondaires, parce que vous pouvez être séduits par une presse payée, par une presse qui nous dupe après avoir été dupée volontairement elle-même. Mais ce que nous ne voulons pas oublier, c'est que les nôtres, les vôtres tombent tous les jours dans une guerre que nous ne voulons pas, parce que nous ne sentons pas qu'il y ait la nécessité pour la France à perpétuer les privilèges que ne cessent de faire peser sur le pays vaincu ou dominé des hommes qui eux n'ont pas résisté, même pas hésité quand il s'agissait d'envoyer des hommes pour le STO ou pour la relève. Ce sont ces mêmes homme qui de 1942 à 1945 vous livraient à l'Allemagne, continuant par les mêmes procédés à créer l'état de faits dans lequel sont sacrifiées des millions de vies humaines aussi précieuses les unes que les autres dans un moment où la France a besoin de toutes ces vies. Avant de quitter la tribune je veux déposer un certain nombre de motions, je n'en donnerai pas lecture, je me borne à les déposer simplement sur le bureau du Congrès en émettant l'espoir que lorsque la Commission compétente se réunira, elle prêtera la plus grande attention ; mais j'ai le devoir, avant de descendre de cette tribune, de jeter un dernier cri d'alarme. De partout nous entendons des craquements, de partout nous viennent des nouvelles qui ne sont pas réjouissantes, il est possible que nous nous soyons trompés, il est possible que sur certains territoires, des contraintes soient à la base des difficultés ; toujours et partout il faut mettre de la

bonne volonté. Nous Socialistes, nous demandons à notre parti de prendre la tête de la croisade de la liberté, nous pouvons le faire d'autant plus volontiers que c'est notre désir à tous de montrer la voie au monde ; nous pouvons le faire, ce sera une occasion pour moi de rendre justice à ce Parti. Nous avons vu, il y a à peine une semaine, que l'Assemblée Nationale a voté à l'instigation du Parti Socialiste, spécialement de la France d'Outremer. Je profite de l'occasion pour rendre un hommage mérité. Une loi qui organisait l'AOF et l'AEF, et ce grand acte de courage, de foi qui a été accompli : Il est dans la ligne des traditions que nous avons à notre actif, qui s'appelle la suppression du travail forcé, liberté de la presse, liberté de réunion, d'association. La loi du 7 mai 1946 donnait le droit de citoyenneté, la loi da 6 mars 1947, le Parti Socialiste l'a fait dans un territoire comme le nôtre ; cela a été la paix dans les esprits, l'union féconde et créatrice, c'est bien la preuve que nous sommes capables nous de prendre des décisions, des initiatives heureuses. Il n'est que de continuer ; pourquoi ne pas continuer à rendre justice à des hommes qui la réclament, continuer à admettre que les hommes qui sont morts pour que la France soit libre et vive n'aient pas conquis la liberté aussi, cette liberté qu'ils ont contribué à sauver. Voilà ce que le Parti Socialiste doit signifier avec vigueur. Le Comité directeur sera élu par nous. Quel qu'il soit, il faut qu'il se trouve en présence d'un texte suffisamment clair, précis, et suffisamment impératif pour que tous les hommes qui à un titre quelconque auront des responsabilités dans le Parti, qu'entre le Parti et eux un contact s'établisse, dont il ne reste plus qu'à réaliser toutes les forces sans restriction, à moins qu'on ne dise : Je ne suis pas capable de le faire, je ne démets pour ne pas vouloir me soumettre. C'est à nous à faire cette charte... (applaudissements)… de telle manière que ce Congrès au moins et à défaut d'autre mérite, ait le mérite de la clarté révolutionnaire, la clarté socialiste. Alors, mais alors seulement, nous pourrons nous targuer de l'orgueil légitime d'avoir fait la République par les moyens révolutionnaires du Socialisme, et si pour une fois ce Congrès a été traînant, hésitant par endroits, du moins dans sa phase finale il réussit à opérer ce travail de redressement et de remise en vigueur du Parti dans des conditions qui ne permettent pas les batailles futures avec notre drapeau, avec notre doctrine, et le peuple de France nous rendra la justice qui nous est due car nous démontrerons que quoi qu'il arrive, le Parti Socialiste reste le parti du courage et de la liberté… (applaudissements)… un nègre qui voit rouge.

Paulette Lacase

Sans doute, camarades, pouvez-vous vous étonner que je vienne profiter du temps de parole qui m'était départi. Si je le fais c'est pour conserver à ces assises une apparence de démocratie qu'elles ont un moment perdue. Car je pense que véritablement un Congrès comme le nôtre...
(Cris de protestation dans la salle)

Le président - Je demande à Salomon Reinach de conserver son, calme. C'est seulement Paulette Lacase qui a la parole.

Paulette Lacase - Je pense qu'un Congrès dans lequel les rapports statutaires - c'était peut-être nécessaire - furent discutés...
(Reinach proteste toujours et discute...)
Un Congrès de l'importance de celui-ci - des rapports statutaires discutés pendant deux journées – n'aura consacré qu'un nombre limité d'heures à la discussion de la politique générale, et si je viens à cette tribune c'est pour vous dire que lorsque dans ma fédération, lorsque dans ma section ouvrière, j'ai défendu le point de vue de cette motion de fidélité à la doctrine, j'avais senti combien il était urgent de sonner le ralliement des bonnes volontés, le ralliement des éléments qui nous quittent et je vous le dis, si nous avons fait et nous vous l'avons déjà dit, cette motion, c'est parce que nous avons senti que le meilleur de nous-mêmes s'en allait dans certaines sections, c'est parce qu'il nous était apparu qu'il était indispensable de prendre des positions fermes. Car être minorité cela nous est bien égal, et lorsque je vois une séance comme celle-ci eh bien, je dis mon désappointement. Je crois que dans nos sections, lorsque l'on a discuté cette nécessité de redressement de la politique du Parti, l'on attendait de ce Congrès un souffle nouveau. J'aurais voulu que jusqu'au bout la physionomie de ces assises prouve que nos militants avaient raison d'espérer. Mais je voudrais, vous dire aussi que dans les paroles qui ont été dites à cette tribune vous trouvez aussi la condamnation de tout ce qui s'est accompli depuis plusieurs mois, et j'en profiterai peur revenir très rapidement - je n'abuserai pas d'instants qui deviennent précieux - pour dire comment nous pensons être encore dans une forme originale ; je pense que lorsque nos ministres sont venus faire devant vous le tableau sombre de la situation présente et lors qu'ils vous ont brossé un tableau plus sombre encore de ce qui nous attend, eh bien ils ont fait le bilan de notre action, et c'est là, voyez-vous, ce qui nous renforce davantage dans cette opinion qui est la nôtre et qui consiste à dire : en l'état actuel des choses, rester au pouvoir est risquer de compromettre définitivement le Parti. A cette même tribune, le camarade Ramadier parlait de payer une note ; j'ai la sensation, voyez-vous, que dans peu de semaines nous allons la payer, cette note, que nous allons même la payer cher, parce que tout de même il est des domaines où nous avons assumé avec une continuité remarquable les responsabilités et où peut-être nous aurions pu réaliser quelque chose, si précisément nous avions pu réaliser ces mêmes choses. Et sans n'étendre davantage, je vous dirai que lorsque les femmes auront à se prononcer sur des listes pour les élections au conseil municipal et quand elles songeront aux responsabilités, au ravitaillement, eh, bien je vous assure qu'elles ne seront pas enclines à voter pour les Socialistes quand elles constateront qu'au début de l'hiver, nous avons la perspective du manque de viande, et, on nous l'a dit ici même, la perspective du manque de lait et de matières grasses, la perspective du manque de pain. Peut-être y a t il à cela des explications et j'en vois une sans bien tarder dans l'état même de notre administration ; nous n'avons pas toujours su pratiquer cette épuration, ce balayage indispensable sans lequel les mesures les meilleures deviennent vaines. Et voilà pourquoi, lorsque j'entendais proposer des mesures, ce sont déjà celles à

peu de choses près qu'on a préconisées dans de précédents Conseils nationaux, et si on ne les a pas appliquées c'est peut-être qu'il y a des raisons, c'est peut-être précisément dans cette formule gouvernementale qui consiste à s'associer avec d'autres partis qui n'ont pas les mêmes vues que nous, nous sommes amenés à des compromissions, nous sommes amenés à des concessions. Quand j'entendais réclamer la formation de ces mutuelles d'achat qui seraient peut-être en effet le moyen de parer à la crise de la viande, je me dis qu'il y a des mois qu'on nous en parle et que lorsqu'il s'agit de les appliquer, alors on brandit le spectre d'une crise, et nous restons au pouvoir au nom du bien supérieur du pays.

Et nous, qui avons signé cette motion, nous vous demandons si justement à continuer ainsi et à compromettre la face du Parti, eh bien nous ne jouons pas un jeu terrible, si nous ne jouons pas un jeu qui consiste à se faire le fourrier d'une aventure que nous ne voudrions pas et après laquelle notre Parti ne pourrait plus jouer le jeu, ne pourrait plus jouer le rôle qui doit être sien. Lorsque j'entendais tout à l'heure proposer la demande et le dépôt à ce Congrès d'une motion réclamant pour le gouvernement et pour son président les pleins pouvoirs, je me disais que tout de même, lorsque nous avons entendu tout à l'heure de la bouche même de ce président du gouvernement l'aveu de son impuissance, ces paroles mêmes qui étaient les suivantes : "Constatez le laisser-aller de la politique, constatez que chaque jour davantage le pays va à la catastrophe". Je vous demande, camarades, si à côté de cette proposition que vous pouvez peut être soutenir par des arguments, vous n'aurez pas alors le courage de dire : "Il faut peut-être changer l'équipe ou l'homme qui doit prendre la direction de ce gouvernement".

(Applaudissements)

Poser le problème, il l'a été dans les précédents Conseils nationaux, il ne l'a pas encore été à cette tribune et cependant c'est capital ; J'avoue qu'à entendre ce discours je n'ai pas cru entendre les paroles d'un véritable Socialiste, j'ai entendu… (applaudissements)... j'ai entendu sans doute un chef de gouvernement pris dans le réseau dans lequel il se débat, mais dans lequel il ne peut plus rien faire. Et alors je vous dis : Pouvons-nous continuer longtemps dans ces conditions là, nous, signataires de la motion de fidélité nous avons répondu à cette question et nous n'avons pas répondu, permettez-moi de vous le dire, au gouvernement si c'est possible, dans l'opposition s'il le faut. Nous avons répondu nettement, nous avons dit : Nous devons quitter le pouvoir, nous devons reprendre notre place aux côtés de la classe ouvrière, face à la démagogie qui tend à tromper par des slogans, par une combativité à éclipse ; et c'est à nous à reprendre notre rôle, c'est à nous à reprendre ce rôle à ses côtés pour lui faire voir son vrai chemin, c'est à nous de faire face au capitalisme qui s'exercera que vous le vouliez ou non à travers les offres Marshall. C'est notre rôle à nous de prendre les contacts avec le prolétariat des différents pays parce que nous savons bien que c'est par l'érection d'une internationale ouvrière efficace, que nous ferons le seul rempart à ce conflit qu'on n'a pas hésité à évoquer à cette tribune. Or de cela nous n'en voulons pas, et il nous faut trouver le moyen de prévenir une telle catastrophe.

Eh bien, pour toutes ces raisons là nous avons pensé qu'il fallait avoir des positions nettes, sans doute la fermeté même de notre ton, et la netteté de nos positions, notre refus de jouer la tactique pour garder un appareil du Parti, pour être candidat au Comité directeur ; nous ne le sommes pas, nous avons sans doute la perspective d'un nombre restreint de mandats, mais cela n'est pas ce qui compte, pour nous, ce n'est pas cette évaluation quantitative, car nous savons bien que dans un courant tout proche du nôtre qu'il est des amis à nous, qu'il est des camarades qui pensent comme nous, et c'est à ceux-là que je veux adresser un appel pour l'avenir ; notre motion avait pour but de rallier tous ceux qui dans ce Parti se sentent l'âme révolutionnaire, à ceux là je dis: Le combat n'est pas fini, il commence ; demain vous serez avec nous pour vraiment faire marcher le Parti dans la voie qui doit être la sienne.
(Applaudissements)

Dechezelles

Je n'ai pas voulu, également par principe, renoncer à mon droit de parole. Je serai aussi bref que possible. Il est clair que le débat sur la politique générale s'oriente vers une solution qui est le maintien du gouvernement Ramadier subordonné à la réalisation d'un programme. Comme l'a dit Paulette Lacaze il y a un instant, on ne pose plus le problème de la même façon qu'il avait été posé lors des deux derniers Conseils nationaux, et lorsque vous avez suivi les discours d'un Président du Conseil et d'un certain nombre d'autres militant, vous avez du vous rendre compte d'une certaine opposition de pensée. Ramadier a employé de bien trompeuses paroles, il faut que le Parti aille au combat, a-t-il dit. A quel combat ? Il a ajouté encore : Le problème du ravitaillement, des salaires et des prix sont les éléments essentiels de la défense républicaine. Nous sommes d'accord avec lui mais depuis des mois, est-ce que les uns et les autres nous ne constatons pas que c'est parce que nous n'avons pas eu de politique des prix, des salaires et du ravitaillement ? Nous ne disons pas, camarades, que seul le Parti Socialiste est responsable de cette situation, mais nous disons qu'ayant des hommes à tous les postes dans le cadre de ce régime capitaliste, c'est nous qui finalement supporteront la responsabilité.
(Applaudissements)
Ce qui est grave, c'est que la classe ouvrière, c'est que les couches de la population les plus sensibles à l'idéal socialiste se détachent progressivement de nous, car enfin nous sommes au pouvoir depuis des mois et des mois, et nous constatons que le pouvoir d'achat des travailleurs va constamment en diminuant, ce pouvoir d'achat des travailleurs qui est de 50% inférieur à celui qu'il était avant guerre. On a beaucoup parlé de l'augmentation de la production, on avait au dernier Congrès national déclaré qu'il faudrait adapter périodiquement les salaires au niveau des prix et en tenant compte de l'augmentation de la production. Pendant l'année 1946, cette production a augmenté sensiblement, mais quelle a été la répercussion ? Vous le savez très bien, le revenu national qui était en 1939 la partie qui était consacrée au travail de 32,5% n'est plus que de 26,5%, tandis que la part au commerce a presque doublé, elle est de 17,7 au lieu

Fondation Jean-Jaurès

de 9,4.
Alors, camarades, ce sont là précisément les preuves que cette politique a été absolument inefficace, cela dans le domaine économique et social, c'est aussi vrai dans le domaine international, c'est aussi vrai dans la politique de l'Union Française. Depuis des mois et des mois, on se bat en Indochine, on force les décisions des Conseils nationaux, on annonce seulement il y a quelques jours, et particulièrement que la paix allait être établie en Indochine. Il est curieux que l'on ait attendu des mois et des mois avant de demander ces négociations alors que tout dernièrement on envoyait auprès de Ho-Chi-Minh une personnalité qui était chargée de lui poser des conditions qu'on pose à un adversaire, qu'on aurait pu poser à Hitler, ou à Mussolini, mais qu'on ne peut pas poser au représentant qualifié d'un peuple...
(Applaudissements,)
Alors, nous disons, camarades, que nous ne croyons plus à ces formules. A plusieurs reprises devant le Comité directeur, malgré qu'il soit à l'unanimité partisan d'une nouvelle politique économique, le Président du Conseil a déclaré qu'il n'appliquerait pas cette politique.
(Une voix : pas pour l'Algérie...)
Pour l'Algérie, cela est la même chose, pour le Vietnam c'a été la même chose, alors croyez-vous que le Congrès, maintenant que Ramadier est au pouvoir, on peut espérer qu'il appliquera la politique Socialiste ? Eh bien, moi je viens dire ici que je ne le crois pas. Nous qui défendons la motion du Rhône nous posons le problème tel qu'il est, tel qu'il a été posé lors de notre dernier Conseil national parce qu'il faut enfin que les résolutions et les motions du Congrès soient traduites en actes précis.
Autrement, camarades, on pourrait vivre d'année en année sur des points de notre politique et quelle est cette politique actuellement ? Nous sommes les associés au gouvernement de représentants des partis bourgeois et nous sommes prisonniers de la bourgeoisie, nous faisons sa politique. On vous a aussi beaucoup parlé de défense républicaine. Bien entendu, nous aussi, nous sommes partisans des libertés républicaines, ce qui ne nous fait pas oublier que le Parti Socialiste n'a pas seulement le devoir d'assurer la défense républicaine mais aussi d'ouvrir la voie au Socialisme, c'est là sa mission principale, et nous disons qu'il ne peut défendre la République qu'en réalisant le Socialisme.
Eh bien, camarades, nous poserons le problème de cette manière nette, mais nous disons plus encore ; seul un gouvernement qui aurait derrière lui toute la classe ouvrière et qui ne serait pas l'allié des partis de la bourgeoisie, seul un tel gouvernement pourrait réaliser des réformes, pratiquer une politique qui permettrait d'améliorer les conditions d'existence des travailleurs. Comme je le disais l'autre jour, nous ne sommes pas partisans de réaliser l'unité organique nous la croyons impossible, nous voulons pratiquer une certaine forme de l'unité d'action et non pas une forme d'unité d'action qui consisterait à s'aligner purement et simplement sur le Parti Communiste, non, certainement pas. Mais il y a des formes d'unité d'action que nous devons pratiquer et nous disons qu'en tous les cas, dans ce pays, la République a été sauvée en 1934 et c'est grâce à

l'union de la classe ouvrière.
(Applaudissements)
Et c'est pourquoi nous sommes partisans de cette unité d'action, et ce soir deux arguments ont été présentés ; on a dit : "Si nous, Socialistes, nous nous refusons pour une raison ou une autre, à participer au gouvernement, alors les partis de la majorité de droite qui existent à l'assemblée appelleraient le général de Gaulle". Alors, ce sont là les partis républicains avec lesquels nous collaborons tous les jours ! Camarades, oui, nous conservons toute notre confiance à la classe ouvrière ; on parle souvent de sa démoralisation, mais quand on voit depuis des mois cette collaboration avec les partis de la bourgeoisie, comment voulez-vous que la classe ouvrière ne soit pas démoralisée ? Pour que la classe ouvrière aille dans le chemin du Socialisme, il faut d'abord qu'elle trouve des guides, il faut qu'il y ait des hommes qui ne cèdent pas, il faut qu'il y ait des hommes qui n'acceptent pas de collaborer avec des partis de la bourgeoisie, qui n'acceptent pas certaines formes de collaboration qui peut en apparence transformer la nature de parti. Et nous nous disons, en effet, que si le Parti Socialiste poursuivait - car j'affirme qu'il y a eu un glissement à droite de plus en plus accentué - j'affirme qu'il n'y aurait plus rien de commun entre cette politique et le véritable Socialisme et c'est pourquoi nous disons que la motion du Rhône est une motion de fidélité à la doctrine socialiste.
(Applaudissements)

Guy Mollet - Lecture de la composition de la Commission des résolutions.

Un membre du Congrès - Je proteste avec un peu d'écoeurement. Vous savez que je suis venu à Lyon surtout mandaté par mes camarades dont j'ai l'honneur d'être président pour défendre une proposition qui tend uniquement à créer une oeuvre qui serait l'honneur du Parti. Par suite du procédé stupide qui consiste à couper la parole avant même qu'on monte à la tribune, je n'ai pas pu vous faire connaître le texte de la proposition. Je n'ai pas insisté hier, je me suis indigné pour ce procédé qui ferait aujourd'hui dresser les cheveux sur la tête. On m'a dit en descendant de la tribune : ça ne fait rien, tu iras demain à la Commission des résolutions, c'est là que tu défendras ta proposition !
Je sais sûr qu'elle aurait été adoptée avec plus d'enthousiasme si on m'avait laissé la lire... Malgré mon insistance, la petite comédie classique s'est jouée... et recommence. Je suis le représentant de 500 hommes qui ont créé ce Parti, qui ont permis à ce Parti d'être ce qu'il est, et on me refuse les quelques minutes qui me seraient nécessaires pour lui faire connaître cette proposition. Je m’incline avec écoeurement, mais je dis aux camarades qui ont créé et qui développent cette ambiance écoeurante que je communiquerai aux vieux camarades ce qui se passe et je retiens les incidents dont ils sont victimes et dont je vous laisse par avance les responsabilités.

Guy Mollet - Nous n'avons fait qu'appliquer le règlement,' le Président hier a fait une invitation, je la renouvelle. La proposition comme toutes les propositions

doit être déposée à la Commission des résolutions qui les publiera. Mais il ne peut être question pour des camarades du Parti d'être d'office dans une commission ! Il ne saurait être question pour quiconque est dans le parti de lui appliquer des droits du fait qu'il appartient d'une part au Parti, et d'autre part à quelque organisation interne. Je propose donc à la Commission des résolutions de bien vouloir maintenant se réunir...

Une voix - Mais il est de tradition d'envoyer à la Commission les auteurs des résolutions.

Guy Mollet - Il ne peut être question d'envoyer, dans une Commission de 31 membres, les auteurs de chaque proposition, car celles-ci sont au nombre d'environ 150, c'est à peu près là le chiffre de résolutions que nous avons à discuter pendant le reste de la nuit.

Séance levée à 5 heures du matin

Séance du dimanche 17 août 1947 (après-midi)

Ouverture de la séance à 15 heures sous la présidence de Edouard Depreux.
Assesseurs : Hélène Sampieri (Vaucluse), Paul Valère (Cochinchine), Maurice Faure (Isère), Desamais (Puyde Dôme), Champion (Ardèche).
Le président - Camarades, la séance est ouverte. Voici les résultats des élections au Comité directeur :
Guy Mollet : 322
Courtois : 299
Provo : 273
Daniel Mayer : 269
Edouard Depreux : 258
Robert Verdier : 237
Naegelen : 254
Boutbien : 245
Brutelle : 243
Capocci : 243
Arres Lapoque : 237
Renée Blum : 236
Gazier : 232
Malacrida : 231
Marceau Pivert : 228
André Ferrat : 223
Jean Texier : 220
Lamine Gueye : 212
Commin : 207
Jacquet : 195
Tanguy Prigent : 194

Fondation Jean-Jaurès

Badiou : 192
Emilienne Mireau : 191
Shengor : 189
Rimbert : 185
Charles Dumas : 184
Jean Rous : 183
Delahe : 180
Priou Valjean : 175
Piette : 174
Coutant : 173
Tous ces camarades sont élus membres du Comité directeur pour l'année 1947-1948
(Applaudissements)
Camarades, nous avons pensé au projet de réorganisation du Parti. Je donne la parole au rapporteur, camarade Ferrat.

André Ferrat

Camarades, notre Congrès a été - cela est naturel - préoccupé essentiellement de graves questions politiques de l'heure. Cependant, le problème d'une réorganisation du Parti afin d'avoir son efficacité était posé ; une Commission composée de membres particulièrement qualifiés des grandes fédérations ouvrières et paysannes de notre Parti a étudié et discuté pendant plus de six heures le texte proposé par le Comité directeur. Sur un certain nombre de points, la Commission a montré que les idées n'étaient pas encore bien claires et qu'il serait peut-être prématuré d'entrer dans le détail des solutions.
Toutefois la Commission a retrouvé son unanimité sur un certain nombre de questions de principe et c'est, par conséquent, seulement sur ces questions que je vais très brièvement rapporter en demandant au Congrès de faire siennes les conclusions de la Commission de réorganisation, à savoir une acceptation de principe, tout en remettant, comme je l'expliquais tout à l'heure, à d'autres organismes le soin de préciser les modes d'application et le moment de cette application.
Camarades, le premier principe sur lequel nous nous sommes tous mis d'accord, c'est que notre Parti doit être à la fois un parti de démocratie et d'action. Nous n'entendons pas amoindrir en quoi que ce soit la démocratie intérieure de notre organisation qui fait son originalité ; nous ne voulons pas changer en quoi que ce soit nos méthodes de discussion à l'intérieur de nos sections et de nos fédérations. La section doit rester l'organisme dans lequel le Parti élabore sa politique, sa tactique ; nous entendons conserver ce principe fondamental de la démocratie qui fait que dans notre Parti les idées, les grandes directives politiques viennent du bas jusqu'en haut ; la masse de nos adhérents, l'ensemble de la collectivité socialiste réunie dans ses sections doit rester demain comme hier, comme aujourd'hui, la grande masse qui élabore, qui travaille, qui discute et qui délègue des camarades mandatés aux divers échelons du Parti. Ainsi, rien de changé dans la conception démocratique de notre Parti : nous n'entendons

Fondation Jean-Jaurès

point, sous prétexte d'accroître l'efficacité de notre travail, procéder à je ne sais quel amoindrissement de cette démocratie interne, mais une fois qu'on est bien d'accord sur ce principe fondamental de démocratie interne, il reste à comprendre encore cette idée que ce qui manque à notre Parti, c'est qu'une fois que les décisions sont prises démocratiquement, notre Parti manque quelquefois, manque trop souvent d'efficacité, de discipline dans l'action. Lorsqu'une décision est prise à la majorité, même si elle ne plait pas à un certain nombre de camarades, un autre principe doit jouer, et dans toute sa rigueur, c'est le principe de la discipline dans l'action.

(Applaudissements)

Nous ne pouvons pas tolérer que dans notre Parti, sous le prétexte que l'on n'est pas d'accord sur telle ou telle décision démocratiquement prise, on se retire dans sa tente et on laisse seulement certains camarades se dévouer dans la pratique, en examinant avec un sourire indulgent et désabusé le moment où ils succomberont à la tâche pour pouvoir leur dire :"vous voyez, c'est nous qui avions raison, ce que vous avez décidé n'était pas pratique".

Unité de tous les membres du Parti dans l'action. Voici le deuxième principe ; eh bien, camarades, il en résulte, si vous voulez bien me permettre cette comparaison, peut-être bien un peu poussée, que dans l'âme de chaque membre du Parti il doit y avoir le citoyen, mais il doit y avoir aussi le soldat, le soldat de la bataille sociale.

(Applaudissements)

Le soldat, c'est-à-dire celui qui, sachant qu'il est dans une démocratie, accepte dans le combat les directives, je dirai même les ordres qui lui sont donnés par les organismes supérieurs qu'il s'est, lui, donnés librement. Il en résulte inévitablement que notre Parti doit avoir une double base de réalisations : la section territoriale communale et puis le groupe de travail, groupe de travail dans lequel il ne s'agit plus de remettre en question les thèses, les tactiques, les directives qui ont été élaborées démocratiquement ou il convient seulement de les examiner dans le sens de l'application pratique, uniquement du point de vue du maximum d'efficacité dans l'action. Le groupe de travail est un organisme qui peut prendre diverses formes, car la vie sociale est multiple, car nos tâches sont nombreuses ; la définition la plus large que l'on puisse donner du groupe de travail, c'est que c'est dans un milieu social déterminé que l'ensemble des membres du Parti qui oeuvrent professionnellement ou d'une autre façon qui oeuvrent dans le milieu social, que ce soit dans l'entreprise, que ce soit dans un grand organisme démocratique de défense des intérêts professionnels, que ce soit dans le groupe de l'administration, nos camarades ne doivent pas être isolés, ils doivent se connaître les uns, les autres, ils doivent être liés entre eux par une discipline automatique, puisque, je le dis, librement consentie par une sorte d'autocontrôle fraternel. Nous avons trop souvent déploré, et nous déplorons encore, que dans une grande usine par exemple, les membres du Parti Socialiste non seulement n'agissent point en commun, mais ne se connaissent même pas. Si nous oeuvrons ainsi en ordre dispersé, si nous nous fions simplement à la conscience individuelle socialiste de nos amis, de nos camarades pour faire le

travail de propagande, il est clair que ce travail sera mal fait, quelle que soit leur bonne volonté.
Voyez-vous, camarades, j'ai la certitude que ce que l'on pourrait appeler le matériel humain de notre Parti est supérieur à celui des autres partis.
(Applaudissements)
Je crois en la capacité et en la valeur de cadres de la plupart de nos militants de base ; je crois que leur valeur individuelle est grande ; mais lorsqu'ils agissent isolément, leurs efforts sont presque toujours, à de rares exceptions près, voués à l'échec. C'est pourquoi il faut les organiser dans leur milieu social de travail, il faut former les groupes de travail, et un membre du Parti doit savoir que son devoir strict, c'est d'appartenir à la fois à sa section et à son groupe de travail. On a dit : si vous imposez trop rigoureusement l'obligation aux membres du Parti de travailler, certains ne seront pas contents et pourront même nous quitter. Je crois, camarades, que cela est poser fort mal la question. En quoi serait-ce un déshonneur, en quoi serait-ce un fardeau trop lourd pour un membre du Parti que de faire autre chose que de venir discuter dans sa section, mais de faire aussi du travail ? Pensez-vous que l'on puisse être un militant socialiste véritable si l'on se contente de discuter, mais si l'on se refuse à appliquer dans son comportement quotidien les principes que l'on défend dans ces réunions de sections ?
Camarades, de même que l'obligation d'appartenir à une section nous semble quelque chose de tout naturel, de même l'obligation d'appartenir au groupe de travail est aussi naturelle, et pour contrôler, sans une discipline qui nous répugne, mais pour contrôler la véritable appartenance, double appartenance des membres du Parti à leur section et à leur groupe de travail, il n'y a qu'un moyen pratique auquel la Commission s'est ralliée : c'est celui d'une double cotisation ; non pas que nous voulions forcément doubler la cotisation actuelle, non, ce n'est pas ainsi que le problème se pose ; mais c'est que la cotisation globale du militant, quelle qu'elle soit, sera perçue en deux moitiés, une moitié sur la base de la section, une autre moitié sur la base du groupe de travail, et ainsi, simplement, sans bureaucratie supplémentaire, l'enregistrement automatique des membres du Parti sera fait à la fois dans leur section, et à la fois dans leur groupe de travail.
Camarades, notre commission a abordé ensuite un problème qui n'est plus un problème de principe mais qui est un problème de tactique. A savoir la liaison, les rapports qui doivent exister entre les groupes socialistes d'entreprises, tels qu'ils existent, et les groupes socialistes de travail dont je vous parle. Tout de suite, nous nous sommes aperçu que l'on se heurtait surtout à une question de terminologie ; groupe socialiste d'entreprise, peut-être ce mot est-il impropre, car dans les groupes socialistes d'entreprises, comme vous le savez, on y trouve à côté de nos camarades membres du Parti des camarades sympathisants, et c’est pourquoi certains camarades ont pu faire remarquer avec beaucoup de logique qu'il aurait été préférable d'appeler d'une autre façon le réseau des groupes socialistes d'entreprises, qui existent, que nous n'entendons pas détruire, ni même modifier. Nous devons considérer l'organisation des GSE qui existent de bas en haut, depuis l'échelon entreprise jusqu'à l'échelon national, comme une

excellente réalisation, mais comme la réalisation d'une organisation para socialiste, d'une organisation qui doit être plus large que l'organisation du Parti, qui doit grouper non seulement nos membres, mais qui doit grouper aussi des sympathisants. Mais une fois que ceci est dit, le problème s'éclaire ; à l'intérieur du groupe socialiste d'entreprise, dès qu'il existe, ce noyau des membres du Parti, c'est cela qui constitue le groupe socialiste d'entreprise, groupe socialiste de travail élémentaire dont je vous parlais. Sans doute, ce groupe, sa tâche immédiate c'est de faire le recrutement de ses sympathisants qui l'entourent et qui sont dans le groupe socialiste d'entreprise, peut-être n'arrivera-t-il jamais à tous les englober, mais certainement il fera rapidement un recrutement abondant. Ainsi pas de contradiction, pas de heurt entre l'organisation para socialiste et les groupes socialistes d'entreprises.

Et puis nos groupes socialistes de travail, certains camarades de la Commission ont même fait observer qu'il risquerait peut-être d'y avoir un danger si nos membres du Parti n'étaient pas solidement organisés en groupes socialistes de travail, que l'organisation nationale des DGSE puissent devenir une sorte de second parti parallèle au premier, un second parti qui pourrait peut-être avoir sur certains points une attitude politique différente. Ce danger, même s'il n'est que théorique, doit être envisagé avec sérieux. Et le meilleur moyen d'y pallier, c'est précisément cette double organisation des membres du Parti de bas en haut avec leurs groupes socialistes de travail et leurs sections.

Enfin, camarades, un dernier point sur lequel la Commission a été unanime : c'est que pour réaliser la répartition rationnelle de nos membres dans les groupes socialistes, il est absolument nécessaire qu'un travail administratif d'enregistrement et de contrôle soit effectué avec des fichiers ; avec des fiches individuelles et des fichiers sur la base fédérale. Dans ces fichiers, sur ces fiches, il n'y aura aucun renseignement d'ordre confidentiel ou touchant la vie privée des militants, ce qui ne nous regarde pas, il y aura simplement les renseignements indispensables pour que la direction fédérale puisse aiguiller le travail de tel ou tel de nos amis, lui conseiller telle ou telle activité, veiller à ce qu'il appartienne véritablement sur son lieu de travail, par exemple, au groupe socialiste d'entreprise. Ce système de fichier, donc c'est l'aspect bureaucratique, si vous voulez, de notre réorganisation ; il ne faut pas la concevoir seulement sous cet aspect, mais c'est indispensable.

Voici, camarades, les points de principe généraux sur lesquels la Commission unanime demande au Parti et au Congrès du Parti de se prononcer dans le même sens qu'elle. Mais une fois que vous aurez fait cela, il est clair que l'on aura à peine amorcé l'organisation du Parti ; pour la faire entrer dans la réalité, il faudra encore des mois et des mois de travail et c'est pourquoi la Commission vous propose de nommer une Commission nationale permanente de réorganisation du Parti composée de 18 membres. Cette commission de réorganisation aura douze de ses membres désignés par ce Congrès et six de ses membres désignés par le Comité directeur. La tâche de cette commission, sans revenir sur les questions de principe que nous aurons adoptées, sera d'entrer dans la réalité pratique du travail, de fournir les dossiers, la documentation au prochain Conseil national

qui, ayant pouvoir de Congrès, s'occupera exclusivement, avec comme seul point à son ordre du jour, de la mise en pratique de la réorganisation du Parti, et nous souhaiterions que ce Conseil national se tienne par exemple au mois de novembre prochain.
Voici, camarades, les résultats des travaux et des suggestions de la Commission de réorganisation. Nous nous sommes occupés, comme vous voyez, surtout des problèmes d'organisation de base ; cependant certains camarades, notamment nos amis de la Haute Garonne, ont abordé le problème de réorganisation de l'appareil central du Parti. Nous ne nous sommes pas jugés suffisamment outillés et éclairés pour trancher cette question, et néanmoins, mandaté par sa fédération, notre ami Merry viendra vous exposer son projet, il y en aura sans doute d'autres...
Camarades, voici donc ce que j'avais à vous dire ; pour si terre à terre que cela semble, je crois que la réorganisation du Parti ne saurait être sous estimée ; nous voulons être autre chose qu'un parti de discoureurs ; nous voulons être un Parti d'hommes d'action… (applaudissements)… et c'est dans la mesure où la réorganisation du Parti sera adoptée par vous que notre Parti pourra marcher vers ses destinées et qu'il sera vraiment l'instrument de la libération sociale de notre pays.
(Applaudissements)

Le président - J'ai 11 orateurs inscrits ; je demande la clôture après avoir entendu ces 11 orateurs.

Gauthier (Maroc) - Je demande la parole au nom de la fédération du Maroc.

Le président - D'autre part, je demanderai aux différents orateurs de discuter sur les conclusions pratiques du rapporteur et de ne pas égarer la discussion.
Avant de donner la parole aux orateurs inscrits, je vais donner connaissance de l'ordre du jour de la fédération des Alpes Maritimes qui propose au Congrès un message de sympathie à la fédération britannique des mineurs endeuillés par la tragique catastrophe. Il n'y a pas d'objection. Bien entendu nous enverrons ce message de sympathie.
La fédération du Finistère demande qu'une collecte soit faite au profit des sinistrés de Brest, victimes de la catastrophe du 20 juillet. Des camarades se mettront à la disposition de nos amis du Finistère pour procéder à cette collecte.

Martin (Bouches du Rhône)

Camarades, notre fédération n'a pas pu examiner, comme beaucoup d'autres, le projet du Comité directeur ; mais étant donné que l'on a dit que cette séance était une séance d'information, je dirai rapidement quelques mots pour vous faire les mêmes propositions que j'ai faites à ma fédération. Un projet du Comité directeur qui reçoit d'ailleurs assez largement mon agrément, il y a notamment une partie sur laquelle je verrais une modification que j'estime absolument nécessaire. Il s'agit des groupes de travail. Le projet du Comité directeur établit

cette distinction : l'instrument d'élaboration de la doctrine démocratique et de la tactique socialistes est la section, et l'instrument d'application de la discipline et des directives du Parti. Autrement dit, on demanderait, si l'on appliquait ce projet aux ouvriers socialistes d'exécuter un certain nombre de tâches décidées dans les assemblées où généralement, parce que justement ce sont des travailleurs, ils n'ont pas la possibilité de se faire entendre et ils n'ont pas la possibilité de développer leurs solutions. On m'objecte que les camarades du Parti auront la possibilité de s'inscrire à la fois à la section pour un nombre de voix (?) à la section socialiste, et au groupe de travail. Mais très souvent que se passe-t-il ? Pratiquement, le travailleur quitte son travail au moment où a lieu l'assemblée de la section qui est convoquée. Il lui faut se rendre chez lui pour se changer, quitter ses vêtements de travail - ce sont des questions matérielles, mais qui sont tout le même à étudier - et généralement l'ouvrier ne peut arriver à la réunion de sa section socialiste que quand l'assemblée générale est terminée.
De plus, quelle est la tâche qui sera assignée à ces groupes ? Je lis dans le projet du Comité directeur : il faudra réaliser la démocratie dans les syndicats, il faudra organiser des manifestations de soutien de telle ou telle proposition du Parti. Cela me rappelle cette affirmation que j'ai entendue hier dans le rapport sur le groupe socialiste d'entreprise. Lorsqu'un camarade rapporteur disait : le Parti ne doit pas se mêler de la grande centrale syndicale, il faut que le Parti se différencie nettement du Parti Communiste et qu'il ne prenne pas à bon compte les entreprises de politisation de l'heure. Grande centrale syndicaliste, je dis que nous avons tort de ne pas suivre l'exemple du Parti communiste et en tant que sa politique d'agression à l'intérieur des syndicats, d'adopter une position que je qualifierai de syndicalisme béat. Camarades, en face de l'activité des cellules d'entreprises, dans notre région des Bouches du Rhône, par exemple, obliger des travailleurs socialistes ou non communistes à se lancer dans des grèves où il n'y avait aucun intérêt à défendre, sous la menace de la mitraillette, rappelez-vous quelle fut en générale l'attitude négative de nos groupes socialistes d'entreprises ; c'est la démonstration nécessaire pour nous qu'il faut passer dans les groupes socialistes d'entreprise à un Socialisme de combat socialiste, de combat non pas contre tel ou tel parti politique, mais Socialisme de combat pour défendre le travail, la politique du Parti Socialiste et préconiser sur le point de vue du travail la socialisation. Il faut amener, il faut ramener les ouvriers à nous, désarmés généralement devant la pression des cellules communistes ; trop de travailleurs quittent la CGT pour gagner les rangs de la CFRC. Il faut absolument que là aussi, nous prenions nos responsabilités, il faut que nous quittions le stade de l'indépendance du syndicalisme, il faut que nous affirmions les positions socialistes et en face de l'activité des autres partis, sur le plan du travail, nous ayons dans les entreprises des instruments capables d'établir immédiatement des ripostes nécessaires aux agressions dans le Parti Socialiste. Dans l'entreprise, les travailleurs, les ouvriers socialistes exécuteront surtout les tâches sur lesquelles ils auront délibéré, ils exécuteront les tâches pour lesquelles on leur aura demandé leur avis, et j'en arrive à la proposition suivante : le groupe socialiste d'entreprise, dans le maintien comme il est, pour ne pas créer de

groupe socialiste de travail comme le projet du Comité directeur, mais en face de cellules communistes d'entreprises, créer des sections socialistes d'entreprises. Sections socialistes d'entreprises qui permettront dans les grandes entreprises métallurgiques ou autres, par exemple de regrouper bon nombre de camarades qui s'ignorent et qui permettront surtout une participation plus grande d'éléments ouvriers à la vie de nos sections socialistes, et par conséquent à la vie même de notre Parti.
J'entends bien qu'il sera nécessaire de créer quand même un organisme de coordination à l'échelon local, il suffirait de prévoir un moyen entre cet ensemble de sections socialistes, une Commission exécutive où les différentes sections seraient représentées proportionnellement au nombre de leurs adhérents et nous serions certains que sur le plan local, les éléments ouvriers seraient enfin largement représentés dans les fédérations.
Voilà, camarades, ce dont je voulais vous parler. Je sais bon nombre d'entre vous, j'en avais parlé dans une lettre adressée à Guy Mollet, il m'a répondu qu'il craignait, si l'on prenait en considération mon projet, la constitution de véritables unions professionnelles au sein ce notre Parti. C'est en effet un inconvénient à considérer, mais cet inconvénient ne résiste pas devant cet immense avantage que nous aurons à ramener dans nos rangs un élément ouvrier que nous avons perdu en partie, et ceci renforçant sur le plan de nos usines, de l'atelier, sur les ports, l'action de notre Parti Socialiste. En agissant ainsi on défend très certainement la politique socialiste, on défend le Parti Socialiste, mais je suis sûr qu'on défendrait une véritable idée syndicaliste.

Socie (Jura)

Camarades, au nom de la démocratie du Parti, de cette démocratie que le rapporteur a placée comme chapeau de son rapport, au nom de la démocratie, je crois devoir m'opposer au vote de principe qui est demandé au Congrès. Et je donne lecture d'une motion de la fédération du Jura signée également par un certain nombre d'autres fédérations.
Considérant l'importance de la question de la réorganisation du Parti, constatant le retard des travaux du Congrès, craignant l'inutilité d'une discussion hâtive et sans doute rappelant que peu de fédérations ont pu étudier sérieusement le projet du Comité directeur arrivé en province entre le 6 et le 8 août, la fédération du Jura propose le renvoi de cette question au plus prochain conseil national.
Je regrette que cette motion déposée hier n'ait pas été soumise au Congrès, mais en tout cas il ne me semble pas sérieux et pas admissible de demander à ce Congrès un vote sur un certain nombre de principes alors que nos sections dans l'immense majorité n'ont pas décidé, n’en ont pas discuté.
(Applaudissements)
Ferrat nous dit que dans tout militant du Parti Socialiste il doit y avoir un soldat. Je suis d'accord, camarades, et je sais bien que la paix et la liberté ne peuvent résulter pour nous que d'un combat, mais je me souviens d'une prestigieuse formule qui avait, je crois bien, déterminé mon adhésion aux Jeunesses socialistes et qui est la suivante : le Socialisme c'est d'abord la liberté, et donc

lorsque Ferrat nous demande de faire de nos militants des soldats et surtout d'obéir à des ordres, je dis, camarades, que je me sens intimement gêné ; sans doute la démocratie dans notre Parti est-elle une faiblesse, mais cette démocratie, camarades, est aussi une force, et une force énorme ; je demande que nous ne nous laissions pas imprégner même indirectement par des méthodes bolchevistes et que nous n'imposions pas des ordres aux militants, que nous leur demandions simplement de respecter leurs devoirs de bon Socialiste et d'obéir aux directives du Comité directeur. Lorsqu'une décision a été prise démocratiquement, chez nous, il appartient à tous d'abord de prendre la porte de sortie s'ils pensent ne pas pouvoir respecter cette décision ; s'il ne fait pas ce geste, s'il reste dans le Parti, il est bien évident qu'il obéira à la consigne donnée, mais nous n'aurons pas cette gêne de soldats qui reçoivent des ordres et sont embrigadés dans un parti qui défend la démocratie et la liberté.
(Applaudissements)
En ce qui concerne les doubles cotisations, j'appartiens à une fédération qui a étudié à un Congrès fédéral le projet du Comité directeur, bien que plus des trois quarts de ces sections n'aient pas pu en discuter, et je dois exprimer l'avis unanime de ma fédération qui fait toutes réserves quant au principe des doubles cotisations. En effet, camarades, il est sans doute souhaitable et nécessaire d'envisager cette spécialisation dans nos sections, à l'intérieur de nos sections mais cette spécialisation ne saurait être systématique ; elle est possible par exemple pour les agriculteurs, elle est possible dans certaines grandes entreprises, mais on ne peut systématiquement l'appliquer dans toutes nos sections, surtout dans les petites sections de provinces… (applaudissements)… et c'est pourquoi j'insiste pour que le Congrès n'engage pas la décision de la Commission qui étudiera le projet dans le détail en décidant dès maintenant le principe systématique de la double cotisation. Je crains que nous tombions dans une organisation trop bureaucratique de notre Parti. Il faut, camarades, éviter soigneusement de disperser les efforts de nos militants, ils le sont déjà beaucoup trop souvent ; il ne faut pas que cette réorganisation du Parti soit l'oeuvre de camarades qui travaillent consciencieusement, je dirai, trop parfaitement, comme des chefs de services, comme des fonctionnaires, qui s'attellent à une seule tâche, car telle n'est pas malheureusement la situation de la majorité de nos militants du Parti. Et en conclusion j'attirerai l'attention du Congrès sur cette réflexion qui est à mon avis très importante : le projet de réorganisation du Parti ne doit pas être celui qui serait théoriquement idéal, mais il doit être celui qui pratiquement sera réalisable.
(Applaudissements)

Ozana (Yonne)

Camarades, la fédération de l'Yonne a étudié sérieusement le projet de réorganisation des statuts du Parti et elle est d'accord en principe sur le projet présenté par le Comité directeur. Mais il est certains points sur lesquels nous voudrions attirer votre attention.
Nous pensons, en effet, qu'il est nécessaire qu'il y ait enfin au Parti une direction

administrative, parce que nous pensons que si elle existait véritablement, les choses se passeraient parfois de façon différente. Et nous pensons aussi que la modification entraînera fatalement une modification des statuts du Parti. Cette modification, au moment plutôt où cette modification serait envisagée, quelques fédérations, un certain nombre de camarades demanderont que l'on prévoie une représentation plus large des parlementaires, parce nous pensons que c'est le seul moyen pour les nombreuses fédérations de provinces d'avoir au sein du Comité directeur une représentation normale.

Le projet de réorganisation envisage une modification de la structure fédérale, modification indispensable, mais cette modification, pour qu'elle soit effective, encore faudra-t-il donner aux petites fédérations et aux moyennes fédérations les moyens de l'appliquer ; or, dans la situation présente, il est incontestable que de nombreuses fédérations seront hors d'état de l'appliquer. Et nous pensons, et je m'en excuse auprès de nos camarades permanents, nous pensons que les permanents régionaux, dont le dévouement n'est nullement en cause, nous pensons qu'ils ne rendent pas à l'ensemble du Parti des services correspondants aux charges qu'ils occasionnent, et que ce serait mieux placé si dans le Parti, le centre du Parti disposait de ces fonds pour donner aux fédérations qui ne peuvent le faire les moyens de créer l'appareil qui sera absolument indispensable.

(Applaudissements)

Et puis, il y a aussi une autre question dont on n'a pas parlé, mais qui nous apparaît intimement liée à la réorganisation du Parti, je veux parler de la réorganisation des Congrès du Parti.

(Applaudissements)

Si quelques congressistes, par étourderie ou par distraction, avaient oublié que nous siégeons au Palais de la "Foire», eh bien, pendant de nombreux moments, ils auraient été édifiés sur notre ordre social. Nous pensons, nous, qu'il n'est pas digne d'un grand parti comme le Parti Socialiste, de tenir ses assises dans ces conditions.

(Voix dans la salle : très bien !)

Je sais bien que ce n'est pas très facile, parce qu'il faut tenir compte d'une part que le Congrès socialiste ne peut pas siéger autant de temps et en permanence comme l'Assemblée Nationale, et il faut tenir compte aussi que chaque délégué, à quelque fédération qu'il appartienne, devrait avoir la faculté de s'exprimer, de dire ici ce qu'il pense et ce que pensent ceux qui l'ont mandaté.

(Applaudissements)

Or, est-ce que vous ne pensez pas que c'est un peu décevant, est-ce que vous n'êtes pas un peu humiliés de la façon dont s'est déroulé le débat tragique et angoissant sur l'Union Française à une heure où la plupart des délégués étaient absents, et je ne leur en fais pas grief… (applaudissements)… à une heure où d'autres dormaient sur les tables, parce qu'ils ne pouvaient plus tenir à ce régime. Et alors, je sais bien que ce n'est pas facile, mais je pense et je n'ai pas du tout la prétention de vous apporter la panacée universelle, mais je pense que l'on pourrait peut-être s'organiser d'une autre façon ; je pense, car vous avez constaté

comme moi que la situation ne faisait que s'aggraver, à chaque Congrès, je pense qu'il est, chaque fois que nous tenons nos assises, un certain nombre de questions extrêmement importantes, qui pourraient dès le début être posées à des Commissions, c'est-à-dire que le Congrès dès le début pourrait se partager en quatre ou cinq grandes Commissions qui siégeraient, Commissions pour lesquelles tous les camarades pourraient s'exprimer librement et alors, ou bien on serait unanime, ou bien on le serait pas ; et si on l'était, il suffirait d'un rapporteur, si on ne l'était pas on pourrait en désigner deux ou même trois, cela n'a pas d'importance, mais vous pourriez dans ces conditions tenir des séances plénières moins importantes, moins longues parce que, voyez-vous il est tout de même des choses qu'il faut dire et qui sont un peu invraisemblables, vous ne tiendrez pas, à moins que vous ne mettiez des mitraillettes autour des tables, 500 délégués pendant des heures et des heures. Alors, il faut tout de même s'organiser, il faudrait tout de même que le Parti pense qu'il est tout de même une triste ironie, au moment où notre but final est de substituer l'ordre socialiste au désordre capitaliste, nous n'ayons pas encore été capables de faire chez nous et nous-mêmes le minimum de discipline, d'attention et de compréhension nécessaires.

(Applaudissements)

Voilà, camarades, ce que j'avais à vous dire et je vais en terminer en répétant que nous sommes d'accord sur les principes de réorganisation parce qu'il est nécessaire que chaque membre du Parti sente qu'il est nécessaire, quelle que soit la modicité de ses fonctions, qu'il agisse du plus modeste, qu'il est absolument nécessaire, qu'il est utile et que le Parti compte sur lui. Et nous n'aurions rien fait, si nous n'arrivions pas à donner ce sentiment à tous les membres du Parti. Est-ce que vraiment nous n'en sommes pas capables ? Mais si nous en sommes capables, et j'en suis convaincu pour ma part, si nous arrivons à donner à tous nos adhérents le sentiment qu'ils sont utiles à l'accroissement et à la force de rayonnement du Parti, si nous faisons de tous nos adhérents de véritables militants, si chacun d'eux peut se dire, même pendant la période qui vient de s'écouler : je n'ai pas gagné votre procès, mais j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir de faire pour mon Parti, pour le Socialisme et pour la République. Si nous réussissons cela, alors, camarades, nous pouvons aborder l'avenir en toute confiance et en toute sérénité ; nous serons victorieux, parce que nous aurons formé nous-mêmes les vainqueurs et le Socialisme triomphera parce qu'il est la vérité, la justice et la raison, parce qu'il est la grande espérance de l'humanité en marche vers un destin.

(Applaudissements)

Rachel Lempereur (Nord)

Camarades, je ne vous parlerai pas longtemps, je ne vous dirai que quelques mots qui émanent de notre sentiment dans notre fédération du Nord où ne s'est jamais posé le problème de réorganisation du Parti, tout simplement parce nous vivons dans une fédération où depuis des années les statuts du Parti ont été respectés ; où l'organisation qui date de longues années a constamment été

respectée et appliquée, et où nous ne nous sommes jamais laissés dévier dans n'importe quelle voie.
(Applaudissements)
Vous parlez de réorganisation, mes chers camarades, mais quel est exactement le sens de cette réorganisation dont vous posez le problème aujourd'hui ? Combien y a-t-il exactement de fédérations qui pourraient dire quel est exactement à l'heure actuelle le nombre de leurs adhérents ? Combien y a-t-il de fédérations qui, lorsqu'on convoque un Congrès départemental ou un Congrès fédéral, pourraient dire comment elles assurent la sécurité de l'entrée au Congrès ? Le contrôle des délégués ? Le contrôle des interventions ? Combien y a-t-il de sections qui pourraient dire exactement comment se pratique le contrôle constant et en même temps le souci d'animation progressif et logique et rationnel de la vie de la section ? Tout le problème est là, camarades, et lorsqu'on parle de réorganisation, je crois qu'on pourrait poser à la base le principe de la foi dans le Socialisme, de la foi dans le Parti et de la volonté de travailler pour son Parti, quand enfin on ne fait que multiplier pour développer le Parti une espèce d'appareil de fonctionnarisme du Parti, rassurez-vous camarades... (applaudissements)… rassurez-vous, camarades, vous n'aurez pas dans quelques années régénéré le Parti. La régénération du Parti, c'est de vous qu'elle doit venir, c'est de la volonté d'action, c'est de notre souci pour faire vraiment dans toutes les sections une action constante, une action solide ; il me semble qu'aujourd'hui, voyez-vous, je souffre de cela, c'est lamentable, un Congrès comme celui-ci où il semble qu'on perd la foi dans le Socialisme, qu'on a perdu la foi dans le Parti, on ne sait plus vraiment où on est, où on va, ce qu'on fait, ce que l'on veut, ce que l'on est, on subit une crise d'individualité, de course aux mandats, de course aux prébendes.
(Vifs applaudissements)
Alors meurt le parti, pourvu que certains aient leur place au soleil, c'est cela le problème d'aujourd'hui.
(Applaudissements)
Alors, en militants de longues années, qui ont tout consacré, comme le disait notre camarade hier, au Parti, en militante de longues années, je vous dis : reprenez donc conscience de vous-mêmes, en militants sérieux et sincères. Il y a certes des divergences de positions, il y a certes des divergences de courants ; mais il y a le Socialisme auquel nous sommes rivés, attachés et dont nous devons répandre de toutes les manières la doctrine et par tous les moyens qui nous sont possibles. Or, quand nous vous avons présenté ces problèmes qui tombent sous le sens, ne serait-ce que le problème des femmes, le problème des jeunes, c'était cela la réorganisation positive, rationnelle, et vous avez négligé de vous en occuper… (applaudissements)… parce que justement - permettez-moi de vous le dire – les appétits étaient ce qu'on méconnaissait derrière cela, mais seulement le souci d'assurer la prépondérance du Parti au-delà de tous les petits intérêts personnels. Et en même temps, l'action dans laquelle vous avez été entraînés deux années durant, pendant lesquelles vous avez eu douze campagnes électorales à mener, et c'est le treizième qui se prépare, deux années, mais c'est

un travail incroyable cela, que de voir des secrétaires fédéraux dans des petits départements où tout est à la charge du secrétaire fédéral, qui fait cela en dehors de ses occupations, assume la fois des frais de déplacement, le collage des affiches, le travail de distribution des tracts et combien ont-ils trouvé autour d'eux les dévouements, les efforts bénévoles pour participer à ce travail rationnel de la distribution ? Eh bien, voyez vous, mes amis, la réorganisation c'est cela, c'est redonner à tous la volonté de participer au travail de base. Vous savez que dans nos petites sections du Nord, on s'en allait avec un vieux vélo prospecter les villages. On partait avec des charges de tracts et on collait pendant des nuits durant des affiches ; et on ne demandait pas au Parti comment le lendemain on allait être récompensé, ou indemnisé de ces efforts.
Ils étaient fiers, ils étaient heureux, ils avaient rempli leurs fonctions sociales, ils avaient développé l'esprit du Parti, ils avaient assuré des voix supplémentaires au Parti, et à ce moment là justement le dévouement était grand parce qu'on ne travaillait pour aucun poste, on savait bien que quand on était… (applaudissements)… que quand on était candidat, c'était un candidat malheureux, il donnait son nom pour mener la lutte, pour se sacrifier, pour se dépenser, mais qui n'attendait pas une auréole. Eh ! bien, mes amis, nous en serions presque à souhaiter, voyez-vous, c'est tout ce que je veux dire, nous en serions presque à souhaiter que le Parti perde encore et beaucoup de postes, parce qu'alors il redonnerait chez ses militants un plus grand nombre de volontés d'action et de lutte, il redonnerait la conscience de la lutte ; il les remettrait dans le bain de l' action. Nous sommes révolutionnaires, nous voulons nous organiser, certes, développons, si vous le voulez, la propagande en tenant compte des nécessités modernes, en tenant compte du progrès de la technique, mais n'imposons pas à chacun des charges et des taxes dont on pourrait les dispenser en appliquant les méthodes modernes. Mais en dehors de cela tenons bien compte de ceci que rien ne vient de rien et qu'il n'est pas possible d'enregistrer des succès quand on n'a pas à la base donné les efforts ; voilà le principe de la réorganisation du Parti, voilà ce que je voulais vous dire à cette tribune.
(Applaudissements)

Lesrat (Ille et Vilaine)

Camarades, je vais vous présenter très rapidement et très superficiellement un projet qui se rattache indirectement à la réorganisation du Parti, et qui se rapporte plus exactement à la réorganisation du Congrès. Je sais que la question vient déjà d'être abordée par un orateur précèdent, mais le point que je vais traiter est différent du sien.
Vous avez été appelés au début de ce Congrès à vous prononcer sur une proposition que vous avez rejetée parce qu'elle vous a surpris, mais que vous auriez dû approuver parce qu'elle était logique. Notre camarade Blondeau de la Fédération du Nord vous a proposé de retirer de l'ordre du jour de notre Congrès la discussion du rapport moral et c'est dommage que vous ne l'ayez pas suivi car nos travaux seraient sans doute plus avancés. Nous aurions pu donner au débat

sur la politique générale toute l'ampleur désirable ; nous aurions pu consacrer une séance de jour à l'audition de nos camarades de la France d'Outremer ; tout le Congrès aurait pu applaudir les remarquables interventions que nous avons entendues cette nuit entre trois heures et cinq heures du matin.
(Applaudissements)
Lors de la clôture de la discussion sur la politique générale, le Congrès n'a pas donné l'impression qu'il pouvait avoir une véritable liberté d'expression. Camarades, personnellement, je vais beaucoup plus loin que notre camarade Broteau, je prétends que toutes les interventions que nous avons entendues au cours de ce Congrès sont à pu près inutiles, nous venons tous au Congrès avec des mandats impératifs, nos votes sont déterminés ou devraient l'être à l'avance et les discours plus ou moins éloquents que nous avons subis ne peuvent pas, malgré leur abondance, déplacer une seule voix. Au fond, toutes ces discussions prononcées pour la galerie ne peuvent avoir aucune portée pratique. Je pense que l'organisation de notre Congrès n'est pas rationnelle ; ce Congrès devrait être un congrès d'information qui permettrait aux différents courants d'idées de se préciser, de se rapprocher, et permettrait surtout aux délégués de demander aux rédacteurs des motions présentées tous les éclaircissements désirables. Après le Congrès, les délégués retourneraient dans leurs fédérations, informeraient les sections qui auraient reçu dans les 15 jours un compte rendu aussi détaillé que possible, un travail profitable pourrait ainsi être entrepris dans toutes les sections et la base bien documentée se prononcerait en toute connaissance de cause. Un Congrès fédéral clôturerait le travail. Ainsi dans les sections nous n'aurions plus qu'à suivre, et au cours d'un Conseil national qu'à enregistrer les décisions de nos Congrès fédéraux. Cette méthode de travail éviterait les manoeuvres de Congrès et éviterait la rédaction de ces motions de synthèse qui par la suite prêtent à toutes les interprétations, permettrait aussi de faire désigner les membres du Comité directeur par les camarades de la base, et favoriserait ainsi, au sein du Parti, l'exercice d'une véritable démocratie.
Voilà, camarades, le projet que je vous présente et dont l'idée essentielle est de placer les Congrès fédéraux non pas avant le Congrès national mais ensuite, et de donner à notre Congrès national le caractère d'un Congrès d'information. J'ajoute d'ailleurs qu'il serait désirable que dans ce congrès d'information la presse ne soit pas admise, car notre liberté d'expression serait plus grande, et on éviterait cet inconvénient de voir utiliser contre notre Parti des propositions parfois excessives. Si ce projet vous intéresse, camarades, soumettez-le à vos sections et l'année prochaine nous pourrions en discuter même dans le projet de réorganisation de notre parti.
(Applaudissements)

Merry (Haute-Garonne)

Camarades, abordant cette tribune, la fédération de la Haute-Garonne, qui a été muette jusqu'à présent, vient faire part d'une expérience, en apportant dans une réorganisation profonde du Parti des mesures, des modalités d'action que dans notre section nous avons appliquées, dans notre section toulousaine. Et si nous

nous sommes rattachés à la proposition formulée par la Commission du Congrès, c'est que je dois vous dire tout d'abord qu'à Toulouse, nous avons fait diverses commissions de travail ; nous les avons dotées d'un fichier ; à l'heure actuelle, alors qu'il y a quelques mois nous n'étions même pas certains d'un certain mouvement de masse, aujourd'hui nous pouvons les diriger vers un travail effectif, concret et précis. Et nous pensons également, camarades, que si nous réorganisons la base, il faut apporter également des modalités d'action dans les organismes centraux parce que nous ferions autrement qu'ils n'auraient pas de statuts.

Tout d'abord, la fédération de la Hte Garonne a institué au cours de l'année à plusieurs reprises des congrès cantonaux d'information ; des camarades travailleurs, des propagandistes assistaient à ces congrès et donnaient à nos camarades ruraux des informations, des arguments qui leur permettaient de se battre dans leurs petites communes rurales contre les adversaires du Socialisme. Cette formule a donné également d'excellents résultats. Nous pensons également que si la structure de la fédération doit être retenue, il importe par ailleurs de créer ce que nous pourrions appeler les unions régionales, devant coïncider avec le principe des régions naturelles ou régions économiques. Le but de ces unions serait la solidarité entre les fédérations départementales dans la région, la mise en commun de certains moyens d'action, la propagande dirigée, l'échange d'orateurs, les offices communs organisés, une presse régionale des actions concertées le même jour, sur le même point contre le même adversaire. Nous pensons également que ces unions régionales pourraient tenir des congrès régionaux dans lesquels il serait étudié, à la veille du Congrès national, certains points sur lesquels nous pourrions être d'accord avec des fédérations voisines de notre département. Cela aurait pour but d'abord d'éviter certaines manoeuvres politiques au Congrès national de notre Parti. Ensuite, nous pensons qu'il faut porter également des modifications dans la structure du Comité directeur actuel. Le Parti pourrait, en cas de danger, s'il l'acceptait, comme l'ont proposé certains, désigner les membres au Comité directeur en tenant compte de la composition politique affirmée par les candidats. Ce procédé nous conduit à un désastre par les tendances au Comité directeur qui serait un retour à l'erreur d'avant 1939 ; non seulement c'est une investiture donnée aux tendances mais c'est le plus sûr moyen d'encourager leur prolifération puisque désormais il faudra revêtir l'uniforme d'une tendance pour être candidat au Comité directeur.

(Applaudissements)

L'unité du Parti exige qu'il ne soit tenu aucun compte de la tonalité socialiste des candidats du Comité directeur puisque celui-ci doit exécuter non des ordres d'une tendance mais les décisions du Parti tout entier.

(Applaudissements)

La seule façon d'éviter que l'intérêt des tendances l'emporte sur l'intérêt général du Parti c'est d'élire au Comité directeur des camarades que seuls désignent leurs compétences, leur courage leur dévouement, la fidélité au Parti Socialiste. Telle est la raison pour laquelle nous préconisons que les membres du Comité directeur soient inscrits sur une liste unique ; les délégués des fédérations sont

assez sages pour reconnaître les mérites de chaque candidat sans qu'il soit utile de diriger leur choix. Nous pensons également que le Comité directeur a jusqu'ici compté dans ses rangs trop de parisiens, ou plutôt trop de camarades qui vivent à Paris, c'est-à-dire dans une atmosphère parfois fiévreuse, passionnée, pour diriger les combats parlementaires ou les antichambres d'état-major des partis. Il serait bon d'aérer le Comité directeur, de lui infuser le plus possible la sagesse la sérénité provinciale, en lui incorporant des membres qui vivent dans des fédérations et qui viendraient de temps en temps à Paris rappeler de ne pas oublier tout à fait le reste de la France.
(Applaudissements)
C'est pourquoi nous proposons que les congrès des unions régionales puissent désigner un délégué de leur province par régions au Comité directeur. Et également nous voudrions attirer l'attention du Congrès sur quelque chose de beaucoup plus important, oh, non pas que nous voulions imposer une dictature possible à nos camarades ministres, mais voilà, camarades, à l'heure actuelle la propagande parlée, la propagande par voie d'affiches, la propagande ne porte pas les fruits que nous serions susceptibles d'attendre parce qu'on a lassé l'opinion par trop de discours, par trop d'affiches, et l'opinion ne veut à l'heure actuelle que des réalisations. Le Parti compte de nombreux conseillers généraux, de nombreux conseils municipaux qui appartiennent au Parti Socialiste. Pourquoi ne créerions-nous pas au Parti un bureau technique qui serait chargé d'étudier les projets de construction, de réalisations des Conseils généraux dirigés par des Socialistes, à majorité socialiste, des municipalités socialistes ; en même temps que nous introduirions un dossier de projet auprès de l'administration, nous introduirions également le double de ce projet auprès de ce bureau technique qui serait le lien entre le ministre intéressé et la fédération, et qui parfois attirerait l'attention du ministre sur tel projet. Car aujourd'hui, l'opinion veut voir quelque chose de réalisé, même dans les plus petits recoins de nos campagnes ; or, nous disons ces choses-là, parce que voyez-vous, d'abord, au département de la Haute Garonne avec nos camarades de l'Aude et du Tarn, nous travaillons à réaliser un vaste projet d'adduction d'eau, nous travaillons depuis deux ans, et nous voudrions le voir réaliser. Eh ! bien, nous voudrions également que les ministres socialistes s'y intéressent de plus près.
Ensuite, camarades, nous apportons une nouvelle objection, nous ne voudrions plus que les Congrès nationaux du Parti soient tenus au mois d'août… (applaudissements)… parce que pour beaucoup d'ouvriers c'est la période des vacances, parce que dans les sections rurales, dans nos communes rurales, c'est la période des grands travaux ; et nous demandons que les Congrès nationaux du Parti soient retardés ou avancés à, seule fin que dans nos sections le plus grand nombre de militants possibles travaillent à l'étape des rapports nationaux et participent à la discussion dans l'intérêt général du Parti.
(Applaudissements)
Mous demandons encore que dans le cadre de cette réorganisation du Parti on étudie les problèmes de la presse ; nous ne voudrions pas qu'ils soient trop oubliés, parce que dans certaines régions de notre pays, il y a des organismes de

presse, des organismes socialistes qui vivent difficilement. Nous voudrions que l'on se penchât sur ces problèmes d'une façon précise à seule fin de les aider à vivre d'une manière efficace.
Et enfin, mes chers camarades, je voudrais vous dire en terminant qu'il serait bon d'envisager au cours des Congrès nationaux, sur des problèmes précis, une discussion à huis clos, parce que parfois certains militants, certains congressistes sont gênés de l'attention que porte la presse à nos discussions.
Voilà, mes chers camarades, l'ensemble des critiques que nous apportons a l'attention du Congrès, mais nous demandons que le plus tôt possible on se préoccupe dans le Parti des modalités d'action modernes pour que notre Parti triomphe dans ce pays et apporte son aide au maintien d'une république sociale et véritablement socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Je viens de recevoir de notre camarade (?) un télégramme ainsi conçu : (Lecture) La parole est à la camarade Darse.

Darse

Camarades, je crois que parmi les différentes opinions qui ont été mises sur le projet de réorganisation du Parti, on n'a peut-être pas attaché une suffisante importance au caractère même du point de vue moral que comporte cette réorganisation. Essentiellement il semble que nous voudrions, dans notre Socialisme, faire une démocratie dirigée démocratiquement et essentiellement dans un but que nous ne pouvons pas très bien définir puisque nous oublions d'abord de dire où nous voulons arriver. Il aurait semblé que le Parti Socialiste devait essentiellement s'attacher à atteindre une démocratie socialiste dans une société sans classe. Or, pour reprendre une parole, on porte plus ou moins d'importance, dans la hiérarchie des valeurs… (?) Il semble qu'on tient tout juste à créer une société dont le modèle est celui de l'URSS. Il faudrait tout de même savoir si ce Congrès décidera de prendre pour modèle la démocratie russe et de faire du Parti Socialiste un propagandiste, en quelque sorte, d'une opinion qui serait dangereuse, nous semble-t-il, pour le Socialisme français. Nous demeurons Socialistes avec les tendances individualistes de Jaurès ; nous voudrions essentiellement, comme l'a dit ici Marcel Bloch, nous voudrions essentiellement que notre Socialisme ait pour but de développer l'individualité humaine et en nous la foi vivace dans l'idéal humain. Eh! bien nous craignons qu'à force de fonctionnariser nos différents étages et nos différentes responsabilités dans le Parti, nous arrivions à une masse qui ne sera plus gouvernée que par quelques fonctionnaires appointés. C'est là un danger, le danger peut-être le plus grave du projet de réorganisation présenté, à notre avis ; aussi il y a dans ce Congrès un danger, c'est celui des tendances. Nous nous sommes élevés avec force, vous avez applaudi frénétiquement hier une intervention condamnant absolument les tendances ; eh! bien nous demanderons, nous autres, essentiellement pour éviter cela, qu'on n'admette plus aucune discussion de motion dans ce Parti, si cette motion n'émane pas d'une fédération,

Fondation Jean-Jaurès

et qu'elle ait un caractère anonyme ; nous acceptons des discussions sur des opinions, sur des thèses, et nous n'acceptons pas que telle motion doit recevoir tel nom pour avoir une valeur. Nous estimons également que la discipline, c'est le Secrétaire général qui doit la faire respecter entièrement, et qu'à cette discipline, les parlementaires doivent être aussi astreints que les militants de la base. Mais pour cela, nous voudrions aussi que l'on soit logique et que le Secrétaire général du Parti ne puisse pas cumuler un mandat parlementaire, parce que nous ne savons pas comment, appartenant au groupe parlementaire, soumis à la discipline de ce groupe, il pourrait ensuite comme Secrétaire général aller contre ce que décide ce groupe. Je crois que c'est un des points qui n'a pas été suffisamment souligné parmi tous les griefs qu'on a pu faire à l'action parlementaire ou du Comité directeur dans ce Congrès, et on a eu tort d'oublier qu'il y avait là une dualité de fonctions qui ne devrait pas exister.

Nous avons également l'impression que si des ministres de notre Parti se refusent d'une façon formelle ou d'une façon quelconque à obéir strictement à notre Congrès, à ses positions, si ces ministres marquent, par une discipline quelconque, qu'ils ne sont plus parfaitement d'accord avec l'opinion du Parti Socialiste, nous ne disons pas qu'on doit provoquer leur démission, nous disons qu'on doit les exclure de notre Parti, libre à leur conscience de militants de choisir entre son ministère et la place qu'il a parmi nous.

Voyez-vous, c'est peut-être très révolutionnaire, au stade où nous sommes, dans le Parti Socialiste, je me demande si nous ne sommes pas toujours très révolutionnaires quand on demande seulement l'honnêteté.

Mais il y a quelque chose aussi que je voudrais dire, nous sommes un Parti qui se dit un parti ouvert. Eh ! bien, je regrette infiniment de repartir de ce Congrès sans avoir eu vraiment une action politique ouvrière bien nette et définie par le Parti Socialiste. Or, ceci est grave, nous arrivons à une période où le travail électoral municipal qu'il aurait fallu que nous puissions regrouper sur nos candidats des voix ouvrières, que nous puissions par conséquent tout définir, d'une façon définitive en quelque sorte, la politique ouvrière des mois qui vont venir, politique ouvrière excessivement grave, puisque nous sommes peut-être à quelques semaines d'une grève générale, si la question des salaires n'est pas résolue. Eh bien nous allons repartir sans avoir, avant les élections municipales, défini d'une façon quelconque une orientation de la politique ouvrière du Parti. Je défie les camarades de dire ce qu'ils pensent réellement du problème ouvrier. C'est pourquoi, ici, au nom des groupes socialistes d'entreprises, ils demandent qu'un congrès national des groupes socialistes d'entreprises se tienne avant les élections municipales pour pouvoir tout au moins apporter au Parti la position même des masses ouvrières socialistes. Car il existe dans le Parti Socialiste des masses ouvrières, et vous avez tort de l'oublier, vous avez également tort de croire que l'on peut donner des ordres aux militants des groupes socialistes d'entreprises. Nous voulons bien obéir, nous voulons bien faire une politique qui soit orientée par le haut, mais nous voudrions que cette politique orientée par le haut ait été décidée à la base d'abord. Et le grand point c'est qu'il faut que vous teniez ce congrès des groupes socialistes d'entreprises avant les élections

municipales, que vous puissiez avoir un programme qui puisse s'incorporer dans cette campagne électorale municipale, et ramener à nous l'ensemble des ouvriers qui ne sont pas forcément des adversaires du Parti Socialiste
(Applaudissements)

Lampin – (Pas de Calais)

Camarades, je veux faire débuter mon intervention de femme, de quelques considérations particulières. Je suis quelque peu navrée de voir énoncer ces griefs ; je déplore tout d'abord d'avoir à interpréter l'état d'esprit de toutes les femmes de ce Congrès, confiantes devant les promesses de collaboration et de soutien efficace données par notre camarade Labonne lors de notre récent congrès féminin, qu'aucun homme n'ait cru bon intervenir dans nos débats sur le rapport féminin. Mais je dois aussi regretter, même si cela devait donner naissance à quelques insinuations malveillantes que je mépriserais d'ailleurs avec sérénité, que l'organe du Parti Socialiste, c'est-à-dire d'un Parti qui ne doit pas méconnaître d'importance du problème féminin, faisant preuve d'un manque de psychologie et de sens politique très grand, n'ait pas cru devoir nous accorder dans ses colonnes une audience honorable. Mais je regrette plus amèrement encore que lorsqu'une femme comme Emilienne Moreau assiste à une manifestation douloureuse, en l'honneur de ses camarades de combat, le Populaire n'ait pas cru devoir mentionner sa présence. Sans doute est-ce parce que Emilienne Moreau est une femme, et pour nos camarades du Populaire une femme, même deux fois héroïque, c'est toujours qu'une moitié de citoyen.
Camarades hommes, je le dis avec une amertume et sans rancune superflue, si vous continuez à manifester cette même indifférence vis-à-vis de vos compagnes qui sont avec vous dans vos Congrès, vous allez les décourager, recréer cet état d'esprit particulariste qui s'apparente à celui des suffragettes dont nous connaissons la malfaisance et contre lequel vous avez été les premiers à vous élever.
Je m'étonne maintenant que le rapporteur de la Commission de réorganisation du Parti n'ait introduit dans son rapport aucun mot nous concernant. Le camarade Dubois nous avait pourtant assurées que notre feu faisait partie du projet de réorganisation. Je m'excuse d'insister sur le fait que nous ne demandons qu'à créer une commission de travail, une commission mixte où avec nos camarades, nous étudierons les problèmes socialistes et non des problèmes féminins et qui apporterait au Comité directeur le résultat de ses efforts. Je me permets surtout de rappeler à nos camarades l'esprit démocratique qui nous anime en demandant la désignation de notre Commission nationale par le Congrès, de toutes les responsables de fédérations féminines au même titre que leurs camarades hommes sont mandatés par leurs fédérations pour élire cette commission que nous voulons élire ; nous avons déjà maintenant une liste de candidatures et au nom de mes camarades femmes, je vous apporte l'assurance qu'aucune de ces camarades n'acceptera d'être choisie ; nous voulons être élues, c'est-à-dire être élues en Socialistes, c'est-à-dire en démocrates.
(Applaudissements)

Camarades, la quête que nous avions ouverte en faveur des sinistrés de Brest a rapporté la somme de 23 429 francs. Je tiens à exprimer le contentement qu'éprouvera la population brestoise lorsqu'elle saura que les camarades socialistes venus de tous les coins de la France ont prouvé que la France était une grande famille et que lorsque l'un des leurs était souffrant et malade, les autres savaient se pencher sur lui. Je vous demande, étant donné que quelques-uns de nos camarades sont encore réunis dans les Commissions, que cette collecte ne soit pas achevée, qu'elle reste ouverte et que les dons à venir soient versés à la table de nos camarades de la fédération du Finistère. Je demande également au Congrès de décider qu'une souscription soit ouverte dans le Populaire. Merci au nom des populations de Brest deux fois sinistrées.
(Applaudissements)

Femme (?) de l'Hérault

Camarades, je vous promets d'être brève, et si vous avez quelquefois manqué de confiance dans la parole d'une femme, il n'est pas possible toutefois que vous ayez douté de la parole d'une femme socialiste. Mais si je vous fais en commençant cette promesse, c'est que je compte que tacitement, tous et toutes qui êtes ici vous m'en faites une autre : c'est celle de m'écouter, d'écouter ce que je vais vous dire, non pas en mon nom personnel, mais au nom de toutes les militantes, au nom de toutes les militants de la fédération de l'Hérault et de nombreuses autres fédérations. J'appartiens à une fédération où pour le travail on ne distingue pas entre les hommes et les femmes, où l'on marche les uns et les autres côte à côte et coude à coude, dans ses efforts pour faire triompher notre Parti. Peut-être est-ce pour cela qu'au commencement de nos débats, j'ai été péniblement impressionnée par ce fait que l'on a l'air ici de se méfier un peu des femmes, que l'on a l'air de nous prendre, non pas en camarades, non pas en militantes décidées à travailler de toute leur foi et de toutes leurs forces pour le triomphe du Socialisme, mais en femmes décidées à briguer une place. Camarades, je vous demande, y a-t-il un seul parmi vous qui travaille dans le but d'obtenir une place ? Est-ce que cela n'est pas vous faire injure que de nous soupçonner un seul instant ? Mais alors, si vous, camarades, vous travaillez avec désintéressement, pourquoi ne supposez-vous pas que nous aussi nous sommes entièrement désintéressées ? Pourquoi voulez-vous nous soupçonner de nous arrêter à un intérêt quelconque ? Pourquoi ne nous faites-vous pas confiance ? Pourquoi n'acceptez-vous pas que nous travaillions comme vous travaillez ? C'est cette défiance que nous voyons se manifester à notre égard parmi un grand nombre de délégués qui nous parait un peu extraordinaire. Voyons, mais au sein de vos sections, camarades, est-ce que vous n'avez pas, vous aussi, des femmes qui travaillent ? Est-ce que vous n'êtes pas satisfaits de l'oeuvre qu'elles accomplissent ? Et alors lorsque vous êtes sortis de vos fédérations, de vos sections, est-ce que vous êtes différents de ce que vous êtes chez vous ? Est-ce que, parce que vous êtes ici, vous perdez la confiance que vous avez dans les militantes de chez vous ? Est-ce que celles qui sont ici sont également différentes de celles qui sont dans nos fédérations ? Et alors, pourquoi ne nous

gardez-vous pas votre confiance ? Il est regrettable, voyez-vous, que la plupart d'entre vous, camarades hommes qui êtes ici, n'ayez pas pu assister à notre conférence féminine, notamment à cette séance de travail dont on a parlé l'autre jour, au cours de laquelle Simon a présenté son rapport, vous vous seriez alors rendu compte que nous étions capables de quelque chose, vous vous seriez alors rendu compte que nous ne songeons nullement à vous prendre les places quelles qu'elles soient, que nous n'avons qu'un but, comme vous n'avez qu'un but : travailler dans l'intérêt de notre parti.
Nous, militantes des fédérations, nous sommes venues après une année de pénible labeur à ce Congrès dans l'espoir de nous retremper, dans l'espoir de prendre des forces nouvelles ; c'est certain que dans nos fédérations nous éprouvons des difficultés, quelquefois nous sommes lassées et nous espérions ici retrouver ce réconfort que nous avions trouvé quelquefois, ai-je besoin de vous dire, que, revenues chez nous, nous n'aurons pas le réconfort que nous escomptions. Voyez-vous, tous, camarades qui êtes ici, est-ce que vous avez été pleinement satisfaits de ce Congrès ? Est-ce que vous ne sentez pas une sorte de découragement vous envahir ? Est-ce que vous ne sentez pas que cela est extrêmement grave ? Est-ce que vous allez tous nous décourager à notre tour en nous assurant votre soutien, en nous assurant… (applaudissements)… de nous aider, en nous assurant de votre effort à coté du nôtre ? Camarades, est-ce que vous allez accepter que nous retournions dans nos fédérations complètement découragées ? Mais cela n'est pas possible.
(Cris dans la salle - protestations)
Je vous demande une chose, camarades ; nous sommes à la veille de la bataille pour les élections municipales, dans laquelle les femmes seront au premier plan ; donnez-nous la force nécessaire pour combattre, non pas pour nous, et vous le savez bien, mais pour le Socialisme. Donnez-nous la force de travailler pour assurer le triomphe ce notre Parti, faites-nous confiance. C'est pourquoi, voyez-vous, nous sommes découragées un peu lorsque nous voyons que vous ne prenez pas en considération le voeu qui a été émis, c'est quelque chose que je vous demande, réfléchissez, pensez à ce que je vous dis, ne voyez en nous que ce que nous sommes, et parce que nous avons déjà fait quelque chose, donnez-nous la possibilité d'agir encore mieux, de travailler toujours davantage pour le triomphe de notre Parti et c'est, j'en suis sûre, ce soutien que vous allez nous donner.
(Applaudissements)

Délégué (?) (Haute-Savoie)

Camarades, je regrette profondément que les fatigues de la soirée et de la nuit d'hier aient empêché notre camarade le Dr Amédée, Conseiller de la République, de venir exposer lui-même d'une façon beaucoup plus compétente que la mienne l'attitude et la décision prise par la fédération de la Hte Savoie sur cette importante question de la réorganisation du Parti. Je m'efforcerai de le faire, néanmoins, le plus clairement possible ; je ne puis vous affirmer que je sois bref ou non car ce sera dans la mesure où je pourrai exprimer clairement l'opinion de

la Haute-Savoie sur quelques points précis.
Le préambule au projet nous dit, camarades, que depuis un demi-siècle, plus d'un demi siècle, le parti est organisé tel qu'il est encore aujourd'hui et pour cette raison, apparemment, on nous demande de changer cette organisation. Or, cette organisation a permis au Parti de mettre, de développer jusqu'à la victoire de 1936, a permis à ce parti de se reconstituer dans la clandestinité et de faire en sorte qu'aujourd'hui la France entière et plus encore le monde a les yeux tournés sur notre Congrès. La fédération de la Haute Savoie unanime vous demande de faire à ce projet un enterrement de première classe, car ce projet de réorganisation découle tout simplement d'un certain complexe d'infériorité dont on a parlé à plusieurs reprises au cours de ce Congrès et je finirai par croire que ce complexe d'infériorité a fini par gagner la totalité des membres du Parti Socialiste.
En effet, qu'est-ce que le projet qu'on nous propose aujourd'hui ? C'est simplement la copie pure et simple de l'organisation du Parti que nous combattons et dont nous méprisons les moyens d'action. On veut remplacer tout simplement l'action des militants dans la société même par une sorte de bureaucratie dans tous les domaines. On nous parle, et on a parlé tout à l'heure, on nous a dit que le militant devait être un soldat ; j'ai horreur de la signification étymologique du mot soldat ; que nous soyons des ouvriers de la pacification mondiale, des ouvriers de la fraternité mondiale, d'accord. Mais des soldats, je m'y oppose formellement. Je m'oppose à un excès d'intellectualisme dans le Parti, qui cherche rien moins qu'à reconstituer au sein du Parti cette sorte de centralisme soi-disant démocratique pour recourir à la bureaucratie qui est essentiellement adversaire de l'action.
Je veux donner mon point de vue et le point de vue de ma fédération sur un point bien précis, celui de la double cotisation et celui de la cotisation échelonnée en quelque sorte. Il est déjà difficile dans les petites sections d'arriver à faire prendre tous les timbres, il faut que le trésorier aille très souvent frapper de porte en porte pour recueillir les timbres, l'argent des cotisations normales, fixées par les précédents statuts. On veut encore créer de nouvelles cotisations ; et que signifient entre nous ces quatre catégories de cotisations qui feraient qu'au sein même d'une section il y aura quatre catégories de cotisants, le riche, le moins riche, l'encore moins riche et le pauvre... Ce qui automatiquement créerait une sorte de différenciation parmi nos camarades ; des camarades aisés, capables de payer une cotisation plus forte, que ne le font-ils alors sous la forme l'une souscription directe ouverte en quelque sorte en permanence dans notre Parti ? A ce sujet là je demanderais même que cette souscription faite sous une forme strictement anonyme.
On nous a parlé d'une organisation de groupes de travail ; ces groupes de travail existent déjà, camarades, puisqu'il y a les groupes socialistes d'entreprises, mais là, dans ces groupes socialistes d'entreprises, on ne comprendrait que les militants régulièrement inscrits au Parti, car on reproche à notre Parti de faire du noyautage. Le militant socialiste doit être au sein de son syndicat, en somme, le meilleur syndiqué, le meilleur ouvrier, que les autres puissent dire en parlant de

lui : c'est le meilleur syndicaliste, c'est le meilleur ouvrier, et lorsqu'en dehors de son travail et en dehors de son syndicat, ce camarade pourra faire de la propagande socialiste, on l'écoutera, parce que c'est le meilleur ouvrier en même temps que le meilleur Socialiste. D'autre part il, y a un péril à comprendre dans ces groupes de travail des sympathisants qui ne sont pas encore instruits dans la doctrine socialiste. Supposez que le groupe de travail local ou groupe socialiste d'entreprise comprenne dix militants inscrits et vingt cinq sympathisants, il y a ce danger de voir que notre noyautage se fasse en sens inverse, que des décisions prises en commun puissent aller à l'encontre de l'intérêt général du Parti.
Enfin, nous sommes absolument opposés au système du fichier qui, en dehors d'une iniquité totale, présente des risques graves ; et les camarades qui ont connus les camps de concentration à l'issue de la découverte de certains fichiers pourraient peut-être risquer de les connaître encore ! Car nous ne connaissons pas encore les destinées de notre pays.
Enfin, je suis d'accord avec le délégué de l'Yonne pour demander la réorganisation des Congrès dans le sens indiqué. Je suis d'accord avec le délégué du Jura pour demander, au cas où le Congrès ne prendrait pas en considération la demande d la Haute Savoie de maintenir le statu quo et de rejeter purement et simplement le projet, de le renvoyer à un prochain Congrès afin qu'à la lueur des explications qui ont été données à cette tribune, et que vous rapporterez demain à vos fédérations et vos sections, le Congrès puisse délibérer en toute connaissance de cause.
(Applaudissements)

Gauthier (Maroc)

Camarades, je pense et je crois en cela être l'interprète de tous les camarades qui représentent ici l'Union Française, pour vous dire qu'à notre sens, la réorganisation du Parti est bien nécessaire. C'est une nécessité, non seulement pour en simplifier, pour en rationaliser le fonctionnement, le rendre plus souple et plus efficace, mais c'est surtout une nécessité pour que l'Union Française trouve sa place dans les nouveaux organismes du Parti. Il est, en effet, un fait nouveau qui parait nous avoir échappé sinon totalement, du moins en grande partie, et pour la grande majorité d'entre vous. Camarade président, voulez-vous demander un peu de silence ?

(Le président demande à l'assemblée le silence)

Camarades, je m'excuse encore une fois de vous infliger une intervention sur l'Union Française, je m'en excuse bien humblement, mais je continue. Je vous disais que la réorganisation du Parti est absolument indispensable, parce qu'un fait nouveau, d'une importance capitale dont très peu d'entre vous semblent s'être rendu compte, existe depuis le vote de la constitution. C'est la création de l'Union Française. Or, cette Union Française se trouve représentée d'une façon importante dans toutes nos assises nationales depuis la réorganisation, depuis le

Fondation Jean-Jaurès

vote de la constitution. Cette situation de fait doit être consacrée dans la réorganisation du Parti qui est actuellement à l'étude. Elle doit y être consacrée et le Congrès doit demander aujourd'hui à la commission chargée de cette réorganisation de prévoir les modalités nécessaires pour que cette représentation soit plus large et plus efficace que possible. Et à ce sujet je vais vous donner lecture d'une résolution que la fédération a prise et qui je crois ralliera l'avis non seulement de nos camarades du territoire d'Outremer, mais j'espère bien du Congrès qui à cette occasion peut-être voudra bien manifester un peu d'attention et un peu d'intérêt à l'Union Française.

Considérant que la notion de l'Union Française inscrite dans la constitution est en voie de réalisation, a donné une définition absolument nouvelle et différente de la conception ancienne de l'empire colonial français ; considérant que cette transformation profonde a déjà été une transformation de fait dans l'organisation de notre Parti par la représentation importante de ces territoires d'Outremer à toutes nos assises nationales ; décide que cet état de fait doit être consacré par la réorganisation du Parti actuellement à l'étude. Réorganisation qui ne saurait avoir son véritable sens que si ces mêmes territoires d'Outremer y trouvent la place à laquelle ils prétendent légitimement ; donne mandat à la Commission chargée de la réorganisation du Parti de prévoir dès à présent cette représentation aussi large que possible dans les conditions qui lui paraîtront les plus pratiques et les plus efficaces.

Et maintenant, dans le cadre de la réorganisation du Parti, plus particulièrement sur son fonctionnement administratif, je voudrais attirer votre attention sur une situation assez particulière dans laquelle se trouvent les délégués de l'Union Française lorsqu'ils viennent assister à nos assises nationales. En effet, vous ne savez peut-être pas que notre camarade Provo, trésorier général du Parti, dans un souci très louable d'économies des finances de notre Parti, a décidé, probablement avec l'avis du Comité directeur, que sont seulement remboursés les frais du voyage en troisième classe du port de débarquement au lieu du Congrès en chemin de fer, c'est-à-dire, pour vous citer mon cas, moi qui suis venu en avion de Casablanca, à Perpignan, j'ai payé pour ce voyage 11 500 francs, je toucherai 1 448 francs représentant le voyage aller retour de Perpignan à Lyon en troisième classe et un tel sort est fait à mes autres camarades de l'Afrique du Nord et de l'Union Française en général. Je sais bien que les finances de notre Parti ne sont pas florissantes, hélas ! Nous n'avons nous autres d'autres ressources que notre argent et celui de tous les militants du Parti qui n’hésitent pas à piocher dans leur portefeuille assez plat pour aider le Parti, c'est un fait, mais tout de même lorsqu'un Parti comme le nôtre prétend prendre en charge l'Union Française, lorsqu'il prétend, officiellement tout au moins, s'y intéresser, il me semble qu'il y a tout de même quelque chose à considérer dans ce sens. Il y a des dépenses engagées prévues et approuvées pour la propagande en général sous toutes ses formes, eh ! bien, il me semble que la présence des délégués de l'Union Française à nos assises nationales est tout de même quelque chose qui vaut autant qu'un certain nombre d'affiches apposées dans les mairies de vos villages.

(Applaudissements)
Je demande par conséquent que le Congrès soit d'accord pour demander au Parti, et je dis toujours sous des formes que nous laissons à nos organismes directeurs le soin de décider, nous leur faisons entièrement confiance, n'est-ce pas, mais que tout de même ils tiennent compte des frais considérables que ces délégués ont lorsqu'ils viennent à nos assises ; il est bien évident que des fédérations comme la mienne qui ont toutes les peines du monde à rassembler 15 ou 160 adhérents ne peuvent pas venir deux trois fois par an assister à ces réunions et faire chaque fois 25, 30 000 francs de frais si on leur rembourse largement 150 francs. Ceci équivaut à nous dire : camarades, restez chez vous. Eh ! bien, évidemment si c'est comme cela qu'il faut comprendre, c'est comme cela que nous répondrons et nous resterons chez nous. Mais je crois que c'est aller contre non seulement les intérêts de l'Union Française, mais aussi des intérêts bien compris du Parti. Je demande au Comité directeur de considérer cette question, d'envisager dans la réorganisation du Parti les nouvelles modalités concernant ces questions relatives à l'Union Française.
(Applaudissements)

Maurice Cormier (Maine-et-Loire)

Camarades, ma fédération a accepté dans l’ensemble le projet de réorganisation soumis par le Comité directeur. Nous avons des remarques à faire et j'espère que notre rapporteur ne s'en formalisera pas, en ce qui concerne les cotisations notamment. Certains camarades ont souligné tout à l'heure cette question et chacun sait aussi bien que moi qu'à l'heure actuelle, tous les responsables de section et de fédérations ont du mal à faire rentrer les cotisations. Nous demandons de bien vouloir envisager d'une façon sérieuse cette question, à seule fin que nous puissions constituer, lors du Conseil national qui aura la charge de régler ces différentes questions, un dossier. Mais cette réorganisation, elle doit se faire, il y a trop longtemps que nous l'attendons ; nous repoussons de jour en jour, de semaine en semaine, de mois en mois, une réforme vitale pour l'avenir de notre Parti. Il faut prendre une responsabilité une fois pour toutes ; nous estimons qu'aussi bien sur le plan fédéral que sur le plan national, les modifications importantes doivent être apportées à la direction de notre Parti si nous voulons que celui-ci soit à même de faire du meilleur travail. J'ai personnellement l'occasion de me rendre très souvent cité Malesherbes, je suis obligé de constater que nos camarades ont une lourde charge ; il y a peu de personnel, il y a peu de matériel, il faut aider nos camarades du Comité directeur si nous voulons nous-mêmes être à même de faire un travail constructif.
Il y a une autre question, et celle-ci l'on n'en parle pas dans le rapport présenté par le Comité directeur ; moi aussi je voudrais parler de l'organisation du Congrès, du problème de l'autorité dans le Parti, et dans ma fédération j'ai été de ceux qui ont reconnu que c'était une question primordiale. J'ai dit aussi que le rapport moral n'avait peut-être pas autant d’importance que la politique générale dans le Parti. Nous sommes un Parti de démocratie, nous le disons, mais nous allons être tentés de croire que la démocratie, c'est l'indiscipline et comme les

camarades qui n'ont précédé à cette tribune, nous nous élevons contre la présence des journalistes étrangers à notre Parti et à nos assises nationales ; nous sommes le seul parti qui tolérons que des représentants d'une presse étrangère au Parti Socialiste assiste à nos débats ; nous savons très bien que les journalistes ici font leur métier, il faut leur rendre cet hommage, mais nous savons aussi que leurs directeurs ne le font pas, et nous ne voulons pas que les arguments que nous exposons à cette tribune soient demain retournés contre nous, nous avons simplement le souci de diriger notre parti à seule fin qu'il apporte des solutions pour l'avenir du pays. Il y a des solutions et il y a des problèmes à envisager et les militants sont parfois désemparés devant les positions à prendre qu'on leur envoie de la part du Comité directeur. Je voudrais citer un exemple parmi tant l'autres. Nous avons reçu au mois de mai une circulaire engageant le militant à ne pas entrer dans le groupement d'union des femmes françaises et tout au moins essayer de faire sortir nos camarades du groupement, parce que ce mouvement, on le sait bien, est de tendance communiste. Et dans le même mois on constatait que dans l'Humanité du 9 mai, une militante socialiste s'excusait de ne pouvoir assister au Congrès national de l'union des femmes française parce qu'elle se déplaçait en Angleterre ; nous sommes obligés de dire qu'il est regrettable que d'une part, il faut que les militantes se retirent de l'union des femmes françaises, et que d'autre part une militante socialiste adresse un salut fraternel à un congrès national de l'UFF. Il y a des positions différentes et nous avons trop le sentiment que la discipline n'est pas respectée dans le Parti. L'on parle de nos assises, et parlons d'abord de notre Conseil national. La fédération de Maine et Loire demande que lorsqu'un Conseil national est convoqué, les orateurs qui prennent la parole à la tribune soient des porteurs de mandats, ceux qui représentent les fédérations, parce que nous constatons très souvent, lorsqu'il y a dix représentants de la province non parlementaires, il y a 50 parlementaires, ou 50 membres de la région parisienne. Il ne faut pas oublier que les camarades qui font des milliers de kilomètres pour venir à nos Conseils nationaux, nous leur demandons de se faire inscrire à la tribune pour prendre la parole, et très souvent, lorsque son tour de parole arrive, on prononce la clôture. C'est-à-dire que ces camarades n'ont pas la liberté de s'exprimer ; cela n'est pas normal dans un parti comme le nôtre. Aussi nous demandons que demain, dans nos assises nationales, aient droit à la parole, de droit, d'office, tous les camarades représentant leur fédération ; si une fédération ne peut pas se faire représenter, qu'elle dispose d'un membre à l'Assemblée Nationale, qu'elle envoie son mandat au parlementaire, à ce moment il sera autorisé à parler au nom de cette fédération.

Au sujet des Congrès, nous avons eu un vivant exemple la nuit dernière ; il y a certains courants politiques dans notre Parti que nous sommes obligés d'admettre ; nous sommes justement groupés, chers camarades, à seule fin d'exposer ces différents courants, et de s'entendre sur les questions avec chaque orateur. Nous avons constaté que vers quatre heures du matin, sans rien dire à personne, sur une simple proposition, on décidait la clôture du débat ou bien qu'il n'y aurait plus que quatre militants qui prendraient la parole. De ce fait,

nous avons constaté que s'il y a de nombreux camarades contre le Parti Communiste, il n'y en a pas eu un contre le MRP. On n'a pas assez parlé à ce Congrès de notre position concernant le MRP, nous estimons nous que cela est une erreur, car dans un parti comme le nôtre, où nous savons qu'ici nous avons un danger à notre gauche, nous en avons un plus grand encore à notre droite.
(Applaudissements)
Il faut prendre position d'une manière définitive et je veux tout de même soulever un problème parce que personnellement j'ai été inscrit représentant de la fédération dans la question de laïcité dont on n'a pas encore parlé à cette tribune.
(Applaudissements)
Comment vous, militants socialistes, allez-vous vous présenter demain dans vos campagnes électorales la question de la nationalisation de l'enseignement ? On n'en a pas encore parlé dans ce Congrès. C'est pourtant une question primordiale pour l'avenir de la République. Je me suis trouvé assister à une conférence des femmes et que j'ai pu remettre un document à la camarade qui représentait notre fédération, disant qu'il est anormal, lorsqu'on parle d'autorité, de constater que par exemple notre camarade Ramadier reçoit une délégation conduite par Mr Parent, député de Maine et Loire, député de mon département, délégation composée d'éléments qui venaient demander à ce que le gouvernement, au nom du chef du gouvernement, s'engage à prendre en considération les demandes concernant l'aide aux écoles libres. J'ai ici le journal et l'on dit que dans sa réponse, Ramadier a remercié des renseignements qu'on lui apportait et qu'il tenait à rendre hommage au patriotisme et au loyalisme des membres de l'enseignement libre. Il est infiniment regrettable que dans beaucoup de départements, il y ait un mouvement de dissidence qui doit être réprimé sérieusement.
On constate qu'il y a le scandale… (?) dans la Vendée, la Bretagne et la Loire Inférieure, une campagne qui est menée contre les institutions républicaines et par là même directement contre l'école laïque, nous estimons que cela est anormal On vient dire aux gens les démarches qui sont à faire auprès des percepteurs pour qu'on ne paye pas le 10% des impôts parce que les enfants sont à l'école libre ; cela est anormal, cette position prise par le camarade Ramadier ou tout au moins de certains. Je serais heureux que lui-même donne des explications à ce sujet. Et puis il faut le dire, le regretter, nous ne parlons pas assez dans nos Congrès de ces problèmes importants ; vous avez parlé de politique générale, de campagne électorale pour les élections municipales, mais, semblez-vous oublier, militants socialistes, que demain, dans une grande partie de nos fédérations, la bataille électorale se produira autour de l'école. Il y aura ceux qui seront partisans de l'école laïque et ceux qui seront partisans de l'école libre, et de cela vous n'avez pas parlé. Eh ! bien il y a d'autres problèmes. On parle de laïcité. J'aurais voulu aussi connaître la position de notre camarade Naegelen en ce qui concerne la laïcité dans le département.
Il faut bien dire, on parle d'autorité dans le Parti, eh ! bien la moitié de nos militants à l'heure actuelle semblent perdre confiance dans le Parti parce que très

souvent ils sont désillusionnés dans les propositions que l'on fait d'abord, et dans les actes qui suivent.
On a parlé de la propagande dans le Parti; eh ! bien, combien de fois dans nos départements n'avons-nous pas annoncé la venue d'un orateur, et qui seulement 24 heures avant prévenait qu'il ne pouvait pas se déplacer... Il faut que le Comité directeur demain ait l'autorité nécessaire pour obliger les parlementaires quels qu'ils soient, tous les militants quels qu'ils soient, à suivre les disciplines du Parti, à respecter les décisions du Congrès. Oui, il semble qu'il y en a qui ne sont pas d'accord et ma fédération demande ceci : C'est que lorsque nous avons constaté certains cas d'indiscipline, la première fois nous adressions un blâme soit au parlementaire, soit au ministre, soit au militant responsable, et que la deuxième fois ce soit l'exclusion pure et simple ; nous demandons que le parlementaire signe un bulletin en blanc de démission. Cela n'est pas nouveau, il faut que la discipline soit respectée ; parfois il y a peut-être besoin d'un sérieux coup de balai, il faut que nous ayons un contrôle permanent sur tous nos élus, il faut les possibilités au Comité directeur de l'avoir, nous demandons que les ministres soient compréhensifs, c'est là l'oeuvre du Comité directeur de surveiller les ministres ; nous sommes à un tournant décisif de l'histoire peut-être du Parti Socialiste, non seulement en France, mais comme on vous l'a dit, dans le monde. Nous constatons que trop souvent - et on est tenté de le croire avec juste raison - le Parti Socialiste n'est plus le grand parti des travailleurs. Pourquoi ? Je vais citer un exemple : au début de ce Congrès, la fédération...

(Protestations...)

Le président - Laissez parler... qu'il explique son point de vue.

Maurice Cormier - Au début de ce Congrès, la fédération a déposé une motion demandant que l'on inscrive les professions sous le nom des candidats au Comité directeur ; eh bien cela a été fait à la suite et certains camarades se rappellent de la déclaration de notre Secrétaire général au Conseil national. Guy Mollet disait que nous avions le grand tort de sous-estimer la classe ouvrière ; et nous Socialistes, nous prenions toutes les précautions sauf de mettre sur nos listes des ouvriers, des représentants de la classe ouvrière en bonne place, des travailleurs, des ouvriers manuels, pour être élus. Très souvent on mettait des intellectuels ou des représentants des classes moyennes, qui ne sont pas représentatifs de la classe ouvrière. Je ne connais pas encore les professions des camarades élus au Comité directeur, il y aura sans doute quelques cultivateurs, mais en rentrant dans nos fédérations, et qu'on nous demandera quelles sont les professions des membres élus au Comité directeur, je crois que nous serons bien embêtés si nous ne pouvons pas citer un seul travailleur manuel.
Ecoutez, camarades, j'en ai terminé, je vous ai dit que nous sommes dans un tournant décisif par l'action que compte mener demain le Parti, par les directives qu'il compte donner ; ce Congrès, il sera sans doute l'avenir même de notre Parti. Nous sommes à un moment où l'histoire du Socialisme est en jeu. Nous

aimerions bien aussi moins de discours de ceux qui nous entourent ; et de notre décision de ce jour résultera peut-être notre action de demain, un changement complet de la politique du Parti aussi bien sur le plan général que dans le sens de la réorganisation. C'est pourquoi nous demandons au Comité directeur de prendre plus rapidement position sur ce projet de réorganisation pour que dans un très prochain Conseil national, nous l'adoptions.
(Applaudissements)

Jean Courtois

Les camarades présents au congrès ont décidé d'une certaine procédure quant au problème de la réorganisation du Parti ; mais au Comité directeur comme à la Commission de réorganisation, il avait été entendu qu'un certain nombre de problèmes seraient scindés, que la Commission se contenterait d'étudier la réorganisation du Parti en ce qui concerne les hommes du Parti. Mais qu'elle laisserait à des Commissions particulières le soin d'élaborer et de proposer une organisation particulière des jeunes et des femmes.
Nous avons réglé il y a deux jours le conflit des Jeunesses socialistes, mais nos jeunesses ont continué ; les statuts de demain des Jeunesses socialistes sont faciles à élaborer en dehors d'une décision même prise au congrès. Puisque les statuts des Jeunesses socialistes prévoyaient qu'ils pouvaient se modifier par une conférence nationale des Jeunesses socialistes, sous réserves que ces modifications soient ratifiées par le Comité directeur du Parti. Or, s'il est vrai que le bureau national des Jeunesses socialistes a été dissout par le Comité directeur, le mouvement des Jeunesses socialistes n'a en aucune façon été dissout. Il continue, il garde ses statuts et s'il est vrai que j'ai affirmé ici, que dans l'organisation même du mouvement il y avait des causes de conflits, que nous avons connus cette année et les années précédentes, s'il est vrai que nous devons modifier ces statuts, il n'est pas besoin que ce soit une décision prise en Congrès. Les 17, 18, 19 et 20 septembre prochain, se tiendra à Toulouse une conférence nationale des Jeunesses socialistes ; cette conférence aura toujours pouvoir, d'après les statuts, encore existants et valables, de demander au Comité directeur du Parti d'approuver les modifications des statuts. Le Comité national des Jeunesses socialistes qui s'est réuni tous ces jours a décidé la procédure suivante. Un projet de réorganisation du mouvement a été élaboré, vous l'avez eu dans vos dossiers, dans le bulletin intérieur du Comité national des Jeunesses socialistes ; vous avez pu en prendre connaissance mais vos délégations ne sont pas mandatées pour se prononcer sur ce projet, parce que ni au stade local, ni au stade fédéral vous n'êtes mandatés pour en discuter. Nous demandons d'entériner la procédure suivant que le Comité national a publié régulièrement le projet dont vous avez pris connaissance ; dans cette même période ce projet sera présenté par moi-même au Comité directeur dans les jours qui suivent. Ce Comité directeur approuvera tel qu'il est rédigé ou lui apportera les modifications qu'il entendra lui apporter. Puis ce projet sera adopté par le Comité directeur, présenté à la conférence nationale des Jeunesses socialistes à Toulouse, étant bien entendu qu'une délégation aussi importante que possible du

Comité directeur sera à Toulouse pour assister à la conférence nationale des Jeunesses socialistes, que cette délégation aura tout pouvoir délivré par le Comité directeur pour apprécier les observations et les modifications que pourrait proposer la conférence des Jeunesses socialistes et ainsi, le 21 septembre prochain, les Jeunesses socialistes auront de nouveaux statuts. Dès la première journée, la conférence nationale discutera du projet, le lendemain la délégation du Comité directeur réalisera les modifications proposées par cette conférence s'il en est. Les nouveaux organismes dirigeants, les Jeunesses socialistes seront désignés et le surlendemain, des rapports seront présentés à la conférence sur l'activité future des Jeunesses socialistes. Si vous êtes d'accord avec cette procédure, et rien ne peut vous empêcher d'être d'accord, c'est ainsi que nous procéderons. Par conséquent, dans ce Congrès, ni la Commission de réorganisation du Parti, ni le Congrès lui-même ne peuvent faire d'objection aux propositions que je viens de faire puisqu'elles sont conformes à la fois aux statuts des Jeunesses socialistes qui continuent, et aux décisions du Comité directeur et du Conseil national qui ont délibéré sur cette question. Le président tout à l'heure mettra aux voix cette proposition que je demande d'adopter.

Mais je voudrais ici intervenir sur la deuxième question qui n'a pas été discutée par la Commission de réorganisation du Parti et qui a trait aux questions féminines. Le mouvement des Jeunesses socialistes existait déjà, il vivait, il continue à vivre, il avait ses statuts qui peuvent se modifier. Mais les femmes socialistes n'étaient point encore organisées dans le cadre du Parti, et il est absolument indispensable que le Parti dès aujourd'hui fixe une organisation pour les femmes socialistes.

(Applaudissements)

C'est la raison pour laquelle, quelles que soient les décisions qui ont pu être prises par la Commission des résolutions, j'insiste auprès du Congrès qui est souverain, pour ne pas s'embarrasser de considérations subalternes et voir les problèmes de haut. Les femmes ne sont pas des jeunes ; elles sont majeures au même titre que les hommes, et, s'il est vrai que nous avons un certain nombre de précautions à prendre à l'égard d'une organisation de jeunesse, il serait indigne des hommes que nous sommes que nous éprouvions, que nous manifestions de la méfiance envers les femmes.

(Applaudissements)

Les femmes ont jusqu'ici fait preuve d'un sens politique au moins aussi éclairé que celui des hommes et nous n'avons pas eu à intervenir au cours des récents scrutins depuis la libération, que les femmes aient été appelées à mettre leur bulletin dans l'urne ; s'il en est qui ont voté pour des partis réactionnaires, les résultats électoraux sont là pour dire qu'un certain nombre de femmes avaient compris qu'en dehors des voix réactionnaires, il y avait un Parti Socialiste et à d'autres partis prolétariens une voie qui pouvait mener à la libération humaine, plus particulièrement à la libération des femmes.

(Applaudissements)

Nous n'avons donc aucune défiance à avoir dans les femmes ; elles seront des militantes dans notre Parti aussi dévouées et aussi habilitées, mais aussi

prudentes que peuvent l'être des militants. C'est la raison pour laquelle je demande au Congrès d'adopter les propositions qui sont faites par la conférence des femmes. C'est une expérience que nous allons tenter, il n'y en a pas eu jusqu'à présent. Si au cours de l'année qui vient, il s'avère que l'organisation qui a été mise sur pied par elles-mêmes était dangereuse ou présentait certaines imperfections, il sera toujours temps, soit par un Conseil national, soit même par le prochain Congrès ordinaire ou extraordinaire du Parti, d'apporter des modifications aux présentes propositions féminines. Je vais vous lire ces propositions dont vous avez peut-être connaissance.

La conférence des femmes socialistes demande que soit conservée une organisation technique des femmes socialistes, elle propose les modalités suivantes : Toutes les questions féminines sont du ressort d'une Commission mixte composée comme suit : 25 femmes dont une représentant les territoires d'Outremer, 9 dans la région parisienne, la région parisienne comprenant la Seine, Seine-et-Oise, l'Oise et la Seine et Marne, et 15 femmes appartenant aux fédérations de provinces. Je veux dire tout de suite en passant qu'il n'y a qu'une seule femme représentant les territoires d'Outremer, ce n'est point parce que la conférence des femmes a fait fi des femmes d'Outremer, c'est parce que leurs représentantes elles-mêmes à cette conférence ont pensé qu'une représentante des femmes d'Outremer était suffisante étant donné les difficultés des communications entre notre territoire et les territoires d'Outremer. Et ces 25 femmes sont élues démocratiquement par le Congrès annuel, le Congrès du Parti, bien sûr. Toutes les candidatures seront acceptées sous réserve que la candidate compte 5 ans de Parti au minimum, étant bien entendu que les femmes qui ont eu une activité dans les organisations de la résistance sont placées sur le même plan que les hommes à ce sujet, et que leurs années résistantes comptent pour les années dans le Parti. Le Comité directeur sera invité à déléguer à cette Commission cinq militants particulièrement compétents, ces militants étant pris au sein du Comité directeur du Parti, parmi les femmes, parmi les hommes, ou étant pris en dehors du Comité directeur du Parti.

Cette Commission aura pour tâche de coordonner l'activité des responsables de sections et de fédérations et de veiller à l'application des directives fournies par la conférence nationale du comité fédéral ; les présentes propositions étant adoptées par le Congrès, le bureau de cette Commission nationale sera choisi par elle-même et composé d'une Secrétaire générale, d'une secrétaire administrative et de cinq autres membres, sous entendu que la secrétaire administrative est la seule… (?) dans l'esprit des femmes socialistes. Il est habilité, ce bureau, à représenter les femmes socialistes dans les réunions avec les sections féminines de l'internationale ouvrière, la conférence nationale des responsables fédérales demanderont à l'unanimité qu'une conférence des femmes socialistes soit réunie annuellement pour examiner les problèmes concernant particulièrement la femme et l'enfant et tracer à la Commission sa tâche annuelle.

Voici les propositions qui nous sont faites par la Commission nationale des femmes. Je demande au Congrès de les accepter sous les réserves que j'ai présentées tout à l'heure, de la même façon que je suis persuadé qu'on attirera au

Socialisme en faisant de la propagande auprès de la jeunesse française, tant il est vrai que lorsqu'on amène un jeune au Parti, on amène beaucoup plus que lorsqu'on amène un adulte, car lorsqu'on amène un homme de 45 ans au Parti, il n'est pas toujours vrai, étant donné les antagonismes conjugaux, que la femme le suivra sur ses idées politiques. Et quand le mari est socialiste, par esprit de contradiction la femme est souvent MRP, voire même communiste. Il ne faut pas oublier, mais il est vrai aussi que quand vous amenez le père au Parti, les enfants vont quitter le père, c'est un vieux, retardataire, de la génération passée et qu'il faut qu'eux au moins, pour ne point dégénérer ils aillent un peu plus loin... Par conséquent pas chez nous. Tandis que quand vous amenez au Parti un jeune de 17 ou 18 ans, une jeune fille de 17 ou 18 ans, trois mois, quatre mois ou un an après au maximum le père, la mère, le grand-père, la grand'mère viennent au Parti, parce qu'ils considèrent que le fils ou la fille...
(Applaudissements)
Eh ! bien, je pense aussi qu'il vaudra peut-être mieux - si j'en crois l'expérience des deux années écoulées - il vaudra peut-être mieux amener les femmes au Parti, qu'amener les maris, elles sauront peut-être mieux, les femmes socialistes, convaincre leur mari de la grandeur de leur doctrine que les hommes ont su le faire jusqu'à maintenant parce que jusqu'à maintenant il(y avait peu de maris socialistes qui allaient de l'autre coté.
Je voudrais vous dire de donner aux femmes et de donner aux jeunesses les moyens de s'organiser ; quand les jeunes et quand les femmes seront au Parti, les hommes suivront (Applaudissements)
Si vous êtes d'accord, d'une manière générale…

Guy Jeram (Seine)

Camarades, la Commission désignée par le Congrès a divisé son travail en deux parties : La première partie, André Ferrat nous a donné l'essentiel ; pour la deuxième partie qui concerne plus particulièrement l'aménagement des organismes dépendant du Comité directeur, ses sections de travail, les questions touchant l'organisation régionale, les bureaux techniques et les sections techniques, la Commission a décidé de renvoyer les premiers projets établis à destination du Comité directeur, de prendre pour cela de nouvelles Commissions que vous allez designer tout à l'heure. Mais cependant la commission tient à signaler que des fédérations, des sections n'ont pas voulu étudier cette partie du projet puisque le Comité directeur - et à bon droit d'ailleurs - avait considéré que les problèmes d'aménagement de la superstructure du Parti appartenait davantage au Comité directeur lui-même qu'à l'examen de toutes les sections et des fédérations du Parti. Néanmoins, le Conseil national extraordinaire, qui se réunira en novembre, connaîtra le projet remanié que votre Commission de réorganisation aura d'ici là établi.
Cependant sur les questions très importantes deux mots. Concernant la structure des organismes centraux du Parti, on a souligné dans ce Congrès combien il était nécessaire de moderniser notre organisation. J'oserai ajouter : il est nécessaire aussi de le rendre plus efficient, plus efficace, et cela ne peut être que le résultat

Fondation Jean Jaurès

d'une organisation rationnelle des organismes qui dépendent du Comité directeur. Il n'est pas possible de concevoir que nous puissions avoir de bonne politique et de bonne presse, et de bonne activité de nos militants, sans qu'il y ait des sections spécialisées pour chacun, pour chacune de ces questions. Ainsi on s'est plaint cette nuit que le débat sur la politique de l'Union Française a été quelque peu négligé. S'il existait une section d'Outremer à coté du Comité directeur, combien de ces problèmes ont été sagement étudiés et mis au point ? Et le Congrès aurait été en face d'un travail tout prêt.
(Applaudissements)
Il en est de même, croyez-moi, pour toutes les grandes questions qui intéressent l'activité de notre Parti. On ne peut plus aujourd'hui se contenter d'un Secrétariat général, d'un secrétariat administratif et de quelques petites zones de travail organisées à côté de nos organismes directeurs. La vie moderne et les grandes questions politiques d'organisation exigent une étude spécialisée constante ; le fait que nous avons cent députés à l'Assemblée Nationale, soixante conseillers de la République, 4 500 municipalités, des positions dans les coopératives, dans les grandes organisations, impose nécessairement un travail central important et continu. Je sais que dans la discussion tout à l'heure, des camarades d'une fédération les mieux organisées se plaignaient que l'on soit obligé de réviser et de moderniser notre organisation. Oui, camarades du Nord. J'ai connu l'époque aussi avant 1914 où la fédération du Nord était considérée dans le Parti comme la meilleure fédération et peut-être dans le mouvement ouvrier français comme la meilleure organisation aussi.

Voix - Elle l'est encore.

Guy Jeram - Cela a changé.

Voix – Non.

Guy Jeram - Cela a changé parce qu'à cette époque…

Voix - si vous voulez parler du Parti Communiste du Nord…

Guy Jeram - A cette époque, quand le Parti Socialiste était la grande organisation, il n'y avait en face du Parti que des poussières de Comités de partis bourgeois, mais depuis 1914, les questions ont changé quelque peu. Dans ce pays, il y a maintenant de très grandes organisations de base qui n'existaient pas alors. Tournez-vous du côté du mouvement ouvrier ; autrefois, 150 000 syndiqués de la CGT d'avant 1914 correspondent aujourd'hui à six millions de travailleurs syndiqués dans la CGT. Un million et demi dans la CFTC. Voyez les organisations de jeunesse, celles qui sont dirigées par les catholiques, par le MRP, atteignent plus d'un million de membres, celles dirigées par les Communistes atteignant 350 à 400 000 membres…

Fondation Jean Jaurès

Voix - pas préparés…

Guy Jeram - Ne sous-estimez pas vos adversaires.

(Cris, protestations dans la salle)

Voyez le mouvement des combattants, il y a aujourd'hui près de quatre millions de personnes de mutilés, d'anciens combattants, d'anciens prisonniers, de déportés groupés dans de grandes organisations. Voyez les classes moyennes, la confédération des petites et moyennes entreprises comprend 1 million 200 000 membres, les coopératives, les syndicats agricoles, les organisations de toutes natures à la campagne existent. Alors qu'il y a une quarantaine d'années, elles n'étaient encore qu'embryonnaires et nous étions, nous, Socialistes, les seuls propagandistes dans cette direction. Or, il est nécessaire, en face d'une force qui s'est ainsi organisée, que nous ayons un Parti qui puisse répondre à toutes les tâches et toutes les tâches cela veut dire avoir des positions partout, dans le monde du travail, dans le monde de la campagne, chez les anciens combattants, chez les classes moyennes, dans les cercles les plus divers, dans lesquels se réunissent à la fois les travailleurs, les femmes, les jeunes. Or, notre parti doit, ce n'est pas là une question d'appréciation de droite ou de gauche, faire des progrès très importants dans cette direction, et doit s'aménager en conséquence. Je veux citer l'exemple du parti anglais travailliste. Nous avons la Commission de réorganisation, regardez la structure des partis frères et particulièrement celui-là, le parti anglais Labour Party, il y a un tout petit événement récent, l'organisateur du labour Party vient de prendre sa retraite. Il avait consacré une trentaine d'années, une vingtaine d'années à l'organisation du Labour. C'était un personnage peu connu de l'extérieur, inconnu dans l'internationale, mais cependant il était le deuxième personnage du parti ; à coté du président il y avait l'organisateur en chef ; il vient d'être élevé pour sa retraite au rang de baron et il va siéger à la chambre des lords ; ce qui montre que le Labour a donné au problème d'organisation la place nécessaire. Et si nous ne savions pas demain donner à notre Parti une organisation digne de lui, nous nous retrouverons de Congrès en Congrès, d'année en année, déplorant les mêmes défauts, et aussi les mêmes piétinements. Avancer dans le pays aujourd'hui est indissoluble du règlement, et du bon règlement des questions d'organisation dans le Parti, non seulement à la base, mais aussi autour du Comité directeur, et la Commission qui a étudié ces problèmes a fait là dessus des travaux très importants et qui ont rallié d'ailleurs l'unanimité des voix quelle que soit leur origine, quelles que soient les zones du Parti dans lesquelles ils exercent leur influence, leur activité. Sur ce deuxième point, il faudra que notre Commission qui va être désignée tout à l'heure, fasse à son tour un nouvel examen en tenant compte des suggestions qui ont été apportées à la Commission de ce Congrès ou à cette tribune, et des projets et d'autres suggestions encore que les fédérations pourront lui adresser.
Je crois, camarades, en conclusion, qu'il y a deux points sur lesquels le Congrès cependant doit donner en plus de cette information une indication à la

Commission qui va se réunir. La première c'est de dire que pour la base il est nécessaire d'ajuster nos méthodes et notre organisation pour être présents partout et qu'au sommet soient adaptés les sections et les groupements de travail qui existent déjà ou seront créés de nouveau pour que le Parti fasse face à l'ensemble de ses tâches.
(Applaudissements)

André Ferrat

Camarades, à l'issue de ce débat, qui n'est qu'un débat préliminaire, sur la réorganisation du Parti, je ne m'étonnerai pas qu'il y ait eu un certain nombre de critiques ; c'est bien normal lorsque l'on aborde un problème de cette importance et qui a des aspects nouveaux. Parmi les objections et les suggestions qui ont été apportées à cette tribune, je ferai deux parties ; les premières, les plus nombreuses, visent des questions de détail et d'application, aussi ne les discuterai-je point, n'y répondrai-je pas. Ce sont des organismes qui dans un prochain futur mettront sur pied des textes précis, qui eux s'en occuperont.
Une deuxième série de critiques et d'objections visent au contraire les questions de principe et on a pu constater chez certains militants certaines appréhensions. Camarades, je désire que vous ayez ici tous les apaisements nécessaires. La plupart de vos objections ont d'ailleurs comme but des dangers imaginaires ; quelques camarades ont pu craindre que le projet de réorganisation soit basé sur je ne sais quelle conception bureaucratique et de fonctionnaires ; camarades, cette crainte est sans fondement, car la réorganisation de la base du Parti, d'après les principes qui vous ont été soumis, ne comporte pas un seul fonctionnaire ou permanent de plus que ceux qui existaient déjà. Par conséquent, je dirai hélas, nous n'avons même pas créé à l'avance les fonctionnaires du permanent, car nous n'en avions pas le droit et telle n'était pas notre tâche. Par conséquent, ne craignez point, camarades, je ne sais quelle bureaucratisation fonctionnarisation du Parti ; cela n'existe dans l'esprit d'aucun des camarades qui ont pris part aux travaux préliminaires. Pas davantage ne saurait-on craindre je ne sais quelle démocratie dirigée, car la démocratie dirigée n'est qu'un pseudonyme du totalitarisme dont ici nous sommes tous les adversaires également acharnés.
(Applaudissements)
Non, camarades, la démocratie continuera dans notre Parti comme auparavant, rien de changé à cet égard. Et aucune disposition des projets soumis qui puisse laisser craindre quoi que ce soit de contraire.
On a dit aussi : nous répugnons d'obéir à des ordres. Camarades, il ne faut pas exagérer et même si certaines images peuvent donner je ne sais quel aspect un peu trop rigide, camarades, rappelez-vous que lorsque nous tous, militants, nous sommes dans l'action, comment procédons-nous ? Je vais prendre l'exemple de ces grandes campagnes électorales évoquées à cette tribune, lorsque le militant va faire une réunion il va à la Commission d'organisation de sa fédération ; on lui dit : tu vas aller ce soir avec telle équipe composée de tels et tels camarades ; tu auras à ta disposition telle ou telle voiture… tu iras à telle heure à tel endroit... tu auras comme compagnons tel et tel militant... ton exposé portera sur telle et

telle questions de façon à ne pas empiéter sur celui de ton camarade qui lui parlera de tel sujet. Il reçoit ainsi des ordres militaires, des ordres très précis et comme vous tous, j'ai reçu ces ordres, et j'ai considéré qu'en les observant à la lettre je n'ai abdiqué en rien de ma dignité de militant socialiste et de citoyen libre.
(Applaudissements)
Et pourtant, c'étaient bien des ordres d'une précision quasi militaire et il fallait obéir, si nous ne voulions pas courir à des échecs. Eh ! bien camarades, ces ordres que nous avons acceptés de grand coeur, pendant une campagne électorale, je vous demande de les accepter pour des campagnes qui ne seront pas des campagnes électorales, mais pour toute l'activité quotidienne du Parti. Ainsi vous le voyez, recevoir des ordres, lorsque ces ordres émanent des organismes que nous nous sommes librement désignés, ces ordres n'ont absolument rien qui puisse nous amoindrir. Et le beau nom de militant exprime bien quel doit être l'esprit et quel doit être l'état d'âme du camarade socialiste qui reçoit ces ordres là.
Eh! bien, dans notre projet de réorganisation du Parti, lorsque nous disons que dans l'action pratique, de nos groupes de travail, nous recevons des ordres et nous les appliquons en militants disciplinés, nous n'avons pas voulu dire autre chose. Et je suis sûr que les fédérations les mieux organisées et qui comme celle du Nord font l'honneur du Parti… (applaudissements)… seront au fond pleinement d'accord avec cette conception.
Camarades, pas de fonctionnarisme, pas de bureaucratie, pas de démocratie dirigée, pas d'ordres mécaniques, il ne s'agit pas de cela dans notre projet et c'est pourquoi je crois que vous serez tous unanimes avec nous pour reconnaître que ce qui fait l'essence de ce projet est salutaire et bon pour ce Parti dont nous n'avons tous qu'une ambition : le rendre encore plus fort, plus efficace, plus grand dans l'action.
Camarades, une autre remarque a été faite qui touche essentiellement les territoires d'Outremer. Notre camarade Shengor devait intervenir, mais les travaux de ce Congrès ne l'ont sans doute pas permis ; d'autres camarades nous priaient de souligner que nombreux sont les camarades d'Outremer qui demandent que désormais il n'y ait pas une fédération par fédération de territoire d'Outremer, mais une fédération socialiste pour chaque territoire ; je pense que l'observation est juste et le Congrès doit faire sien leur voeu.
Camarades, pour terminer nous vous demandons, car la Commission de réorganisation du Parti ne vous demande pas un vote pour immédiatement appliquer cette réorganisation dont les principes ne sont qu'esquissés, et qui n'en est qu'à ses débuts, nous vous demandons un vote indicatif, d'une orientation ; camarades, ne croyez pas - car j'ai cru entendre ce son de cloche dans certaines interventions - que dans cet effort pour la réorganisation du Parti que telle ou telle tendance voudrait imprimer son sceau, sa marque. Pas du tout. Voyez-vous, camarades, je crois bien que la Commission de réorganisation est la seule commission du Parti où jamais les questions de tendances n'ont été évoquées, même pas effleurées. Et tous les camarades qui sont baptisés, catalogués, de

droite ou de gauche ou d'extrême gauche, fraternellement se sont mis rapidement d'accord en constatant que bien souvent, à l'origine ce qui faisait leur désaccord c'étaient des questions de mots, des questions de terminologie et non pas des questions de fond. C'est ce terme effort que je supplie le Congrès de faire à son tour. Nous demandons donc au Congrès une orientation sur une idée, l'approbation d'une idée qui au fond n'est pas nouvelle, chez ceux de nos camarades qui se sont depuis longtemps préoccupés de demander l'efficience du Parti ; voyez-vous, au moment où mous avons commencé nos travaux, il y a plusieurs mois, je suis allé trouver un camarade que tout le monde ici, quelle que soit la tendance à laquelle il appartient, respecte, un camarade dont tout le monde est unanime pour reconnaître la prudence, la sagesse et le tact, je veux parler de notre cher camarade Léon Blum.
(Applaudissements)
Eh ! bien notre camarade Léon Blum, sur le principe, je ne veux pas dire dans les détails, mais sur le principe, nous a dit que depuis longtemps il avait cette idée et il n'est pas là aujourd'hui pour en témoigner, mais il y a dans le couloir d'entrée de ce Congrès un panneau sur lequel vous trouverez une phrase de notre camarade Léon Blum qui souligne la nécessité et qui exprime l'espoir de cette prochaine double base d'organisation du Parti sur laquelle nous vous demandons de nous orienter.
Ainsi, camarades, vous le voyez, le sens du voeu de l'orientation que nous vous demandons d'émettre, c'est simplement pour permettre à la Commission de réorganisation que vous allez désigner pour permettre à notre Conseil national qui sera convoqué, mettons dans deux mois, pour permettre à ces organismes de ne pas commencer dans le chaos et dans le désarroi, mais de commencer suivant une ligne déjà tracée par vous en gros ; une boussole, une direction ; voici ce que nous vous demandons, voici quel est le contenu du vote de principe que nous demandons à ce Congrès, étant bien entendu que cette séance a été surtout une séance d'information, une séance de discussion, d'informations réciproques. Voilà, camarades, les conclusions de la Commission de réorganisation au nom de laquelle on rapporte. Je souhaite, pour le bien de notre Parti, pour son progrès, pour son développement sans cesse plus grand, que vous l'adoptiez avec nous.
(Applaudissements)

Voix - Je proteste au nom de la plus forte section socialiste de France, celle de Lille qui compte 3 300 membres...

Le président - Camarades, je sais très bien que la fédération du nord avait déposé une motion préjudicielle, mais au début même du Congrès, une décision a été prise ; il est bien entendu que nous ne pouvons pas être engagés aucunement, aucune question de principe ne peut changer, la question restant presque entière. Le Congrès, ainsi qu'il résulte de ces dernières paroles, était un congrès d'information. Les conclusions de la Commission, c'est à vous de demander, de nommer une Commission qui sans aucun préjugé étudiera à fond

la question. Je pense que nous sommes bien d'accord. Ferrat a dit les tendances de la Commission. Je crois qu'il n'y a pas de contradiction entre les deux choses. Le Congrès ne tranche pas la question le principe, le Congrès est un Congrès d'information ; après une étude approfondie par la Commission qui continuera les travaux on prendra seulement au Conseil national des conclusions définitives. Cela est bien d'accord avec la fédération du nord ?

Voix - Oui, mais pas de vote ; il ne faut aucun vote.

Le président- Je pense que le Congrès confirmant, il n'est pas nécessaire de procéder à un vote nouveau et en ce qui concerne la Commission de réorganisation, voici les noms que je demande de proposer : (Lecture de la liste)
Le camarade du nord a fait savoir qu'il serait heureux de travailler avec cette Commission

Voix féminine - Je demande à en faire partie.

Le président - Nous n'allons pas envoyer à cette commission…

Voix féminine - Je demande à en faire partie pour la simple raison que je suis ancienne dans le Parti, que j'ai une certaine responsabilité que je connais bien et que je dois pouvoir faire dans la réorganisation, surtout que nous sommes une fédération importante.
(Applaudissements)

Le président - On ne fait pas d'objection ? D'accord.
Nous allons maintenant passer au rapport de la Commission chargée d'examiner la réintégration des camarades.

Gonthier

Président de la Commission du secrétariat général chargée de l'examen des demandes de réintégration qui, comme son nom l'indique, a eu à s'occuper d'affaires d'ordre fort différent. Pour ma part, j'ai l'honneur de rapporter en son nom sur les demandes de réintégration examinées par elle, trois affaires qui ont été soumises : l'affaire Veillard, Seine et Marne ; l'affaire Weiss, Vaucluse ; l'affaire Rouane et Daoudi, Alger.
En ce qui concerne l'affaire Veillard, la Commission a estimé qu'il était de son devoir de donner l'exemple du respect de la loi du Parti. Or, ceux d'entre vous qui étaient délégués à notre Congrès de l'an passé se rappelleront sans doute que l'affaire Veillard, qui a été jugée et aux termes de l'article 60 du règlement du Parti, jugée sans appel possible puisque l'article que je viens de citer est ainsi rédigé : Si la question est en état, le Congrès national peut, après avoir entendu les parties intéressées, prendre, conformément à son article 53 et 54, une décision. Le Congrès peut également ordonner une enquête nouvelle pour envoyer l'affaire devant une Commission qu'il nomme lui-même, dont il règle

Fondation Jean-Jaurès

les droits et qui, sauf indication contraire, juge sans appel. C'est ce qui fut fait pour le cas Veillard, ce qui a été fait au Congrès de l'an passé ; accepter d'y revenir serait commettre un précédent redoutable pour la tenue de nos prochains Congrès, d'ont l'ordre du jour finirait par être entièrement consacré à l'examen de demandes de réintégration qui se reproduiraient d'année en année et dont le nombre sans cesse augmenterait. C'est pourquoi votre Commission a adopté le texte suivant :
La Commission chargée d'examiner les demandes de réintégration, considérant que conformément au terme de l'article 60 des statuts, l'affaire Veillard a été jugée en dernier ressort par la Commission spéciale nommée à cet effet par le 38ème Congrès national, déclare irrecevable la nouvelle demande de réintégration formée par Veillard et engage le Congrès à se conformer à l'application stricte...
(Lecture)
Cette première partie de notre texte a été adoptée à l'unanimité moins une abstention du secrétaire de Seine et Marne.
(Lecture)
Cette dernière partie a été adoptée à l'unanimité des membres de la Commission.

Le président - On va mettre à la voix la première partie du rapport qui entraîne l'exclusion du camarade Veillard.
(Accepté à l'unanimité)
Deuxième partie est transmise au secrétariat du parti avec le voeu quant aux modifications des statuts.

Gonthier - En ce qui concerne l'affaire Weiss, il s'agit d'un camarade qui, ayant fait provoquer un incident avec la section d'Avignon de la fédération du Vaucluse lors de l'approbation de la liste des candidats du Parti aux élections au Conseil général. Il fut exclu par la section d'Avignon. La procédure était irrégulière ; aux termes des statuts de la fédération une telle sanction ne pouvait être prononcée que par la Commission fédérale des conflits. Celle-ci, régulièrement saisie par la suite, prononçait quelque temps après une peine de six mois de suspension de délégation mais entre temps Weiss avait publié un article extrêmement violent contre certains camarades dans un journal hebdomadaire local appartenant à un de nos anciens camarades, lorsque l'union fédérale, après une décision prise à très grande majorité, fit appel devant la Commission nationale des conflits, celle-ci se prononçant pour l'exclusion pure et simple. D'autres griefs Sont portés à l'encontre de Weiss, mais la Commission, désireuse de s'élever au dessus de ces querelles locales, n'a voulu retenir que l'article auquel je faisais allusion il y a un instant, parce que c'est là un fait matériellement et indiscutablement établi et qu'il n'est pas douteux qu'il a porté un préjudice grave au Parti.
La Commission a donc estimé qu'une sanction sévère s'imposait ; toutefois, Weiss ayant donné des marques de son dévouement au Parti et protestant encore avec force de ses sentiments et de sa formation socialiste, il nous a paru

Fondation Jean-Jaurès

souhaitable de lui donner la possibilité de se racheter en ramenant la peine à cinq ans de suspension de délégation, lui faisant obligation de s'inscrire dans une autre fédération que celle du Vaucluse, où sa rentrée pourrait provoquer des incidents, tout au moins des malaises particulièrement préjudiciables aux intérêts du Parti. C'est pourquoi en conclusion sur ce point, notre Commission a adopté le texte suivant :
La commission chargée... (Lecture) Le texte dont je viens de vous donner lecture est adopté au sein de la Commission par sept voix contre deux, et une abstention, celle de notre camarade secrétaire de la fédération du Vaucluse.

Le président - Y a-t-il des observations ?

Voix - Est-ce qu'on a prévu un logement pour le camarade ?

Gonthier - C'est une mesure déjà prise par la Commission des conflits, il y a des précédents...

Le président - Le congrès est-il d'avis d'adopter ?
(Unanimité)

Gonthier – La troisième affaire dont nous ayons eu à nous occuper concerne deux Socialistes musulmans de l'union des sections d'Alger ; celle-ci avait chargé de constituer une liste pour le deuxième collège lors des élections municipales de l 945 ; il était entendu que cette liste ne porterait pas l'étiquette du Parti car il n'était possible de faire figurer qu'un petit nombre de candidats appartenant au Parti ; à la suite de manoeuvres de certains de nos adversaires cette liste prit le caractère d'une liste de candidats patronnés par une liste de parti qui au premier collège se présentaient contre nous ; nos deux camarades ne surent peut-être pas se dégager à temps... (Lecture)
Ce texte a été adopté à l'unanimité des membres le la Commission.

Le président - Y a-t-il des observations ? Je suppose que le Congrès a adopté également les conclusions du rapporteur ?
(Unanimité)
La parole est au candidat Abd-el pour la Commission de discipline.

Abd el Azis (Finistère)

Camarades, j'ai à rapporter devant vous sur le cas des indisciplines parlementaires qui remontent à un temps relativement ancien puisque l'incident eut lieu en décembre. L'incident est assez pénible en soi et la Commission a souhaité qu'on ne fasse pas un débat passionné autour de cette question.
Voici le rapport de la Commission : la Commission chargée d'examiner la demande de réintégration et les cas d'indiscipline, considérant que les cas d'indiscipline des parlementaires qui lui ont été soumis se rattachent tous au même geste : refus de se soumettre à la discipline de vote… (Lecture)

Contribution Jean-Jaurès

Considérant que les statuts du Parti ne font pas une obligation au Comité directeur de sanctionner l'indiscipline des parlementaires et que le Comité directeur n'a pas cru devoir lui-même proposer des sanctions... (Lecture), estime que cet acte d'indiscipline caractérisé doit être sanctionné collectivement et demande au Congrès de leur adresser un rappel à l'ordre sévère.
Pour permettre la sanction rapide des actes d'indiscipline inhérents au mandat de parlementaires, votre commission propose
1) pour l'immédiat, que le Congrès donne mandat au Comité directeur d'appliquer automatiquement jusqu'à la révision des statuts à intervenir, les sanctions prévues par l'article 51 des statuts.
2) pour l'avenir, que l'article 51 des statuts soit complété par le prochain Congrès national sur les bases des principes suivants : a) sanctions automatiques par le Comité directeur et application immédiate des peines. b) échelle de peines particulières, certaines des peines prévues par l'article 51 sont inapplicables au cas des parlementaires. c) possibilité d'appel non suspensif - La Commission insiste sur le terme de non suspensif.

Le président - Est-ce que le Congrès est d'accord pour accepter ces propositions de la Commission ?

Rincent (Marne)

Je demande la parole.
Camarades, je suis à cette tribune pour répondre en mon nom de ce qu'on appelle l'indiscipline parlementaire sur le cas Thorez. Et je suis quelque peu ému de me trouver ici devant vous en cette occasion. Comme pas mal de mes collègues parlementaires qui ont quelques dizaines d'années de Parti et de fidélité…
(Voix : c'est encore plus grave...)
(Applaudissements)
...et sans aucune tache, et qui ont à leur actif un certain temps de passage dans la résistance… (applaudissements)… et ces souvenirs précieux qui montent à la mémoire ; je ne veux pas me soumettre à des décisions aussi injustes que ma conscience me reprocherait, sans protester. J'ai entendu hier Guy Mollet ici même dire qu'il avait constaté huit décisions qui avaient été méconnues, décisions prises par le Comité directeur. Je ne veux pas revenir sur ces décisions qui ont été méconnues ; il serait trop facile de constater qu'il y a seulement quatre jours après que le président du groupe, Lussy, par deux lettres, ait invité les parlementaires à être présents à l'occasion d'un scrutin public prévu lui aussi, qu'il y avait une cinquantaine de mes collègues absents ; je ne le reproche pas, mais on n'a pas retenu ces cas ; on demande à sanctionner lorsque la conscience de vos militants est en faite de celle de Thorez… (applaudissements)… et on invite le Parti à blanchir, on invite le Parti à voter pour un homme qui n'est après tout que légalement un traître amnistié… (applaudissements)… et on fait faire cette opération par le Parti Socialiste lui-même. Il est temps qu'on crève cet abcès, que le Parti Communiste a porté lui-

Fondation Jean Jaurès

même dans nos flancs et que nous avons admis nous-mêmes.
(Vifs applaudissements)
On ne m'empêchera pas d'affirmer ici que le Parti Socialiste, le nôtre, a accepté dans sa presse officielle, dans sa propre propagande officielle, dans ses journaux fédéraux et nationaux, dans ses brochures, dans toute sa propagande et ici par l'expression d'un camarade de la Loire Inférieure qui demandait notre exclusion, qui a dit ici encore il y a quelques heures, que Thorez était un traître, que tout le monde le savait ; qui a protesté contre cette affirmation ? Jamais. Et il eut fallu que de notre main, il eut fallu que prenant un bulletin portant ce nom, nous allions dans l'urne dire que le pays de France, par la voix du Socialisme français, accepterait de donner, de livrer le pays aux destinées d'un traître qui ferait à sa tête.
(Très vifs applaudissements,)
Je ne veux pas devant vous évoquer péniblement le souvenir d'une journée tragique ; je ne veux pas devant vous faire revivre, je n'en ai sans doute pas la force, cette journée où des militants qui sont aujourd'hui ministres, j'y étais, camarades, et d'autres, qui avaient jugé utile de chercher le moyen d'épargner au Parti cette pénible épreuve, cette douloureuse épreuve, qui sont encore aujourd'hui les meilleurs parmi nous, on avait soumis toutes sortes de propositions ; il n'est pas exact, camarade rapporteur de la Commission, qu'il y ait eu refus de discipline de vote. Pour ma part, j'ai proposé au groupe socialiste, lorsqu'on en a discuté quelques heures avant, d'effectuer ce geste dramatique, j'ai proposé que le Parti Socialiste puisse intervenir près de son voisin et lui dise : il y a peut-être tout de même des hommes sur lesquels il est difficile de se prononcer, est-ce que vous ne pouvez pas vous souvenir que le parti voisin nous a suggéré un beau jour la candidature d'un des nôtres, il s'est mêlé de nos affaires, il s'agissait de la présidence de Félix Gouin ; nous avons accepté sans aucune réticence d'apporter notre bulletin à quelqu'un que j'ai répugnance à nommer après vous.
(Applaudissements)
Eh ! bien, la peine que vous infligez est sévère, elle est sévère pour le Parti, camarades, elle n'est pas sévère pour la conscience des honnêtes militants qui ont toute leur vie et dans la résistance servi le Parti. Ce qu'on nous inflige c'est assez différent dans ses méthodes, de la façon avec laquelle on s'obstine à ne pas vouloir réintégrer des hommes comme Blanchon pour n'en citer qu'un.
(Applaudissements)
La façon dont on nous rappelle à l'ordre plus sévèrement, pourquoi ? Je peux rappeler moi, je veux rappeler que Châtain pouvait s'être aussi placé dans des conditions difficiles et pénibles, à l'intérieur de sa fédération qui d'ailleurs m'a approuvé entièrement, qui avec moi coupable de cette forfaiture, sans doute j'ai lu chez moi dans le journal communiste de ma fédération, entendez-moi bien, que j'ai envoyé au Parti et que j'ai adressé à Blum lui-même, ces lignes infâmes, dans le moment où on me demandait d'aller voter pour Thorez, ces lignes infâmes écrites dans la presse communiste à l'occasion de la cérémonie qui commémorait le sacrifice d'une quinzaine d'emprisonnés de Clairvaux, j'ai lu

ceci : Léon Blum avec les Allemands est responsable de la mort de notre camarade Dargenmeau (?). Entendez-moi, dans la presse communiste, Léon Blum est responsable avec les Allemands d'un crime... Et vous auriez voulu, vous, qu'on puisse, avec l'examen d'un homme qui a pour soi sa conscience socialiste pour voter, camarades, laissez-moi crier mon indignation ; j'ai su pour l'avoir éprouvé ce que c'était que le Parti, que jamais on n'a raison contre son Parti, oui. Mais le Parti, parce que c'est éternel dans toute la morale humaine, qui passe par dessus celle du Parti, jamais un parti quel qu'il soit n'aura raison contre la justice et contre la morale. Laissez-moi espérer que l'occasion ne se reproduira jamais de soumettre à cette épreuve et qu'une seule fois sans doute dans l'histoire de nos sections internationales, jamais aucun pays, ni le nôtre, ne reviendra à cette douloureuse épreuve d'être obligé de se sacrifier et de s'avilir pour voter pour le traître que vous savez.
(Vifs applaudissements)

Le président - Je demande de ne pas évoquer le fond d'un débat qui est pénible, douloureux ; deux camarades ont demandé la parole ; auparavant notre ami du Jura Socie a demandé la parole t»tour son vote. Je demande d'être bref, bien entendu.

Socie (Jura)
Camarades, j'estime qu'il importe de dissiper un malentendu ; au début de son intervention notre camarade Rincent a fait allusion à une autre indiscipline vis-à-vis du groupe parlementaire. Le cas qui est étudié en premier chef n'est pas uniquement retenu par la Commission, mais vise une décision du Conseil national du Parti.

Voix - ce n'est pas la question...

Socie - Toute la question, camarades, est là. Il y a quelques instants j'intervenais contre le rapport Ferrat au nom de la démocratie du Parti, et je disais que lorsqu'une décision a été démocratiquement prise par nos organismes officiels, en particulier les Conseils nationaux, il appartient à tout militant quel qu'il soit ou bien de dire : ma conscience m'interdit de rester, et je pars, ou bien alors je m'incline démocratiquement.
(Applaudissements)
Devant la volonté du Conseil national la Commission a fort sagement demandé, afin de ne pas passionner les débats, de ne pas discuter sur le fond, ceci est essentiel. Il y a dans la proposition de la Commission une question de forme qui est indispensable à la vie du Parti et c'est si vrai, j'en termine par ce mot, que l'un de nos camarades parmi les plus connus, je dirai pour un manque de sympathie au Parti Communiste, j'ai nommé Le Trocquer, a respecté le vote du Conseil national.

Fondation Jean-Jaurès

Rodeau

Mes chers camarades, je voudrais simplement confirmer au nom de la Commission qu'il n'y a pas dans notre esprit, que nous avons voulu nous déclarer sur le cas de ce que notre rapporteur a dit tout à l'heure ; nous avons décidé à l'unanimité que nous ne tiendrions pas compte des cas d'espèce, mais que nous ne demandions que sur le cas d'indiscipline. Et pour la Commission que vous avez désignée, cela lui est aussi pénible peut-être qu'à aucun d'entre vous de statuer sur certains cas ; c'est pourquoi nous n'avons pas voulu juger au fond et nous n'avons considéré statutairement que les cas d'indiscipline qui sont quand même légers et c'est pour cela que nous n'avons pas statué sur des cas particuliers ni surtout cristallisé notre rapport sur un cas d'espèce. Il y a des cas d'indiscipline antérieurs ou postérieurs à ceux que vous pouvez supposer, nous avons dû respecter les statuts du Parti. C'est tout ce que j'avais à dire.

Delorme (Basses Alpes)

Nous regrettons que le camarade parlementaire qui est monté à cette tribune ait un peu perdu son sang-froid ; il a prononcé des paroles qui ont peut-être dépassé sa pensée, mais il nous est apparu à nous autres, fédération des Basses Alpes, pour des petites fédérations, à chaque Conseil national nous avons tenu à nous faire représenter, il nous a paru un peu fort tout de même qu'après avoir siégé jusqu'à six heures du matin, il y ait certains de nos camarades qui délibéraient à trois heures de l'après-midi, allant à l'encontre des décisions d'un Conseil national. C'est tout ce que la Fédération des Basses Alpes a à dire et elle regrette cette indiscipline ; et cette indiscipline n'est sanctionnée que dans le principe ; c'est la raison pour laquelle la fédération des Basses Alpes s'associe aux conclusions de la Commission. J'ajouterai également que tout de même, sur le terrain de la jeunesse, nous avons eu tout de même la main assez lourde pour que des gens qui sont aussi réfléchis, et qui sont aussi rompus à la politique que nos camarades parlementaires puissent peser leurs décisions, et lorsque ce vote va à l'encontre d'une décision nationale il est extrêmement regrettable que le Congrès ne prenne pas tout de même une décision de principe contre ces parlementaires.
(Applaudissements)

Le président - Je mets aux voix la proposition de la Commission.
(Rapport adopté à la majorité)
Camarades, en ce qui concerne la question des jeunesses, et des femmes socialistes, je crois que le Congrès est d'accord pour que les propositions de Courtois soient adoptées.
(Unanimité)
La Commission des résolutions n'ayant pas encore tout à fait terminé ses travaux, il serait sage que nous interrompions maintenant la séance pour reprendre à 21 heures. Cette dernière séance sera sous le présidence de notre camarade André Philip de la fédération du Rhône, qui nous a si bien accueillis et

auquel le Congrès sera heureux de manifester sa gratitude pour tous les services qu'il rend au Parti et à la section.

Séance levée à 18 heures 45

Séance du dimanche 17 septembre (soirée)
Séance de clôture

Séance ouverte à 21 heures 45. Présidence : André Philip ; Assesseurs : Emilienne Moreau, Florimont Lecomte, Elie Bloncourt, Anna Calmel.

Le président - La parole est immédiatement à notre camarade Guy Mollet pour la lecture d'un certain nombre de résolutions de la Commission de résolutions.

Guy Mollet - Un nombre important de résolutions a été renvoyé au Comité directeur, soit au groupe parlementaire.
La Commission des résolutions.
(Lecture)

Bercegeais (Loire Inférieure) - sur la question tactique aux élections municipales, un additif au texte qui est présenté par la Commission de résolutions ; voici ce que nous vous proposons : en aucun cas le Parti Socialiste ne saurait accepter des alliances dans lesquelles la défense de la laïcité ne serait incluse, et la suppression des subventions faites aux écoles dites libres absolument sauvegardée.
(Applaudissements)
Je demande que le Congrès se prononce sur cet additif au même titre qu'il se prononcera sur la motion qui lui est présentée par la Commission des résolutions.

Guy Mollet - En vertu du règlement du Congrès, je suis obligé de demander...

Voix - Pas du tout, nous avons le droit de présenter un additif à une résolution ; il y a deux ans nous avons déjà procédé de cette façon au Congrès national de la mutualité. Vous n'avez pas le droit de renvoyer aux calendes grecques pratiquement un additif présenté par une fédération ; je demande que l'on vote sur cet additif. Si vous en aviez parlé, nous n'aurions pas déposé cet additif...
(Discussion chaotique)

Guy Mollet - Normalement, la Commission des résolutions doit être appelée à se réunir à nouveau pour discuter de l'amendement
(Cris dans la 'salle)

André Philip - Camarades, vous êtes priés de ne pas intervenir de votre place ;

Fondation Jean-Jaurès

ceux qui ont à faire des observations devront monter à cette tribune et demander la parole.

Guy Mollet - Je répète encore une fois que la proposition faite ne peut pas être soumise au vote parce qu'elle n'a pas été discutée par la Commission des résolutions.
(Cris clans la salle)
Je ne demanderais pas mieux...
(Cris dans la salle)
Mais est-ce que vraiment vous n'avez pas satisfaction lorsqu'il vous est dit d'une part dans les résolutions déjà votées l'attachement du Parti à la laïcité, nous l'avions trouvé dans d'autres motions, d'autre part ici dans l'affirmation de faire échec à la réaction ; je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de différends avec la réaction.

Voix - La réaction cléricaliste, parce que le MRP ce n'est pas la réaction précisément...

André Philip - Camarades, je vous invite au calme ; ceux qui veulent prendre la parole, venez la demander.

Guy Mollet - En vertu même du règlement intérieur, l'article 7, les camarades peuvent développer cela sous la forme d'un amendement, c'est la seule façon qui pourrait entrer au débat, c'est-à-dire après avoir adopté le texte proposé, adjoindre ce texte sous forme d'amendement.

Voix - Eh ! bien cela d'accord, tout à fait d'accord !

Martron (Gironde) - Camarades, je crois qu'il n'est pas nécessaire de déposer un amendement.
(On n'entend rien, étant donné le bruit de la salle)
... Tout de même vous voyez bien à mes cheveux que je ne suis pas un jeune du Parti ; il me semble qu'on avait défini une fois pour toutes la question de laïcité. Nous ne pouvons faire aucune alliance avec qui que ce soit qui ne soit pas laïque, nous ne pouvons faire alliance avec qui que ce soit qui ne mette pas la laïcité à son programme ; par conséquent, avec qui que ce soit qui ne reconnaît le point de vue laïque, il nous est impossible de faire en quoi que ce soit alliance, à moins que le Parti ne veuille, dans un humanisme tout à fait nouveau, nous plonger dans un néo Socialisme.
(Applaudissements)
Camarades, je ne pense pas qu'il est nécessaire qu'un amendement soit fait ; il est suffisant de se référer à la vieille règle du Parti ; je vous demande de passer ensuite aux demandes du Secrétaire général du Parti.

Fondation Jean-Jaurès

Bercegeais

Je m'excuse d'être obligé de revenir au micro. Je ne pensais pas que cette demande qui me semblait toute naturelle soulèverait, ce qui pour le moins nous semble anormal dans un congrès Socialiste. Quand je demande qu'en aucun cas le Parti Socialiste n'accepte des alliances dans lesquelles la défense de la laïcité ne serait incluse et la suppression des subventions aux écoles dites libres, absolument sauvegardée, c'est simplement parce que je tiens à rappeler, alors que dans la proposition qui nous est faite on n'en parle pas, la règle de toujours du Parti Socialiste. C'est mon ami Cormier du Maine et Loire qui tout à l'heure vous disait que pour la première fois dans un Congrès du Parti on ne parlait pas du problème de la laïcité. C'est certain et cela pourrait sembler vraiment anormal, pénible et dangereux pour l'avenir du Parti si nous abandonnons ou si nous semblions abandonner, je dirai un des points essentiels de notre programme. Je ne sais pas si tous les camarades se rendent bien compte de la situation de l'école laïque dans certains départements, la situation qui est faite à l'école de la République. Il est bien évident que si l'on ne peut compter sur le Parti Socialiste pour défendre la laïcité, l'école laïque demain se trouvera sans défense car tous les autres partis politiques successivement ont abandonné ce qui semble le fondement du régime républicain. Et lorsque je demande cela, c'est simplement parce que, dans certaines fédérations, on ni semble envisager beaucoup trop facilement des alliances avec le MRP pour conserver des municipalités et qu'aussi, de la même façon, certain gouvernement tend à faire n'importe quoi, avec n'importe qui, et n'importe comment. Si demain nous devons conserver les municipalités en étant obligé de céder à des alliances que nous aurons contractées dans la campagne électorale et devons demain voter des subventions aux écoles libres... Il vaut mieux que le Parti Socialiste, ce sera au moins plus propre, laisse des municipalités ; c'est pourquoi je vous demande de voter l'additif, parce que si vous ne le votez pas, demain vous vous trouverez dans des situations comme celle que je crains et l'on pourra alors nous dire : «Mais après tout, le Congrès du Parti n'a pas dit expressément qu'il était défendu». Et quand on me parle en ce moment de retourner devant la Commission des résolutions pour un texte qui n'aurait pas été présenté au préalable, si cela avait figuré dans la motion finale nous n'en aurions pas parlé, mais puisqu'il y a eu un oubli - je ne veux pas supposer autre chose – eh ! bien je demande que cet oubli soit réparé et que l'on adjoigne tout simplement au texte de la Commission les deux ou trois phrases que je demande d'adjoindre. Cela n'est pas difficile et de toute façon, il est nécessaire que le Congrès se prononce, à savoir qu'il est encore un Parti Socialiste capable de défendre la cause de la laïcité et ne pas voir régner un état d'esprit que certains veulent voir régner actuellement.

Un congressiste - Camarades, je suis absolument d'accord avec le camarade qui vient de me précéder.
(Cris dans la salle - protestations)
Nous savons que dans l'esprit de certains, aux prochaines élections municipales

on veut mettre sur les listes des candidats du MRP alors on se demande si un MRP est un parti laïque ; quand on connaît le projet gouvernemental, par exemple, pour les auberges de la jeunesse, quand on rencontre un Marc Sangnier dans le Comité directeur, eh ! bien nous sommes contre, nous sommes ici pour défendre l'esprit laïque. Et si cela n'est pas suffisant, il faut savoir où cela commence et où cela s'arrête.

Le président - Je prie les camarades de parler brièvement afin que nous puissions en terminer avec cette motion ; nous avons des questions assez importantes à débattre.

Congressiste - Le Congrès est d'accord dans son ensemble, il est vrai, mais nous sommes ici, je pense, dans l'intention de ne pas faire un lien entre les élections municipales avec le MRP ; nous sommes donc en face d'une simple addition de procédure, et il est nécessaire à l'heure où l'école laïque est en butte à des attaques nombreuses, que nous disions notre esprit laïque, il ne faut pas qu'une question de procédure nous en empêche. Alors je propose la solution suivante. Ne serait-il pas possible de réunir la Commission des résolutions ?
(Cris de protestation)
Cela durerait trois minutes et le règlement serait respecté.
Congressiste - Camarades, cette séance est la dernière de notre Congrès et le débat, tel qu'il s'engage, semble devoir soulever de telles passions et une telle véhémence que nous risquons de perdre beaucoup de temps à rechercher une formule qui soit claire, alors qu'au dedans de nous je suis convaincu que tout est déjà très clair. Et je voudrais me permettre un rappel : si l'on se reporte aux débats constitutionnels des deux assemblées qui ont précédé celle-ci, lorsque la question de la liberté de l'enseignement est venue en débat devant cette assemblée. Nous avons assisté à ce phénomène singulier mais non pas tellement inattendu que si des partis, si des formations politiques ont témoigné leur désir de voir inscrire le principe de la liberté de l'enseignement dans la constitution, il était naturel, puisque c'était le fond même ou l'un des éléments de leur doctrine, nous avons par contre constaté que certains partis réputés jusqu'ici républicains avaient délibérément passé dans l'autre camp et ce rappel n'est pas inutile, car on arrive à cette constatation arithmétique que l'addition éventuelle d'un amendement signifierait en vérité, dans la meilleure des hypothèses, que le Parti Socialiste ne pourrait éventuellement conclure d'alliance au second tour qu'avec le seul parti qui avec le nôtre s'est refusé à l'inscription de ce principe dans la constitution, c'est-à-dire le Parti Communiste.
(Applaudissements)
Eh ! bien, je voudrais reprendre ici une réflexion très sage qu'a faite, tout à l'heure, Guy Mollet, à savoir que nous avons tous satisfaction lorsqu'il dit que pour lui comme pour n'importe lequel d'entre nous, cléricalisme et réaction ont exactement le même sens et que les garanties qui sont contenues dans la motion dont il vous a entretenus, dans les résolutions qu'il vous propose, dès à présent débarrassent de toute équivoque et si l'on veut entreprendre un débat et si l'on

veut entreprendre je ne sais quelle discussion pour aboutir à un texte que rien ne nous assure que nous n'arriverons pas finalement à tourner en rond pour revenir au texte lui-même. Alors je crois que le texte tel qu'il vous l'a lu renferme les garanties dont nous avons besoin ; et au surplus si telle ou telle section socialiste pouvait être amenée à conclure je ne sais quelle alliance équivoque on peut faire confiance et l'on doit faire confiance à l'organisme fédéral duquel relève cette section pour interdire une alliance qui serait a la fois contraire à notre doctrine et contraire à notre attitude permanente
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je dois rappeler au Congrès l'article 7 du règlement intérieur du Congrès qui prévoit que nul délégué n'a la parole après le dépôt des résolutions des Commissions que pour développer un amendement, et cinq minutes sont accordées à l'orateur dans ces conditions. Je ne peux plus accorder la parole à aucun autre orateur que ceux qui viennent déposer un amendement précis, un amendement a été déposé, vous devez avoir une opinion. Je suis obligé d'interrompre la discussion et de mettre l'amendement aux voix.

Voix - Pas d'amendement. Tant pis, prenez vos responsabilités, Philip.

Le président - Je crois que la meilleure et la plus courte procédure, c'est de vous faire voter à main levée, en présentant vos mandats de délégués.

Voix - Nous demandons un vote par mandats sur la motion de la laïcité.

Voix - Il faut que ce soit demandé par le dixième des mandats...

Le président - Ceux qui veulent voter par mandats ?
Il n'y a pas le dixième.
Donc vote à mains levées. Ceux qui sont partisans d'adopter l'amendement proposé.
(Adopté)
Bravo !
L'ensemble de la motion présentée et lue tout à l'heure est mis aux voix. Ceux qui sont partisans le manifestent en levant la main. (Unanimité)

Guy Mollet - Sur les résolutions relatives à la France d'Outremer et aux territoires de l'Union Française.

Le président - Nous allons reprendre les résolutions relatives au statut de l'Algérie ; je donne la parole à Colin, rapporteur de la majorité de la Commission.

Colin (Alger)

Mes camarades, au nom de la majorité de la Commission nationale des

Fondation Jean Jaurès

résolutions, je rapporte la motion déposée par les trois fédérations algériennes unanimes, concernant l'attitude de notre Parti à l'égard du statut de l'Algérie qui doit venir en discussion cette semaine à l'Assemblée Nationale.
Mon camarade Rabier et moi-même avons donné hier les explications nécessaires. Nous vous avons jeté un véritable appel pour que le Parti Socialiste tout entier soit fidèle à la fois à sa tradition et surtout à ses décisions antérieures. Et en particulier à celle du dernier Conseil national du 19 mars 1947. Nous vous avons dit qu'il ne fallait pas décevoir une fois de plus, et je me souviens que nous avions ajouté que ce pourrait être la dernière fois et il ne fallait décevoir ni les musulmans, ni les démocrates européens, il fallait amorcer enfin véritablement l'Union Française. Mais que sous aucun prétexte que nous ne pouvions accepter un statut quelconque et surtout un statut qui, sous prétexte de solidarité gouvernementale, aurait été voté par le Parti Socialiste et ne correspondrait en aucune façon aux décisions de notre Parti.
(Applaudissements)
Nous vous avions mis en garde contre la caricature du projet gouvernemental, nous avions dénoncé les chantages et les manœuvres, et nous vous avions dit surtout que nous étions intransigeants sur deux points essentiels qui sont la marque même du projet, de ce projet de la Commission de l'Intérieur rapporté par le camarade Rabier, à savoir le maintien du droit acquis par l'ordonnance du 7 mars 1944 et par la loi du 6 octobre 1496, qui conférait aux musulmans de l'Algérie, anciens combattants certifiés primaires et anciens élèves des lycées et collèges dans les classes élémentaires, les droits de citoyens français ; nous ne voulions en aucune façon, sous prétexte de marchandage quelconque, que ces musulmans qui étaient devenus de véritables Français soient rejetés dans le deuxième Collège. C'est pourquoi nous avions déposé la motion qui a été discutée ce matin à la Commission de l'intérieur, à la Commission des résolutions devant le camarade Ramadier lui même, un vote est intervenu et quels que soient les représentants des motions en présence, je suis heureux de vous dire que la majorité qui a approuvé le projet de la Commission de l'intérieur défendue par le camarade Rabier maintenant les dispositions sur lesquelles nous restons intransigeants, a été adoptée par 19 voix contre 9 et une abstention.
(Applaudissements)
Sans aller plus loin, nous demandons à ce Congrès dans un élan unanime, sans souci de savoir s'il y a majorité ou minorité, de s'associer à la Commission des résolutions pour voter avec le même enthousiasme les premières bases de l'Union Française.
(Vifs applaudissements)
C'est pourquoi je demande d'adopter la motion suivante :
Le 39ème congrès national du Parti SFIO réuni à Lyon, les 14, 15, 16 et 17 août 1947, considérant qu'après les débats à la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale, le projet de statut rapporté par notre camarade Rabier au nom de la majorité de cette commission, s'il n'est pas entièrement conforme au projet de statut de l'Algérie déposé par les fédérations socialistes algériennes et

accepté à l'unanimité par le Conseil national du 1 mars 1947, n'en est pas moins un statut démocratique minimum ne correspondant qu'en partie aux aspirations des travailleurs européens et des masses musulmanes de l'Algérie - Mandate expressément, (et j'insiste, et je répète) mandate expressément le groupe parlementaire et les ministres socialistes pour faire aboutir ce projet devant le Parlement; en outre le Congrès national demande au président Ramadier de ne poser en aucune circonstance la question de confiance sur les dispositions du projet de la Commission, lors de la discussion du projet de statut devant l'Assemblée Nationale et en particulier contre les deux points suivants :
1) Maintien intégral de l'ordonnance du 7 mars 1944 et de la loi du 5 octobre 1946
2) Maintien de la majorité simple à l'Assemblée algérienne sur toutes les questions de son ressort, laissant ainsi l'Assemblée Nationale souveraine prendre ses responsabilités en toute indépendance.
(Applaudissements)

Francis Leenhardt

(Au nom de la minorité)
Un mot seulement pour expliquer le vote de la minorité de la Commission des résolutions ; le débat a été traité au fond à cette tribune par les camarades d'Algérie et Depreux, nous n'y reviendrons pas.
Le texte qui vient d'être lu par notre camarade Colin a comme conséquence immédiate et précise que le gouvernement ne devra pas poser la question de confiance sur les articles du projet gouvernemental qui ont été combattus à la Commission de l'Intérieur par notre camarade Rabier. Or notre camarade Ramadier nous dit que si la question de confiance n'est pas, posée dans l'état actuel de la position de l'assemblée, il est à craindre qu'il n'y ait pas de statut de l'Algérie du tout et de la sorte, il n'est pas douteux que cela va réjouir René Mayer et ses amis, s'il n'y a pas de statut et cela fera l'affaire de beaucoup de nos adversaires. Nos camarades du gouvernement ont pensé qu'il valait mieux un statut bâtard que pas de statut du tout ; nous nous demandons dans quelle mesure, à la réflexion, nos camarades d'Algérie n'en arriveront pas en effet à préférer qu'il y ait un statut tout de même plutôt que pas de statut du tout et dans la mesure où ils disent qu'ils sont prêts à s'en remettre aux décisions de l'assemblée souveraine, nous espérons que les choses évolueront dans le sens d'un statut qui tout de même soit présenté, plutôt que l'absence de statut. Cependant nos camarades d'Algérie ont apprécié la situation des les termes que vus avez entendus. Ils sont prêts même à accepter l'idée qu'aucun statut ne passe et nous pensons qu'il serait préférable qu'il n'y ait aucun ajournement sur les questions, nous pensons que ce statut est attendu en Algérie, nous sommes d'accord sur le fond avec la préoccupation exprimée par nos camarades d'Algérie, nous savons aussi que la position socialiste sur cette question est claire. Au bénéfice de ces observations, je déclare que la minorité des résolutions s'abstiendra sur ce vote pour ne pas gêner nos camarades d'Algérie.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Vous venez d'entendre le rapporteur de la minorité. Je mets aux voix le rapport.
(Voix demandant le vote par mandats...)
Je mets au vote par mandats s'il est demandé par le dixième...
Il n'y a pas 10%. Je vais mettre aux voix simplement par vote ordinaire.
Adopté
(Applaudissements)
Une vingtaine d'abstentions
(Vifs applaudissements)
La parole est à Pineau pour le rapport de la politique générale.

Christian Pineau

Camarades, la commission des résolutions vous propose ce soir deux motions d'ordre tout à fait différent.
La première motion, économique et financière, qui constitue pour le Parti Socialiste un programme qui devra être appliqué au cours des mois qui vont venir et cette motion a été adoptée à l'unanimité.
D'autre part, un autre rapporteur nous parlera des motions d'orientation qui n'ont pas donné lieu, au sein de la Commission des résolutions, à un vote d'unanimité et par conséquent vous aurez à ce moment là à vous prononcer sur les motions en présence.
Je dois dire tout de suite que dès le début de nos travaux, nous avions décidé, en ce qui concerne la motion sur les problèmes économiques et financiers, de diviser notre travail en deux parties, pour au sein d'une sous-commission dresser un programme, le soumettre ensuite à la Commission des résolutions et celle-ci qui avait fixé sur le plan politique quelles devaient être les conditions de l'application de ce programme. Je dis tout de suite que la sous-commission a pu établir un programme dans des conditions relativement rapides en tenant compte des nécessités de l'heure ; ce programme, je vais vous le soumettre, je vous demande toute votre attention, le texte comporte tout de même un certain nombre de points extrêmement importants.
"Le 39ème Congrès du Parti Socialiste SFIO réuni à Lyon du 14 au 17 août, constate que dans le cadre d'une économie européenne désorganisée par la guerre, la situation économique et financière de la France et la situation sociale qui peut en résulter, sont comparables à celles de la Grande Bretagne ; mais alors que le peuple anglais a pris une pleine conscience des réalités, le peuple français ne comprend pas encore que sa vie et son avenir sont en jeu. La situation est particulièrement sérieuse en ce qui concerne la production agricole. La mauvaise récolte de blé en France et dans le monde risque d'entraîner le manque de pain dans les villes et de désorganiser encore davantage le marché des céréales secondaires, de la viande et du lait. La production industrielle de son coté est limitée par l'insuffisance des ressources en charbon et le manque de main d'oeuvre. De ce fait, et en raison aussi de l'élévation des prix intérieurs, les exportations sont ralenties au moment même où leur développement constitue une nécessité vitale. Les importations sont limitées par le manque de moyens de

Fondation Jean-Jaurès

paiement à l'étranger, et leur arrêt complet signifierait pour la France la misère populaire et l'asphyxie économique. Les prix montent et leur ascension est accélérée par des menaces d'inflation dues à la fois au déficit budgétaire et aux difficultés de financement du budget extraordinaire.
Des mesures fragmentaires et timides ne peuvent pas porter remède à une telle situation, c'est pourquoi le Parti Socialiste propose une série de mesures de salut public dont la réalisation doit être aussi rapide et simultanée que possible.
Devant la pénurie des produits agricoles, il faut par tous les moyens organiser la collecte et améliorer la répartition.
En ce qui concerne le pain, le vote immédiat d'une loi doit permettre au gouvernement de prendre toutes mesures allant jusqu'à la réquisition totale du blé et des céréales secondaires à l'exception des semences et des échanges réglementaires.
(Applaudissements)
En ce qui concerne la viande, la création d'un service national de la viande doit aboutir à l'institution de l'acheteur unique, sous la forme de mutuelles ou sous celle de commissions d'approvisionnement. Les marchés doivent être contrôlés à tous les stades, les prix taxés, les réquisitions et achats prioritaires utilisés en cas de besoin. Pour favoriser les meilleurs livreurs, il convient de confier aux organismes chargés de la collecte le soin de distribuer au moins pour une part les produits industriels nécessaires à l'agriculture.
Afin d'accroître et d'utiliser au mieux la production industrielle, le Parti Socialiste propose :
- d'interdire certaines fabrications d'intérêt secondaire, et d'obliger les producteurs à fabriquer des articles d'utilité sociale à prix fixes, sur lesquels devraient peser des menaces de réquisition ;
- d'arrêter toutes les importations pour les industries de consommation non indispensables ;
- de réduire les fabrications d'armement en conservant toutefois l'activité destinée à la mise au point de prototypes et à la construction d'avions français ;
- de suspendre la fabrication d'un nouveau porte-avions ;
(Applaudissements)
- de pérenniser, et de faire appliquer un programme cohérent de reconversion ; de prendre les mesures d'assainissement destinées à assurer une saine gestion des entreprises nationalisées ;
- d'aménager les programmes résultant du plan Monnet en favorisait la partie de ce plan consacrée à l’accroissement de la production agricole et au développement des territoires d'Outremer ;
(Applaudissements)
- de faire un nouvel effort en vue d'augmenter nos exportations, quitte à restreindre la consommation intérieure pour les produits non indispensables.
La lourdeur au système de distribution des produits augmente le nombre des intermédiaires et constitue un facteur supplémentaire de hausse des prix. Il faut, sous réserve d'une réforme complète de ce système, revenir immédiatement à l'interdiction de l'ouverture de nouveaux fonds de commerce ;

- réaliser l’approvisionnement direct de magasins témoins et de coopératives de consommation par les producteurs.

L'équilibre des prix et des salaires est en état de perpétuelle rupture. Le Parti Socialiste estime équitable et nécessaire l'adaptation des bas salaires au coût de la vie, mais il croit opportun de refermer, temporairement, dans une période de pénurie grave, l'éventail des salaires.

S'il peut admettre que certains prix soient adaptés en hausse ou en baisse à des nécessités économiques démontrées, il ne saurait tolérer qu'une échelle mobile des prix permette aux industriels d'incorporer automatiquement dans leurs prix de revient les hausses des salaires réels qu'ils auraient pu conserver.

La situation financière n'est pas moins sérieuse que la situation économique à laquelle est d'ailleurs intimement liée. Les derniers projets financiers ne constituaient que des mesures provisoires destinées à faire face à une situation critique. Le pays comprendrait mal qu'elles ne soient pas complétées par des mesures destinées à apporter une amélioration durable et à mieux répartir les sacrifices. Le Parti préconise :

a) l'adoption de moyens énergiques en vue de réduire et de contrôler la situation monétaire et notamment d'atteindre les billets de banque thésaurisés ;

b) le paiement d'une partie des hauts salaires et des dividendes en bons de la reconstruction bloqués ;

c) l'utilisation obligatoire du chèque comportant la suppression du pouvoir libératoire du billet de banque pour les paiements importants ;

d) la réalisation d'une réforme de la fiscalité comprenant notamment :

- l'augmentation de l'impôt général sur le revenu, réserve faite de l'abattement à la base et de la suppression du quotient familial,
- la modification de l'assiette des impôts agricoles,
- la réduction du nombre des taxes,
- l'unification des régies,
- l’institution du carnet fiscal ;

e) l'extension des travaux de la commission de la guillotine (?) en vue de réaliser dans tous les services publics et plus particulièrement dans l'armée des économies massives ;

f) le vote d'une loi de déconcentration administrative, permettant aux préfets de résoudre certains problèmes et de dégager ainsi les administrations centrales.

Le Parti Socialiste affirme que toutes ces mesures, même si certaines apparaissent impopulaires, sont indispensables pour éviter la famine et la catastrophe financière. Il fait appel au pays pour que celui-ci, prenant pleinement conscience des réalités pénibles de l’après-guerre, les accepte avec compréhension, et les applique avec discipline".

Ce texte, camarades a été adopté par la Commission des résolutions à l'unanimité moins trois voix. Après le vote de ce programme nous avons étudié les conditions dans lesquelles ce programme devrait être politiquement réalisé. Et là s'est ouverte une large discussion qui a aboutit au vote à l'unanimité d'un texte, unanimité moins deux voix, celles de nos camarades de la minorité de la fédération du Rhône. Voici ce texte, il est très court, mais chaque mot a son sens

et je vous demande de l'étudier.
"Le Congrès mandate son groupe parlementaire, le Président du Conseil et les ministres socialistes pour faire aboutir le programme ci-dessus, et leur fait confiance pour exiger avant le départ des chambres en vacances, les pouvoirs nécessaires à son application. Il charge le Comité directeur, seul dépositaire de la volonté du Parti… (applaudissements)… dans l'intervalle des Congrès et conseils nationaux, de veiller à la réalisation de ces mesures et de prendre toutes décisions qui s'imposent, sans reculer même devant les risques d'une crise ministérielle… (applaudissements)… dont la responsabilité incomberait alors aux autres partis associés au gouvernement".
(Applaudissements)
Ce texte, camarades, est si important qu'il appelle quelques commentaires de la part du rapporteur. Il est bien certain que dans la liste complète des mesures qui vous sont proposées, il ne sera évidemment pas possible au gouvernement dans le délai de 0 à 13 jours qui nous sépare du départ en vacances des assemblées, de mettre sur pied les textes nécessaires et de préparer et de faire voter toutes les lois correspondantes à ces mesures. Mais il est parmi les mesures proposées un certain nombre d'entre elles qui sont particulièrement urgentes et qui ne peuvent pas attendre pour être résolues le retour du Parlement au mois de novembre et je cite en particulier la question du pain. Il n'est pas possible de ne pas prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour que, quel que soit le résultat des livraisons effectuées de bonne volonté, les villes ne manquent pas de pain. Et dans ces conditions, il faut que le gouvernement ne prépare pas des textes compliqués, mais se fasse déléguer par l'assemblée des pouvoirs suffisants. Mais nous nous heurtons à une difficulté constitutionnelle : c'est que le Parlement ne peut pas déléguer ses pouvoirs, alors, nous retomberions sous le régime des décrets-lois ; mais ce qui est possible, c'est que le gouvernement dépose un projet de loi très simple dont l’article 1er l’autoriserait à opérer la réquisition du blé ; dont l'article 2 lui permettrait de fixer par décret les conditions de l’application de la loi. Là, nous sommes respectueux des textes constitutionnels et nous donnons au gouvernement dans le cadre de la légalité républicaine le maximum de pouvoirs pour agir.
(Applaudissements)
D'autres projets ne peuvent pas être réalisés en quelques jours ; je citerai notamment la réforme fiscale, la préparation de certaines mesures monétaires sur lesquelles je ne tiens pas à insister davantage, vous comprendrez pourquoi. Mais ce qui est sûr, c'est que si ces mesures exigent un délai d'application, il faut en entreprendre dès maintenant la réalisation. Quel sera le critérium qui permettra de déterminer, parmi tous ces projets, ceux qui peuvent faire l'objet de mesures immédiates de la part de l’assemblée, ceux qui peuvent faire l'objet de décisions gouvernementales, ceux qui doivent attendre nécessairement le retour des assemblées. Eh bien, c'est précisément le Comité directeur, organe suprême des volontés au Parti entre les Congrès et les Conseils nationaux, qui appréciera sur ce point la volonté d'aboutir du gouvernement.
En ce qui concerne ce deuxième paragraphe, qui ne fait en réalité que donner au

Comité directeur des pouvoirs que les statuts lui accordent, mais q'il n'était peut-être pas mauvais de préciser à nouveau,… (applaudissements)… de surveiller où plutôt de veiller à ce que l'action de ses élus, de ses ministres, soit soumise comme cela doit être au contrôle du Parti. D'aucuns au cours de la discussion de ce texte et avant que certaines améliorations aient été apportées, ont cru voir dans cette mesure une certaine défiance à l'égard de nos camarade ministres et en particulier du Président du Conseil. Je dois dire qu'à quelques exceptions près, la très grande majorité de nos camarades ont tenu à affirmer que la personnalité du Président du Conseil et des ministres socialistes était absolument hors de cause. Nous tenons à dire que toute notre estime, que tout notre respect va aux hommes qui pendant des mois ont travaillé pour le Parti et n'ont pas toujours obtenu les résultats nécessaires, moins par leur faute que par celle des partis qui étaient associés avec eux au gouvernement.
(Applaudissements)
On a cru aussi que ce texte témoignait de la part de ceux qui l'ont inspiré, d'un désir de renverser le gouvernement à tout prix. Cette idée existe dans l'esprit de certains camarades, elle n'existe pas dans l'esprit de la majorité des membres de la Commission des résolutions, qui n'ont pas vu dans ce texte un moyen de renverser le gouvernement, mais peut-être au contraire un moyen de le renforcer et je m'explique. Ce qui est certain, c'est que si nous n'avons pas de méfiance, si nous avons même confiance dans nos ministres, nous sommes obligés de constater que nous ne sommes pas à l'heure actuelle en présence d'un gouvernement socialiste homogène ; s'il s'agissait d'un gouvernement socialiste homogène, le problème serait très simple; nous dirions à nos ministres nous sommes contents ou mécontents et nous serions seuls juges. Mais ce n'est pas le cas. Et ce que nous avons voulu marquer par ce texte qui impose en quelque sorte au gouvernement à direction socialiste la réalisation du programme très strict et d'essence socialiste, c'est que nous voulons renverser un problème qui s'est trouvé posé au cours de ces derniers mois. Voyez-vous, nous allons vivre au cours de cet hiver des heures particulièrement difficiles ; nous savons qu'à certains moments, le pays risque de manquer de pain, nous savons que la situation financière exige la plus grande vigilance, mais nous savons aussi que si des difficultés sont telles que le Président du Conseil et les ministres socialistes n'arrivent pas à les surmonter, ce sont eux et le Parti que le pays rendra responsables de l'échec. Et pourtant ce sont les autres partis associés au gouvernement qui leur auront refusé les moyens indispensables pour réussir. Et c'est cela qui ne peut pas continuer et n'est pas admissible que le Parti Socialiste ait toute la responsabilité du pouvoir quand les choses vont mal et que les partis qui sont avec lui au gouvernement pour des raisons qui sont parfois purement démagogiques, lui refusent les moyens nécessaires pour réussir, quitte ensuite à ne pas lui ménager les critiques dans le pays. Il semble donc que ce soit toujours les autres partis qui aient posé des conditions au Parti Socialiste. Eh ! bien par ce texte le Parti Socialiste, qui a les responsabilités principales, estime qu'il a le droit lui le premier de poser ses conditions aux autres. Et lorsque nous parlons de méfiance, il y a en effet dans l'esprit d'un certain nombre de nous une

méfiance mais point à l'égard de nos camarades, mais à l'égard des autres, de ceux qui, associés au gouvernement ne savent pas toujours s'associer dans les responsabilités. Dans ces conditions, je vous demande, mes chers camarades, au nom de l'énorme majorité de la Commission des résolutions, d'adopter ce texte qui ne témoigne d'aucune méfiance à l'égard de nos camarades, Président du Conseil et ministres, qui cherche au contraire à leur donner des moyens de pression renforcée sur les autres, qui leur donne une ligne de conduite socialiste qu'ils devront appliquer malgré les résistances, et qui fait l'organe exécutif du Parti juge des résultats obtenus. Je pense que nous avons répondu ainsi à l'opinion de la majorité d'entre vous et nous pensons que, forts de ce texte, et forts de l'appui que le Parti ne manquera jamais de donner au gouvernement qui suit ses directives, le gouvernement socialiste viendra à bout des difficultés et nous ne nous trouverons plus dans les difficultés que nous avons connues jusqu'à ce jour.
Nous avons maintenant un Parti, nous avons maintenant un programme, nous chargeons le gouvernement de l'appliquer ; nous pensons qu'il le fera et nous savons que le Comité directeur l'aidera dans sa tâche et veillera à ce qu'elle soit exécutée conformément a vos ordres qui sont pour tous les organismes du Parti des ordres souverains.
(Vifs applaudissements)
Le président - Camarades, vous venez d'entendre les deux textes conjoints sur lesquels s'est fait l'accord presque unanime de la Commission des résolutions. Je vais mettre ces deux textes aux voix.
(Quelques avis contraires - pas d'abstention - adopté à une forte majorité)
Pour la suite des débats, nous sommes maintenant en présence de trois textes différents. La parole est d'abord à Dechezelles pour rapporter la motion de fidélité.

Dechezelles

Au nom de la Commission, d'une minorité de la Commission les résolutions, je viens présenter au Congrès national le texte intégral de la motion de fidélité à la doctrine socialiste.
Il n'était pas question pour nous pendant un certain temps de participer à la rédaction d'une motion de synthèse d'une motion nègre blanc, ni de rechercher une large majorité, mais au contraire de maintenir un texte qui soit un point de ralliement pour tous les militants conscients des déviations de notre Parti et qui veulent qu'il demeure un parti de classes.
(Applaudissements)
Vous connaissez, camarades, le sens de la motion sur le problème gouvernemental, notre position est nette : nous sommes pour la démission du gouvernement Ramadier.
(Applaudissements)
Pour des raisons que je vais tout d'abord vous rappeler : parce que nous condamnons la politique qui a été poursuivie par ce gouvernement au cours des derniers mois, qu'il s'agisse de la politique économique, de la politique sociale,

Fondation Jean Jaurès

de la politique de l'Union Française, de la doctrine constante de notre Parti, les décisions de nos Congrès et de nos Conseils nationaux n'ont pas été respectées. En réalité, ce gouvernement a manifesté constamment son impuissance, parce qu'en réalité, il est prisonnier d'une majorité bourgeoise. Et, camarades, depuis quelques mois, nous assistons aux conséquences particulièrement graves qui en résultent pour notre Parti : Désaffection de la classe ouvrière. On nous dit que le maintien de ce gouvernement est indispensable au salut de la République et nous disons que si ce gouvernement se maintient longtemps, non seulement nous perdrons la République, mais nous perdrons notre Parti. Nous pensions d'ailleurs que ce problème serait posé clairement, comme il l'avait été lors des deux derniers Conseils nationaux où l'on avait voté pour le maintien ou pour la démission de ce gouvernement et nous étions prêts, tout en maintenant notre texte intégralement, à proposer une motion annexe qui aurait posé le problème du maintien ou de la démission du gouvernement. Malheureusement, les signataires de notre motion, qui pourtant ont semblé désirer la démission de ce gouvernement, ont préféré poser le problème d'une autre façon. Nous n'avons donc pas insisté, mais bien entendu, nous maintenons le texte intégral de notre motion qui lui demande la démission du gouvernement.

Ah ! Certes, camarades, je vois bien la manière dont on peut poser le problème, on en revient à cette formule qui a été fréquemment employée, la formule programme d'abord ; depuis deux années, nos Congrès et nos Conseils nationaux ont rédigé, ont établi des programmes, nous savons ce qu'il est advenu de ces programmes et nous savons que généralement ils n'ont pas été appliqués ; et c'est pourquoi nous nous sommes abstenus dans le vote sur le programme de ce soir. Et puis aussi, camarades, nous craignons que, même si ce gouvernement, pour une raison ou pour une autre, était amené à démissionner en posant la question de confiance, nous craignons que l'on ne reconstitue immédiatement un gouvernement de même nature que celui-ci qui serait sous la coupe d'une majorité bourgeoise.

Est-ce que cela veut dire que nous sommes dans tous les cas contre la participation à un gouvernement dans le cadre du régime capitaliste ? Non, camarades, dans certaines circonstances nous disons que des partis ouvriers peuvent être amenés à partager le pouvoir avec des partis ou des représentants d'autres classes sociales, telles que par exemple le classes moyennes, mais dans la mesure seulement où la pression de la classe ouvrière est susceptible de faire appliquer par ce gouvernement des réformes qui lui ouvrent la voie aux transformations sociales. Et nous disons qu'à l'heure actuelle, avec la majorité qui existe dans le Parlement, il sera impossible à un gouvernement auquel nous participerons de réaliser des réformes ou de réaliser une politique qui soit réellement dans l'intérêt des classes laborieuses.

Camarades, je n'insisterai pas sur le contenu de notre motion, la plupart d'entre vous l'ont lue; vous savez que son caractère essentiel c'est d'être fidèle à la doctrine socialiste et aux traditions ouvrières de notre Parti ; c'est de vouloir que notre Parti soit associé à toutes les luttes ouvrières et qu'il défende de toutes ses forces les revendications ouvrières.

Fondation Jean Jaurès

Quant au relèvement économique, nous ne voulons pas qu'il nous soit procuré uniquement grâce aux efforts de la classe ouvrière ; nous voulons que ce redressement puisse aussi profiter à la classe ouvrière et que par conséquent on fasse supporter un fardeau plus lourd aux autres classes sociales.
En ce qui concerne les peuples coloniaux, nous voulons que notre Parti soit l'animateur des grandes réformes qui permettront d'instituer dans les territoires d'Outremer de véritables démocraties ; et c'est pourquoi c'est avec plaisir ce soir que nous avons voté le texte qui vous était proposé par les fédérations algériennes, le statut démocratique de l'Algérie, mais un véritable statut démocratique qui ne soit pas dans le genre de celui qui était proposé par le gouvernement, c'est-à-dire un statut qui institue une véritable assemblée démocratique où les représentants des Colonies puissent exercer un droit de veto sur les votes qui pourront intervenir dans cette assemblée.
Et puis nous voulons que le Comité directeur de notre Parti ait autorité à la fois sur les ministres socialistes et sur le groupe parlementaire, nous voulons au Parti un Comité directeur qui dirigera la politique de notre parti.
Voilà, camarades, le sens de cette motion. Nous disons que c'est seulement dans la mesure où l'on redressera notre Parti dans cette orientation politique que d'une part ce Parti pourra lutter pour la défense des intérêts de la classe ouvrière, et pourra sauver la démocratie ; c'est seulement dans cette mesure également que nous pourrons reprendre une influence de plus en plus grande dans la classe ouvrière et au sein des masses populaires et des populations coloniales. C'est pourquoi, camarades, nous vous disons, si vraiment vous voulez rester fidèles à la doctrine de notre Parti, si vous voulez que notre Parti soit l'instrument des luttes de la classe ouvrière, alors il faut voter la motion de la fédération du Rhône.

Daniel Mayer

Camarades, je suis convaincu, pour ma part, qu'il y a eu dans ce Congrès et en moins d'un quart d'heure un double mouvement, fait tout d'abord de joie et de surprise heureuse, et ensuite d'un regret que je me dois d'exprimer.
Sentiment de joie et de surprise heureuse, lorsque vous vous êtes rendu compte que les travaux longs, patients, laborieux et minutieux - peut-être trop longs et trop patients - de la Commission des résolutions, avaient abouti, et notre camarade Christian Pineau en avait été l'interprète fidèle, loyal et objectif en une motion d'unanimité sur la voie à tracer par le Congrès à tous les militants, à quelque place qu'ils soient au Parti Socialiste SFIO.
(Applaudissements)
Vous avez été d’autant plus satisfaits que vous vous êtes bien rendu compte par la nature des termes qui ont été employés, par la précision des expressions, par la limitation dans le temps et l'espace du programme présenté, qu'il ne s'agissait pas d'un programme nègre blanc quelconque, qu'il ne s'agissait pas d'une fausse synthèse que l'on a parfois condamnée ici, mais qu'il s'agissait vraiment de la ligne de conduite d'un parti unanime
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Et puis, vous vous êtes aperçu quelques instants après qu'on vous annonçait pour orientation générale, alors que vous étiez pleins de satisfaction de cette unanimité retrouvée, et il faut bien le dire après des journées d'un Congrès fastidieux, languissant, qui n'avait pas encore su trouver son coeur et son âme… (vifs applaudissements)… alors que vous étiez d'accord sur l'immédiat, d'accord pour dire aux uns : tu feras ceci, aux autres : tu les contrôleras de telle manière..., il faut qu'on vous dise maintenant qu'il y a trois rapporteurs Dechezelles d'abord, et Arrès-Lapoque, qui n'auront pas été capables de se mettre d'accord sur un certain nombre de solutions, alors que vous êtes, j'en suis convaincu, vous vouliez que l'on se mît d'accord pour la force du Parti Socialiste.
(Vifs applaudissements)
Eh ! bien, je dois vous fournir quelques explications. Peut-être serai-je amené tout au long de mon exposé à prononcer quelques noms ; je vous affirme que les noms des camarades prononcés, je le ferai avec l'amitié socialiste et avec la fraternité de combat qui ne doit à aucun moment séparer les uns des autres les membres de la grande famille que nous sommes ; mais j'ai bien le droit de dire que lorsque nous sommes arrivés à la Commission des résolutions après que l'on eut unanimement chargé Christian Pineau de présenter devant vous le rapport d'action immédiate qu'il vous a présenté tout à l'heure, un certain nombre de camarades, ceux qui ont signé la motion qu'Arrès-Lapoque présentera tout à l'heure et dont les principaux signataires, je m'excuse de n'en citer que deux, afin de bien marquer de quoi il s'agit, encore une fois je ne les attaque pas mais malheureusement depuis quelque temps on recommence à ne pouvoir parler de motion qu'en donnant les noms des signataires pour pouvoir faire comprendre de quoi il s'agit, qu'alors ce n'est pas sur des noms que nous devrions discuter, mais sur des idées, sur des programmes.
(Très vifs applaudissements)
Ces principaux signataires sont l'un notre camarade Guy Mollet et l'autre notre camarade Marceau Pivert et l'un et l'autre nous ont dit : non, on ne pourra plus maintenant continuer à discuter parce que le texte que nous avons envoyé aux fédérations, celui sur lequel se sont groupés un certain nombre de mandats, c'est un texte que nous entendons présenter tel quel sans y changer une virgule au nom de la Commission des résolutions.
(Vifs applaudissements)
Eh ! bien nous avons dit que nous retirions les textes que les uns et les autres avaient signés, que nous retirions tous ces textes et que nous acceptions de prendre la résolution Marceau Pivert Guy Mollet comme base de discussion. Mais, avons-nous dit à nos camarades, il y a quand même dans ce texte un certain nombre d'imperfections. Permettez-nous de vous les signaler ; permettez-nous de vous dire par exemple que lorsque vous écrivez quelque part que "lorsque sous la pression des travailleurs, le gouvernement se résigne à leur accorder quelques avantages ; il leur retire d'une main ce qu'il leur accorde de l'autre, accroissant ainsi leur hostilité» et en conséquence, vous ne faites pas oeuvre de propagandistes sérieux du Parti Socialiste. Lorsque vous écrivez un

peu plus loin "ce gouvernement présidé par un socialiste fait endosser au Parti Socialiste des responsabilités qui ne sont pas les siennes, l'entraînant ainsi dans un discrédit grandissant", vous avez le droit de dire cela à l'intérieur des sections, vous avez le droit le dire dans les Congrès fédéraux, vous aviez le droit de l'exprimer à la tribune d'un Congrès national, et peut-être avec des formes telles que demain l'Humanité ou le Franc-Tireur n'en fassent pas des charges centre le Parti.
(Très vifs applaudissements)
Je dis bien, camarades, contre le Parti, je ne dis pas contre nous ou centre vous, car nous sommes tous solidaires dans l'action.
(Vifs applaudissements)
Lorsque vous écrivez un peu plus loin que "cette politique générale du gouvernement qui n'est pas la nôtre faite à la fois l'impuissance à l'égard des féodalités économiques, des trafiquants et des fraudeurs du fisc", lorsque vous écrivez cela vous ne rendez pas service au Parti et nous avons ajouté : nous, ne vous demandons pas de faire avec nous je ne sais quelle synthèse que lorsqu'on relirait le texte on ne saurait plus très exactement de quoi il s'agit, mais dans l'esprit même de Christian Pineau, dans l'esprit des premiers travaux qu'il avait présentés à la Commission des résolutions, d'une manière précise, dégageant une large majorité, non pas une unanimité fallacieuse, je le répète, mais une large majorité précise et cohérente ; et puis nous nous sommes mis d'accord sur ce qu'il faut faire avant la fin des vacances parlementaires, mais mettons-nous au moins d'accord sur ce qu'il faut faire jusqu'au prochain Congrès national, jusqu'à à la prochaine assemblée nationale du Parti... Vous avez répondu "non" parce que vous étiez forts d'un certain nombre de mandats qui vous font la majorité du Parti. Mais je vous dis, camarades, lorsqu'on est la majorité du Parti assurée d'un grand nombre de mandats, on a plus de responsabilité encore que lorsqu'on n'est pas assuré d'être cette majorité même. Vous nous avez refusé cette discussion fraternelle, vous nous rejetez hors de la majorité malgré nous ; nous sommes réunis, nous qui étions une des minorités de la Commission, et nos camarades Jacquet, Verdier, Lejeune, Lussy se sont mis d'accord avec nos camarades Leenhardt et Vergnory, et avec les camarades de la motion dite de construction et ces trois résolutions sont allées vers la résolution de cette vieille fédération du Nord, de cette fédération qui sait en ce moment, tout en restant fidèle à la mémoire de Jules Guesde, ne pas oublier la mémoire et le souvenir de...
(Vifs applaudissements - Acclamations debout de la fédération du Nord) (Quelques cris)

Voix - S'il y a quelque chose qui gêne quelqu'un là-dedans ?...

Daniel Mayer - Je l'aurais voulu d'une autre qualité, à l'exhortation d'abord de Salengro, de Jules Guesde, je l' aurais voulu…

(Très vifs applaudissements, acclamations debout d'une partie de l'assemblée, chant de l'Internationale, Brouhaha)

Fondation Jean Jaurès

Daniel Mayer - Camarades, cette manifestation est vraiment une manifestation unanime, une manifestation d'unité car nous sommes le dernier parti de France à chanter encore l'Internationale.
(Vifs applaudissements)
Et qu'ont fait les camarades de ces quatre résolutions, de ces quatre textes ? Eh ! bien, ils ont commencé entre eux cet effort de synthèse précise et constructive et je le dis aux camarades qui n'ont pas voulu se livrer à ce travail commun : il est encore temps qu'on fasse ensemble la synthèse de toutes les résolutions du Congrès.
(Applaudissements)
La résolution de la Fédération du Nord, inutile de vous la présenter, ce serait allonger encore pendant je ne sais combien de minutes un Congrès qui touche à sa fin : c'est la tradition tout entière des ouvriers du Nord qui veulent comme tous les autres, parce qu'ils sont des travailleurs, parce qu'ils sont des travailleurs manuels, parce qu'ils sont des mineurs comme le sont bien entendu les mineurs du Pas de Calais. Guy Mollet, et les camarades qui sont avec toi, mais ce n'est même pas la peine de discuter ; vous savez bien que nous sommes entre nous d'accord sur l'essentiel, vous savez bien que nous ferons tous ensemble ces grandes réformes de structure qui ne seront peut-être pas tout de suite socialistes, mais qui seront cependant l'aube d'une postérité nouvelle parce qu'elles apporteront pour chaque travailleur un peu plus de bien-être et un peu plus de prospérité ; et vous savez bien que si nous sommes prêts à nous dresser contre un certain nombre de dictatures, ce n'est jamais cependant contre la liberté individuelle, car sans liberté individuelle il n'y aurait plus de dignité humaine, il n'y aurait plus de Socialisme possible.
(Vifs applaudissements)
Et nous restons aussi fidèles à la vieille tradition internationale et vous trouverez dans le texte de nos camarades du Nord que je rapporte devant vous, je le répète au nom de quatre anciennes résolutions, vous trouverez les accents d'un internationalisme qui n'est pas fait de je ne sais quel verbalisme et je ne sais quelle dialectique mais qui n'en exprime pas moins chez ces travailleurs ouvriers du nord leur tendance éternelle vers l'internationalisme, pour la construction d'un monde nouveau par delà les frontières.
Vous croyez qu'au fond de moi, j'estime que cette motion elle est tellement supérieure aux autres ? Non camarades, son mérite essentiel, je m'excuse de le dire à ceux des rédacteurs qui sont ici et dont je ne suis pas, c'est qu'on a tenté sur elle l'effort utile de rapprochement ; camarades, on a souvent l'habitude de faire parler les morts, les morts illustres en lisant les textes qu'ils ont répandus ou des membres moins illustres se faisant leurs interprètes, parce qu'on a surpris au moment de leur mort, je ne sais quel dernier soubresaut de leur être ; je ne ferai pas parler les morts. Mais je sais bien, Guy Mollet, qu'il y a environ trois semaines j'étais à tes cotés dans la cité d'Arras où tant de tes camarades sont tombés pour la cause commune de la résistance et du Socialisme ; et je sais bien qu'il y a trois jours tu étais à mes cotés rue Villeroy lorsqu'on inaugurait une

Fondation Jean Jaurès

plaque sans doute identique à celle d'Arras, parce que les mêmes morts étaient tombés pour la même cause. C'est au nom de ces morts que je te demande de refaire l'unité des vivants.
(Vifs applaudissements)

Arres Lapoque

Camarades, je voudrais n'exprimer avec calme sur une question importante car c'est bien une question qui est posée et une réponse qui doit être donnée. Si quelques-uns de ceux qui ont soutenu la motion Guy Mollet ont décidé de représenter ce texte au Congrès, c'est qu'ils avaient une raison sérieuse qui n'entache nullement l'amitié ni la fraternité du Parti
(Applaudissements)
Il y a une nécessité d'avoir parfois une réponse claire et vous savez bien que nous nous en félicitons d'avoir obtenu en effet l'unanimité sur le texte que vous a présenté tout à l'heure Christian Pineau. Nous sommes d'accord, et nous affirmons que nous sommes d'accord pour mener une certaine politique, dont nous savons bien qu'elle n'est pas toujours populaire, et que nous défendons malgré les difficultés et les impopularités, tous aussi bien les uns que les autres. Mais nous avons pensé qu'il pourrait être utile de présenter ce que nous avons nommé une motion d'orientation et je voudrais tout de suite dire ce qu'indique ce mot. Nous savons que nous sommes dans une situation économique et politique difficile, nous nous trouvons à plus de la moitié d'une année qui a été fertile en difficultés de toutes sortes, et lorsque nous entendions hier les discours de nos camarades Tanguy Prigent et Philip, qui sont venus objectivement décrire une situation, nous n'avons pu nous empêcher de penser que devant les dégâts d'une gravité exceptionnelle, il fallait que le Parti nous dise clairement, non pas seulement pour les quelques jours qui vont venir - nous nous sommes mis d'accord sur les nécessités d'une politique immédiate - mais dans le courant de l'année, pour que lorsque nous serons saisis d'une difficulté, nous puissions répondre ; vous savez bien que la moindre indication et le moindre geste du Comité directeur est tout de même une prise de parti qu'on ne peut pas s'empêcher de prendre ; vous l'avez constaté cette année ; nous avons dit bien souvent que le Conseil national était placé en face d'un fait accompli. Je ne dis pas que nous pourrons tout prévoir, mais ce que nous voulons, c'est surtout une indication ; nous avons inscrit une phrase importante et qui n'a pas un double sens et qui dit bien ce qu'elle veut dire et au fond, l'essentiel de notre motion c'est cela. Le Parti Socialiste ne doit pas considérer que la présence de ses hommes au gouvernement soit dans tous les cas une condition indispensable à la défense des institutions républicaines, l'expérience du passé démontre que le Parti Socialiste s'est révélé capable de défendre les travailleurs alors même qu'il ne participait pas au gouvernement ; le problème n'est donc pas celui de la participation ou de la non participation à tous prix, il est dans la fidélité à une politique correspondant aux aspirations profondes des masses populaires vers la liberté… (applaudissements)… vers le bien-être et la liberté.
(Applaudissements)

C'est ce travail là qui complète mon préambule. Mais avoir une politique et un programme ne suffit pas. Il faut que le gouvernement prenne enfin la décision d'exiger l'application de ce programme qui aura été élaboré. Camarades, nous considérons nous que les considérations qui peuvent aller dans un sens ou sans un autre ne sont pas également honorables ; nous pensons que nos camarades, lorsqu'ils prennent une position, se déterminent parce qu'ils la croient juste ; nous avons nous aussi une conscience de Socialistes et lorsque nous présentons une motion ou rédigeons un texte, ce n'est pas pour le plaisir de voir son nom sur une liste, c'est parce que nous essayons, comme nous le pouvons, de notre mieux, faire en sorte que le gouvernement socialiste précisément assure davantage les promesses dans l'esprit de tous les travailleurs.

Alors, quel est le problème ? C'est celui-ci. Nous sommes d'accord, je le répète, sur un programme et un programme que dans les circonstances actuelles nous sommes appelés, par la configuration même de la Chambre, à faire pratiquer par un gouvernement de coalition. En soi, nous n'avons rien contre le gouvernement de coalition a priori, mais une question se pose. Et c'est là la question essentielle. Nous avons établi un programme urgent, on vous l'a dit hier et on vous l'a répété, un programme sans lequel nous risquerons de nous trouver dans quelques semaines dans quelques mois dans une situation tragique ; ce sont les propres termes qui ont été employés, mais si nous pensons qu'il faut avant tout et d'abord, et je répète, que ces considérations parfaitement honorables et défendables, si nous estimons qu'il faut avant tout et d'abord éviter la crise gouvernementale, alors par la force même des choses on est amené à considérer la solidité du gouvernement comme la chose essentielle, et dans la mesure où les autres partis au gouvernement exigeraient de faire des concessions, cela risque de ne plus être ce programme minimum que nous estimons indispensable, cependant, pour relever la situation. Programme d'abord, pourquoi pas ? Cette formule a été acclamée dans les Congrès Socialistes et on avait raison d'acclamer cette formule. Et alors, si nous sommes dans l'impossibilité de faire triompher notre programme, si nous sommes dans l'impossibilité de faire les réalisations, non pas par la faute de nos ministres, ni du Président du Conseil, mais à cause des autres alliés obligatoires, alors ce n'est peut-être pas aujourd'hui qu'éclate la crise ministérielle, dans deux mois, dans trois mois, et dans quelles conditions, camarades, alors que déconsidérés, non pas encore une fois par nos camarades mais par les concessions que nous auront amenés à faire nos alliés, nous ne pourrons plus jouer à ce moment la dernière carte qui reste et à ce moment là le régime sera véritablement en danger.

(Applaudissements)

Voilà le problème qui se pose, le problème que nous demandons au Congrès de résoudre et celui-ci : Est-ce que dans ce cas grave où la crise menace, où le chantage se fait encore, est-ce que nous devons choisir entre la solidité du gouvernement ou le maintien de notre politique et plus particulièrement de notre politique économique ? Voilà la question que nous posons ; il n'y a là nulle manoeuvre, il y a simplement la volonté que nous disions, dans ce moment précis où la crise se pose, à quoi nous devons donner notre préférence, la solidité

du gouvernement ou l'application d'un programme économique. Voilà tout simplement la question à laquelle nous vous demandons de répondre.
Et j'insiste à nouveau, parce que je ne veux pas rester longtemps à cette tribune, j'insiste à nouveau pour dire que ce n'est pas là un sujet qui doit diviser le Parti Socialiste ; une lutte fratricide, pourquoi faire ? Nous posons la question ; on évoquait tout à l'heure Guesde, Jaurès, les grands ancêtres du Socialisme. Eh ! bien j'ai toujours considéré comme une des plus belles brochures du Parti la controverse entre Guesde et Jaurès et ni l'un ni l'autre n'étaient diminués dans ces controverses.
(Applaudissements)
Dans des débats pareils, il faut essentiellement rester calme. Il restera quelque chose d'important de ce Congrès : les motions d'unanimité que nous avons déjà votées, nous demandons maintenant de savoir dans quel sens vous voulez trancher les difficultés si une crise se présente ; il faut répondre à cette question en demandant au Congrès, même après plusieurs journées de travail, nous faisons encore une fois confiance aux militants socialistes qui voteront non pas par passion, mais parce qu'ils estimeront simplement que c'est la meilleure solution ; camarades, la motion que nous avons présentée, c'est celle qui a circulé, que je ne relirai pas ; je soulignerai simplement que nous avons ajouté, à la demande de nos camarades de la Seine, un paragraphe que je vais vous lire pour qu'elles soit complète ; c'est dans le paragraphe où nous insistons sur la nécessité d'affirmer la démocratie dans le Parti, le Congrès affirme aux travailleurs la volonté aux travailleurs socialistes de ne laisser confondre sous aucun prétexte les méthodes et les doctrines du Socialisme démocratique internationaliste avec celles de Staline, ou totalitaires, qui rendent actuellement l'unité du prolétariat impossible. Le Parti Socialiste sait fort bien qu'il ne peut triompher des dangers... (Lecture)… que s'il entreprend audacieusement le combat contre l'ennemi principal, le capitalisme international.
(Applaudissements)
Voilà la motion, elle ne contient rien d'essentiel, elle pose une question, je la pose personnellement avec calme, je demande que vous y répondiez avec calme, conscients du danger du pouvoir personnel, conscients aussi des difficultés très réelles que nous rencontrerons et que nous ne cherchons pas à sous estimer mais en disant tout de même que si ce n'est pas pour hâter l'avènement du Socialisme libérateur, la présence au gouvernement du Partit Socialiste est inutile.
(Applaudissements)

Guy Mollet

Tous ne comprendriez pas, camarades, que je ne dise pas quelques mots après l'appel de Daniel Mayer, mais soyez rassurés, je serai bref, aussi peu passionné et aussi peu énergique que possible.
(Applaudissements)
Lorsque nous avons eu à la Commission des résolutions certains problèmes, j'ai été le premier à dire en mon nom personnel et au nom des camarades qui se trouvent aujourd'hui de penser comme moi, qui ne penseront peut être pas tout à

Fondation Jean Jaurès

fait pareil demain... non pas au nom d'une tendance organisée, mais au nom d'un certain nombre de camarades qui avaient sur les problèmes de l'heure les mêmes vues, j'ai dit qu'il y avait aujourd'hui trois questions essentielles. La première : le statut de l'Algérie ; on a discuté, on ne s'est pas étonné que nous nous différenciions et nous en sommes sortis en nous considérant aussi bons amis après qu'avant… (applaudissements)… parce qu'il nous était apparu nécessaire que sur un problème de cette ampleur, nous nous différenciions. Ensuite, deuxième problème : économique, le problème du programme qu'il faut, je ne dis pas réaliser, mais mettre sur pied dans les l0 ou 15 jours qui viennent. Mais là sur un problème d'actualité semblable j'ai dit : J'espère, je suis sûr que l'on peut arriver à un programme commun, l'action immédiate il faudrait refuser de le vouloir pour ne pas y parvenir.

On a essayé, on y est parvenu, que dis-je, on a même adopté une résolution dont je dis que je suis heureux que le Congrès vienne de la faire sienne quant à l'autorité réelle du Comité directeur.

Seulement, il reste un troisième problème, celle de savoir quelle sera la ligne générale, quelles seraient les perspectives d'ensemble, quelle serait - passez-moi le mot, mais au vrai sens noble du mot - quelle serait la tendance réelle de l'action d'ensemble ? Et reprenant ce que j'avais dit hier, ce n'est plus une question de mots, il ne s'agit plus seulement de se mettre d'accord sur des formules, c'est si facile ; chacun les interprète le lendemain en lui donnant un sens différent ; j'ai dit ce n'est plus cela, c'est une question d'esprit, tout dépend de la façon dont on interprète ; or les camarades n'avaient pas à s'y tromper, ils savaient dans quel état d'esprit nous avons préparé quelque chose. Est-ce que nous faisons, en agissant ainsi, quelque chose qui gênait le Parti, allons Daniel ? Tu nous as dit : vous avez tort car à une tribune de Congrès il y a la presse, on dénonce ce que l'on croit être des fautes, peut-être bien un peu, mais combien plus grand est le crime de ceux qui ont commis les fautes.

(Applaudissements)

La différence essentielle, si l'on prend le problème au gouvernement seulement et seulement à cela, ce n'est qu'un des tout petits côtés des perspectives d'avenir qu'il y a dans notre motion ; la différence essentielle, c'est que pour un certain nombre de camarades, de ceux qui voteront tout à l'heure avec toi, Daniel, pour un certain nombre d'entre eux, pour des raisons que je comprends, que je dénonce, pas comme du verbalisme, pour des raisons que je n'accepte pas mais que je comprends, un certain nombre de camarades subordonnent l'application du programme à la présence gouvernementale, et s'il leur faut choisir, parce qu'ils ont peur des conséquences, ils préfèrent abandonner le programme et maintenir la présence.

(Applaudissements)

En ce qui nous concerne, nous partons du principe absolument inverse et nous nous disons que nous nous félicitons de ce que le Congrès avec nous vienne de maintenir que, même au prix d'une crise ministérielle, il faudra faire appliquer le principe du programme, d'abord ; c'est ça l'essentiel, c'est ça qui nous différencie ; c'est ce que les camarades diront, nous n'avons pas cherché à nous tromper ; je

l’ai dit ce matin, je l'avais dit avant-hier, je le redis maintenant : alors même qu’une majorité pourrait s'opposer à la thèse que je défends ici, je préférerais qu'elle le fît, je préférerais que ce Congrès y voit clair, que le Parti sache vraiment ce qu'il veut, que de s'en aller à l'aveuglette sur une motion d'unanimité d'orientation, dans laquelle chacun chercherait le lendemain, chercherait ce qui est sa part et à renier la part de l'autre.
(Applaudissements)
Sur des problèmes comme ceux-là, l'unanimité dans les Congrès n'est pas l’unanimité réelle ; que l'on fasse appel aux sentiments d'amitié d'accord, que l'on dénonce ce qu'il y aurait de coupable à rompre l'unité du Parti d'accord. Je puis affirmer que j'ai fait ce que j'ai pu pour la maintenir l'année dernière, je m'engage à faire pour la maintenir les mêmes efforts, l’unité réelle du Parti ; mais l'unité n'est pas faite de mots, d'appels sentimentaux et ce n'est pas parce que ce soir nous allons nous différencier entre nous, amicalement que nous en aurons pour cela renoncé à la fraternité. Je vous convie camarades, ceux que le rappel des grands morts peut avoir émus, je vous convie à retrouver votre sang-froid ; on vous l’a dit, en votant pour les différentes motions vous n'allez rompre en rien l'unité du Parti, vous vous retrouverez en sortant aussi fraternellement unis qu'avant, vous allez simplement avoir permis de voir clair vous-mêmes, et sans passion, alors vous referez une unité, non pas celle des formules et des mots, mais celle de l'action à partir de demain matin.
(Applaudissements - Vifs applaudissements)

Le président – Camarades, avant de porter le vote sur les motions, je suis saisi de deux amendements déposés par le Secrétaire fédéral du Morbihan, je lui donne la parole pour venir défendre son amendement. 5 minutes.

Délégué du Morbihan

Mes chers camarades, je viens ici au nom d'une fédération de Bretagne exprimer l'étonnement qui a saisi certains des militants de base qui se trouvent ici ; nous avons eu à combattre dans nos régions reculées ; pour les bonnes gens de chez nous, le Socialisme c'est quelque chose d'extrêmement simple ; il s'identifie à tel point avec la justice que bien souvent dans nos réunions, il nous arrive de voir un homme venir vers nous en contradicteur s'incliner devant les arguments que nous lui soumettons les uns après les autres et s'écrier même : si c’est cela le Socialisme, je suis Socialiste et même plus Socialiste que vous ! Le Socialisme c'est simple. Or, il parait que ce serait tellement compliqué ! Nous avons reçu quelques motions lorsque nous étions là-bas, nous étions déjà pourvus ; nous sommes arrivés ici et les motions se sont accumulées sur nos tables, elles ont envahi à tel point l'endroit où nous avions à écrire que nous ne le pouvions même plus et nous nous disions, faudra-t-il pour comprendre le Socialisme, alors que nous avons lu des ouvrages qui font époque dans l'histoire de l'humanité, faudra-t-il que nous lisions encore tout cela ? Et tout se simplifie aujourd'hui, vous m'en voyez profondément heureux. Alors, camarades, je me demande, et je vous le demande aussi : à quoi bon tout cela ? Est-ce qu'il faut

que nous nous différenciions lorsque nous sommes tous Socialistes sur la politique ? Quand on traite des sujets particuliers, je veux bien croire que les motions se différencient essentiellement les unes des autres ; mais des questions de fond nous savons bien, et on nous l'a abondamment démontré, que les querelles personnelles, les ambitions et les cuisines de couloirs, tout cela c'est réservé au seul Parlement. Pour les élections du Comité directeur il n'y a pas eu la moindre propagande, nous en sommes tous absolument convaincus ! Mais qu'on ne nous donne pas l'impression que les camarades sont divisés, ils doivent être tous unis dans l'action commune. Ou alors, s'ils doivent se différencier, qu'ils le fassent sur des motions d'ordre pratique. Je suis maire de la pauvre ville de Lorient ; j'aurais aimé qu'il y eût une motion sur la reconstruction, car je vous assure que les Lorientais sont bien plus préoccupés de savoir comment ils vont reconstruire leurs maisons que de déterminer s'il y a un marxisme humaniste ou non.
(Applaudissements)
Eh ! bien, camarades, ce que je veux vous dire, c'est que nous sommes engagés dans un grand combat, le monde entier n'a qu'un immense espoir dans le Socialisme, nous sommes vraiment le seul Parti internationaliste. Ne perdons pas notre temps en querelles subalternes et comme des frères engageons-nous dans l'action pratique, étudions ce qui préoccupe quotidiennement les pauvres gens de notre époque et lançons-nous d'un seul cœur et d'un même élan vers la libération humaine.
(Applaudissements)
L'amendement est le texte suivant : le Congrès estime que pour les prochains Congrès, les motions signées par différents camarades devront porter non sur la politique générale mais sur des sujets particuliers présentant un caractère pratique certain.

Un congressiste - Je crois que ceci est moins un amendement à la motion de politique générale qu'une motion spéciale, je proposerais de la renvoyer au Comité directeur.

Voix - Un mot

Le président - Je ne puis donner la parole que pour des amendements. Un autre amendement présenté par le camarade Deixonne.

(Protestations de la salle contre un camarade qui demande la parole)

Le président - On ne peut pas avoir la parole après le dépôt des résolutions des Commissions, que pour un amendement… (applaudissements)… la parole est à Deixonne.

(Cris dans la salle)

Fondation Jean-Jaurès

Maurice Deixonne

Camarades, la fédération du Tarn avait déposé devant la Commission des résolutions un texte qui semblait être tombé dans l'oubli ; je le dis sans aucune acrimonie, nos camarades ont accompli un travail considérable et du reste remarquable auquel nous nous associons de tout coeur, je parle de la première partie de ces travaux ; ce texte, c'était la motion préalable que le dernier Conseil national avait votée ; nous estimions qu'après cette décision il n'était pas nécessaire de rediscuter encore pour savoir si nos camarades devaient être ou non au gouvernement. Eh ! bien j'apprends que certaines fédérations, notamment le Cantal, ont repris un texte qui tend au contraire à exiger un vote sur la question précise de savoir si oui ou non Ramadier doit rester au pouvoir. Eh ! bien, camarades, je regrette de me différencier de mes excellents camarades du Cantal, mais je leur demande de faire comme moi-même l'abandon de ce texte. Evidemment, je comprends très bien leur pensée, ils estiment que c'est jouer un mauvais tour à la majorité de ce Congrès que de l'amener à prendre position pour souligner peut-être, en effet, une orientation nouvelle en tout cas heureuse. Pour ma part je ne chercherai pas, je le dis tout net, à obtenir un vote qui pourrait mettre cette majorité en difficulté, mais alors nous sommes peut-être en droit de nous demander de ne pas se cantonner à une victoire qui n'ajouterait rien à celle qu'elle à déjà remportée et qui doit lui suffire. Camarades, voici le texte que nous avons déposé.

"Après avoir approuvé à la quasi unanimité le programme exposé par le camarade Pineau et les conditions précises et sévères ainsi imposées dans l'immédiat à l'action gouvernementale, le Congrès juge superflu de se partager sur des motions de tendances qui n'ajouteraient rien à la fermeté de décisions qu'il s'engage à faire prévaloir en dépit de tous les obstacles".

Eh ! bien, camarades, au terme de cette longue séance, croyez-vous que cette discussion qui pourrait s'instaurer sur ce vote ajouterait quoi que ce soit à la majorité qui s'est dégagée ? Nous n'en croyons rien. Pour notre part, au Comité directeur, Guy Mollet dispose d'une majorité substantielle en somme pour l'action qu'il désire entreprendre. Vous avez donné au Comité directeur qui répond en ce qui concerne la fédération du Tarn à son voeu le plus profond ; ce ne sont pas les députés, c'est le Comité directeur qui doit commander.

(Applaudissements)

Eh ! bien, camarades, je ne vois pas pourquoi se prononcer sur trois textes différents. Daniel Mayer nous dit : les camarades au Nord ont fait un effort remarquable, et c'est vrai. Mais si l'on oppose la motion du Nord à d'autres motions, il est bien évident qu'elle cesse d'être une motion de synthèse, ce que vous aviez voulu, camarades ; la faute ne vous appartient pas, mais ne recherchons pas les causes ; je vous en prie, c'est au Congrès qu'il appartient de prendre une décision maintenant, les tendances s'affrontent dans un esprit qui n'est pas toujours aussi impur qu'on le suggère, il s'agit naturellement de prendre une orientation. Mais comprenez aussi, camarades, que c'est peut-être le seul moment où un souffle enthousiasmant a passé sur ce Congrès, c'est quand Pineau, avec sa dialectique précise, avec ses connaissances, avec toute l'autorité

qui s'attache à ses fonctions, est venu définir un programme pour lequel il y a quasi unanimité de ce Congrès. Dans ces conditions, la fédération du Tarn présente une motion préjudicielle et je souhaite qu'elle mette fin à cette trop longue séance.

Le président - Est-ce qu'un rapporteur désire répondre ?
Non ;
Dans ce cas je mets aux voix la motion préjudicielle présentée par Deixonne
(Motion rejetée)
Nous sommes donc en présence des trois motions dont vous avez entendu les rapporteurs ; il s'agit de voter et de voter par mandats, pour indiquer le vote de chaque fédération pour les trois motions présentées.
(Le vote se poursuit par mandats sur les trois motions Guy Mollet, Dechezelles Rhône, et fédération du Nord.)
Je rassure le camarade de Lorient, la Commission municipale a voté une motion sur la reconstruction.
Je donne la parole à Boutbien pour rapporter la motion de l'Union Française sur laquelle la Commission est intervenue.

Léon Boutbien

Au nom de la Commission des résolutions unanime j'ai à vous rapporter un certain nombre de textes que je vais soumettre immédiatement au Congrès. Le premier concerne le double problème des personnes déplacées, voici le texte :
"Le Congrès exprime sa profonde satisfaction pour l'attitude adoptée par les fervents de la République et le cartel des réfugiés de l'Exodus et des paquebots qui mouillent devant Port de Bouc depuis bientôt trois semaines ; la volonté d'offrir aux réfugiés l'hospitalité sur le sol français de même que le refus d'user de la force à leur égard est conforme aux plus belles traditions de la démocratie française.
Le congrès espère que le gouvernement persévérera dans son attitude, qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour mettre un terme à cette tragédie.
Le congrès envoie l'expression de sa profonde sympathie à tous les survivants des massacres hitlériens, à toutes les victimes du nazisme, juifs et non juifs, à tous les internés qui dans les camps en Allemagne et dans d'autres pays de l'Europe sont condamnés à mener une existence improductive et privés de liberté. Conscients des souffrances indicibles, et des pertes de vies humaines qui se comptent par millions, infligées aux populations juives par les criminels nazis et fascistes, le Congrès proclame qu'il est du devoir des démocraties victorieuses de les aider activement à refaire leur vie dans la liberté et il estime que les pays démocratiques doivent ouvrir leurs portes aux personnes déracinées. Il appartient à l'ONU et aux délégués français à l'ONU de trouver dans leur respect de la dignité humaine une solution aux douloureux problèmes des personnes déplacées".
Cette motion a été adoptée à l'unanimité par la Commission des résolutions.
(Adoptée)

Voici une seconde motion, je vais vous lire successivement trois textes qui concernent les territoires d'Outremer.
Voici une résolution concernant le Maroc.
(Lecture)
Cette motion a été adoptée à l'unanimité par la Commission des résolutions.
(Adoptée)
Voici un voeu présenté par la fédération de l'AOF et du Congo et qui a reçu l'approbation unanime à la Commission des résolutions.
(Lecture)
Cette motion qui avait été présenté par un camarade du Congo a été adoptée à l'unanimité par la Commission des résolutions.
Et enfin, pour vous montrer que si nous avons pu, au cours de ces travaux, avoir quelques divergences, l'unité socialiste est profondément solide c'est à l'unanimité que la Commission des résolutions a adopté l'appel suivant aux populations d'Outremer. Je vous demande de prêter quelques instants encore d'attention pour que je puisse terminer la lecture de ce texte.
Je pense, camarades, que le Congrès sera unanime pour adopter cet appel aux populations des territoires d'Outremer tel qu'il est présenté par la Commission des résolutions également unanime.
(Adopté)
Commission des conflits.
La Commission des conflits était ainsi constituée
(Lecture)
(Proposition adoptée)
(Composition des conflits adoptée)
La Commission de contrôle était composée des camarades…
(Lecture)
(Adoptée)
Le groupe des anciens, qui croit quand même représenter quelque chose dans le Parti a présenté la candidature d'un camarade qui a 4 ans de Parti, qui est expert comptable de profession, ce qui n'est pas le cas de tous les camarades, et il pensait qu'on lui ferait au moins l'honneur de dire au Congrès que sa candidature a été posée. J'enregistre le fait...

Le président - Cette candidature a été déposée régulièrement, au nom de quel camarade ?

Voix - Mais enfin, cela ne fait rien...
(Composition adoptée)
Merci pour les anciens !

Rapporteur - L'article 24 du règlement du Parti décide que les mandats de fédérations dans les Assemblées nationales du Parti seront calculés sur la base...
(Lecture)
(Adopté)

Fondation Jean Jaurès

Le président - La fédération de l'Hérault demande que les textes adoptés à l'unanimité du Congrès et que Christian Pineau a présentés et commentés soient immédiatement affichés afin que le pays tout entier les connaisse et puisse, le cas échéant, prendre toute responsabilité.
Pas d'observation ?
(Adopté)

Guy Mollet - donne les résultats du vote sur les trois motions en présence :
Motion Guy Mollet : 2 443
Motion du Nord : 2 202
Du Rhône : 274
Abstentions : 285
(Applaudissements)

André Philip (président)

Camarades, nous voici parvenus à la fin de notre 39ème congrès et à l'heure de nous séparer je devrais tout d'abord adresser au nom du bureau et du Parti les remerciements à tous ceux qui ont participé à ce Congrès, contribué à son organisation et suivi des travaux qui ont été quelquefois un peu longs et poursuivis dans la nuit. Je tiens à adresser tous mes remerciements au personnel du secrétariat, au personnel du Populaire et aux services, aux journalistes des différents journaux qui ont travaillé dans des conditions qui n'étaient pas peut-être extrêmement confortables pour eux, et à tout le personnel qui a été jour et nuit à notre service.
(Applaudissements)
La fédération du Rhône a essayé d'organiser ce Congrès du mieux qu'elle a pu ; nous avons disposé d'une salle qui a présenté quelques difficultés en raison de sa longueur ; en tout cas nous avons fait pour l'organisation matérielle, pour la présentation, tout ce qui nous était possible de faire et nous nous excusons si nous n'avons pas pu faire mieux.
(Applaudissements)
Nous allons maintenant partir, camarades, et nous séparer pendant un délai qui, à moins qu'il n'y ait un Congrès extraordinaire, durera un an et nous savons que pendant cette année nous allons être séparés les uns des autres ; de graves événements peuvent survenir entre ce Congrès et le Congrès prochain. Tous avons devant nous une année dure, une année d'effort, de lutte, une année qui sera pénible et où nous aurons besoin de toute notre énergie, de tout notre courage pour sauver le Socialisme et la démocratie au milieu des difficultés certaines que nous allons rencontrer sur le plan économique avec ses répercussions politiques au cours de l'hiver prochain. Et voyez-vous, je crois que, quelles que soient les difficultés, elles peuvent être surmontées si nous les abordons avec les armes nécessaires et avec le courage indispensable. Ces armes, le Congrès vient de les donner au Parti, il a défini la position de la majorité du Congrès, il a sur le problème essentiel urgent, angoissant, de l'heure

Fondation Jean-Jaurès

adopté à l'unanimité un texte qui va nous permettre au sein du gouvernement et au sein du Comité directeur d'affirmer les positions socialistes et de les pousser jusqu'à leur réalisation.
(Applaudissements)
Il a affirmé dans l'intervalle des Congrès l'autorité nécessaire du Comité directeur qui est l'autorité chargée de se prononcer au nom du Parti dans l'intervalle des Congrès et des Conseils nationaux. Les armes, nous les avons, il dépend de nous, maintenant au gouvernement, ceux qui sont aux ministères, au Parlement, au Comité directeur, de nous en servir afin de mieux servir les militants et la classe ouvrière de notre pays. Et voyez-vous, camarades, je crois qu'à l'heure présente, non seulement chez nous mais dans l'ensemble du pays, le problème le plus grave en présence des vicissitudes actuelles est surtout le manque de foi, c'est surtout le découragement, la déception, d'une opinion qui au lendemain de la libération avait tellement espéré, tellement attendu sans peut-être réaliser complètement toutes les difficultés terribles qui nous attendaient, pour la reconstruction aujourd'hui si le Parti Socialiste sait, dans ce monde désorienté, s'affirmer avec courage, préciser ses positions, se battre pour elles, je suis sûr qu'il peut être le levain qui fera véritablement se lever notre démocratie, qui saura l'organiser, qui saura la préserver des atteintes de tous ses ennemis. A nous maintenant, à tous les militants, chacun à leur place, de partir au travail ; par notre foi et par notre enthousiasme, nous développerons le Parti Socialiste et nous instituerons et fonderont vraiment la République quatrième en France. (Applaudissements)

Le 39ème Congrès du Parti Socialiste est clos. Minuit 30.

Coll. Fondation Léon Blum